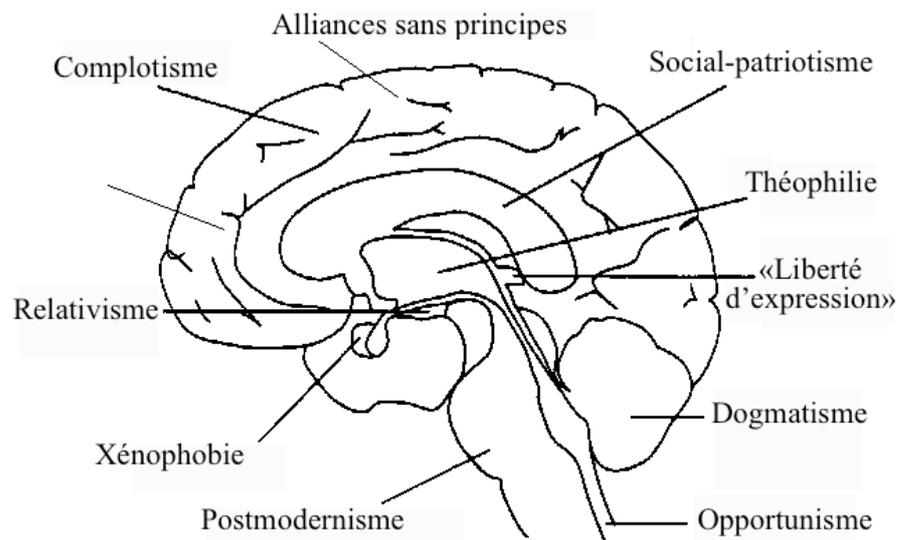


Nos tares politiques

Tome 1



Introduction aux deux volumes de *Nos tares politiques*

«*Color-blind marxism is blind marxism*¹» («Les marxistes qui nient le racisme nient le marxisme» ! Proverbe militant anglo-saxon.)

Au-delà de l'allusion et du jeu de mots² contenus dans le titre de ce numéro divisé en deux parties qui seront publiées séparément vu leur volume, «Nos tares politiques», indique ouvertement **notre** responsabilité collective face à un certain nombre de maux qui sévissent dans l'extrême gauche et l'ultragauche, comme dans les milieux anarchistes et libertaires.

Les textes de ces deux volumes ont une tonalité polémique³, parce que nous n'avons jamais eu la moindre sympathie pour l'omerta, le copinage, les excuses faciles que beaucoup d'entre nous trouvent à des «camarades» ou des compagnons, considérés comme de «braves types» (ce sont rarement des femmes, non parce que celles-ci seraient moins sujettes à ces tares, mais tout simplement parce qu'elles sont extrêmement minoritaires dans les milieux «radicaux»...), dans l'erreur, dévoués, courageux, intelligents, cultivés.... Le catalogue d'excuses est inépuisable.

Un lecteur m'a fait remarquer que l'omerta à propos du racisme et de l'antisémitisme (ce dernier sous couvert de l'antisionisme de gauche) dans les milieux militants valait bien celle à propos du sexisme et en effet, il a raison, les mécanismes sont exactement les mêmes. L'affaire d'un dirigeant du SWP accusé – à tort ou à raison, je l'ignore – de viol et de harcèlement sexuel par une militante beaucoup plus jeune que lui⁴ est là pour nous

¹ Littéralement, «Le marxisme daltonien est un marxisme aveugle»!

² *Nos tâches politiques* (1904) est le titre d'un ouvrage prémonitoire de Léon Trotsky, critiquant les positions de Lénine, mais enterré par son auteur et bien sûr par ses disciples de même que le *Rapport de la délégation sibérienne* (1903) du même Lev Davidovitch Bronstein. Ils furent traduits et publiés en France chez Belfond (1970), puis Denoël (1971) pour le premier et Spartacus (1970) pour le second.

³ Les réponses à mes critiques prennent malheureusement le plus souvent un tour à la fois personnel et diffamatoire à mon égard, ce que je ne peux que regretter mais j'ai choisi néanmoins de reproduire la prose de mes adversaires, en laissant les lectrices et les lecteurs libres de la lire... ou de ne pas la lire !

⁴ On trouvera quelques éléments d'information en français à propos de cette affaire dans deux articles : <http://www.avanti4.be/debats-theorie-histoire/article/le-socialist> et <http://www.avanti4.be/analyses/article/>

rappeler que les organisations «révolutionnaires» (ou pas, cf. DSK et ses défenseurs au Parti socialiste et dans les médias) ont toujours du mal à admettre qu'elles puissent souffrir des mêmes tares que les autres et à trouver des moyens d'en débattre honnêtement et publiquement.

Elles défendent un programme, une méthodologie, une philosophie voire une «science» marxistes ; ou bien elles sont convaincues que, puisque leur éthique anarchiste prône une parfaite adéquation entre les fins et les moyens, leurs militants ont assimilé l'éthique libertaire qui en découle, donc toute oppression raciste ou sexiste est «évidemment» bannie de leurs rangs théoriquement, mais aussi jugée quasi impossible pratiquement.

Et lorsqu'un militant ou une militante se dresse pour dénoncer le racisme, l'antisémitisme ou le sexisme au sein de sa propre organisation, l'argumentaire est toujours le même :

- la personne qui rue dans les brancards a des «gros problèmes personnels» [mythomane, complexé(e), paranoïaque, malade mental, etc.] ;

- elle est porteuse d'une idéologie «petite-bourgeoise» (l'antiracisme, l'antisexisme), «pro-impérialiste» (le «sionisme») ou est elle-même un «petit-bourgeois» une «petite-bourgeoise¹» ;

- l'homme ou la femme visé par la critique (simple militant, cadre politique ou intellectuel, compagnon de route) est au-dessus de tout soupçon vu son comportement sans tâche dans d'autres domaines ;

- les propos ou les comportements racistes, antisémites ou sexistes sont le fruit d'un dérapage limité dans le temps, une «provocation» délibérée (à l'instar de la «provocation artistique» qui a droit à une liberté d'expression totale, cf. Dieudonné), ou excusable par l'origine sociale (s'il s'agit d'un prolétaire, c'est généralement un «héros de la classe ouvrière»), ou lié à une consommation abusive d'alcool, au surmenage, etc. ;

- lutter contre le racisme, l'antisémitisme ou le sexisme c'est faire preuve de «moralisme» (on ajoute éventuellement «petit-bourgeois» pour

feminisme-la-gauche-radicale-aujourd-hui-est. Depuis les scissions, démissions et exclusions se multiplient au sein du SWP.

¹ Cette accusation est d'autant plus ridicule que les petits-bourgeois salariés (professeurs, travailleurs sociaux, intellos précaires, petits cadres, etc.), souvent fonctionnaires, et les étudiants issus de ces mêmes milieux sont souvent majoritaires dans les organisations d'extrême gauche et libertaires en Europe, quel que soit leur langage et quelle que soit leur politique. Quant aux prolétaires qu'elles attirent, ce sont souvent (pas toujours, bien sûr) des éléments déclassés ou paupérisés de la petite-bourgeoisie, «établis» par conviction idéologique ou obligation pécuniaire, moins fréquemment des fils et petits-fils de prolétaires eux-mêmes et encore plus rarement issus de l'immigration maghrébine, africaine ou asiatique.

charger la barque), de suivisme par rapport aux intellectuels conservateurs ou néoconservateurs, libéraux, sionistes, etc. (Finkielkraut, BHL, etc.), aux «féministes bourgeoises» (Fourest, Badinter, etc.) ;

– lutter contre le racisme, l'antisémitisme ou le sexisme c'est faire preuve de suivisme par rapport à l'idéologie puritaine-américaine du politiquement correct ;

– de toute façon, il ne faut pas rendre ce débat public pour ne pas «faire le jeu de l'ennemi de classe» ; il faut attendre que toutes les instances de l'organisation se prononcent ; il ne faut pas porter plainte devant la justice bourgeoise et se fier seulement au jugement des camarades les plus expérimentés. Et si tu rends le problème public, c'est que tu es sans doute un provocateur/une provocatrice (genre policier, ce coup-là, pas genre artiste, nettement plus classe même si on s'appelle Dieudonné, Bigard ou Leeb) conscient ou inconscient.

Pour couronner cette liste d'arguments ou de raisonnements boiteux, nous citerons ce passage typique d'*Auschwitz ou le Grand Alibi*, brochure publiée par la Gauche communiste italienne (dite «bordiguiste») : «*Il arrive parfois que les ouvriers eux-mêmes donnent dans le racisme. C'est lorsque menacés de chômage massif, ils tentent de le concentrer sur certains groupes : Italiens, Polonais ou autres "mètèques", "bicots", nègres, etc. Mais dans le prolétariat ces poussées n'ont lieu qu'aux pires moments de démoralisation, et ne durent pas. Dès qu'il entre en lutte, le prolétariat voit clairement et concrètement où est son ennemi : il est une classe homogène qui a une perspective et une mission historiques.*»

On a là une parfaite justification (involontaire ou pas, peu importe) à l'apathie et à l'abstention en matière d'antiracisme ou d'antisémitisme (voire pour les «ultragauches» les plus crétins ou les plus chauvins à la présentation de l'antiracisme comme l'ennemi principal car faisant obstacle à une prise de conscience de classe), puisque ces phénomènes sont considérés comme éphémères et que de toute façon «l'homogénéité» et la «mission historique du prolétariat» élimineront tous ces vestiges du vieux monde.

Il est inutile de continuer cet inventaire. Chaque lecteur ou lectrice pourra lui-même puiser dans ses souvenirs pour le compléter.

Ces deux volumes de *Nos tares politiques* évoquent aussi d'autres tares comme

– le nationalisme ou l'anti-impérialisme à la sauce réactionnaire (idéologies toutes deux nourries par le mouvement altermondialiste et que l'on retrouve dans ses prolongements plus récents : Indignés, Occupy, etc.),

– l'influence délétère du postmodernisme qui influence aussi bien le mouvement libertaire que les néotrotskystes en quête d'une nouvelle boussole, ou, plus prosaïquement, en quête d'un nouvel habillage pour les débris de leur idéologie,

– et l’opportunisme face aux religions (de la prétendue théologie de la libération à l’islam politique),

tares à propos desquelles le consensus à gauche ou à l’extrême gauche est beaucoup moins évident.

Il suffit de penser aux violentes réactions qu’ont suscitées l’article remettant en cause le «mythe de la victoire du non» au référendum de 2005¹ ; la série de textes sur les «*Limites de l’antisionisme*»² ; le texte intitulé : «A propos des “révolutions arabes” il serait temps de dire Byebye Castoriadis»³ ; et, dans ce numéro, nos critiques adressées à un ultragauche xénophobe (p. 74-77), à des militants d’extrême gauche qui trouvent «intéressants» les textes des nationaux-marxistes confusionnistes Denis Collin ou Costanzo Preve (p. 13-59) et dont certains veulent «dialoguer» avec l’extrême droite (Serge Ayoub, Riposte Laïque, etc.) ou la continuation de notre série sur les «*Limites de l’antisionisme*».

Dès que l’on touche à certains discours automatiques, à certains mantras de l’extrême gauche ou de l’ultragauche, ou surtout à certaines amitiés sans principes, motivées par de sordides calculs (quête de notoriété, narcissisme, toute-puissance), par la paresse intellectuelle ou simplement la volonté d’être cocooné dans un groupe ou un milieu affinitaire, les aboyeurs se mobilisent pour répandre un flot continu de calomnies et empêcher toute remise en cause ou discussion.

Et lorsqu’on dénonce les rapprochements entre certains individus «de gauche» et des cercles d’extrême droite, la violence verbale atteint un niveau maximum: «méthodes policières, staliniennes, guépéoutistes, provocatrices, fascistes, complotistes, antisémites», rien n’est épargné à celles et ceux qui pointent vers des convergences non seulement «objectives» (dixit le maître en manipulation fasciste Alain de Benoist), mais aussi vers des convergences amicales, insérées dans une stratégie où

¹ Cf. *Ni patrie ni frontières* n° 13-14.

² Cf. notamment la compil’ n° 1 de *Ni patrie ni frontières, Sionisme et antisionisme, Question juive et antisémitisme* où se trouvent réunis les articles de la série «*Limites de l’antisionisme*» : Un amalgame criminel (2002) ; Qu’est-ce que le sionisme ? (2002) ; Bêtisier sioniste – Bêtisier antisioniste – Misère de l’antisionisme (2003) ; A propos de Finkelstein et de la crapuleuse expression de “Shoah Business” (2003) ; A propos de “Libertaires et ultragauches contre le négationnisme” – Des comparaisons absurdes défendues par La Banquise sur la question juive et le sionisme (2007) ; Pot pourri de l’antisionisme (2004) ; James Petras : Un gringo chauvin, antisioniste et antisémite (2007) ; Du Zorg à la ZPC (2007) ; Mossad et enlèvements de jeunes femmes en Argentine ! (2007) ; “L’armée israélienne occupe Paris. Résistance!” une affiche crapuleuse (2007)

³ Cf. *Ni patrie ni frontières* n° 40-41, mai 2012.

l'on se demande sans cesse si les «idiots utiles» de gauche ou d'extrême gauche qui jouent avec l'antisémitisme anticapitaliste, l'antisionisme à tendance antisémite, l'anti-impérialisme réactionnaire, le «souverainisme» ou l'hostilité à l'immigration ne sont pas finalement des calculateurs cyniques.

En ce domaine les échanges de références élogieuses entre le fasciste Alain de Benoist et le «marxiste» Costanzo Preve, d'un côté, ou entre le «marxiste» Denis Collin, Costanzo Preve et «l'inclassable» Jean-Claude Michéa ne sont que l'expression dans le «champ intellectuel» de convergences qui s'expriment quotidiennement, de façon moins sophistiquée, sur toutes sortes de forums ou de sites Internet. Une culture politique commune est en train de se construire (je dirais même est déjà constituée), culture que l'on ne peut même plus appeler «rouge-brune» car

- les deux couleurs deviennent impossibles à distinguer l'une de l'autre puisqu'elle forme un magma réactionnaire caca d'oie ;

- les deux courants politiques (les «rouges» et les bruns) clament bruyamment que toute différence a disparu entre la droite et la gauche, et que la notion de fascisme est dépassée, deux constats qui justifient leur rapprochement et leur dialogue ;

- les uns et les autres s'affirment de fiers ennemis du «totalitarisme» et du «politiquement correct».

Malgré de nombreuses expériences négatives, je suis toujours un petit peu surpris (enfin, de moins en moins...) par la cécité volontaire de certains marxistes¹ ou anarchistes face à ces phénomènes².

Mais cela ne m'empêche pas de rêver que cela changera...un jour !

Bonne lecture !

Y.C., *Ni patrie ni frontières*, juin 2014

P.S. Conformément à nos habitudes depuis 2002, une partie (environ les deux tiers) de ces deux numéros est composée de textes repris de sites ou

¹ Pour ce qui concerne les «marxistes» c'est sans doute le groupe Militant qui mérite «la palme d'or de l'aveuglement», cf. nos articles p. 11, 16, 44, 47 et 56.

² Cf. dans *Les pièges mortels de l'identité nationale* (n° 33-34-35 de *Ni patrie ni frontières*), nos articles sur les errements de certains animateurs de Radio Libertaire ou compagnons de route de la Fédération anarchiste («Radio libertaire ou Radio Français d'abord ?» «Radio Libertaire et la liberté d'expression totale : un piège mortel» et dans ce numéro : «Daniel Pipes et Guy Millière sur Radio Libertaire»), l'article sur Michéa (penseur soutenu par plusieurs courants libertaires), et, dans un autre registre, le suivisme de l'OCL vis-à-vis du nationalisme du Hezbollah libanais (n° 18-19-20 de *Ni patrie ni frontières*).

de blogs Internet dont nous ne partageons pas toujours les positions (cela va sans dire, mais cela va encore mieux en le disant !). Les militants d'extrême gauche ou anarchistes étant généralement incapables de discuter entre eux, du moins par écrit et de manière sereine (ou bien s'y refusant «par principe»), la confrontation des textes dans notre revue permet au moins aux lectrices et aux lecteurs de se faire une idée de leurs positions. Soit dans ce premier volume : Lutte ouvrière et sa revue *Lutte de classe* ; les sites Opération Poulpe, Brasiers et Cerisiers, Luftmenschen, Mémorial 98, Reflex, *Militant*, Initiative communiste ouvrière, Vosstanie et L'herbe entre les pavés ; la revue et le site *La Critique sociale* et le blog de Floréal.

«*Nos tares politiques*» est divisé en une dizaine de parties thématiques : quatre sont abordées dans cette première livraison, six autres dans la suivante¹. Certains articles auraient pu être placés dans deux rubriques, voire davantage, tant certains thèmes se recourent et tant les tares décrites ont une fâcheuse tendance à être... cumulatives.

PPS. : la récente «victoire» du Front national aux élections européennes (avec quand même 1,7 million de voix en moins qu'aux élections municipales de mars 2014) ne peut que nous inciter à souligner encore une fois l'importance capitale de défendre des positions claires, offensives, de classe, sur des questions comme celles du nationalisme, de l'immigration, du racisme institutionnel, de l'antisémitisme et des discriminations antimusulmanes.

¹ Antisémitisme de gauche, négationnisme et relativisme ; incompréhension et opportunisme vis-à-vis des religions ; vieux dogmes ; illusions autogestionnaires ; impasses du post-modernisme : nation, religion, genre, "race" et classe.

Alliances sans principes, souverainisme et xénophobie de gauche

Cette première partie tente de cerner les manifestations de la xénophobie de gauche et d'ultragauche, qui se répand chaque jour davantage dans les milieux les plus inattendus et donne lieu à des alliances militantes et des convergences idéologiques étonnantes. Xénophobie qui avance masquée et n'hésite pas à utiliser un verbiage «anticapitaliste»...

D. Collin, J.P. Cruse, Le Militant: la confusion se porte bien, merci

Denis Collin est venu illuminer la conscience des fascistes du local de Serge Ayoub par une belle conférence sur «Marx face à l'Etat et à la Nation» qui s'est tenue le jeudi décembre 2009¹.

Pas de chance pour Denis Collin, Serge Ayoub, alias Batskin, militant fasciste actif dans toutes sortes de groupuscules d'extrême droite depuis les années 80, connaît les individus impliqués dans la mort de Clément Méric et affirme même que Clément aurait «agressé» le doux Esteban !

Ajoutons que le même Denis Collin préfaça une *Histoire critique du marxisme* d'un certain Costanzo Preve, individu qui affirma ensuite: «Si j'étais Français, j'irais voter aux deux tours. Au premier (scandale ! horreur!), je voterais pour Marine Le Pen, et au second également, si elle était encore en lice.» Article² dans lequel cet «anticapitaliste radical» (sic) exprime son admiration pour son ami le fasciste Alain de Benoist. Il n'a vraiment pas de pot, le Collin !

* Jean-Paul Cruse est un ex-maoïste de la Gauche prolétarienne, ex fondateur de *Libération*, à l'initiative d'une tentative de regroupement des «rouges-bruns» en 1993, lancé par un article intitulé «Vers un Front national», publié dans *L'Idiot international*, avec l'appui de quelques intellectuels du PCF et quelques individus d'extrême droite dont le fasciste Alain Soral. C'est aussi un monsieur qui dépense beaucoup d'énergie à dénoncer les scandales autour du Sentier comme en témoigne son site (lemondereel.fr), mais beaucoup moins d'énergie contre les capitalistes qui n'ont aucun lien ni familial, ni culturel, ni politique avec l'Etat d'Israël – rejoignant ainsi une vieille tradition dans la gauche républicaine gauloise et aussi le mouvement ouvrier français ; qui cite le négationniste Roger Garaudy comme une autorité en matière d'Islam «La charia est une voie, pas une loi» ; qui trouve des vertus au «souverainisme» et au «gaullisme historique» ; qui fait l'éloge de Shlomo Sand tout en dissimulant sciemment que celui-ci n'est pas en faveur de la destruction d'Israël, etc.

¹ L'annonce se trouve sur le site du Local.

² Sur le site d'extrême droite Europe Maxima.

* Le *Militant* est un petit regroupement de militants membres du PS, du PCF et du Parti de Gauche. Le *Militant* fait de la pub sur la première page de son dernier numéro (n° 122, 30 juin 2013) pour une conférence de Denis Collin «PMA-GPA: que faut-il en penser ?» «avec le philosophe Denis COLLIN, auteur de nombreux ouvrages dont *Comprendre Marx, La recherche du bonheur, (Re)vive la République*», etc.

Et tout ce beau monde (sauf Denis Collin apparemment, mais cela ne saurait tarder) est signataire d'une pétition «Ensemble» dont les premiers signataires sont Raymond Debord (éditeur du site *Militant*), Jean-Paul Cruse (association «On est tous responsables» d'Aubervilliers), Houaria Moualek (cercle *Militant* des mal-logés-75), Vincent Prémey (secrétaire départemental de la FSU- 03) Marc Chiassai (14), Eric Lester (PG, 14), Franck Marsal (Villeneuve d'Ascq-59) François Ferrette (BN du SNASUB, PCF-61), Stéphane Groepler (syndicaliste en presse quotidienne, Rouen-76), Axel Félicité (91), Olivier Delbeke (syndicaliste CGT-94).

On reconnaît parmi les noms de ces «premiers signataires» plusieurs trotskystes du *Militant* qui ont rejoint le Parti de Gauche.

L'inventaire de la confusion (n° 36-37 de la revue), s'il connaît une seconde édition, ne manquera pas de s'intéresser à ces nouvelles connivences entre «camarades» qui séparément ont des fréquentations peu recommandables mais savent aussi s'unir, ce qui permet aux plus douteux de se blanchir en compromettant les plus honnêtes d'entre eux.

C'est pour le coup que la notion d'«idiots utiles» est malheureusement la bienvenue.

Y.C., 1/07/2013

Lettre à Yves Coleman

Cher Yves,

Ce jeudi 4 juillet 2013, nous découvrons avec consternation l'article que tu nous consacres sur ton site Mondialisme.org¹ en date du 1^{er} juillet.

Dans cet article tu énumères cinq faits et tu suggères une conclusion.

Les 5 faits sont les suivants :

– en décembre 2009, Denis Collin a fait une conférence dans le «local» du fasciste Serge Ayoub, chose que nous ignorions et désapprouvons évidemment.

– Denis Collin a préfacé le livre d'un philosophe italien, Costanzo Preve, connu comme spécialiste de Marx, qui a commis un article sur le site d'Alain de Benoist affirmant de façon provocatrice que s'il était français il voterait pour Marine Le Pen. Signalons que ladite préface est antérieure à ce fait. Signalons aussi, au passage (mais ce n'est pas totalement sans intérêt vu la suite), que Vincent Présumey, membre du Comité de rédaction du bulletin de *Militant*, a publié une critique serrée de ce livre de Preve lors de sa parution.

– le troisième fait concerne le militant maoïste Jean-Paul Cruse, dont tu dénonces les positions «souverainistes» qui sont effectivement les siennes. Notons au passage, sans assumer en rien ses positions, qu'il avait condamné Soral comme fasciste (on peut te fournir les références), Soral, que tu ramènes au passage.

– les quatrième et cinquième faits expliquent sans doute, hélas, l'énumération disparate qui les a précédés : il s'agissait de dénoncer *Militant*. En effet, tu signales que d'une part, *Militant* organise une réunion-débat avec Denis Collin sur la PMA et la GPA, d'autre part tu signales la signature, par plusieurs animateurs de *Militant*, et d'autres dont Jean-Paul Cruse, de l'appel «Ensemble» à organiser la mobilisation concrète des habitants des quartiers les plus pauvres par eux-mêmes, qui s'appuie sur de véritables expériences réelles d'une telle mobilisation.

A partir de là, la conclusion : tu vas désormais t'intéresser, dans le cadre de «l'inventaire de la confusion», aux «nouvelles connivences» dont nous nous rendons coupables, «idiots utiles» que nous sommes.

Le lecteur rapide ou malintentionné, et tu le sais très bien, ne manquera pas de résumer : il y a un fil qui court de *Militant*... à Serge Ayoub !

Si, réciproquement, nous en étions venus à penser qu'on pourrait insinuer une chose pareille à ton sujet, cher Yves, nous t'aurions d'abord

¹ Rappelons que mondialisme.org n'est pas «mon» site, que sa création n'a rien à voir avec *Ni patrie ni frontières* et qu'il regroupe les revues *Échanges et mouvement*, *Temps critiques* et *Ni patrie ni frontières (Y.C.)*.

contacté pour t'alerter et en discuter, ce que tu n'as pas fait, jugeant bon de lancer ton article suspicieux sur le net, sans oublier d'y rappeler le meurtre de Clément Méric.

Nous sommes donc contraints de te répondre publiquement, ce qui n'est pas compliqué à faire.

Concernant Denis Collin, d'une part, Jean-Paul Cruse, d'autre part, nous ne sommes pas eux, ils diront ce qu'ils voudront. Nous n'avons à répondre ici qu'en ce qui concerne nos relations avec eux, et certainement pas avec l'extrême droite antisémite.

Denis Collin est un philosophe et un auteur avec lequel on peut ne pas être d'accord, mais avec qui le débat est fructueux, et nous organisons en effet un débat avec lui. Ses positions sont publiques et faciles à trouver (<http://la-sociale.viabloga.com/> et <http://denis-collin.viabloga.com/>). Denis Collin est d'ailleurs issu du mouvement ouvrier et bon connaisseur de Marx, ayant fait partie de la direction de l'OCI (Organisation communiste internationaliste) pendant longtemps et ayant appelé à voter Mélenchon aux dernières élections présidentielles (mais peut-être sont-ce là des preuves à charge pour toi ...). Tu sembles considérer que nous sommes contaminés par le fascisme en débattant avec Collin, qui n'a strictement rien d'un fasciste malgré l'erreur commise par lui en 2009 ; vouloir nous traiter en pestiférés en raison d'une telle fréquentation relèverait d'un obscurantisme comparable à celui d'un fasciste. Point barre.

Jean-Paul Cruse, quelles que soient par ailleurs ses positions, appartient au mouvement ouvrier : il est l'un des rares organisateurs réels, à Aubervilliers, des milieux immigrés les plus pauvres. C'est à ce titre, sur ce segment d'activité, que nous avons des relations anciennes avec lui, en toute connaissance des divergences existant par ailleurs. Cela s'appelle le front unique : jamais avec les fascistes, toujours dans le cadre du mouvement ouvrier, aussi bien qu'avec toutes ses autres composantes auxquelles on pourra trouver bien d'autres choses à reprocher si l'on veut.

Maintenant, ta pseudo-démonstration insinuée, mais claire : puisque *Militant* fait un débat avec Denis Collin, d'une part, signe un appel avec entre autres J.P. Cruse, d'autre part, alors *Militant* n'est rien d'autre qu'un groupement d'idiots utiles du fascisme. Car c'est cela que tu affirmes en fait. Et tu choisis de l'affirmer après de nombreuses prises de positions de *Militant* contre la pénétration de l'antisémitisme à gauche, et tu choisis de l'affirmer maintenant, dans le contexte faisant suite à la mort de Clément Méric, nous montrant sciemment du doigt, sur la base d'une construction artificielle dans laquelle n'entre en ligne de compte (et pour cause) strictement aucune de nos positions politiques publiques. Tu choisis de porter contre nous ton ardeur investigatrice qui, dans notre cas, mérite le nom d'inquisitoriale. Car ta méthode ici est celle-là même des staliniens et des adeptes des théories du complot : «Si tu connais un tel qui connaît un

tel, c'est donc que tu es compromis avec l'innommable.» De plus, systématiquement, tu pars de faits passés pour en déduire des soupçons sur les positions actuelles : tu as été à tel endroit, tu as fréquenté untel, donc tu es ainsi, etc. C'est là la méthode de pensée de la réaction en général. On pourrait se demander pourquoi, dans quel but, au compte de qui, mais il est plus probable que tu as fait seulement œuvre d'idiot inutile.

Particulièrement significative est la phrase : «et tout ce beau monde (sauf Denis Collin apparemment, mais cela ne saurait tarder) est signataire d'une pétition...» Celles et ceux que tu appelles du «beau monde» sont des militants syndicaux et des résidents de quartiers pauvres. Ah, que ce serait bien de pouvoir y dénicher un soralien ! mais non, même Denis Collin n'en est pas... mais ça ne saurait tarder ! Cher Yves, on dirait là du Vychinski.

Ton article comporte d'ailleurs de nombreux liens, dont certains vers l'extrême droite, mais aucun vers ta cible, *Militant*. Intéressant silence. Tu laisses croire que l'appel «Ensemble», regroupant du «beau monde», serait un regroupement équivoque. Que chacun juge d'après son contenu.

Mon cher Yves, il faut te reprendre. Tu franchis là la barrière au-delà de laquelle ton propre fonctionnement, ton propre mode de pensée et de dénonciation, devient celui-là même des forces que tu veux combattre. Ceux qui insinuent que «les sionistes» sont partout ne procèdent pas autrement que par de telles associations.

Nous continuerons pour notre part, quel que soit ton «intérêt» pour nos «nouvelles connivences», à œuvrer pour le rassemblement des opprimés contre le capital et son Etat, et donc contre le fascisme et l'antisémitisme, et à qualifier comme telles toute provocations ou accusations guépéoutistes dans le mouvement ouvrier pour ce qu'elles sont. Compte tenu de la dimension paranoïaque de ton article sur nous, nous précisons toutefois ce qui va de soi : en écrivant ce qui précède, nous ne t'avons accusé de n'être ni l' «idiot utile», ni l'agent, de qui que ce soit, nous constatons seulement que là, tu es le militant Yves Coleman qui fait l'idiot inutile, et nous sommes à ta disposition pour en discuter fraternellement, même si tu nous as fait un peu ressentir ce qu'un accusé des procès de Moscou pouvait éprouver.

Salutations militantes

Olivier Delbeke, Vincent Présumey
Pour la rédaction de *Militant*

J.P. Cruse, D. Collin, C. Preve :

souverainisme¹ et xénophobie

vont de pair !

Réponse aux dérobades

du *Militant*

Cher Olivier, Cher Vincent,

Vous avez tout à fait raison je suis un «idiot inutile» : je ne suis pas conseiller municipal, je n'ai pas de responsabilités syndicales ou associatives, contrairement à vous. Et je ne paie pas de cotisation à l'un des partis de gauche (PC, PS, PG) auxquels vous appartenez et qui ont l'intention de gérer – ou qui gèrent déjà d'ailleurs – l'Etat au service des... travailleurs.

¹ Le souverainisme n'est qu'un terme politiquement correct pour désigner la version contemporaine du social-patriotisme. Cf. «Sociaux-patriotes d'hier et d'aujourd'hui : permanence et récurrence des idées réactionnaires» dans ce numéro, p. 89. A ce propos, un article du 8 juillet 2013 de Frédéric Lordon sur le site du *Monde diplomatique* («Ce que l'extrême droite ne nous prendra pas») tente désespérément d'introduire une différence fondamentale entre «souverainisme de droite» et «souverainisme de gauche», sous prétexte que le second s'appuierait sur le peuple et les élections, mais pas le premier. Rappelons à ce monsieur que tous les partis populistes d'extrême droite en Europe depuis quelques années arrivent à peser sur les politiques de leur gouvernement en s'appuyant sur le «peuple» et la «démocratie parlementaire» (Hongrie, Italie, Pays-Bas, Danemark, etc.). En France, seule l'absence de proportionnelle empêche le Front national de profiter à plein de la «démocratie» (enfin, côté pognon, ils ne peuvent pas vraiment se plaindre, les contribuables raquent pour qu'ils aient la possibilité de déverser leur bile...) et du soutien d'une partie du «peuple» (il n'y a quand même pas 6,5 millions de bourgeois en France) pour peser encore plus sur l'orientation xénophobe des politiques publiques. Lordon prétend que la régularisation des sans-papiers résoudrait le problème du prétendu «dumping social» causé par l'immigration mais en même temps il se dit favorable à la régularisation des flux migratoires. On ne peut donc lui faire aucune confiance, ni à lui ni à tous les souverainistes de gauche, et de droite.

Je suis d'autant plus un «idiot inutile» que j'ai pensé naïvement que vous pourriez reconnaître votre erreur d'avoir fait une publicité incongrue à une conférence et aux ouvrages du social-chauvin Denis Collin («bon connaisseur de Marx¹» selon vous !) et de signer un appel avec le stalinien social-patriote (un pléonasme) Jean-Paul Cruse, partisan de la thèse de l'hitléro-trotskyisme (il dénonce ainsi sur son site «*la gauche pacifiste et bientôt collaborationniste de Jospin (Robert), Bousset-Lambert² et consorts*»), et prônait, en 1995, dans *L'Idiot International*, la constitution d'un «Front national» allant de Charles Pasqua aux «ultranationalistes» en passant par le PCF.

Je vais donc devoir vous rappeler (puisque apparemment vous les ignorez ou les considérez comme absolument secondaires) et rappeler surtout à vos lecteurs les positions réactionnaires de Denis Collin et de Jean-Paul Cruse, vos deux compères.

Contrairement à ce que vous affirmez, le débat ne porte pas sur un «passé» lointain ou sur l'antisémitisme supposé de X ou de Y, mais sur de nombreuses autres questions traitées par ces deux individus suspects et Costanzo Preve, le pote à Collin :

– le prétendu lien entre immigration et criminalité (Cruse),

¹ Je ne suis pas «marxiste», quel que soit le sens que l'on donne à ce terme. Mais je suis quand même capable, contrairement aux rédacteurs du Militant, de détecter les charlatans et les faussaires qui utilisent le prestige révolutionnaire de Marx pour faire passer en contrebande leurs idées réactionnaires, xénophobes ou réformistes honteuses.

² Pierre Lambert, alias Bousset, a été pendant cinquante ans le dirigeant historique des trotskystes de l'OCI (Organisation communiste internationaliste), aujourd'hui POI (Parti ouvrier indépendant). On remarquera que le «I» de «internationaliste» a été remplacé par «indépendant» et que la référence au communisme a disparu. Tout un symbole. (*Ajout du 4 août 2013* : Un internaute m'a fait remarquer que ma remarque était de mauvaise foi parce que je dissimulais le fait que le Courant communiste internationaliste – en clair les trotskystes de l'ex-OCI – appartenait au POI. Dont acte. Malheureusement je crains que cela ne change rien au contenu de la politique de plus en plus nationaliste du POI, puisque cette orientation a été justement prise à l'instigation du courant trotskyste majoritaire de ce Front artificiel – le POI – entre des trotskystes et des éléments qui militent au PS, au PCF et dans un groupuscule anarchosindicaliste.)

- les alliances politiques avec l'extrême droite (Preve, Cruse) et avec la bourgeoisie maurassienne-gaulliste (Cruse, Preve),
- la réhabilitation, au sein de la «gauche», de notions comme celles de peuple et de nation (Collin, Cruse, Preve) mais aussi de communauté¹ (Collin, Preve),
- la défense plus ou moins avouée du stalinisme (Cruse, Preve),
- le prétendu lien entre chômage, remise en cause des acquis sociaux et immigration (Collin, Cruse), etc.

Il s'agit de comprendre et analyser une conjoncture idéologique mortifère (ce qu'un copain anarchiste appelle très justement un «marécage»). Conjoncture dans laquelle l'extrême droite (de la droite populiste aux néofascistes ou néonazis), secondée plus ou moins consciemment par des intellos réactionnaires et confusionnistes comme Preve et Collin, mène une offensive idéologique habile, aux contours multiformes (revues, livres, sites Internet, blogs, vidéos, etc.), dans les médias mais aussi dans les syndicats, les manifestations et même les mouvements sociaux (par exemple, chez les Indignés et les altermondialistes). Face à cette offensive tous azimuts, vous avez choisi la politique de l'autruche, tout en comparant ce que vous appelez mes «méthodes» (vérifier le contenu des écrits politiques de vos amis et ne pas s'en tenir à leur verbiage marxisant) avec des «provocations guépéoutistes» et les méthodes de Vychinski, procureur meurtrier de Staline. Vous poussez même le ridicule jusqu'à prétendre :«*Tu nous as fait un peu ressentir ce qu'un accusé des procès de Moscou pouvait éprouver*» ! Contrairement à moi, vous n'avez jamais dû vous faire casser la gueule par des militants staliniens, sinon vous connaîtriez la différence entre un article virulent (fût-il «malveillant») et des coups de poing et de barres de fer – pour ne pas parler d'un peloton d'exécution «vychinskien»...

Trêve de plaisanteries et de digressions polémiques, oser parler de «Front unique», comme vous le faites, avec quelqu'un comme Denis Collin qui accepte de discourir devant des fascistes et de préfacer un auteur (Preve) copain avec «l'ethnodifférencialiste» Alain de Benoît et qui de plus (Preve toujours) se vante que ces textes soient publiés dans des revues d'extrême droite (*Rébellion* et celles du GRECE), ou oser parler de «Front unique» avec un individu (Cruse) qui voulait créer en 1995 un «Front

¹ Dans sa conférence sur «Marx et la nation» au local, Denis Collin, après avoir présenté à ses auditeurs une interprétation de Marx tout à fait dans la lignée nationale-communiste-stalinienne (passage pacifique au socialisme, neutralité de l'Etat, importance de la nation, etc.), glisse de notions comme celles de l'association ouvrière et de la coopération des producteurs à la notion de «communauté», offrant ainsi un terrain d'entente idéal avec la pensée réactionnaire, populiste ou fasciste.

national» avec les «ultranationalistes», le PCF et Pasqua, ce n'est pas sérieux.

Je commencerai par effectuer un petit détour par Costanzo Preve dont vous prétendez (toujours mal informés ?) que ses amitiés avec l'extrême droite dateraient seulement de 2012 et ne tiendraient qu'à UN seul article «provocateur».

Au passage, je note que cet argument de la «provocation» est aussi l'argument favori des Dauvé-Quadruppani, quand ils justifient leurs textes scandaleux dans *La Banquise* sur les déportés et les camps d'extermination, ou leurs rencontres avec Faurisson (cf. l'encadré ci-dessous). C'est aussi l'argument de ceux qui défendent les raisonnements xénophobes de certains ultragauches à propos de l'immigration (cf. «Les dix commandements du petit xénophobe "radical"», p. 81). Vous auriez pu trouver un argument plus subtil que ce poncif de la «provocation» à propos du philosophe réactionnaire Costanzo Preve, d'autant que c'est justement son système de défense préféré dans ses interviews publiées dans *Éléments* et *Rébellion*, interviews que vous n'avez visiblement pas lues. Aux yeux de ses lecteurs d'extrême droite, Preve aime à se présenter comme un novateur «anticonformiste», victime du «dogmatisme» et d'une «chasse aux sorcières» dans les milieux de la «gauche politiquement correcte». Exactement comme Soral, Nabe, Renaud Camus, Houellebecq, etc., en France.

COPINAGE ET DÉRIVES A L'EXTRÊME GAUCHE : De l'affaire Faurisson aux «Mutations» italiennes

Voici par exemple ce qu'écrit Quadruppani à ce propos : «*Sur Faurisson, nous aurions dû être beaucoup plus virulents beaucoup plus rapidement. C'était une erreur et une faute, de le renvoyer dos à dos avec Vidal-Naquet, qui est un chercheur rigoureux et honnête, alors que Faurisson est un faussaire antisémite. Si, au début, les déclarations humanistes et antinazies de Faurisson avaient pu faire illusion, si ses acoquinements avec l'extrême droite et les néo-nazis ne nous étaient pas encore apparus, très vite, à travers ses écrits, ce personnage nous avait été antipathique. Ses manières de comptable des cadavres et ses ricanements sur les récits des rescapés nous avaient fait sentir, en dehors même de tout*

le reste, que cet individu n'avait pas la même attitude que nous devant la saloperie du monde. Néanmoins, nous avons, un moment, continué à le traiter comme un hurluberlu qui, malgré tout, avait peut-être mis le doigt sur des failles de l'histoire officielle.»

Le seul problème avec cette version complaisante de l'histoire d'une infime partie de l'ultragauche est qu'il était impossible, déjà à l'époque, d'ignorer que Faurisson était un fasciste, comme le démontre Valérie Igounet dans son livre sur ce sinistre personnage. Certes, Internet n'existait pas, mais le bonhomme avait un long parcours public à l'extrême droite. La confiance aveugle en un vieil ami (Pierre Guillaume, qui deviendra ensuite un ennemi politique) explique sans doute beaucoup mieux l'attitude de Dauvé et Quadrupani que le manque d'informations disponibles sur Faurisson qui était loin d'être un simple «hurluberlu»... Ce copinage sans principes et ces demi-ruptures continuent à semer la confusion aujourd'hui dans les milieux de gauche, d'extrême gauche, d'ultragauche ou anarchistes quand certains «camarades» évoluent vers des positions xénophobes, racistes, antisémites ou d'extrême droite. Et ces «ex» font en général tout pour mouiller leurs copains...

Cette dérive ne s'est pas seulement produite en France mais aussi en Italie comme en témoigne une note dans «*Démocratie et fascisme*» (1997) du groupe Mouvement communiste. *«En Italie aussi, par exemple, on a assisté à la conversion à la fétide idéologie du fascisme “révolutionnaire” des origines d'anciens camarades, dont certains ont pratiqué la lutte armée dans les années 70 (cf. Enrico “Chicco” Galmozzi, l'un des fondateurs de Prima Linea). Pour ceux-ci, le vecteur matériel de la “mutation” a été la prison, où, au nom de la constitution d'une communauté fusionnelle “irréductible” de guerriers contre l'Ordre constitué, des militants emprisonnés ont fraternisé avec les quelques rares fascistes tombés dans la nasse des organes de répression officiels de l'Etat. Au plan théorique, le levain de cette nouvelle union a été notamment l'étude des écrits de Gabriele D'Annunzio et de Carl Schmitt.»*

Carl Schmitt cité élogieusement par Costanzo Preve.

Le monde est vraiment petit, n'est-ce pas, camarades du *Militant* ?

**Costanzo Preve :
des liens éditoriaux
avec les néofascistes italiens (2003)
et la Nouvelle Droite française (2004)
au soutien à Marine Le Pen (2012)**

Dès 2008, la revue fasciste *Rébellion* dans son numéro 33 publiait en français un entretien avec Costanzo Preve. Vous ne l'avez certainement pas lu et c'est bien dommage, car cela vous aurait évité d'écrire des choses factuellement inexactes sur Preve et son ami Collin.

Rébellion est éditée par l'Organisation socialiste révolutionnaire européenne dont le slogan est «*Ni de droite, ni de gauche, la nation aux travailleurs*» ! Ses militants viennent d'Unité radicale, des Jeunesses identitaires, ont collaboré avec Égalité et réconciliation d'Alain Soral et bossent désormais avec le Mouvement national-bolchevique français. Depuis 2008 ils ont publié plusieurs textes de Costanzo Preve. Et récemment (mai 2013) ils ont organisé une réunion sur «Racisme et libéralisme» avec notamment Alain de Benoist et Alexandre Douguine, réunion pendant laquelle de Benoist ne put s'empêcher de rendre hommage à plusieurs reprises au fasciste Dominique Venner. On est donc très loin de votre «mouvement ouvrier» et du «marxisme» quand on parle des publications de Costanzo Preve !

Ces contributions (en français) de Preve à des revues de la Nouvelle Droite (*Éléments, Nouvelle École*) depuis l'hiver 2004 et à une revue fasciste (*Rébellion*) depuis 2008 ne sont pas le fruit d'un simple repiquage de textes sans l'autorisation de l'auteur, puisque le «camarade» Costanzo s'en vante dans une longue lettre à son traducteur¹ qui date de 2009 (sur le site d'extrême droite l'esprit européen) et qui est aussi reproduite sur le site fasciste *Rébellion*.

¹ Son traducteur et ami Yves Branca nous raconte, dans un texte de 2009, qu'il a été maoïste dans sa jeunesse. A ce propos, il se plaint naïvement du fait que, lors de son licenciement par les Editions de Pékin, son employeur lui ait payé seulement un billet d'avion pour revenir en France et non un billet de train par le Transsibérien ! Plus important, mais moins comique, il nous confie qu'il s'est rapidement passionné pour le GRECE, Julius Evola et René Guénon (trois références classiques pour l'extrême droite et qui ne suscitent aucune critique dans la réponse que lui adresse Preve), et a traduit des articles de Preve pour les revues d'extrême droite *Krisis, Nouvelle École* et *Rébellion*.

Dans la présentation à cette lettre de 2009, Yves Branca explique qu'en 2006 (donc bien avant la préface de Denis Collin à la traduction française de son livre) Preve avait explicité «sa profonde affinité spirituelle avec Alain de Benoist¹». Or qui est Alain de Benoist ? Un fasciste qui est passé d'un racisme fondé sur les races à un racisme, plus soft en apparence, plus facile à faire passer subrepticement dans les médias, fondé sur les cultures (ce qu'il appelle prudemment l'«ethno-différentialisme»). Cette évolution lui a permis de séduire Pierre-André Taguieff et de bénéficier ainsi d'une caution antiraciste dans l'intelligentsia française.

Dans un entretien publié sur le site fasciste de *Rébellion*, Preve explique en 2009 que les revues d'Alain de Benoist dans lesquelles il a publié (*Eléments*, *Nouvelle Ecole*) ne sont pas «de droite» mais «critiquent l'actuelle évolution "mercantiliste" de la droite» ! Il explique aussi que s'il a publié chez des éditeurs «de droite» en Italie (les guillemets sont du «camarade» Costanzo), c'est parce qu'il n'établit aucune différence entre les éditeurs «de gauche» ou «de droite», et veut être jugé au contenu de ses livres et non à leur couverture.

Malheureusement ses explications sont mensongères : les trois maisons d'édition dont il s'agit, Noctua, Settimo Sigillo (le Septième Sceau) et All'insegna del Veltro (Le signe du lévrier) ne sont pas simplement «de droite». Elles ont publié une pléiade d'auteurs **d'extrême droite** : Douguine, théoricien du national-bolchevisme (et qui a participé à la rédaction du programme du Parti communiste russe), les fascistes Corneliu Codreanu (dirigeant de la Garde de fer roumaine), Ferenc Szalasi (dirigeant des Croix fléchées hongroises), Léon Degrelle (dirigeant du mouvement Rex en Belgique, collaborateur, négationniste et pronazi jusqu'à sa mort en 1994), etc. Settimo Sigillo est liée au néofasciste Franco Freda. All'insegna del Veltro est liée au nazi-maoïste Claudio Mutti, défenseur de la «race aryenne-païenne» et du «nationalisme anti-impérialiste». Quant à Noctua, elle a édité des textes de Julius Evola, Francesco Ingravalle (pote avec le néofasciste Franco Freda), du Parti national-fasciste, de Carlo Terraciano (théoricien du national-communisme), de Marco Bagozzi (du groupe Stato

¹ «Affinité spirituelle» sans faille puisque les éditions Krisis, dirigées par Alain de Benoist ont publié en 2012 *Eloge du communautarisme : Aristote, Hegel, Marx*, un essai de Costanzo Preve préfacé par Michel Maffesoli, réac médiatique bien connu. Ce «communautarisme» new look qui prétend s'inspirer des philosophes grecs (chers à la Nouvelle Droite qui a toujours vu chez les Grecs anciens une race supérieure, virile, détrônée par le judéo-christianisme «oriental» considéré comme une religion dévirilisante) et de la «communauté humaine» de Marx est en fait une réhabilitation des «communautés nationales» et des «frontières nationales» (chères aussi à Denis Collin qui cite le nationaliste Renan comme une référence !).

e Potenza qui exalte les corps francs de Schlageter, souhaite un «Troisième Reich pour l'Europe» et collabore avec Costanzo Preve à la revue *Eurasia*), mais aussi de... Lin Piao et Mao-té-toung, tout cela bien avant 2011 et la préface du sieur Collin au livre de Preve.

Preve prend donc ses lecteurs et lectrices français et italiens pour des imbéciles. Et a su donc vous mystifier avec sa réputation de marxologue averti....

L'intérêt de Preve pour le maoïsme vient de sa conviction qu'une révolution sociale serait devenue impossible dans les pays impérialistes occidentaux, que les classes sociales et la lutte des classes seraient en train de disparaître en Occident. Il a donc décidé de reporter tous ses espoirs sur les «peuples périphériques» (ce que le fascisme appelait les «nations prolétaires» et ce que le maoïsme avait remis à la mode dans les années 60) et sur une évolution «intelligente» du nationalisme. L'idée «communautariste» qu'il défend en ce moment (en attendant sa prochaine volte-face) était défendue avant lui en Italie par des militants qui ont fait leurs classes dans les groupuscules d'extrême droite, influencés par le «nationalisme révolutionnaire» du Belge Jean Thiriart (théoricien du national-communisme européen), le mouvement international Jeune Europe et les groupes nazimaoïstes des années 1960 et 1970. Preve s'est lié à un mouvement (le Campo anti-imperialista) qui, à l'occasion de l'intervention américaine contre l'Irak en 2003 a noué des liens avec des militants fascistes : cette alliance a provoqué une grosse polémique médiatique en Italie (un peu comme l'affaire Faurisson en France en 1979) donnant à quelques dizaines de fascistes une audience inespérée grâce à l'aura intellectuelle de Preve dans les milieux de gauche et d'extrême gauche.

Mais tout cela, bien sûr, vous l'ignorez.

En 2009, dans une traduction parue en français et donc accessible à Collin et aux membres de *Militant*, Preve se vantait aussi de collaborer à *Eurasia* (cette collaboration a en fait commencé en 2004) revue d'études géopolitiques où l'on retrouve le national-bolchevik russe Alexandre Douguine (pote un temps avec les fascistes belges Jean Thiriart et Robert Steuckers), les complotistes Thierry Meyssan et Webster G. Tarpley (ce dernier longtemps membre du groupe raciste et antisémite Lyndon Larouche), Henri de Grossouvre¹ (soutien de Chevènement en 2001-2002

¹ Henri de Grossouvre est l'un des fils de François de Grossouvre qui fut successivement, royaliste, pétainiste, résistant, cadre du réseau antisoviétique Gladio au service de l'OTAN, ami et financier de Mitterrand, conseiller de Dassault et mystérieusement «suicidé» en 1994. Avec un tel père, on peut être sûr que ce Henri de Grossouvre, dont Costanzo Preve apprécie les écrits (cf. son article «Si j'étais français», sur le site d'extrême droite Europe Maxima, où il exprima son soutien à

et animateur du site Carolus, site créé par l'UMP François Loos, aujourd'hui à l'UDI de Borloo), le négationniste Serge Thion (membre de la Vieille Taupe avec Pierre Guillaume), Aldo Braccio (spécialiste de Julius Evola et collaborateur des éditions Ar du néo-fasciste Franco Freda), Tiberio Graziani (éditeur de Drieu la Rochelle et Brasillach), l'antisémite Israël Shamir et évidemment... Alain de Benoist. En pleine évolution, sur le plan de ses conceptions géopolitiques, Preve oscille entre l'idée d'une Europe militairement forte et indépendante (une confédération des nations européennes, Russie incluse), un impérialisme européen donc qui pourrait faire face au Grand Satan américain, et celle d'une alliance entre l'Europe, l'Asie et les pays arabes, d'où ses convergences idéologiques avec toutes sortes de néofascistes, populistes ou simplement réactionnaires.

Costanzo Preve fait partie de ces intellectuels qui après avoir soutenu le stalinisme presque toute leur vie, sont engagés dans une longue «déconstruction» idéologique, passant de la «déconstruction du marxisme» à une involution national-communiste. Ces gens-là ne sont ni-de-droite-ni-de-gauche (à l'instar de tous les fascistes¹), ni-idéalistes-ni-matérialistes (comme tous les réactionnaires en philosophie ils sont favorables comme Preve à «l'abandon du stupide athéisme scientifique»). Preve nous vante les mérites de la «réaction solidariste² et communautaire pour contrecarrer la décomposition privative et mercatique»...

Derrière ce galimatias «communiste-communautaire», on retrouve les thèmes pseudo «anti-impérialistes» et «anticapitalistes» du national-bolchevisme allemand et de l'aile gauche du fascisme italien, assaisonnés de quelques idées prises aux mouvements altermondialistes ou anti-impérialistes réactionnaires actuels :

Marine Le Pen aux présidentielles de 2012), a été à bonne école en ce qui concerne la confusion droite/gauche. Henri de Grossouvre assistait d'ailleurs aux obsèques du fasciste Dominique Venner, tout comme... Frédéric Mitterrand !

¹ Le site fasciste *Rébellion* a publié en 2008 une interview de Preve «Que veut dire être marxiste de nos jours ?» reproduite, entre autres, sur le site du PCF du Bassin d'Arcachon, et sur le site Rouge Midi, lié à la tendance Rouges Vifs du PCF, sans le moindre commentaire ! Le marécage de la confusion pullule d'exemples similaires.

² Le «solidarisme» est un terme particulièrement apprécié à l'extrême droite... On trouve un portrait de Chavez sur le site d'Alain Soral et de l'OSRE, et bien sûr Preve fait l'éloge du «solidarisme populaire» de Chavez. Quant à la défense des «communautés» naturelles, ethniques, régionales, raciales, elle a toujours été au centre de la réflexion fasciste, même si on trouve le terme de «communauté humaine» (*Gemeinwesen*, essence humaine) chez Marx et des auteurs marxistes.

– la «*religion de l'Holocauste qui donne aval au sionisme et l'américanisme*» (dans les années 20 cela aurait été le «complot juif mondial», aujourd'hui Preve dénonce plus prudemment le «*sionisme mondial*» ou le «*sionisme hystérique*», la «*sorcière sioniste Hillary Clinton*» mais l'idée est la même),

– la glorification des «peuples», des «nations» et des «patries»,

– la thèse des «nations prolétaires» (relookée en 2013 par Preve en «*nations opprimées*» «*peuples envahis*» ou «*peuples périphériques*», cette dernière étant une vieille idée maoïste),

– la dénonciation de «l'antifascisme entretenu en l'absence complète de fascisme» (cf. l'encadré ci-dessous),

– la «théologie interventionniste des droits de l'homme» et du «code politiquement correct»,

– la défense des «*communautés d'individualités libres et critiques*» (pour éviter d'être assimilé aux défenseurs des communautés autoritaires fascistes), etc.

Il existe d'ailleurs une revue *Comunismo e communita* dont Preve est l'âme et le principal contributeur qui jette le pont entre partisans du communisme et ceux de la communauté et donc en défendant cette dernière rejette les autres (entendre les immigrés). C'est essentiellement la base du fascisme et du nazisme.

On peut discuter de tout... mais pas avec n'importe qui !

Tout comme la critique de la dichotomie droite/gauche, l'idée qu'il n'existe plus de «mouvement fasciste pur» aujourd'hui peut être un élément de débat et de réflexion.

Il est exact que les partis de gouvernement de droite et de gauche défendent des programmes très proches, voire similaires dans de nombreux pays, à commencer par la France. Mais en même temps militer à la base du PS, du PCF ou de l'UMP ce n'est pas la même chose et ne conduit pas toujours aux mêmes positionnements concrets dans les grèves ou les luttes sociales... De plus on ne peut fermer les yeux sur les origines et l'usage historiques du slogan «Ni droite ni gauche». Et quand on voit Riposte Laïque s'allier au Bloc Identitaire, on comprend pourquoi ces gens autrefois de gauche dénoncent désormais «l'imposture du clivage gauche-droite». Donc prudence...

De même, il n'existe pas pour le moment en Europe de partis fascistes de masse, semblables aux partis fasciste italien et nazi allemand des années 30, et le FN ne fonctionne pas encore comme un parti fasciste classique. Cela pose au moins trois questions :

1. Le concept classique du fascisme est-il encore opératoire ?
 2. Faut-il l'élargir et jusqu'où ? (par exemple, le sionisme d'extrême droite de Jabotinsky et de ses héritiers politiques est-il une forme de fascisme ?)
 3. Quel contenu politique donner à l'antifascisme aujourd'hui ?
- Mais ce type de discussion ne peut être mené avec des fascistes avérés comme ceux de *Rébellion*, avec les intellectuels fascisants de la Nouvelle Droite, ou avec des populistes réactionnaires comme ceux de la Ligue du Nord en Italie ou du Parti des Libertés aux Pays-Bas, qui ont évidemment tous intérêt à plaider pour la disparition de tout danger fasciste...

On comprend donc parfaitement ce qui rassemble le fasciste Alain de Benoist et le «spécialiste de Marx» (dixit *Le Militant*), le philosophe réactionnaire et obscurantiste Costanzo Preve....

Soucieux, selon ses dires, de ne pas être traité de «fasciste infiltré» et d'éviter d'«agir comme une sorte de monstre brun-rouge, fasciste communiste», Preve n'hésite pas, en 2005, à dénoncer la «confusion, savamment entretenue dans les milieux les plus divers, entre islam, islamisme et terrorisme» («*La "menace islamique" est l'équivalent postmoderne de l'antisémitisme moderne : quelque chose de sale et d'inacceptable auquel on ne doit faire aucune concession*»). Mais, sept ans plus tard, en 2012, il soutient Marine Le Pen qui compare les prières de rue musulmanes à l'Occupation allemande, la même Marine Le Pen qui ne rate pas une occasion pour dénoncer l'islamisme, et pratique l'amalgame entre les musulmans et Al Quaida !!! La cohérence n'a jamais été la vertu première des confusionnistes d'extrême gauche¹ et surtout de leurs amis fascistes ou fascisants. Lisez Alain de Benoist et vous serez surpris du

¹ Une des tactiques des confusionnistes qui viennent de l'extrême gauche ou des partis staliniens est de tenir des propos réactionnaires tout en mentionnant le nom de leurs amis marxistes en guise d'alibi. Un peu comme Le Pen qui venait toujours à ses procès pour racisme ou antisémitisme en compagnie d'un ami africain, arabe ou juif, pensant ainsi être immunisé contre toute critique. Ainsi Preve mentionne «*mon défunt ami Jean-Marie Vincent*», «*mon ami disparu Georges Labica*», «*mon ami André Tosel*» et bien sûr... Denis Collin qu'il décrit comme «*l'un des penseurs marxistes français les plus intéressants*». S'adressant au fasciste Alain de Benoist, Preve affirme également : «*Actuellement, Etienne Balibar et toi-même sont les deux intellectuels qui, en France, me semblent être les plus intéressants. Tu as osé briser le tabou de la notion d'identité*», etc. Vous avez le tournis et ne comprenez plus qui défend quoi ? Ne vous inquiétez pas, c'est l'effet recherché par les professionnels de la confusion.

nombre de ses références «de gauche». Il faut être particulièrement ignorant de la production des intellectuels fascistes new look pour croire que ces salauds-là n'ont pas lu les classiques du marxisme !

Vous m'assenez comme argument décisif que le soutien de Preve à Marine Le Pen daterait SEULEMENT de 2012, serait une petite provocation, et que de toute façon la préface de Denis Collin à l'*Histoire critique du marxisme* de C. Preve date de 2011. Collin aurait donc tout ignoré de l'évolution ultérieure de Preve, et les voilà tous deux blanchis par vos soins, au mépris de la vérité.

Je crois avoir démontré que vous vous trompez lourdement, car vous n'avez même pas pris la peine de vérifier votre assertion : vous ignorez les liens politiques qu'a noués Preve avec des maisons d'édition néofascistes en Italie dès 2004, avec des représentants de l'extrême droite européenne «intelligente» et qui cherche à être présentable dans le cadre de la revue *Eurasia*, avec les revues *Krisis*¹, *Nouvelle Ecole*, *Eléments* et Alain de Benoist dès 2004, et avec les fachos plus classiques, du type ceux de l'OSRE² et la revue *Rébellion*, dès 2008, le tout bien avant l'appel de Preve à voter Marine Le Pen en 2012.

Cette extrême droite partisane de la «métapolitique³», qui se revendique de Gramsci, qui veut conquérir «l'hégémonie culturelle» avant de conquérir le pouvoir, a influencé le Front national (notamment la tendance de Marine Le Pen), les Identitaires et même les nationalistes révolutionnaires comme Serge Ayoub alias Batskin, gérant du Local. Il n'est donc pas étonnant que ce dernier, en bon tâcheron de la confusion, ait invité Denis Collin en 2009 pour parler d'un thème comme celui de «Marx et la Nation» (la première

¹ Il ne s'agit pas de la revue allemande de Anselm Jappe et Robert Kurz *Krisis (Kritik der Warengesellschaft)* dont beaucoup de textes apparaissent sur le site palim-psao.over-blog.fr, mais de celle – scandaleusement homonyme parce que postérieure – d'Alain de Benoist dans laquelle Costanzo Preve a publié trois articles : «La lutte des classes : une guerre des classes ?» (*Krisis* n° 33), «Communautarisme et communisme. Une réflexion historique et philosophique sur deux termes» (*Krisis* n° 31 et 32) !!! Denis Collin, son préfacier pour *L'histoire du marxisme critique* s'est bien gardé de signaler qu'il ne s'agissait pas du *Krisis* allemand et nettement plus à gauche, mais du *Krisis* franco-fasciste du théoricien de la Nouvelle Droite. Et apparemment personne n'y a vu que du feu !

² On trouvera un article plus détaillé sur l'OSRE et *Rébellion* p. 63.

³ Ce mot sophistiqué désigne le combat culturel mené par la Nouvelle Droite qui a tenté de récupérer des concepts empruntés à la gauche, et de se réclamer de Debord, Foucault, Deleuze, Guattari, Marx, Lénine, Babeuf, Blanqui, Proudhon, etc.

partie de sa conférence est visible sur Internet, et l'ensemble peut être écouté sur plusieurs sites d'extrême droite).

Serge Ayoub ne faisait qu'appliquer les consignes de ses maîtres à penser Alain de Benoist et Dominique Venner (ce dernier s'est suicidé d'une balle dans la tête à Notre-Dame-de-Paris le 22 mai 2013 après avoir formé des générations de fascistes). Denis Collin ne pouvait décemment ignorer ces manœuvres typiques de l'extrême droite dès 2004/2005 en France et en Italie, à moins qu'il n'ait vécu sur une île déserte depuis quelques décennies.

En effet, les débats médiatiques sur les «rouges bruns» et la «Nouvelle Droite» ont eu lieu trente ans auparavant, et de nombreux intellectuels dits de gauche ont fricoté avec le GRECE et Alain de Benoist : Roger Garaudy philosophe officiel du PCF ; Jean-Michel Palmier spécialiste de Heidegger, Marcuse, Benjamin et Jünger ; le philosophe André Comte-Sponville ; Jean-François Kahn et Régis Debray ; Jean-Marie Domenach (directeur d'*Esprit*, revue des chrétiens de gauche puis soutien de la CFDT la plus droitrière) ; Gisèle Halimi, l'avocate des militants du FLN et des «porteurs de valises» ; Jacques Julliard (à l'époque proche de la CFDT) et Bernard Langlois (au PSU puis à l'hebdo *Politis*), etc.

Olivier et Vincent prétendent qu'ils ne savaient pas que Collin avait donné une conférence dans un local tenu par des fascistes. Mais lui, Collin, le sait parfaitement et ne s'en est pas expliqué, du moins à ma connaissance. J'ai du mal à croire à une telle ignorance de la part des rédacteurs du *Militant*, tant aujourd'hui les moteurs de recherche permettent de vérifier ce genre d'info en quelques secondes...

Admettons qu'ils aient été négligents et aient fait confiance à un «ancien dirigeant de l'OCI», un ancien camarade...

Mais que pensent-ils – MAINTENANT QU'ILS LE SAVENT – d'un marxiste qui va discuter tranquillement avec des fascistes et qui préface le livre d'un pote d'Alain de Benoist dont plusieurs textes sont publiés depuis 2004 dans des revues ou chez des éditeurs fascistes ou d'extrême droite ?

Aucun commentaire sérieux de leur part dans leur texte, hormis des réflexions que je pourrais résumer, en substance, à des phrases banales du type «C'est du passé», «Remuer le passé d'un individu est un procédé stalinien ou policier» ou «Il s'agit d'une erreur regrettable.» Mais quand Cruse, Preve ou Collin ont-ils fait table rase de leurs positions «passées» (1995, 2004, 2009), voire de leurs positions actuelles (cf. les nombreuses citations présentées dans cet article) ? Quand sont-ils revenus sur leurs propos sociaux-chauvins à propos de l'immigration, par exemple ?

Denis Collin, «marxiste» et ex- dirigeant de l'OCI¹ ? Oui, mais encore...

Denis Collin est l'animateur d'un site, La Sociale, sur lequel des racistes peuvent s'exprimer sans susciter le moindre commentaire de sa part. En témoigne ce mail d'il y a QUATRE ans (<http://lasociale.viabloga.com/news/revolutionnaires-et-conservateurs>) «*Jeu*di 05/02/2009 à 11:32 Excellente intervention. Il faudrait créer le NPC (Nouveau parti colliniste) : j'adhèrerais immédiatement. S'il est un mérite que l'on peut reconnaître au règne du nabot malfaisant, c'est bien celui de faire apparaître aux yeux de tous la mort manifeste des valeurs bourgeoises traditionnelles (catholicisme, nation, réaction, élitisme culturel) au profit d'un vague salmigondis métissolâtre, compassionolâtre, consommatossilâtre et pipeulolâtre.»

«**Métissolâtre**», cela ne vous rappelle rien, camarades du *Militant* ?

C'est une des expressions favorites du fasciste Renaud Camus et des amis du Front national : «*Il est très frappant, écrit par exemple Renaud Camus, d'observer la coïncidence structurelle, idéologiquement inévitable, entre la haine des frontières, l'immigrationnisme à tout crin, la métissolâtrie psittaciste, qui sont médiatiquement l'idéologie dominante et quasiment unique de la petite-bourgeoisie au pouvoir.*» On retrouve cette expression fréquemment sur des sites d'extrême droite comme Novopress, la Sororité Aryenne, Défrancisation, agoravox, fdesouche.

Denis Collin peut-il l'ignorer ? Lisez-vous vraiment ses articles ?

Le commentaire raciste que je viens de citer figure sous un article de votre ami Collin, au titre significatif, «Immigration, sans-papiers, xénophobie et “**sans-papiérisme**”» (c'est moi qui souligne cette expression qui est, comme par hasard, le titre d'un livre de Luc Gaffié, vanté sur tous

¹ L'OCI, est parmi les «trois sœurs du trotskysme» celle qui a entamé depuis longtemps le virage le plus manifeste vers le nationalisme et le social-patriotisme. Elle partage tout à fait l'opinion d'Alain de Benoist selon laquelle «*les grands acquis sociaux ont toujours été obtenus dans le cadre national*» et que «*l'internationalisme n'a jamais signifié l'abolition des nations*». C'est très exactement ce que Denis Collin expliqua aux fascistes du local dans la conférence qu'il y donna en 2009. A propos de l'OCI-PT on lira les articles de Karim Landais (notamment «Le lambertisme à la croisée des chemins» et «Le Parti des travailleurs et l'Europe») dans la deuxième édition de son livre (*De l'OCI au Parti des travailleurs*) aux éditions *Ni patrie ni frontières*.

les sites d'extrême droite). Son contenu est édifiant. Dans son texte, Denis Collin explique qu'il n'aime pas l'image d'un «monde ouvert et métissé» : les guillemets à «métissé» sont de lui, et il ne nous dit pas vraiment pourquoi ce monde métissé le débecte. Ou plutôt il prétend que le métissage ferait le jeu d'une prétendue «mondialisation heureuse», écarterait «toute idée de transformation sociale» et ferait «de l'inégalité, de l'exploitation et de la domination des données "naturelles" auxquelles on ne peut rien changer». A mon humble avis (malveillant me direz-vous), c'est le mélange (le métissage) des peuples qui ne semble pas «naturel» au sieur Collin comme à tous les sociaux-chauvins et les souverainistes.

Son internaute groupie qui dénonce la «métissolâtrie» est un fan de la prose de Renaud Camus... Et ce même individu au trajet politique très sinueux, auteur par ailleurs d'un livre publié dans une maison d'édition radicale, recommandait en 2009 à Collin la lecture de – devinez qui ? – Costanzo Preve («le Jeudi 05/02/2009 à 13:21 Sur la question des valeurs, lire l'entretien accordé par Costanzo Preve à la revue *Eléments*»). Il s'agissait d'un article au titre confusionniste typique : «Quand la culture de gauche légitime le capitalisme» (n° 116, printemps 2005) qui avait été précédé, dans un autre numéro d'*Eléments*, d'une interview réalisée par Alain de Benoist et intitulé «Relire Marx avec Costanzo Preve» (n° 115, hiver 2004/2005) (disponible elle aussi sur Internet depuis quelques années, du moins pour ceux qui veulent se donner la peine de chercher).

Eléments, donc la revue du maître à penser de l'extrême droite relookée. Et ce en 2009 sur le site même de Denis Collin !!!

Mais le sieur Collin, grand défenseur des pouvoirs de l'Etat national (cf. l'article précité sur son site la sociale et la citation suivante qui illustre la vacuité de son «républicanisme communiste» (sic) : «*À un certain fétichisme du "mouvement social", il s'agit d'opposer la définition d'un système législatif capable d'assurer à long terme la protection des citoyens contre toutes les formes de la domination*»), ne s'arrête pas là.

Tout comme de Benoist et Cruse, il considère l'immigration comme un problème ; il attaque les travailleurs immigrés, les «sans papiers» et leurs soutiens «petits-bourgeois» avec de pseudo arguments de gauche ou d'ultragauche : «*Les pourfendeurs du "sans-papiérisme" (ainsi Éric Zemmour, journaliste au Figaro, devenu un des éditocrates en vue) n'ont pas tort quand ils font remarquer que l'immigration et spécialement l'immigration clandestine jouent un rôle important comme arme du patronat pour faire pression sur les salariés et démanteler les acquis sociaux.*» Se rendant compte qu'il est allé trop loin pour une partie de son public de gauche, il affirme le contraire quelques lignes plus loin : «*Tout d'abord, la concurrence que les immigrés font aux travailleurs nationaux ne joue qu'un rôle tout à fait secondaire dans la croissance du chômage et la destruction des acquis sociaux.*» Mais, en bon social-chauvin qui préfère

les ouvriers «autochtones» aux ouvriers «étrangers», les patrons français de souche aux patrons américains ou allemands, il ne peut s'empêcher de revenir à la charge en usant benoîtement du conditionnel : il dénonce «*la concurrence que ces travailleurs ultra-précaires pourraient faire aux travailleurs nationaux ou bénéficiant d'un titre de séjour de 10 ans*».

La mention de la carte de résident est très significative. En effet, les sociaux-patriotes comme Collin divisent les travailleurs «étrangers» en trois catégories : les bons immigrés (titulaires d'une carte de 10 ans) qu'on ne peut pas moralement expulser surtout s'ils ont des enfants scolarisés ou nés en France ; les moins bons immigrés (titulaires d'une carte d'un an et qui devront retourner chez eux si la conjoncture économique est défavorable et que l'on veut, comme le social-patriote Collin, protéger les travailleurs français contre les effets négatifs supposés de leur présence sur le territoire national) ; et les mauvais «étrangers» (les «sans papiers» qui font le jeu du Capital, la ritournelle xénophobe est connue).

C'est vraiment avec ce genre d'intellectuel confus, «issu du mouvement ouvrier», que vous pensez pouvoir entamer un «débat fructueux»? Fructueux pour qui ?

Il n'est donc pas étonnant qu'un philosophe de «gauche», ex- dirigeant de l'OCI-POI, devenue la plus sociale-patriote des organisations trotskystes¹, reprenne les arguments fallacieux des nationalistes franco-gaulois contre l'immigration et pour le contrôle des flux migratoires.

Il n'est pas étonnant qu'il puisse se rendre dans un local fasciste pour y faire une conférence sur les bienfaits de la nation selon saint Marx.

Il n'est pas étonnant qu'il préface les écrits d'un «spécialiste de Marx» qui flirte avec l'extrême droite, «intellectuelle» ou militante en France et en Italie, et qui publie dans des maisons d'édition et revues xénophobes et néofascistes.

Et il n'est pas étonnant qu'il laisse passer des commentaires racistes sur son site sans réagir et condamne le «sans-papiérisme» (ce que le fasciste Renaud Camus appelle «l'immigrationnisme» c'est-à-dire les défenseurs des travailleurs «sans papiers» qui doivent combattre tous les jours le même type d'arguments xénophobes que ce «bon connaisseur de Marx» – selon vous – nous assène en faisant référence au grand penseur...Eric Zemmour !!!)

¹ Rappelons que Maurice Gendre, membre selon ses dires du Parti ouvrier indépendant — dont font partie les trotskystes de l'ex-OCI – depuis 2009 («parce qu'il est le seul parti, en compagnie de l'UPR de François Asselineau et Solidarité et Progrès de Jacques Cheminade, à demander aussi clairement et sans hésitation aucune la sortie de la France de l'Union européenne»), défend dans ses articles Dieudonné, Alain Finkielkraut, Eric Zemmour, Vincent Reynouard («père de huit enfants» !), Kadhafi, etc.



Deux affiches de l'UDC suisse, dont le dirigeant, Oskar Freysinger, est intervenu aux «Assises contre l'islamisation de l'Europe» organisées le 18 décembre 2010 par le Bloc Identitaire, Riposte Laïque et quelques autres groupuscules d'extrême droite.

Les «raisonnements» de Denis Collin, de Costanzo Preve ou de certains ultragauches xénophobes sur l'immigration sont dans la même lignée, quoi qu'ils en disent....

Terminons par Jean-Paul Cruse et votre front unique...virtuel.

Vous me dites que c'est à Cruse de me répondre et qu'il serait un grand défenseur des «travailleurs immigrés» et ferait partie du «mouvement ouvrier». Pourtant dans son appel à un Front national paru dans *l'Idiot International* en 1995 (ce texte est reproduit intégralement, avec une approbation inconditionnelle, sur le site du fasciste Alain Soral, Egalité et Réconciliation) il prônait un «*violent sursaut de nationalisme industriel et culturel*», affirmait que «*Pasqua, Chevènement, les communistes et les ultranationalistes*» allaient bientôt «*se trouver plus proches les uns des autres*». Qui étaient ces «ultranationalistes» à votre avis ? Et qui était Charles Pasqua ? N'était-ce pas l'ex-patron des nervis du SAC, un ministre de l'Intérieur et l'auteur de lois qui, en 1986 et 1993, avaient frappé durement les travailleurs immigrés juste avant cet appel à l'Union nationale lancé par J.P. Cruse ?

Qu'était exactement *l'Idiot International* ?

Ce journal fut animé par Jean-Edern Hallier entre 1969 et 1994. Comme l'écrivait la revue *Mauvais Temps* en 1999 : «*Cet hebdomadaire était un véritable laboratoire idéologique où, sous couvert d'anti-américanisme, d'anti-mitterrandisme, d'antisionisme, on redonnait des couleurs neuves à l'antisémitisme, où sous les apparences de la phraséologie révolutionnaire, on réhabilitait en fait la vieille pensée de l'extrême droite française, celle de Barrès, de Maurras, de Daudet fils, de Drieu La Rochelle.*» Hallier publia un livre d'Alain de Benoist tout en affirmant ne pas partager les positions de la Nouvelle Droite (on remarquera que le système de défense des intellectuels fascistes ou fascisants est toujours le même : c'est au nom de la liberté d'expression qu'ils propagent des idées réactionnaires ou défendent le droit de certains à les exprimer). La liste des collaborateurs de *l'Idiot International* est édifiante : Patrick Besson, Marc-Édouard Nabe, Gabriel Matzneff, Jean Dutourd, Michel Déon, Jacques Laurent, Jean Cau, Philippe Sollers, Philippe Murray, Thierry Séchan, Michel Houellebecq, Édouard Limonov, Jacques Vergès, Alain de Benoist, Alain Soral, etc.

On retrouve là une pléiade d'écrivains ou d'individus qui se sont signalés par leurs propos réactionnaires ou antisémites, à un moment ou un autre depuis trente ans, et/ou ont soutenu Milosevic. Quelques jeunes écrivains arrivistes (et ouvertement réac pour deux d'entre eux) qui sont devenus célèbres ensuite, genre Beigbeder, Nabe ou Houellebecq. Et aussi quelques types «de gauche» comme Marc Cohen (PCF à l'époque, ex

rédacteur en chef de *l'Idiot International* et présentement de la revue et du site *Causeur* qui publient toute une palette d'intellectuels et journalistes réacs) ou Gilbert Mury (fondateur du PCMLF maoïste).

Dans *L'Idiot International*, Jean-Paul Cruse, ce grand défenseur de l'immigration, selon vous, écrivait en 1995 : «*Pas de réponses aux problèmes effectivement liés, de l'immigration, de l'insécurité, du chômage et de la criminalité urbaine, sans une politique volontariste, autoritaire et de longue portée, d'aide aux jeunes Etats forts du tiers monde, seuls aptes à briser le cycle mortel de la famine.*» Une politique «autoritaire» ne reposerait-elle pas sur les contrôles au faciès et la chasse policière aux clandestins ? Ce lien entre immigration, chômage et criminalité vous semble-t-il être le fait d'un défenseur sincère des prolétaires immigrés ou d'un «gauchiste décomposé» (un terme que vos camarades trotskystes de l'OCI utilisaient dans les années 70 et qui pour une fois convient parfaitement à ce monsieur Cruse) en pleine involution national-populiste ?

Son raisonnement en 1995 est d'ailleurs le même que tient Alain de Benoist aujourd'hui. Après avoir expliqué qu'on peut très bien être français et musulman, le théoricien de la Nouvelle Droite tombe son masque xénophobe en nous présentant un raisonnement «de gauche» : «*On peut en revanche très bien considérer qu'il y a "trop d'immigrés" en France, en ce sens que l'immigration massive à laquelle nous avons assisté depuis trente ans excède désormais largement nos possibilités d'accueil, et qu'il en résulte toute une série de pathologies sociales dont les premières victimes sont les classes populaires.*» Et d'ajouter comme certains chauvins de «gauche» : «*Je ne condamne pas cette immigration trop massive par chauvinisme ou par xénophobie, mais parce que j'y vois un déracinement forcé dont le seul bénéficiaire est le patronat. L'immigration, c'est l'armée de réserve du capital.*» Ben voyons !

Dans le même texte de 1995, Cruse saluait dans la Résistance «*l'alliance des communistes et de la droite catholique, nationale, militaire et maurrassienne du général de Gaulle*». Contrairement à ce que cache le *Militant*, Cruse appelle régulièrement sur son site à la fondation d'un «nouveau Conseil National de la Résistance», sans mentionner que l'Union nationale gaullo-socialo-stalinienne servit à faire marner les travailleurs jusqu'à l'épuisement et au risque de leur vie pendant les trois années qui suivirent la Libération pour rétablir les profits des capitalistes gaulois et pour redresser l'Empire colonial français¹. Dans son appel à un nouveau Front national de 1995, Cruse alla jusqu'à affirmer que «*la liquidation du vieil Empire [français], fondatrice de la République moderne*» fut le

¹ Cf. le numéro 30/31/32 de *Ni patrie ni frontières*, et notamment les articles sur la Libération et les grèves de 1947, p. 310-364.

résultat d'un processus qui vit «là encore, le rouge du drapeau flirter avec la Croix de Lorraine, et l'ombre de Jeanne d'Arc danser avec le spectre de Louise Michel» !

Vous dites que vous avez des «divergences» avec Jean-Paul Cruse mais, tout comme pour Denis Collin, vous n'expliquez pas lesquelles. Partagez-vous les positions de Cruse et Collin sur le prétendu danger pour la cohésion de la nation française et les acquis sociaux que représenterait l'immigration, oui ou non ? Et souhaitez-vous entretenir la confusion avec de tels individus, justement dans les quartiers populaires, oui ou non ?

Vous invoquez le «Front unique». Mais de quoi s'agit-il exactement ? De se battre concrètement sur le terrain contre l'exploitation, de lutter efficacement contre la répression policière, les discriminations racistes ou de signer UN simple appel avec des individus qui tiennent un double langage dans le «mouvement ouvrier» ?

On connaît l'efficacité très limitée de cet outil militant sur le sort réel des travailleurs. Faisant partie d'un réseau militant au service des «sans papiers» qui utilise systématiquement l'arme des appels et des pétitions, je peux témoigner que leur efficacité est très limitée, voire nulle, s'ils ne sont pas accompagnés d'actions concrètes visibles et médiatisées (ou au moins dérangeantes pour les autorités locales) : manifestations dans les écoles, devant les commissariats ou les centres de rétention, délégations surprises auprès du préfet ou du maire, banderoles déployées dans toutes sortes d'endroits inattendus, présence dans les aéroports au moment des expulsions, contacts et actions avec les militants d'autres associations, syndicats, partis, articles dans les médias, etc.

Vous conviendrez avec moi que le «Front unique» ne se réduit pas à un... appel sur Internet.

Par contre aller chercher la signature de Jean-Paul Cruse quand on connaît l'ensemble de ses positions politiques (y compris celles de 1995 qu'il n'a, à ma connaissance, jamais reniées ni surtout analysées sous un nouvel angle pour montrer à quel point elles relevaient et relèvent toujours de la plus plate xénophobie social-chauvine) n'est pas du tout innocent et ne peut que contribuer à le rendre plus respectable.

Le «souverainisme», surtout dans une période de montée de l'extrême droite (fascisante, fasciste ou simplement populiste réactionnaire à la Geert Wilders aux Pays-Bas¹) est le meilleur appui idéologique que la gauche puisse apporter à la propagande de l'extrême droite : défendre «notre» patrie, «notre» industrie, «nos» patrons, CONTRE QUI ?

¹ Cf. à ce sujet les articles des groupes De Fabel van de illegaal et Doorbraak traduits par *Ni patrie ni frontières*, notamment dans la Compil' n°3 *La Fable de l'illégalité. Sans papiers, immigration et intégration forcée aux Pays-Bas* (2008) et dans plusieurs numéros de la revue depuis.

Quand on est de «gauche», on prétend qu'il s'agit des méchantes multinationales américaines, de l'horrible Allemande Angela Merkel, des eurocrates ou de l'infâme «Troïka» apatrides.

Quand on est Jean-Paul Cruse, on se passionne pour les patrons du Sentier qui ont des liens religieux, culturels ou politiques avec Israël. S'il était mieux renseigné (ou plutôt moins «malveillant») il saurait que désormais les patrons franco-français, franco-chinois et franco-turcs ont supplanté depuis longtemps dans la confection les patrons français juifs. Mais sur ces patrons-là (non juifs) de la confection il n'a rien à dire sur son blog ; pourtant la surexploitation, les horaires démentiels, les salaires payés en retard ou jamais versés, les faillites frauduleuses à répétition, le paiement illégal à la pièce, les violations du Code du travail continuent de plus belle dans le Sentier et touchent particulièrement les travailleurs immigrés dont Cruse serait, selon vous, un grand défenseur. Pourquoi, à votre avis, son site se focalise-t-il seulement sur les patrons juifs du Sentier et leurs amitiés «sionistes» ?

Pour moi l'explication est simple : certaines habitudes mentales ont du mal à disparaître «à gauche», à l'extrême gauche et à l'ultragauche. Hier, seuls les Rothschild incarnaient le Capital et la Banque pour la «gauche» (comme s'il n'y avait pas à l'époque une majorité de banquiers et de capitalistes catholiques ou protestants en Europe et en Amérique !), aujourd'hui ce sont les patrons «sionistes», les rabbins filous et les escrocs juifs du Sentier qui incarneraient le mieux le Capital... Cruse n'a même pas pour excuse d'avoir dévoilé sur son blog un scoop, un scandale qui aurait été caché par les médias puisque toute la presse s'en est fait l'écho...

D'autre part, vous savez parfaitement que de nombreux travailleurs français (et aussi de nombreux travailleurs étrangers en «situation régulière», ou récemment naturalisés) considèrent que s'il y avait moins d'«étrangers» en France, notamment de «sans papiers», il y aurait moins de concurrence sur le marché du travail, donc moins de chômage. Cet argument fallacieux selon lequel la présence d'«allochtones» ferait baisser la valeur de la force de travail des prolétaires «autochtones» est un credo à gauche et dans les syndicats depuis un siècle (seul l'historien Gérard Noiriel a montré que l'immigration a au contraire permis l'ascension sociale progressive des différentes couches du prolétariat franco-français, l'amélioration de ses conditions de vie et de travail et le maintien de l'existence d'une petite paysannerie jusqu'au début des années 50 voire au-delà, mais ses écrits n'ont guère eu d'influence apparemment sur vos amis Collin et Cruse). Dans son texte de 1995, Cruse ajoutait à cet argumentaire fallacieux d'autres arguments ineptes sur la criminalité supposée des immigrés et l'insécurité provoquée par leur présence... En cela il se montrait un bon disciple du Front national (pas le sien, fantasmé et

inexistant, mais l'autre, bien réel, celui de Le Pen qui recueille désormais plus de 6,5 millions de voix aux élections).

Le «souverainisme», fût-il de gauche ou d'extrême gauche, n'est que l'autre face, complémentaire et symétrique, du souverainisme de droite et d'extrême droite. C'est d'ailleurs ce que vos Pères fondateurs Lénine et Trotsky appelaient du «social-patriotisme» ou du «social-chauvinisme». Mais apparemment vous l'avez oublié, ce qui ne m'étonne pas vraiment, vu vos affinités avec le Parti de Gauche¹, «digne» successeur de ce courant néfaste au sein du «mouvement ouvrier».

Y.C., 10/07/2013

P.S. : Je dois admettre que vous avez raison au moins sur un point : puisque je vous connais personnellement, j'aurais dû vous demander des explications par mail avant d'écrire mon billet au ton agressif. Mea culpa. Mais serez-vous capables de reconnaître que Collin et Cruse ne sont pas des alliés fréquentables ? Et que Preve n'est qu'un piètre-penseur réactionnaire même si ces articles paraissent dans des revues marxistes et si ces livres sont préfacés et postfacés par des philosophes se réclamant du grand Karl ?

Sinon, vous prouverez que l'extrême droite a déjà gagné son combat idéologique, son combat «métapolitique» puisque, pour vous, discuter gentiment avec des militants fascistes, publier des textes marxistes sur des sites, chez des éditeurs ou dans des revues fascisants ou fascistes, préfacier un auteur qui a des amitiés avérées à l'extrême droite ferait désormais partie des mœurs du «mouvement ouvrier» – aux contours de plus en plus flous si j'en crois les Collin et les Cruse, avec qui vous réalisez un «Front unique» sans principes...

¹ Le programme de ce parti sur l'immigration est certainement le moins pourri parmi ceux des trois partis de «gauche» – PS, PG, PCF –, mais les positions et les pratiques de Mélenchon lorsqu'il était au Parti socialiste – c'est-à-dire durant l'essentiel de sa vie politique – ne peuvent que nous inciter à la méfiance. Et le fait que votre ami, le social-chauvin Collin, ait voté Mélenchon ne me rassure guère !

Passons à l'ordre du jour

Yves Coleman annonce avoir «répondu» à nos «dérobades» par un très long texte mis en ligne ce mercredi 10 juin 2013. Long texte, mais réponse courte, en ce sens que sur 9 pages imprimées, et encore en petit format, seulement un peu moins d'une demi-page parle effectivement de *Militant*. Tout le reste est consacré à des gens ayant eu des contacts avec *Militant*, mais qui ne sont pas *Militant*, voire des gens ayant des contacts avec des gens ayant eu des contacts avec des gens... etc. La méthode dite pyrénéenne de «l'homme qui a vu l'homme qui a vu l'homme ... qui a vu l'ours» est en pleine action. A vrai dire, il est un peu malséant pour les Basques ou les Béarnais de la qualifier de pyrénéenne. «Policrière» est le terme, hélas, exact. Cela fait, en tout cas, beaucoup de monde : au-delà de Collin, Cruse et Preve qui ne semblent parfois que jouer le rôle de ponts pour ce fastidieux vagabondage, voici les noms connus ou obscurs de Pasqua, Dauvé, Quadruppani, Faurisson, Soral, Houellebecq, Pierre Guillaume, Enrico «Chicco» Galmuzi, Gabriele D'Annunzio, Carl Schmidt, Alain de Benoist, Douguine, Soral, Dominique Venner, P.A. Taguieff, C. Mutti, Codreanu, Jean Thiriart, Larouche, Julius Evola... on s'excuse de ne pas être complets, c'est trop fatiguant. Ah oui, il y a aussi Gisèle Halimi, Bernard Langlois et pas mal d'autres dans la catégorie de ceux qui «ont fricoté» (terme d'Y. Coleman) avec le Mal. Il manque tout de même le pape, Hitler et le Mikado¹.

La méthode qui consiste à déverser un tombereau de purin pour donner l'impression que c'est le destinataire qui sent mauvais est classique. Elle fut celle des procès de Moscou, et, pour prendre une référence plus récente du genre qu'affectionne Y. Coleman, lorsque Pierre Broué fut exclu de l'OCI-PCI, officiellement pour avoir «fricoté» avec la Nouvelle Action Royaliste, Lambert signa à l'époque un très long texte, où il était expliqué qui était Maurras, qu'est-ce que le fascisme, etc., texte qui n'est pas sans présenter quelques ressemblances avec cette présente «réponse».

¹ Les rédacteurs du *Militant* essaient de s'en tirer par l'humour, pour détendre l'atmosphère. Malheureusement cette manœuvre dissimule mal le fait que Alain de Benoist, Alain Soral et leur ami Jean-Paul Cruse (cet éminent militant du «mouvement ouvrier» selon eux) se connaissent depuis au moins les années 1990, leur collaboration à *L'Idiot International* et leur appel à un Front national. Et surtout que leur sympathie mutuelle n'a guère dû être entamée au fil des ans puisque Cruse interviewa le 29 janvier 2008 Eric Zemmour sur une prétendue «Radio Vraiment Libre», en compagnie de...Alain de Benoist, interview recommandée par... le fasciste Alain Soral sur le site Egalité et Réconciliation (Note de *Ni patrie ni frontières*).

Soyons clairs : nous n'avons absolument pas à répondre à cet amas de références, allégations vraies ou fausses mais qui ne nous concernent pas. Nous n'avons pas à nous expliquer, par exemple sur les prises de position de J.P. Cruse dans les années 1990. Pas plus que nous n'avons à expliquer nos différences, avec Cruse par exemple, à quelqu'un qui n'a pas l'intention de parler de nos positions politiques alors que celles-ci sont publiques et amplement développées (<http://www.le-militant.org/Militant/Accueil.html>). Notre combat politique concret nous donne pleine légitimité pour débattre contradictoirement et démocratiquement si cela nous chante, avec D. Collin, pour discuter les théories de C. Preve, pour organiser les familles immigrées avec, entre autres, J.P. Cruse, et bien d'autres choses encore.

Lorsque d'aventure Y. Coleman parle effectivement de *Militant*, ce n'est jamais à propos de nos positions et actions politiques, mais seulement en relation avec le buzz qu'il tente de produire. Mais, dans ce cadre, il trouve moyen d'accumuler les petites falsifications – ou, allez, soyons généreux, de coupables inexactitudes déformantes... – faciles à vérifier.

Ainsi, nous aurions «osé parler de «Front unique¹»» avec Denis Collin. On peut vérifier sur son propre site que nous n'avons employé ce terme qu'à propos de l'appel Ensemble et de la bataille d'auto-organisation des habitants des quartiers les plus pauvres (un domaine où manifestement Y. Coleman n'a pas la moindre idée de ce que nous faisons réellement), qui n'inclut pas Denis Collin, avec lequel par ailleurs nous organisons un débat, c'est tout.

Deuxièmement, «vous prétendez», nous dit-il, «que ses [Costanzo Preve] amitiés avec l'extrême droite dateraient seulement de 2012 et ne tiendraient qu'à UN seul article «provocateur».» et il récidive un peu plus loin en écrivant : «Vous m'assenez comme argument décisif que le soutien de Preve à Marine Le Pen daterait SEULEMENT de 2012, serait une petite provocation...» Nous avons en fait écrit (cela aussi est vérifiable sur le propre site d'Y. Coleman) : Preve «a commis un article sur le site d'Alain de Benoist affirmant de façon provocatrice que s'il était français il voterait pour Marine Le Pen. Signalons que la dite préface [de D. Collin] est antérieure à ce fait.» Y. Coleman tente de faire croire que nous avons pris la défense de Preve en affirmant que ses positions convergeant avec une certaine extrême droite se limiteraient à l'article dont il est question, et

¹ Les rédacteurs de *Militant* ont raison sur ce point précis : j'aurais dû écrire «mouvement ouvrier» et non «Front unique», mais malheureusement cela ne change rien car le Front unique se déploie au sein du... mouvement ouvrier ! (Y.C., août 2012).

qu'il ne s'agirait que d'une petite provocation au fond bien bénigne. Une telle tentative s'appelle une falsification.

Sur cette manière caractéristique de truquer, couper, omettre :

http://www.le-militant.org/Militant/Gauche/Entrees/2013/7/6_Complement_un_echange_de_mails_tronque_par_Yves_Coleman.html.

Soit dit en passant, Preve est et reste un intellectuel de haut vol, et, mais oui, un connaisseur de Marx : c'est donc une question politique que d'analyser ses positions et de les critiquer réellement, en abordant leur contenu. Ce qu'un Coleman ne fait évidemment pas et dont il serait bien incapable. Nous, cette bataille-là, nous l'avons engagée.

Si l'on avait affaire à un gamin qui ne peut pas s'empêcher de truquer un peu, sûr qu'il est d'avoir raison et de représenter le bon droit, lequel mérite bien pour lui quelques écarts avec la rigueur et l'honnêteté les plus élémentaires, on le corrigerait facilement. Mais on a affaire, semble-t-il, à un vieux guerrier couvert d'ecchymoses : «Contrairement à moi, vous n'avez jamais dû vous faire casser la gueule par des militants staliniens...» (et qu'en sais-tu, ô héroïque Coleman-des-barricades ?), un vrai dur-de-dur qui peut se permettre de lancer des «tu peux faire ta coquette» et autres formules de matons, un pur-de-pur aussi, qui n'est «... pas conseiller municipal» et «n'a pas de responsabilités syndicales ou associatives», contrairement à nous, pauvres pécheurs que nous sommes, qui avons, frémissons, des «affinités», rien que ça, avec «le Parti de Gauche», oh bonne mère, si avec ça on n'est pas maqués avec la Bête... Ni élu, ni délégué, couvert des cicatrices infligées dans son héroïque passé, blanchi sous le harnais, pas «marxiste» non plus nous annonce-t-il au passage (tant mieux, après tout !), ne voulant d'aucune étiquette, lui qui les distribue tel un pape ses indulgences, Coleman tout pur tout dur n'a d'autre position militante que celle de la chasse aux hommes qui ont vu l'homme qui ont vu...

Très franchement, la vie politique et syndicale réelle préserve de bien des paranoïas. Elle apprend aussi à côtoyer, sans leur faire de concessions, de nombreux travailleurs et militants qui véhiculent des croyances racistes, complotistes, ou antisémites plus ou moins inavouées : dans notre bataille quotidienne, nous affrontons et connaissons tout cela. La prose de Coleman, prose d'idiot, en effet inutile, ne sert strictement de rien dans ces combats.

La vie politique et syndicale réelle apprend aussi à juger les gens provisoirement et pas définitivement, et à le faire à partir de ce qu'ils disent et font réellement. L'essentialisme, qui consiste à attribuer une essence politique et morale définitive aux uns et aux autres, constitue le fond de la «méthode Coleman», mais il ne l'a évidemment pas inventée. C'était celle des pourfendeurs d'«hitléro-trotskyistes», c'est celle des complotistes antisémites. Quand nous écrivons cela, Coleman s'imagine ou affecte de

croire qu'on l'a traité de personnage identique à Vychinski, comme lui nous amalgame aux fascistes. Nous ne faisons que souligner, avec le plus de pédagogie possible, le danger inhérent à sa manière de procéder. Il voudrait mettre en branle une grosse «affaire *Militant*». Il n'y a rien d'autre qu'une petite «affaire Coleman», c'est triste pour lui – nous le disons sincèrement et sans aménité. Car entreprendre, au moment présent, une opération de dénonciation publique de *Militant* comme complice des fascistes, s'apparente à une provocation stalinienne. Toutefois, les abrutis sont parfois autant ou plus efficaces que les authentiques provocateurs, comme l'histoire l'a malheureusement souvent montré. Mais il n'y a pas de débats avec les uns ou les autres, il n'y a que des réfutations obligées, et après on passe à l'ordre du jour. Donc, passons.

Militant,

Mercredi 10 juillet 2013

Le Militant a de bien curieux «lecteurs»

Un camarade dont je reproduis ici l'analyse m'a signalé un dernier point, le plus important :

«Il suffit de se référer à cet article récent, qui évoque l'assassinat de Clément Méric [il s'agit d'une «Lettre à une amie d'Espagne», signée d'un certain Francis et publiée le 20 juin 2013 sur le site du *Militant*], article qui reprend exactement la version de Serge Ayoub. Une bagarre entre mômes, un fait divers malheureux, où Esteban Morillo et Clément Méric sont d'abord renvoyés dos à dos, des mecs qui allaient acheter des sapes, où la préméditation est d'emblée écartée (Militant a accès à la procédure judiciaire ?) avant que le texte en vienne à évoquer les "andouilles" qui crient encore No Pasaran, et accuse l'antifascisme de masquer les causes réelles du fascisme.

«Quand on n'a que ça à publier, quelques jours après la mort d'un camarade, tué par la mouvance qui a tué également dans les années 80 et 90, quand on ravale la mort d'un des nôtres au rang d'anecdote malheureuse, mais non significative parce qu'elle ne correspond pas à nos précieuses analyses politiques, franchement, tout est dit, définitivement. En matière d'antifascisme, comme sur tout autre sujet, la solidarité n'exclut pas la critique, et d'ailleurs des critiques ont été faites sur les stratégies des uns et des autres.

Mais bon, y'a un truc tout con: normalement, quand même, si tu te vis comme militant révolutionnaire ou juste progressiste, la solidarité quand un camarade est tué par des néo-nazis, c'est pas une question de compassion, c'est une question d'identification immédiate: tu te dis forcément que ça aurait pu être toi, que ces brutes barbares auraient pu ou pourront désormais te tomber sur le râble et te flinguer, parce que tu as osé faire une remarque sur leur appartenance ou juste parce qu'ils t'ont reconnu. Ça te passe forcément par la tête, et tu ne vas pas accabler d'office le camarade sur ses idées ou son goût pour la sape redskin ou je ne sais quoi, le commun entre vous est tellement évident, dans ces moments- là. Donc perso, quand cette réaction est absente, je me dis qu'il y a déjà un énorme problème.»

Effectivement, il n'y a rien à ajouter, d'autant plus que, le 12 juin 2013, *Militant* écrivait sous le titre «Clément et les tueurs» : «*Clément Méric était*

l'un des nôtres : nous ne le connaissons pas, mais c'est une évidence. (...) Quand la presse glose sur le fait que les uns et les autres aiment les fringues Fred Perry et laisse entendre qu'Antifa et Fafs seraient des frères ennemis, c'est inadmissible.»

Gageons que Le *Militant* invoquera sans doute la «liberté d'expression» de ses lecteurs sur son site mais l'absence du moindre chapeau critique avant cette lettre dégueulasse d'un certain Francis laisse un goût plus qu'amer car elle rejoint ce qu'ont écrit tout un tas de réacs pour disqualifier Clément Méric, ses idées et ses camarades.

Y.C.

P.S. Au cas où Le *Militant* retirerait ce texte dégueulasse de son site en voici l'extrait qui porte sur Clément Méric:

«Sur les faits. Il semble que ce n'est même pas un affrontement entre groupes fascistes et "Antifafs" (comme ils disent) mais une connerie. Des jeunes qui veulent s'acheter "de la marque" se retrouvent dans une vente d'occasion. Il se trouve que ces anars et ces fachos aiment bien s'habiller "fashion" (!) Passons ! Après ils s'insultent et le jeune Clément Méric reçoit des coups tellement violents qu'ils entraînent sa mort (utilisation de coup de poing américain?) Entre nous le Esteban (membre d'un groupuscule de petits fachos) doit être sacrément entraîné pour donner ce résultat affreux.

*Pour ma part je ne vois pas ce meurtre – qui se produit apparemment sans préméditation – comme une montée du fascisme version années 30. Enfin pour le moment, mais ça peut évoluer évidemment rapidement. Le fait que des andouilles gueulent encore en France "No pasaràn !" m'énerve un peu. Le frontpopulisme et l'antifascisme sont assez confus à mon avis. Pire, ils permettent de cacher les vrais problèmes politiques. Pendant que la "Pasionaria" gueulait ce mot d'ordre elle concoctait la cuisine de Staline et préparait la liquidation de la Révolution et l'assassinat des anarchistes, poumistes et caballéristes... "L'antifascisme" a permis historiquement (comme en Espagne) de masquer les vraies raisons de la montée du fascisme. Depuis quelques années des groupes d'extrême gauche (une partie anars) veulent "casser du faf" et se comportent de façon infantile. Si c'est pour casser la gueule aux groupuscules, alors il faut monter des groupes de combat armés lors des manifestations (comme pour les manifs anti mariage gay). On n'en est pas encore là. **Francis**»*

Encore et à nouveau sur le charlatan «marxiste» Costanzo Preve

L'Histoire critique du marxisme de Costanzo Preve, écrite en 2007 est parue en français en 2011. Les articles louangeurs ou les mentions positives qui ont paru dans des médias de gauche (cf. les sites Contretemps du NPA, Convergences des luttes, L'Humanité, Les lettres françaises – lié au PCF –, In Limine-Communisation et Anarchie, etc.) ont tous passé sous silence (ou plus vraisemblablement ignoré) la collaboration éditoriale de Preve avec les nazis-maoïstes et les néofascistes italiens, en Italie, la Nouvelle Droite en France depuis respectivement 2003 et 2004, et ses positions politiques «nationalitaires» (social-chauvines, en fait) depuis de nombreuses années.

En dehors de l'ignorance de nombreux critiques, il faut aussi signaler l'habileté manœuvrière de son préfacier, le «communiste républicain» Denis Collin : celui-ci, dès la quatrième ligne, faisait allusion à la revue *Krisis* mais sans mentionner qu'il s'agissait de celle d'Alain de Benoist tout en ajoutant, à propos de la collaboration de Preve à cette publication, «*ce que les bonnes âmes du marxisme orthodoxe ne lui pardonneront pas*».

Une allusion aussi sibylline et la seule mention du titre de cette revue auraient dû alerter des lecteurs à l'esprit critique qui n'auraient pas été bluffés par son style pseudo-iconoclaste et son côté Je-suis-un-grand-penseur-indépendant-et-je-renverse-toutes-les-idoles-de-la-gauche. Mais comme, en France, on est encore épaté par la prose ronflante et creuse, il n'est pas étonnant que personne, à gauche ou à l'extrême gauche, ne se soit intéressé aux véritables positions politiques du charlatan «marxiste» Preve (à l'extrême droite, par contre, cela fait dix ans que les fachos gaulois lui passent de la pommade et flattent son ego).

Nous avons signalé dans un premier article que le «grand philosophe marxiste italien» avait appelé, dans un article, à voter Marine Le Pen en 2012. Cette prise de position de Preve avait, à l'époque, suscité pas mal de réactions en Italie (passées inaperçues en France, tant les Français ignorent les débats chez nos voisins transalpins) et l'avait obligé à se justifier dans un texte («Politiquement correct, occidentalisme impérialiste et fondamentalisme sunnite») qui fut traduit rapidement en juin 2012 et posté sur le site d'extrême droite Europe Maxima.

Dans cet article, Preve écrivait: «*Le fait qui importe est que Marine Le Pen est moins "dans le système" qu'un Mélenchon.*» (Voilà qui fera plaisir à ses admirateurs du PG et du PCF !). Preve poursuit: «*Tout ce que le*

système médiatique unifié diabolise en le qualifiant de populiste et de raciste doit être considéré non pas comme bon a priori, mais du moins comme intéressant. Si Marine Le Pen était victorieuse (ce qui, malheureusement, est improbable), elle ferait un trou dans le mur, et de là il naîtrait peut-être quelque chose. Dorato écrit lui-même que “toute proposition politique qui met en question les dogmes du néolibéralisme et du capitalisme globalisé est meilleure que la direction politique monstrueuse prise par les classes dominantes depuis une vingtaine d’années”.»

Preve, qui est parfaitement francophone selon ses dires, devrait pouvoir postuler comme consultant au Front national : affirmer sérieusement que le FN défend une politique autre et «meilleure» que celle des «classes dominantes», il faut vraiment être un philofasciste pour écrire de telles stupidités !

Preve ne s’arrête évidemment pas là, en ce qui concerne la France, puisqu’il explique à ses lecteurs pourquoi il faut, comme Marine Le Pen, rejeter les Arabes musulmans... pardon la «*composante ethnique qui se réclame du fondamentalisme sunnite*» (pour un type qui déteste le politiquement correct, cette appellation alambiquée mériterait une médaille) : «*Avec tous ses défauts, la France a été dans l’histoire un pays capable d’assimiler des vagues de millions d’immigrés portugais, espagnols, polonais, italiens, arméniens, et même de l’Afrique noire.*» (Visiblement ce monsieur ne connaît rien à l’histoire de l’immigration en France, et particulièrement à celle, douloureuse encore aujourd’hui, des travailleurs immigrés d’Afrique noire.) «*Cela avait donné cette civilisation populaire que l’on peut trouver par exemple dans des romans comme ceux de Simonon¹ sur le commissaire Maigret. La seule composante ethnique qui se*

¹ Rappelons que G. Simonon écrivit 17 articles sur «Le Péril juif» en 1921 (il prétendit ensuite qu’il avait été «obligé» par la rédaction d’adopter une thématique antisémite !) ; qu’il fut un anticommuniste patenté et évidemment un partisan de la thèse du complot judéo-bolcho-maçonnique ; ; qu’il continua à vivre en France de façon prospère, à publier tranquillement sous l’Occupation et à signer des contrats pour l’adaptation cinématographique de ses romans en Allemagne nazie ; qu’il publia des interviews dans la presse collaborationniste belge pendant la guerre ; qu’«il gardait en lui un racisme latent, assurément moins net que dans ses articles de *La Gazette de Liège*. Ce n’est qu’après 1960 qu’il se proclame franchement anticolonialiste, quand c’est dans l’air du temps» (cf. «Georges Simonon et l’Afrique», communication de G.-H. Dumont devant l’Académie royale de langue et de littérature françaises de Belgique, le 13/12/2003) ; que ses jugements méprisants sur les Africains dans ses reportages de 1932 sont reproduits avec approbation par l’extrême droite

révèle inassimilable, et qui proclame qu'elle refuse l'assimilation, est celle qui se réfère au fondamentalisme sunnite. En ce qui me concerne, cela ne me rend pas antimusulman. Au contraire, et je serais favorable à bien des idées de Tariq Ramadan, si la nouvelle de son recrutement par l'Université du Qatar et la Qatar Foundation ne m'inspirait quelque prudence... Mais si je ne peux partager un certain "anti-islamisme"¹ français, j'en suis d'autant moins scandalisé que je tiens compte de ce caractère inassimilable.»

Toute cette propagande raciste et favorable à l'extrême droite se trouve en français sur des sites fascistes ou fascisants et personne ne peut désormais l'ignorer. Et l'on sait que lorsque des fascistes publient des textes de «marxistes», qu'ils ont ce type d'attitudes «ouvertes», «démocratiques», favorables à la «liberté d'expression» pour leurs ennemis (réels ou supposés), c'est que CELA LEUR RAPPORTE UN PROFIT POLITIQUE.

Quels intérêts sert la dénonciation de l'antifascisme telle qu'elle est exprimée par Preve, d'un côté, par l'extrême droite de l'autre ?

Les idées réactionnaires du charlatan «marxiste», «nationalitaire», «communiste-communautaire» Preve ont aussi des conséquences dans le

actuelle (cf. ce qu'en dit une certaine Freya von Asgard sur VNNForum) ; que dans *Crime impuni* (1953), il réduit à «quelques dizaines de milliers» d'individus les victimes du judéocide ; qu'il écrit dans *Quand j'étais vieux* (1970) : «Hitler a dû parler des Juifs comme j'ai parlé mardi des staphylocoques dorés, parce qu'on lui demandait d'en parler et que, en apparence, c'était un bon sujet. Je suis persuadé qu'il ne se doutait pas qu'on le forcerait à y revenir et, en fin de compte, à tuer je ne sais combien de millions d'Israélites.» Costanzo Preve a vraiment de bien curieuses références littéraires en matière d'immigration et d'assimilation ! (Pour plus de détails sur Simenon on lira, entre autres, cet article sur le site liege.labraise.be).

¹ La note de son traducteur-ami Yves Branca à propos de ce terme vaut aussi son pesant de cacahuètes : «Le mot "islamiste" n'existe pas encore en italien. Ce terme, "islamista", ne désigne pas, en bon italien, un croyant fanatique, mais seulement un "islamologue". L'italien distingue plus rigoureusement "Islam", "islam politique" (moderne) et intégrisme ou fondamentalisme islamique. Il n'emploie pas "islamisme" dans ces dernières significations. On doit donc bien entendre que le terme d'"anti-islamisme" désigne seulement ici une hostilité à l'islam (une "islamophobie", dans l'actuel jargon de la manie "polémique"), prêtée à Marine Le Pen par les interlocuteurs italiens de Preve, auxquels il répond ici.»

monde réel. Personne de bonne foi ne peut plus se cacher la tête dans le sable.

Y.C., 14/07/2013

Qui diable peut, à gauche, pleurer la disparition du «marxiste» social-chauvin Costanzo Preve ?

Nous reproduisons ci-dessous (en italiques) quelques extraits de notices nécrologiques écrites par des membres de la fachosphère italienne, française et russe à propos du décès du philosophe Costanzo Preve, dont nous avons déjà évoqué les idées réactionnaires dans deux articles de ce numéro.

Mais, pour commencer, nous reproduisons un article nécrologique de Vincent Présumey (V.P.) du *Militant*, groupe d'«extrême gauche»¹ dont une partie des membres ont adhéré au Parti de Gauche.

Dans cet article nécrologique, l'auteur nie (désormais il ne s'agit plus de méconnaissance mais de négation de faits avérés) toujours l'existence des liens éditoriaux entre Costanzo Preve et la mouvance fasciste et néonazie italienne, liens qui datent de 2003 et non de 2012 comme il le prétend.

Preve avait pourtant cosigné en 2004 un livre composé de deux interviews et intitulé *Dove va la destra ? Dove va la sinistra ? (Où va la droite ? Où va la gauche?)*, publié chez une maison d'édition

¹ Sur le site du Militant qui a pour sous-titre «Pour la Révolution sociale» (bigre, voilà un slogan impressionnant !) on découvre deux membres du comité de rédaction au pedigree pour le moins curieux: le philosophe Denis Collin (cf. nos articles dans ce numéro) et le conseiller municipal Jean-François Chalot qui a non seulement collaboré à Riposte Laïque pendant toute une période mais en plus continue à défendre ses ex-copains de l'UFAL comme en témoigne cet article de 2011 : «*Jean-François est un militant de gauche que notre journal respecte. Il a publié plusieurs articles sur notre site, souvent pour nous exprimer ses divergences, de manière toujours fraternelle. Il nous a toujours défendus face aux anathèmes de certains de ses camarades cherchant à nous faire passer pour des racistes ou des fascistes.*» Décidément entre Vincent Présumey qui dialogue avec Costanzo Preve, Denis Collin avec Serge Ayoub, et Jean-François Chalot avec les xénophobes de Riposte Laïque, on a une fine équipe : les Trois Mousquetaires de la Confusion. Qui sera le quatrième ? Les paris sont ouverts...

“anticonformiste” (traduire d’extrême droite), avec le «fasciste de gauche», “l’intellectuel hérétique” Giano Accame, qui s’était engagé en avril 1945 dans la marine militaire de la République sociale italienne, avait été un dirigeant du MSI jusqu’en 1968, avait été l’un des initiateurs de la “stratégie de la tension” lors d’un congrès financé par les services secrets de l’armée italienne en 1965... avant de faire un voyage en Israël et d’y découvrir un... nationalisme authentique. D’ailleurs Preve lui-même reconnaissait qu’il publiait dans des maisons d’édition «de droite» – les guillemets sont de lui : *«Je l’ai fait de façon parfaitement consciente, parce que, particulièrement après un certain nombre d’événements comme la guerre de Libye, la guerre au Kosovo en 1999, etc., j’ai considéré, à tort ou à raison, mais personnellement je crois que j’ai eu raison, que la dichotomie gauche/droite appartenait au passé.»* (Interview «exclusive» parue sur le site fasciste Stato & Potenza le 25 février 2012).

V.P. **nie** également les affinités idéologiques entre les mouvements fascistes et nationalistes (sur le nationalitarisme de Preve, on se reportera à ses nombreux articles publiés dès 1997 en italien sur le site italien http://www.rivistaindipendenza.org/Proposta_nazio.htm. «Indipendenza» est une tendance de Rifondazione comunista, encore plus social-chauvine que sa direction néostalinienne... si c’est possible.

V.P. **nie** enfin les liens de Costanzo Preve avec le Campo anti-imperialista, mouvement qui accueille avec bienveillance les néonazis dans ses manifestations: dès 2003, l’appel du Campo anti-imperialista contre la guerre en Irak avait en effet été signé aussi bien par des négationnistes français comme Serge Thion que par une pléthore de fascistes italiens connus.

La référence que V.P., dans sa notice nécrologique sur Preve, fait à Sorel et à son enthousiasme pour la révolution russe de 1917 montre bien que Présumey (comme d’ailleurs beaucoup de libertaires qui se revendiquent de Sorel) ne comprend pas les enjeux du confusionnisme fascisant ou national-populiste actuel – ou passé ; en effet, il «oublie» de nous dire que Mussolini se réclamait aussi de George Sorel, et que Sorel fut récupéré par l’extrême droite française après sa mort.

S’agit-il d’un simple malentendu à propos de Sorel ?

Ceux qui pensent que cette récupération est injuste trouveront quelques arguments dans l’article du chevènementiste Charzat dans les *Cahiers Georges Sorel* n° 1 en 1983 reproduit sur le site persee.fr qui héberge des milliers d’articles de revues universitaires.

Mais ils pourront aussi, pour contrebalancer cette présentation historique écrite par un auteur social-chauvin, se référer à une longue interview de l’universitaire Zeev Sternell sur la nature du fascisme, interview dans laquelle celui-ci répond à la question : **“Comment expliquez-vous que la révision anti-matérialiste du marxisme soit le filon**

fondamental de l'émergence de l'idéologie fasciste? C'est ici qu'intervient George Sorel (1847-1922). Ce socialiste français joue un rôle essentiel dans la poussée de la synthèse fasciste en ce qu'il est le premier à lancer une révision "révolutionnaire" du marxisme. Il préconise une révolution en dehors de la matrice marxiste traditionnelle. Puisque le capitalisme ne s'effondre pas et que les masses ne marchent pas à coups de raisonnements, Sorel remplace le contenu rationaliste et matérialiste du marxisme par le culte de l'énergie, l'intuition et la violence. Il entend donc corriger le marxisme en y introduisant des éléments irrationnels. La destruction du régime de démocratie libérale est aussi un fondement de la révision sorélienne : il faut bien comprendre que ce courant révisionniste se dresse autant contre le libéralisme que contre le marxisme, car ce sont des systèmes de pensée matérialistes qui considèrent la société comme un simple agrégat d'individus. Enfin, il ne reste plus aux disciples de Sorel qu'à remplacer par la Nation le prolétariat défaillant dans le combat contre la décadence démocratique et rationaliste. Ainsi s'ouvre progressivement la voie vers le fascisme.» (<http://www.resistances.be/sternhell.html>)

Une analyse qui éclaire bien des points communs, sur le plan théorique, entre Preve et Michéa (n'oublions pas que tous deux sont passés par la matrice stalinienne, de surcroît dans les deux plus gros partis sociaux-chauvins d'Europe), mais aussi bien avec d'autres idéologues «radicaux» ou «critiques» que ces deux-là citent ou admirent...

Cela ne fait pas de Preve ou de Michéa des fascistes pur jus, genre chemises noires des années 20 ou crânes rasés des années 30, mais cela fait certainement d'eux des intellectuels réactionnaires dont l'hostilité au "politiquement correct" et à l'antifascisme d'aujourd'hui, l'anti-américanisme primaire, l'apologie des "communautés" traditionnelles¹, la

¹ Rappelons que les staliniens français à partir de 1934 (après avoir abandonné la tactique «classe contre classe» et adopté le tournant vers les Fronts populaires imposé par l'URSS suite à la victoire de Hitler en Allemagne) commencèrent à vanter les mérites de l'enracinement local : banlieues gérées par des municipalités «rouges», campagnes riches en produits du terroir «bien de chez nous» (que l'on retrouvait dans les stands de la fête de l'Humanité), grandes régions industrielles ou entreprises françaises (souvent publiques) à la pointe de la technologie. Autant de communautés de vie ou de travail dont les staliniens se présentèrent comme les meilleurs défenseurs : leur «communautarisme» suburbain, agricole, industriel ou professionnel, même s'ils n'utilisaient pas le mot dans leur propagande, est donc en harmonie parfaite avec les divagations communautaristes social-chauvines actuelles des Michéa, Preve et consorts, qui n'ont absolument aucune originalité historique ou théorique.

dénonciation de l'immigration organisée par le grand capital mondialiste, etc., rejoignent les thèmes favoris de la Droite décomplexée, de la Nouvelle Droite et de l'extrême droite relookée actuelle. Si Michéa n'est pas publié par l'extrême droite (quoique qu'être interviewé par le mensuel *Causeur* où sévissent Finkielkraut et Zemmour est déjà un petit pas dans cette direction) et s'il ne dialogue pas avec les fachos, Preve, lui, avait franchi allégrement le pas depuis plus de dix ans et avait construit sa réputation sur Internet (comme Soral en France par exemple) en publiant ses très nombreux articles et interviews vidéos sur toutes sortes de sites d'extrême droite, nationaux-populistes, eurasistes ou fascistes...

Notices nécrologiques mensongères et favorables à Costanzo Preve parues sur des sites d'extrême gauche... et d'extrême droite

1) Costanzo Preve

Nous avons appris, il y a une semaine, le décès de l'ancien militant et toujours philosophe et connaisseur de Marx basé à Turin, où il avait enseigné en lycée toute sa vie, Costanzo Preve.

Sur le contenu de ses travaux et réflexions, cet article de Denis Collin donne un excellent résumé : <http://denis-collin.viabloga.com/>.

*J'avais fait sa connaissance suite à un article très critique sur son livre traduit en français, *Histoire critique du marxisme*. Voir : http://www.le-militant.org/Militant/Theorie/Entrees/2011/6/5_Notes_critiques_sur_Histoire_critique_du_marxisme_de_Costanzo_Preve.html.*

C. Preve aimait sincèrement qu'on le critique sérieusement et ne prenait pas la discussion comme un affrontement, mais comme un enrichissement porté par la contradiction réciproque.

A l'époque, il «fréquentait» déjà Alain de Benoist, sur la base, à mon avis, de son dégoût envers la gauche stalinisante et moraliste dans laquelle il avait vécu, mais aussi d'un certain héritage contradictoire de celle-ci, à savoir ses conceptions géopolitiques «eurasiennes» et anti-américanistes, ainsi qu'en raison de son interprétation du «communautarisme» qui, à mon avis, mais cela devrait être creusé, se méprend en partie sur le civisme des philosophes grecs.

Depuis, il avait fait une intervention fracassante et évidemment malvenue en faveur ... du vote Marine Le Pen en France (et, à défaut, ajoutait-il : Mélenchon, puis Hollande, mais jamais Sarkozy).

*En cohérence avec une partie des positions qu'il développe dans *Histoire critique du marxisme*, Costanzo Preve jugeait que ce que nous appelons les «frontières de classe» (pour ne rien dire des mots «droite» et «gauche», qui sont une autre question) ne devaient plus faire clivage.*

D'aucuns penseront qu'il avait ainsi perdu tout repère moral, mais ceci est faux : le respect réciproque, le dialogue civilisé et, par cela même, sans concession, la culture humaine et humaniste, étaient plus que jamais ses idéaux.

C'est pourquoi ma position n'a jamais été de «couper les ponts» et de changer de trottoir. Au contraire, dans un tel cas il faut discuter, argumenter, approfondir. D'autres militants ouvriers eux non plus n'avaient pas procédé ainsi avec quelqu'un qui, dans une certaine mesure, fut un prédécesseur intellectuel de Preve en France, Georges Sorel, lors de ses «mauvaises fréquentations» maurassiennes, avant 1914 (le même Sorel fut ensuite adversaire de l'union sacrée en 14 et partisan de la révolution russe).

Cela ne veut pas dire absence de critique. Au contraire, l'étude et la critique des travaux de Preve sont une nécessité, car nous avons affaire avec lui à un penseur d'un calibre sans conteste supérieur à la moyenne en vigueur et à la mode en matière de «pensée marxiste», «marxienne» ou marxisante, en Europe, et le fait que précisément il ait fini par jouer au «diable» doit nous pousser encore plus à cet examen critique. Être à la hauteur de la théorie est nécessaire pour faire face à la réalité pratique.

V.P., 01/12/2013.

Militant n°136

2) Et pendant ce temps que disent donc les amis fascistes de Costanzo Preve en Italie ?

«Mais surtout, il faut souligner que la rumeur selon laquelle Preve a "collaboré avec les fascistes" est fondamentalement fausse. Preve n'a jamais travaillé avec les vestiges du fascisme que sont Casapound ou Forza Nuova, l'aile droite de l'empire, ni soutenu leur campagne de soutien hollywoodienne au Tibet ni l'anticommunisme polonais, ces résidus du fascisme qui sont l'autre face des vestiges du communisme italien qui attaquèrent l'ambassade de Libye en Italie peu avant la destruction de l'Etat libyen. Preve a entretenu des relations étroites avec un certain type de courants de droite, ceux qui appartiennent à ce que l'on appelle de façon générale la "Nouvelle Droite", qui, à la fois en la personne d'Alain de Benoist et en celle d'Alexandre Douguine, croit que le fascisme est dépassé. Exemple est en ce sens le livre dédié par Costanzo Preve à Alain de Benoist, car ce dernier avait radicalement remis en cause son passé, chose que Preve, venant de la rive opposée, avait lui aussi fait. Ce type de collaboration est classique dans l'histoire du mouvement communiste, comme on a pu l'observer lors de la récente collaboration entre le Parti communiste de l'Union soviétique, lorsqu'il fut mis hors la loi dans les années 90 (ce qui donnera ensuite naissance au Parti

communiste de la Fédération de Russie d'aujourd'hui) et les forces nationalistes russes au sein du Front de salut national. En plus de collaboration politique il y aura aussi une collaboration théorique entre Ziouganov et Douguine, qui se concentrera principalement sur les problèmes de la souveraineté et de la question nationale, l'une des plus grandes faiblesses du communisme, comme l'histoire l'a démontré.»

Nous voilà donc pleinement rassurés, Preve n'était pas du tout un fasciste. C'était simplement un ami des nationaux-bolcheviks russes, racistes et antisémites et des staliniens de ce même pays. Ouf, j'avais eu peur j.....

Le fasciste italien Giorgia Romano Vitali, grand nostalgique de la République de Salò, dite aussi République sociale italienne, créée dans le Nord de l'Italie en septembre 1943 au sein des zones contrôlées par la Wehrmacht, rend lui aussi hommage à Costanzo Preve et au "communisme" – enfin à sa conception du communisme dans une vidéo:

http://www.youtube.com/watch?v=D8VVO_GIUCA

Le sinistre individu en question explique sa dette envers Costanzo Preve et envers le marxisme. Il faut l'écouter vanter comment «le fascisme est le dépassement du marxisme» «et du capitalisme» ajoute son compère alors que le bolchevisme serait – selon ce fumier – la «projection des intérêts économiques et financiers de certains messieurs». Evidemment le salaud est prudent, il n'ose pas prononcer le mot «Juifs» sur youtube, par peur d'être censuré.

Par contre il n'hésite pas à tartiner sur un massacre de soldats italiens qui se serait terminé par des actes de cannibalisme en Afrique à Qindou le 11 novembre 1961, le tout pour attaquer l'actuelle ministre italienne d'origine congolaise dont les ancêtres auraient peut-être (selon ce fasciste) participé à ce pseudo festin cannibale.

Quels charmants admirateurs avait le «grand penseur critique» qu'était Costanzo Preve !!!

Il en est de même sur cet autre site d'extrême droite qui consacre trois articles et une série de photos à la mort de Costanzo Preve centroitalicum.wordpress.com/2013/11/23/costanzo-preve-non-e-piu-tran-noi/ et qui l'avait interviewé en 2005 et en 2006.

http://www.centroitalicum.it/giornale_2005/2005_12_preve_intervista.php

http://www.centroitalicum.it/giornale_2006/2006_1112_preve_intervista.php

Et dans les commentaires on découvre qu'un lecteur avoue s'être réconcilié avec la pensée de Marx grâce à Costanzo Preve. Où l'on voit le point de départ des fameuses passerelles vers l'extrême droite...

3) Et que disent les amis fascistes français de Costanzo Preve ?

Cela me répugne de reproduire cette prose, mais il est quand même utile d'observer comment les fascistes français parlent de ce «marxiste» qui «avait pris contact il y a quelques années avec le comité de rédaction» de *Rébellion*, organe du groupe fasciste gaulois de l'OSRE... Bien avant 2012 donc, comme nous l'avions déjà démontré il y a plusieurs mois, n'en déplaise aux admirateurs "de gauche" de Costanzo Preve...

IN MEMORIAM COSTANZO PREVE

«(...) C'est un authentique communiste, un parfait connaisseur du mouvement ouvrier et plus largement de la philosophie, un homme à l'esprit toujours en éveil, capable de remettre en question les dogmes désuets dont se nourrit une époque devenue incapable de penser, qui nous quitte.

Costanzo avait pris contact, il y a quelques années, avec le comité de rédaction de notre revue Rébellion. Il s'était déclaré enthousiaste à la lecture de celle-ci et avait bien voulu nous accorder un entretien dans nos colonnes. Nous-mêmes avions-nous été profondément intéressés par sa démarche, par quelques uns de ses textes qu'ils nous faisaient parvenir et par la traduction en français de son "Histoire critique du marxisme" ainsi que par son "Eloge du communautarisme"¹ dont nous avons rendu compte.

¹ En Italie, depuis les années 60, ce sont les courants nationaux-bolcheviks, nationaux-révolutionnaires, pour simplifier «fascistes de gauche», qui défendent la notion de communautarisme. Ils ont toujours tenté d'ancrer ce concept à gauche voire à l'ultragauche, les plus cultivés faisant référence au concept de communauté chez Marx et même chez un autre ultragauche confidentiel Jacques Camatte. Sur un plan plus pratique, on peut rappeler les tentatives (heureusement) ratées de certains fascistes italiens de réaliser le front unique avec l'Autonomie ouvrière puis avec les Indiens métropolitains à la fin des années 1970 et au début des années 80. Leur création d'un Comité de solidarité avec les détenus politiques, dirigé par un ex des *Quaderni Piacentini*, et dont l'objectif était de blanchir le fasciste Franco Freda de toute responsabilité dans l'attentat de Piazza Fontana (16 morts, 80 blessés) en 1969. Leur présence massive lors de la manifestation contre le G8 à Gênes en 2001 et leur souhait de conclure un pacte avec les Tutte Bianche dans les centres sociaux. Et la façon dont

Capable de s'abstraire de la dichotomie gauche-droite ainsi que du marxisme fossilisé, Costanzo Preve était un penseur de la communauté humaine réunifiée (Gemeinwesen chez Marx). (...) On jugera de l'abjection de notre temps à l'aune des critiques et réactions défavorables dont son œuvre fut gratifiée de la part de l'extrême gauche du capital. (...)» (texte extrait du site fasciste de l'OSRE, évidemment reproduit sur le site d'Égalité et Réconciliation d'Alain Soral)

4) Et les amis fascistes russes de Costanzo Preve ?

«Notre ami Costanzo Preve est mort. C'était un excellent intellectuel marxiste italien qui avait une attitude positive envers l'eurasisme et la 4^ePT¹. Costanzo Preeve – ¡Presente!»

Alexandre Douguine

5) Et le site d'extrême droite plurilingue Euro-Synergies ?

Ce «Forum des résistants européens», qui publie entre autres perles les écrits du théoricien belge d'extrême droite Robert Steuckers, pote à Soral et surtout au Vlaams Belang, dresse la liste des hommages rendus à Costanze

aujourd'hui ils reprennent sur leurs sites des textes de Chomsky, du commandant Marcos, de certains groupes anarchistes ou de centres sociaux, et de l'insurrectionnaliste Alfredo Maria Bonnano.

Dans un tel contexte on comprend leur joie en découvrant que le «marxiste» social-chauvin Costanzo Preve non seulement adoptait leur concept (quitte à le repeindre un peu en rouge) mais surtout acceptait de dialoguer publiquement avec eux, dans leurs médias, et dans le cadre des activités du Campo anti-imperialista, légitimant ainsi leurs efforts pour sortir de la marginalité dans le champ intellectuel et sur le plan militant.

¹ L'«eurasisme» est une théorie géopolitique réactionnaire imaginée par des émigrés nationalistes russes dans les années 20, et reprise actuellement sous des formes différentes par différents courants, principalement en Russie, de Poutine à Douguine. «4^ePT» est l'abréviation de «Quatrième Théorie Politique» défendue par le fasciste Douguine dont le dernier livre éponyme est préfacé par... Alain Soral et édité par les éditions Kontre Kulture qui publient... *Rébellion* le journal des fascistes de l'OSRE. Au catalogue ou en diffusion sur leur site on trouve Drumont, Toussenet, Maurras, Ayoub, Venner, Soral, Dieudonné, mais aussi Proudhon, Sankara et Abraham Léon (un militant trotskyste mort à Auschwitz en 1944, auteur de *La conception matérialiste de la question juive*), pour que le rideau de la confusion soit bien épais. Décidément le monde des amis du «marxiste» Costanzo Preve est à la fois petit et sans surprises sauf pour les naïfs... et les idiots utiles au sein de la gauche ou de l'extrême gauche.

Preve par la fachosphère...

6) Et pour finir que disait Costanzo Preve lui-même ?

«Pour l'instant, le mieux que nous puissions obtenir c'est la restauration de la souveraineté nationale, monétaire et militaire. Ceci est à la fois le programme minimum et le programme maximum.»

On comprend donc pourquoi cette conclusion d'un article de Preve sur «La géopolitique et l'anti-impérialisme» écrit en mars 2012 (<http://zecchinellistefano.blogspot.fr/2012/03/geo-politica-e-anti-imperialismo.html>) peut plaire aussi bien à un partisan de Mélenchon, qu'à un membre du fan club de Marine Le Pen, un admirateur d'Arnaud Montebourg ou de Serge Ayoub...

Post-scriptum : Les Editions Astrée rejoignent le chœur des pleureuses du «marxiste» Costanzo Preve

Et pour finir nous reproduisons l'hommage de l'éditeur du dernier livre de Preve paru en France, Serge Gadat. Ce «consultant en stratégie» a édité avec d'autres amis une revue papier *L'Esprit européen* et participe désormais à un site homonyme qui publie les élucubrations xénophobes et racistes d'Alain de Benoist et Pierre Le Vigan (deux admirateurs de... Jean-Claude Michéa). Il fréquente la radio d'extrême droite Radio Courtoisie et était suffisamment pote avec le président Sarkozy en 2009 pour obtenir que ce dernier préface son livre sur les Forces aériennes stratégiques...

«Le philosophe italien Costanzo Preve vient de nous quitter brutalement dans la nuit du 22 au 23 novembre, alors que La quatrième guerre mondiale venait de paraître en France. Sa disparition nous prive d'un penseur exceptionnel qui avait, dans ses dernières œuvres, magistralement appliqué à la postmodernité la grille d'analyse marxiste, repensée à l'aune de la tradition philosophique européenne, mais aussi et surtout, pour ceux qui l'ont connu, d'un grand humaniste. Nous sommes fiers de pouvoir contribuer, même modestement, à la diffusion de ses idées dans notre pays. Cette triste nouvelle nous incite à redoubler d'efforts en ce sens. Le temps est venu en effet d'approfondir l'œuvre immense qu'il nous a léguée.»

Avec l'aide d'un pote à Sarkozy, d'un ami de Radio Courtoisie et de la Nouvelle Droite, gageons que le «marxisme» va avancer à pas de géant !!!

Y.C., 20 décembre 2013

Si vous avez le cœur bien accroché...

Une "réponse" infrapolitique et calomnieuse à mon article est parue sur le site du *Militant* et elle suit cette courte introduction. Je n'en attendais pas moins d'eux et c'est un honneur que d'être insulté par ces gens-là... Cela dit, Vincent Présumey a raison sur un point, dans cet article, **il ne «nie» pas, il ignore, ou plus exactement il dissimule délibérément les faits graves, les propos ou les idées réactionnaires** que j'ai essayé de porter à la connaissance des lecteurs de gauche des écrits du "philosophe*" Preve, de Denis Collin ou de J.P. Cruse.

Contrairement à ce qu'écrit V.P. il ne s'agit pas du tout d'"infiltrations" de l'extrême droite, mais d'une politique de la **main tendue**

– par le sieur Denis Collin au public réac pour ne pas dire facho du Local tenu par le vieux cogneur fasciste Serge Ayoub (le même Collin qui écrit dans sa notice nécrologique élogieuse sur son cher Costanzo: *“Pour Preve, le communisme est nécessairement un “communautarisme”, une proposition qui évidemment choque les Français, mais indique certainement une ligne à suivre pour qui veut rouvrir une perspective émancipatrice. D'où le refus radical de la “mondialisation”, de la standardisation des cultures, de la destruction de la culture humaniste classique à laquelle il est toujours resté attaché.”*

– par le sieur Présumey à un professeur de philosophie italien qui publia pendant les dix dernières années ses livres dans des maisons d'édition néofascistes et dialogua avec des néofascistes italiens, français et russes,

—et par le sieur Chalot à ses ex-amis de l'UFAL devenus xénophobes et alliés des Identitaires (enfin "devenus xénophobes", je doute que cela ait été du jour au lendemain; disons plutôt qu'ils ont fait leur "coming out" xénophobe dès 2007 sur le site de l'UFAL, comme je l'avais signalé en mars 2007 dans un article avant même leur départ, mais que leurs idées racistes mijotaient sans doute depuis bien plus longtemps).

Vous me direz cela fait trois mains... Et ils en ont six... Alors y aurait-il encore de l'espoir qu'ils se reprennent ?

Je crains que non : nos Trois Mousquetaires de la Confusion ont encore trois autres mains disponibles pour dialoguer avec... (la suite au prochain épisode)

En attendant voici le dernier objet du "débat" qui s'il n'a aucun intérêt théorique est au moins symptomatique de méthodes de discussion.

Y.C., 15 décembre 2013

* Comme le disait, avec humour, une de ses critiques italiennes tous les professeurs de philosophie seraient-ils devenus des... philosophes ?

Analyse

d'un article conspirationniste

C'était à prévoir : notre article nécrologique à l'occasion de la mort de Costanzo Preve a «déclenché» Yves Coleman.

L'animateur du site mondialisme.org nous a à l'œil : *Militant*, défini par lui «groupe d'extrême-gauche dont une partie des membres ont adhéré au Parti de Gauche» (définition d'une grande idiotie, mais passons) rentre pour lui dans la catégorie des faiseurs de confusion entre «gauche» et... fascisme. Son accès de paranoïa inculte et débridée à ce sujet remonte à l'été dernier, où il avait tenté, excusez du peu, de nous amalgamer indirectement (on s'excuse pour cette expression lourde, mais l'amalgame indirect est la méthode de Coleman : l'homme qui a vu l'homme qui a vu l'homme, etc.) aux meurtriers d'un jeune «antifa», cela quelques semaines après cet événement. Tous les éléments sont disponibles sur notre site depuis juillet 2013 (1).

Dans le dossier à charge laborieusement construit par notre complotiste conspirationniste compulsif, le fait d'être «en contact» avec untel ou untel lui-même «en contact» avec Costanzo Preve faisait partie des «preuves» de confusion penchant vers le fascisme. Il était donc inévitable que Coleman fasse ses choux gras d'un article nécrologique sur celui-ci signé Vincent Prémey ! Et pourtant, il semble ne pas l'avoir lu. Soyons précis : Coleman ne lit pas, il repère ; il n'écrit pas, il collationne des «preuves» ; il ne pense pas, il perçoit les infiltrations délétères. Toute la psychologie commune aux conspirationnistes et à leurs reflet dans le miroir les anti-conspirationnistes compulsifs, une psychologie que l'on retrouve chez les antisémites, est la sienne.

En voici donc un résultat. Qu'a repéré Coleman dans l'article de Vincent Prémey ? La pathologie est claire : il n'a rien repéré de ce qui s'y trouve, mais a repéré ce qui n'y est pas.

Cet article évoque rapidement le fait que «V.P.», comme dit Yves Coleman, avait fait la connaissance de Preve après avoir écrit une critique détaillée et virulente de son livre, *Histoire critique du marxisme* (2) ; il rappelle que Preve était alors en relation avec Alain de Benoist et avait ensuite écrit un article provocateur en faveur du vote Le Pen ; il explique pourquoi «V.P.» n'a pas eu pour attitude de couper tout contact et tenait à discuter, approfondir, argumenter, polémiquer, contredire, ce que j'avais commencé à faire en abordant, sur le fond, les idées de C. Preve.

Pas un mot chez «Y.C.», pardon Yves Coleman, même pas sur le fait que, horreur, il semblerait bien que j'ai eu des... «contacts» avec Preve ! Et

oui, Yves, des contacts directs, pas seulement des contaminations indirectes comme tu en recherches assidument les traces dans chaque débris de pensée, à défaut de saisir une pensée !

Yves Coleman n'a pas besoin de commenter ce que j'ai écrit : il lui suffit de commenter ce que je n'ai pas écrit !

C'est ainsi que selon lui je «nie» l'existence de liens éditoriaux de Preve avec l'extrême droite italienne ; que je «nie» «les affinités idéologiques entre les mouvements fascistes et nationalistes», que je «nie» «les liens de Costanzo Preve avec le Campo anti-imperialista». Je «nie» ! ? Avec Coleman, si vous n'avez pas parlé précisément de quelque chose, vous l'avez «nié», vous êtes donc coupable. Il s'agit bel et bien là d'une mentalité de flic, commune aux fascistes et aux antisémites pour qui «le juif» et la figure de l'ennemi «cache bien son jeu» : telle est la psychologie de Coleman à l'égard des groupes qu'il pense «d'extrême-gauche» et a pris dans sa ligne de mire.

N'importe quel lecteur normalement constitué de ma notice nécrologique sur C. Preve aura constaté que celle-ci ne masque ni ne voile en rien ses relations avec l'extrême droite. D'ailleurs, Yves Coleman n'écrit pas que je «nie» qu'il ait travaillé avec A. De Benoist, qu'il ait écrit cet article sur le vote Le Pen, puisque j'en parle. Qu'à cela ne tienne : tout ce que vous ne direz pas sera retenu contre vous !

Retenons bien la méthode : elle est mensongère et policière. Car la démonstration est imparable : quand Coleman écrit que je «nie» ce dont je ne parle pas, c'est Coleman qui ment.

Y. Coleman tente ensuite de parler un peu du fond, mais comme il en est incapable, c'est pour nous abreuver de citations et de nouveaux rappels sur untel en relation avec untel, comme toujours. Car il pense avoir trouvé une nouvelle preuve à charge : la référence à Georges Sorel. Il n'a pas compris, cet imbécile, que le rapprochement portait sur la période où G. Sorel s'est rapproché des maurassiens, ce qui est clairement condamné ici mais dont il est précisé que ceci n'a pas fait définitivement de Sorel un ennemi du mouvement ouvrier, et n'a pas conduit les syndicalistes qui discutaient avec lui (sans être d'ailleurs en rien ses «disciples») à le rejeter, dans la mesure où le débat, âpre, contradictoire, mais civilisé, était possible. Si Sorel était mort en 1910, il se serait peut-être trouvé un Coleman pour accuser les syndicalistes révolutionnaires qui lui auraient rendu hommage de participer de la «confusion» avec la «maurrasphère», des nains de la pensée totalement incapables de polémiquer avec lui sur le fond, mais maladivement et exclusivement préoccupés des infiltrations, des relations, des contaminations.

J'ai donc «oublié» de dire que Mussolini s'était aussi réclamé de Sorel, découvre le procureur aux tout petits pieds ! Il n'ose pas aller jusqu'à dire que je le «nie», sentant sans doute le ridicule qu'il y aurait là. Mais

Mussolini se réclamait aussi du syndicalisme, comme Hitler du socialisme. S'il fallait se justifier de n'avoir pas rappelé de telles données bien connues devant un censeur autoproclamé, alors cela voudrait dire que la réaction, fasciste ou totalitaire, aurait triomphé. Ce n'est heureusement pas le cas.

Un dernier mot. D'un point de vue clinique, le plus intéressant dans l'article de Y. Coleman en est le titre : Qui diable peut, à gauche, pleurer la disparition du «marxiste» social-chauvin Costanzo Preve, l'ami d'Alain de Benoist ? Ma notice nécrologique ne comportait pas de «pleurs» à proprement parler. Mais ce refus du fait de «pleurer» une disparition est symptomatique. Doublement : d'abord, il veut faire de quelqu'un qui a sérieusement déconné sur le plan des idées, avec lequel discussion et polémique s'imposent, un criminel tel que le récemment décédé tortionnaire Aussaresses, qui ne méritait en effet, lui, aucun «pleur». Pour Y. Coleman, pas de relations humaines possibles, non pas avec les authentiques criminels, mais avec ceux qu'il a classés dans sa rubrique d'infamie. Et, partant, négation de l'humanité : quand on est «à gauche» on ne peut pas «pleurer» la disparition d'un philosophe. On ne «pleure» pas, alors qu'est-ce qu'on fait ? Je suppose qu'on se réjouit. Viva la muerte ?

«Un infirme qui n'a pas la grandeur spirituelle d'un Cervantès recherche habituellement son soulagement dans les mutilations qu'il peut faire subir autour de lui.», avait dit à ce sujet Miguel de Unamuno.

Entre ceux qui ne «pleurent» pas une disparition, ceux qui savent ce que vous avez dit quand vous n'avez rien dit, ceux qui traquent le virus, l'ennemi, l'impur, et ceux qui combattent pour l'émancipation, pensent pour penser, et discutent contradictoirement tant que cela est possible, il y a le fossé qui sépare depuis maintenant un siècle le socialisme et la culture humaine d'avec la barbarie.

V.P., le 13/12/13.

(1)http://www.lemilitant.org/Militant/Gauche/Entrees/2013/7/5_Lettre_a_Yves_Coleman.html

http://www.lemilitant.org/Militant/Gauche/Entrees/2013/7/6_Complement_un_echange_de_mails_tronque_par_Yves_Coleman.html

http://www.lemilitant.org/Militant/Gauche/Entrees/2013/7/10_Passons_a_lordre_du_jour.html

(Le lecteur patient pourra comparer les données mises en lignes ici à celles mises en ligne par Y. Coleman et à leur présentation sur <http://www.mondialisme.org/>).

(2)

http://www.lemilitant.org/Militant/Theorie/Entrees/2011/6/5_Notes_critiques_sur_Histoire_critique_du_marxisme_de_Constanzo_Preve.html

«Infiltration» ou projet politique ?

(Ce texte, dont nous publions les extraits les plus intéressants, a été écrit en italien en 2003 et il éclaire la stratégie de ceux qui, à gauche, en Italie mais aussi en France, veulent discuter gentiment avec des «penseurs» réactionnaires et venus de la droite comme Alain de Benoist ou de la gauche comme Costanzo Preve, ou pensent qu'on peut aller expliquer le «marxisme» aux amis du fasciste Serge Ayoub. NPNF.)

Si nous étions convaincus que l'histoire de la manifestation du 6 décembre 2003 en soutien à la résistance irakienne annoncée bruyamment par le Campo Anti-imperialista et organisée, disent-ils, de manière horizontale était seulement un problème d'infiltration des fascistes dans le cortège, notre tâche serait aisée. Parce que le démontrer ne nécessiterait aucun travail d'enquête et de recherche tant l'opération est évidente. En effet, il suffirait de mentionner la présence, dans la liste officielle des signataires de l'appel, de Serge Thion, l'un des théoriciens de la négation des chambres à gaz. Sans parler de ceux qui, tout en soutenant la manifestation du 6 décembre 2003, ne voient pas leur nom mentionné dans la liste officielle de l'appel, comme Claudio Mutti l'idéologue de l'extrême droite, qui vit à Parme.

Mais nous ne sommes pas du tout convaincus qu'il s'agisse d'infiltrations, opérations qui, comme l'a justement écrit Moreno Pasquinelli, seraient trop nombreuses et trop ouvertes.

Ici, cependant, il s'agit d'un projet politique de gens qui jugent dépassée la dichotomie droite-gauche, voient dans l'empire américain l'ennemi de l'humanité et appellent à la mobilisation de tous ceux qui veulent s'opposer à l'avance des Américains, sans distinction de race, de religion ou d'opinions politiques. Et, bien sûr, les réponses à un tel appel ont été très diverses.

Les premiers à réagir officiellement ont été les communautaristes de Socialismo e Liberazione, qui avec un email envoyé à la liste Anti-americanista, ont cherché à adhérer à cette liste en tant que groupe. Nous ne serions pas en présence d'un projet politique, simplement d'une conséquence de l'ambiguïté de l'appel à la manifestation du 6 décembre 2003, si un élément ne changeait pas la donne : Costanzo Preve, le philosophe du Campo Anti-imperialista, publie depuis un certain temps ses propres écrits sur le site de Socialismo e Liberazione. Signalons d'ailleurs

que l'appel «Peoples Smash America», qui a donné naissance à la Lista Antiamericanista, avait déjà reçu le soutien à titre individuel de Maurizio Neri, du groupe Socialismo e Liberazione.

Dans la discussion qui a suivi cette adhésion collective des communautaristes, Pasquinelli a affirmé qu'il s'agissait d'un groupe de communautaristes repentis, parmi lesquels figurait seulement une poignée d'anciens fascistes. Mais soudain apparaît le nom d'Alessandra Colla, directrice de orionlibri, et qui, en dépit du fait qu'elle dirige un site ouvertement nazi, a continué à être acceptée sur la Lista Antiamericanista, et à y écrire pendant un certain temps, jusqu'à ce que sa présence soulève un chahut sur ecn.org/movimento.

À ce moment-là, Alessandra Colla a démissionné, mais d'autres personnages, eux, ne sont pas partis, nous voulons parler d'Enrico Galoppini, qui publie régulièrement ses livres aux Edizioni del veltro, dirigées par Claudio Mutti, livres également présentés sur le site de orionlibri et dans le catalogue des livres sur la République Sociale Italienne [la république fasciste créée en septembre 1943 dans le nord et le centre de l'Italie, et soutenue par les nazis, *NPNF*].

Tiberio Graziani n'a lui non plus pas démissionné, ce personnage qui a fait de l'anti-américanisme et de l'europhobie son drapeau. Il a traduit un texte du nationaliste serbe Kalajic, *La Serbie avant-poste de l'Europe*, et a écrit une postface pour deux livres significatifs : un de Tahir de la Nive, *Les croisés de l'Oncle Sam* [publié en français aux Editions Avatar avec une préface du fasciste Christian Bouchet, *NPNF*], avec une préface de Claudio Mutti et le livre du père Jean Marie Benjamin *Irak, avant-poste de l'Eurasie*, sous la forme d'une interview de Graziani, avec une préface de Galoppini, publié aux Edizioni del veltro de Claudio Mutti avec un appendice écrit par Carlo Terracciano. Décidément notre Graziani sponsorise de nombreux «avant-postes»!

Et dans l'appel à la manif on retrouve aussi des personnages moins connus, mais tout aussi significatifs, comme Walter Catalano, collaborateur au Diorama letterario, dirigé par Marco Tarchi, qui a été pendant un temps un élément de liaison entre la droite institutionnelle et l'extrême droite, et Miguel Martinez, qui signe Kelebek et anime un site du même nom. Ce dernier, même s'il a quitté les milieux de droite qu'il fréquentait dans sa jeunesse à Rome, continue d'avoir des relations avec Colla et Murelli, le mari de Colla, emprisonné pendant des années pour la mort d'un policier lors d'une manifestation fasciste. De plus, «Kelebek» a assisté également le père Jean-Marie Benjamin (désormais célèbre pour ses passages à la télévision), l'auteur précité de *Irak, avant-poste d'Eurasie* [en français ce livre a été publié par les Cahiers de la radicalité, une maison d'édition fasciste, *NPNF*].

Comme vous pouvez le voir, il s'agit d'un groupe conséquent de personnes, dont les noms se croisent fréquemment et qui sont en fait unis par un ciment anti-américain.

C'est pourquoi le projet politique anti- américain ouvert à tous, sans distinction de religion, d'opinion politique, etc., ne pouvait manquer d'attirer tous ces individus, comme le miel attire les abeilles.

Cela fait longtemps en Europe, et donc aussi en Italie, que l'extrême droite poursuit l'objectif de dépasser les frontières entre la droite et la gauche et de réaliser l'unité de tous ceux qui combattent le «système».

Sans remonter aux nationaux-bolcheviks qui ont joué un rôle pionnier dans ce projet unitaire [cf. l'article de Mouvement communiste paru dans le n° 36/37 du numéro intitulé *Extrême gauche, extrême droite : inventaire de la confusion, NPNF*], il suffit de rappeler le rôle des nazis-maoïstes de Serafino Di Luia, l'ami de Stefano delle Chiaie, théoricien et praticien du massacre d'Etat [autrement dit de la «stratégie de la tension» qui a vu la collaboration des services secrets et de l'extrême droite, *NPNF*].

Et l'on peut rappeler que Maurizio Neri, avant de se rapprocher des communautaristes, s'est présenté aux élections de 1998 sur les listes du Fronte Nazionale dans la circonscription de Terracina, laissant ainsi sa place dans la circonscription de Sabaudia à... Serafino Di Luia.

Finalement, le choix du Campo Antiimperialista n'a rien de très nouveau, si ce n'est que, cette fois, le saut par-dessus le fossé entre la droite et la gauche n'a pas été effectué par des formations d'extrême droite, nazimaoïstes, partisans de la Troisième Voie, mais par une organisation qui se situe à gauche. (...)

Ceux qui choisiront de participer à cet événement, comme l'ont fait deux membres des éditions Maltempora (...) ne pourront ignorer à quelle manifestation ils se rendent et avec quel type de gens ils défilent. Ils ne pourront pas dire demain qu'ils ne savaient pas et ont été pris au piège.

Pour notre part, non seulement nous n'irons pas, mais nous ne voulons plus rien avoir à faire avec ceux qui iront à ce spectacle rouge-brun.

Nous savons qu'il faut s'opposer à l'occupation militaire d'un pays par les Américains et leurs alliés.

Mais nous pensons aussi que nous ne devons pas choisir de raccourcis. Parce que deux choses doivent être claires :

1) il n'y a pas que l'impérialisme américain (les Africains, par exemple, en savent quelque chose),

2) l'impérialisme ne peut pas être combattu en soutenant des États-nations, qui sont le berceau de l'impérialisme, en particulier si ces États nationaux se situent en Europe. (...)

L'Avamposto degli Incompatibili

Extrait et traduit du site controappuntoblog.org

National-bolchevisme : à propos de «*Rébellion*»

(Cet article a été publié en 2008 et est extrait du site *Reflex* : <http://reflexes.samizdat.net/spip.php?article353>. Lorsque le «marxiste» Costanzo Preve et son traducteur publient sur ce site, ce n'est pas du tout innocent ! Et quand le «marxiste» Denis Collin préfaça Costanzo Preve en 2011, il ne pouvait ignorer un tel compagnonnage. NPNF)

Rébellion est un bimestriel qui se définit comme «d'orientation socialiste révolutionnaire» et que l'on peut schématiquement qualifier comme étant la dernière vitrine du courant national-bolchevik en France. Sa rédaction est basée à Toulouse et en région Midi-Pyrénées, organisée en particulier autour de Richard Bessières, Olivier Gnutti et Alexandre Faria. Ce collectif est issu de la section toulousaine d'Unité radicale qui affirmait des positions très socialistes, en particulier sous l'influence de Richard Deu, alias Yves Besagne, militant d'UR tout en étant membre du Conseil national du MNR à partir de juin 2001 et secrétaire départemental de ce parti en Haute-Garonne. Le groupe de base d'UR s'appelait d'ailleurs groupe Ramiro Ledesma Ramos, du nom du militant national-syndicaliste espagnol des années 1930. D'orientation nationale-bolchevique, Deu décida de rompre avec UR après l'attentat du 14 juillet 2002 et les prises de position de Fabrice Robert et Guillaume Luyt. Proche de Christian Bouchet, il participa au Réseau radical et à Résistance tout en restant en contact avec les Identitaires. L'équipe de *Rébellion* sera rejointe par quelques jeunes issus de la mouvance identitaire après que ceux-ci se soient fait bousculer par les Roudier. Lors du solstice d'été de 2005 en pays cathare, ils avaient en effet osé critiquer la ligne politique des Jeunesses identitaires, jugeant que celle-ci s'éloignait trop des positions nationalistes-révolutionnaires, ce en quoi ils n'avaient évidemment pas tort...

Les rédacteurs de *Rébellion* se présentent donc comme des socialistes révolutionnaires européens, revendiquant l'héritage politique de Proudhon, Blanqui, Sorel, de la Première Internationale ouvrière et des premiers syndicalistes-révolutionnaires ainsi que du penseur allemand national-bolchevik Ernst Niekisch, tête de file de l'un des principaux courants de la révolution conservatrice allemande dans l'entre-deux-guerres [1]. A l'instar de Troisième Voie et d'autres mouvements nationalistes-révolutionnaires en France dans les années 1980, *Rébellion* est passé maître dans l'art de se réapproprier symboles et discours d'extrême gauche anticapitalistes. Ainsi, le

dernier exemple en date est la récupération du célèbre «chat noir», symbole des IWW (Industrial Workers of the World) [2].

Si *Rébellion* clame bien haut son anticapitalisme, la revue s'affiche totalement opposée à l'internationalisme et à la libre circulation des personnes, synonyme pour eux d'immigration. Celle-ci n'est pas condamnée au premier chef pour ses conséquences culturelles ou ethniques, en particulier un éventuel métissage, mais pour le laminage social qu'elle induirait, en particulier au niveau des salaires. Quoique la revue rejette officiellement toute sympathie avec le socialisme bureaucratique d'État, un certain nombre d'articles n'auraient pas choqué dans des revues soutenant le socialisme dans un seul pays. Certains articles sans nuance provoqueront d'ailleurs des débats vigoureux dans l'équipe et chez les lecteurs, en particulier celui de Hans Cany sur le Vietnam [3].

De par leur positionnement spécifique au sein de la mouvance nationaliste, *Rébellion* navigue politiquement à vue en ce qui concerne ses alliances. Bien que défendant une ligne politique anticapitaliste, il n'est pas rare de voir *Rébellion* participer à des initiatives rassemblant des militants aux positions parfois très éloignées des leurs. C'est notamment le cas avec leur participation aux universités d'Égalité et Réconciliation d'Alain Soral (Sur ce personnage lire : «Alain Soral, chefaillon des «anti-tout»».) Au sujet du grand écart idéologique auquel ils semblent parfois se soumettre, ils déclarent : «[que la présence à ces réunions de la rédaction de *Rébellion*] n'implique pas son accord avec les positions de certains intervenants, se situant aux antipodes des nôtres». *Rébellion* entretient cependant depuis longtemps des rapports avec Alain Soral, ce qui s'est concrétisé par un premier entretien avec celui-ci dans son numéro 7 de 2004, puis un second, dans le n°25 de juillet-août 2007 sous le titre «Vers un Front national communiste ?».

Au rayon des rapprochements curieux, on notera la campagne commune avec Valeurs et Actions Républicaines (VAR), groupuscule souverainiste gaulliste fondé en mai 2005 et présidé par Joël Halpern. Actuellement, les activités de la revue se résument à la tentative à la fois de structurer son lectorat via les Cercles *Rébellion* et une campagne de soutien au PNB Russe [4] et de s'immiscer dans la campagne anti-OTAN en France. La présence de militants sur le terrain demeure cependant plus que discrète.

Notes

[1] <http://reflexes.samizdat.net/>

[2] *Rébellion* n°32, septembre-octobre 2008.

[3] Ancien militant de la Jeunesse communiste passé à l'Alliance ouvrière anarchiste (1990-1994). Ce petit groupe anarchiste individualiste affichait un soutien très clair au courant négationniste et à Robert Faurisson au nom de l'athéisme, l'extermination des juifs d'Europe étant assimilée à une nouvelle

religion. Par la suite H. Cany rejoindra la mouvance nationaliste-révolutionnaire et écologiste radicale en 1994, Nouvelle Résistance défendant alors une politique de «front uni contre le système». Il restera proche d'Unité radicale en signant en 1997 le Manifeste des 31 pour exiger l'unité des nationalistes-révolutionnaires [*Jeune Résistance* n°6, mai 1997] puis l'Appel de la Coordination de janvier 2001 pour l'unité du mouvement national. La fin d'Unité radicale en 2002 le verra se réorienter sur la promotion du «national-anarchisme» ou «nationalisme libertaire» qu'il définit dans *Rébellion* n°6 (mai-juin 2004). Il prend alors la défense du régime communiste vietnamien. Il est également l'animateur du forum WARDANCE et collaborateur occasionnel de la revue néo-païenne *Message* du Groupe druidique des Gaules.

[4] Mouvement d'extrême droite créé en 1994 à Moscou dont les deux grandes figures sont Édouard Limonov et Alexandre Douguine (en contact avec la Nouvelle Droite et les milieux nationalistes-révolutionnaires français). Le parti a été interdit officiellement en 1995. Pour plus d'information sur le PNB, consulter *Antifascistes en Russie aujourd'hui*, édition No Pasaran 2008.

Les multiples visages de la Troisième Voie

«Rien de ce qui est en puissance ne passe en acte autrement que par quelque chose qui est déjà en acte.»

Aristote.

Après le meurtre de Clément Méric, l'étendue des liaisons de Serge Ayoub, qui fréquentaient son local et venaient y donner des conférences a commencé à être évoquée, d'abord dans les médias antifascistes, puis un peu dans les médias capitalistes.

A cette occasion, Julien Landfried, candidat du PS aux législatives a dû s'expliquer sur une conférence donnée au QG des collègues d'Esteban Morillo. Le candidat a expliqué qu'il était venu sans savoir où il allait, invité par une «organisation tout à fait respectable», le Cercle Aristote.

Les choses en sont restées là. Manifestement, personne n'a été intéressé par la nature exacte de ce fameux «Cercle Aristote», qui a effectivement tenu ses conférences pendant plusieurs années chez Serge Ayoub.

Pourtant les informations de première main sur ce Cercle Aristote pouvaient être obtenues assez facilement par la gauche et l'extrême gauche : il suffisait de demander à Jacques Nikonoff, fondateur d'ATTAC président du M'PEP, signataire de l'appel à la manifestation antifasciste unitaire du dimanche 23 juin 2013, qui y a donné une conférence le 5 juillet 2011, sur la «sortie de l'euro», tout comme Aurélien Bernier, autre membre du MPEP, en 2012. Conférence annoncée sur de nombreux sites d'extrême droite, naturellement, vu le sujet.

**Le MPEP appelle à la manifestation antifasciste...
et relaie une organisation amie de Troisième Voie**

«Et alors ? La conférence du Cercle Aristote en question ne se tenait pas chez Serge Ayoub», nous dira immédiatement le lecteur craignant l'amalgame.

A vrai dire, nous sommes férus d'amalgames. Nous pensons effectivement que personne n'organise de réunions chez Serge Ayoub par hasard, et qu'à partir de là le Cercle Aristote ne peut pas être une «organisation respectable». Nous pensons aussi que personne ne peut aller au Cercle Aristote sans savoir de quoi il s'agit et avoir des intérêts politiques communs avec ses membres. Nous pensons donc que la simple présence du président du M'PEP à une de ces conférences aurait dû amener son exclusion immédiate de l'appel unitaire antifasciste.

C'est sectaire et scandaleux ? Peut-être, mais en réfléchissant de la sorte, en tout cas, les autres signataires de l'appel unitaire auraient pu éviter l'ignominie que vient de leur infliger le M'PEP : quelques jours après avoir signé cet appel en hommage à Clément Méric, le M'PEP publie un article du Cercle des Volontaires, organisation d'extrême droite qui diffuse la propagande des assassins du jeune antifasciste, le groupe Troisième Voie de Serge Ayoub.

Rien d'étonnant là-dedans, rien d'imprévisible : en effet le M'PEP n'a pas «dérivé» brusquement, le M'PEP fait partie d'une mouvance qui regroupe des gens venus de droite et d'extrême droite, et des gens de la gauche et de l'extrême gauche. Le Cercle Aristote, auquel plusieurs membres du MPEP ont donné des conférences est une des émanations de cette mouvance. Or, ce type de regroupement est la définition même d'un mouvement fasciste. Et au cœur de cette mouvance, l'on va retrouver Jacques Nikonoff et Bernard Cassen, deux fondateurs d'ATTAC, l'association altermondialiste, qui dans les années 2000, a été le pivot du nouveau protectionnisme de gauche.

Le Cercle Aristote, un espace «transcourants» fondé par le Président des Amis d'Eric Zemmour

Le président du Cercle Aristote, Pierre-Yves Rougeyron interrogé par Riposte Laïque dans un entretien de 2010, expliquait que son objectif est de *«refaire un peu de lien social et d'unir des gens en dehors des anathèmes, des flics de la pensée et des tenanciers de fiche de police»*.

Au Cercle Aristote, se croisent en effet des invités venus d'univers militants très différents : aux côtés des hommes de gauche évoqués ci-dessus, des négationnistes du génocide rwandais, par exemple l'ancien ambassadeur Ndajigimana, Jacques Cheminade de la secte antisémite «Solidarité et Progrès», Jean Claude Martinez, ancien vice-président du FN, Michel Drac, fondateur d'Egalité et Réconciliation, et co-auteur d'un livre avec Serge Ayoub, Pierre Sidos de l'Œuvre Française.

Le président du Cercle Aristote Pierre-Yves de Rougeyron vient de la droite : ancien jeune UMPIste, il a ensuite fréquenté Paul-Marie Couteaux, le souverainiste qui a rallié Marine Le Pen officiellement l'année dernière. Il est également président de l'Association des Amis d'Eric Zemmour. Le secrétaire général du Cercle Aristote, Romain Bessonnet, se présente, lui, comme venu du PCF et membre du MRC de Chevènement.

Une mouvance structurée autour d'une association pour la sortie de l'euro, revendication historique du FN

C'est d'ailleurs en s'intéressant aux activités de Romain Bessonnet, que l'on réalise très vite que les liens entre le M'PEP, Jacques Nikonoff, d'autres membres de la gauche souverainiste et nationaliste et le Cercle Aristote vont bien plus loin qu'une simple conférence. En fait ils se sont concrétisés dans une organisation commune, ouvertement «transcourants»,

partisane du nationalisme le plus échevelé : L'Association manifeste pour un débat sur le Libre Échange et la Sortie de l'Euro.

Romain Bessonnet y est notamment remercié par la rédaction du site de cette association pour une étude comparative sur les droits de douane chinois et européens (et dans la liste des liens amis, l'on trouve le Cercle Aristote).

L'association a été notamment fondée du côté gauche par Bernard Cassen ancien directeur du *Monde Diplomatique* et fondateur d'ATTAC, mais aussi par certains conférenciers du Cercle Aristote comme Julien Landfried, le membre du PS qui était allé au local d'Ayoub, et Aurélien Bernier du MPEP. Parmi les fondateurs, on retrouve aussi deux intellectuels appréciés à la fois par les sites d'extrême droite et de gauche nationaliste, Emmanuel Todd et Jacques Sapir. Mais également Aquilino Morelle, ancien membre de l'équipe de campagne d'Arnaud Montebourg et actuel conseiller de François Hollande.

Du côté droit, Hervé Juvin, dénonciateur du «changement de population» et du métissage (cf. son entretien au site d'extrême droite Enquête et Débat), également conférencier du Cercle Aristote. Mais aussi Jean-Luc Gréau, ancien expert du Medef, Hakim El Karaoui, ancien conseiller de Jean-Pierre Raffarin, Gérard Schaffhauser, qui pourfend le mariage pour tous dans les colonnes d'Atlantico, ou Gérard Lafay économiste qui participe à des tables rondes sur les retraites avec Marine Le Pen (voir la liste intégrale des fondateurs sur le site).

Le fond du discours de cette association reflète sa composition. Tout est bon dans le front, à condition qu'il soit national : protectionnisme, souverainisme, dénonciation du capitalisme financier et défense des petits patrons, conspirationnisme anti-européen et anti-mondialisation mais indulgence et même louanges envers divers chefs d'Etat réactionnaires et autoritaires. Quant à la «sortie de l'euro», c'est évidemment LE débat propice à l'extrême droite, interclassiste et nationaliste, ne menaçant en rien les intérêts des patrons, mais permettant de faire passer la vulgate la plus chauvine pour une rébellion anticapitaliste.

On trouvera donc sur le site de l'association aussi bien des textes du M'PEP que de l'UPR, groupe d'extrême droite fondé par l'ancien directeur de cabinet de Pasqua, aussi bien des prises de position d'Attac que celles d'Aymeric Chauprade, acteur de l'extrême droite identitaire, auteur récent d'une ode à Dominique Venner, avec qui il collaborait autour de *La Nouvelle Revue d'Histoire*.

Cassen (Bernard), les néo-nazis et les victoires contre BHL

On se souviendra à ce propos des récents cris de victoire de Bernard Cassen dans les colonnes du *Monde Diplo*, suite à son procès remporté contre BHL, qui l'avait confondu avec son homonyme Pierre Cassen de

Riposte Laïque, et avait parlé de «fricotage» entre crânes rasés identitaires et l'ex-directeur du *Monde Diplomatique*.

Certes Bernard-Henry Lévy, avec son habituelle absence de travail sérieux et de rigueur, caractéristique commune à la plupart des «plumes de presse», a confondu deux Cassen. Mais enfin, il se trouve que les deux viennent de la gauche, et que les deux fricotent effectivement avec des gens de la mouvance identitaire et néo-fasciste, même si Aymeric Chauprade, publié par l'association dont Cassen (Bernard) est fondateur n'a pas le crâne rasé.

D'ailleurs, en ce qui concerne le Bloc Identitaire, attaqué dans la tribune pour laquelle Cassen (Bernard) a porté plainte, on ne peut pas dire que Cassen (Bernard) lui voue une haine quelconque. La preuve, il n'a pas jugé utile de se démarquer dans son communiqué de victoire, de celle obtenue le même jour par le Bloc Identitaire contre ce même BHL, pour la même tribune, et ce alors que certains articles de presse liaient évidemment les deux condamnations. N'importe quel militant de gauche sincère, et ce, quels que soient ses griefs contre Bernard-Henri Lévy serait pourtant gêné de la confusion, et de l'impression de front commun qu'elle donne... Mais évidemment, comme ce front commun extrême droite/extrême gauche est clairement assumé par Bernard Cassen au sein de l'Association pour un débat sur le libre-échange et la sortie de l'euro, il n'a aucune raison d'être gêné.

Troisième Voie et chemins de traverse vers le fascisme

Il y a donc bien une seule et même mouvance politique structurée autour de thèmes communs et à laquelle appartiennent à la fois des groupes et des personnalités de la gauche nationaliste, notamment le M'PEP, et une partie de la rédaction du *Monde Diplomatique*, également des groupes comme le Comité Valmy et le PRCF et des groupes et intellectuels de l'ultra-droite et de l'extrême droite, comme le Cercle Aristote, l'UPR, Nicolas Dupont-Aignant ou Serge Ayoub. Une mouvance politique se définit bien par des mots d'ordre communs, et des sphères politiques reliées entre elle par des militants communs.

Personne ne peut parler de liens fortuits ou de rencontres occasionnelles, quand ces groupes et personnalités se croisent au sein de structures fondées en commun où les publications de personnalités liées aux néo-nazis voisinent avec celles des rédacteurs du *Monde Diplo*, où des conférences comme celles du Cercle Aristote accueillent les uns et les autres, quand les uns font la publicité des sites des autres, et inversement, quand Nikonoff appelle à voter Dupont-Aignant, ou qu'Egalité et Réconciliation publie du Nikonoff, ou que le MPEP publie Le Cercle des Volontaires, en lien avec le groupe d'Ayoub.

Le pot commun des uns et des autres, c'est bien la Troisième Voie, ni, droite, ni gauche, Nation. Le pot commun des uns et des autres, c'est bien

le conspirationnisme antimondialiste (Pierre Hillard est publié aussi bien par Troisième Voie que par le site de l'Association Manifeste pour un débat sur le libre échange et également invité par le Cercle Aristote), la rhétorique chauvine, souverainiste et ultra-nationaliste, la dénonciation de la tyrannie des «minorités» et celle, bien évidemment de l'antifascisme.

Cette mouvance politique se présente comme «antisystème», et ses membres venus de la gauche ont en général un argument récurrent quand on pointe leurs collusions avec l'extrême droite. Celle-ci ne serait qu'un «épouvantail» et les antifascistes des «idiots utiles du système» qui se gardent bien de dénoncer les «vrais» détenteurs du pouvoir politique et économique : mais comme on l'a vu, en réalité, dans cette mouvance où l'ultra nationalisme est le trait d'union, les membres de la social-démocratie au pouvoir, comme des représentants du patronat côtoient les soi-disant «rebelles» d'extrême droite et de la gauche altermondialiste.

Certes, au sein de ce conglomérat, la partie venue de la gauche et notamment ses personnalités qui ont le plus à perdre en respectabilité se garderont bien d'aller directement parader avec Serge Ayoub dans la rue. C'est la raison pour laquelle existent des structures passerelles aux noms moins connotés que «Troisième Voie» : Cercle Aristote ou «Association manifeste pour un débat sur le libre échange et la sortie de l'euro», c'est tout de même plus vague. De même, côtoyer Hervé Juvin, ardent pourfendeur du métissage, peut toujours se justifier avec l'argument du brillant économiste, qui certes ne marche pas pour Serge Ayoub.

Mais les idées, les positionnements politiques sont bien les mêmes, déclinées selon le public auquel on s'adresse, avec des nuances de radicalité diverses et avec des pratiques variées. C'est ce qui caractérise une mouvance. Dont aucun membre ne devrait en tout cas figurer sur un appel antifasciste.

Opération Poulpe

Les amis d'Alain Soral, toujours au Front...de Gauche ?

Alain Soral est connu en tant qu'homme politique d'extrême droite au moins à deux titres: il fut l'un des proches conseillers de Marine Le Pen et membre du comité central du FN de 2007 à 2009.

En 2009, il était également cinquième sur la liste «antisioniste» conduite par Dieudonné, antisémite condamné pour «incitation à la haine raciale». Sur cette liste, on trouvait à la fois des militants de l'extrême droite française et des proches revendiqués du régime intégriste iranien.

Alain Soral crache sur les féministes, sur la «racaille qui écoute du rap» et sur les «Juifs sionistes et les francs-maçons» qui dirigent le monde.

A priori, rien de commun avec le Front de Gauche et Jean-Luc Mélenchon, qui axe justement sa campagne en partie sur la lutte contre l'extrême droite.

Rien ? En fait si, au moins un candidat aux prochaines élections législatives.

Philippe Marx est au PCF et au Front de gauche, il est également candidat investi pour les législatives de 2012 dans un canton de Meurthe-et-Moselle.

Or sur son site «Réagir, Agir», on ne trouve pas moins de quatre vidéos différentes d'Alain Soral ou du site Egalité et Réconciliation dont Alain Soral est président

En 2009, tout d'abord, Philippe Marx dans un article intitulé «La censure en France, une réelle aggravation», met en ligne un entretien de 7 minutes de Soral, avec un bref commentaire où il met en avant l'«avis très tranché» de l'écrivain et sa déclaration selon laquelle la censure serait dix fois pire en France qu'en Syrie.

Les massacres de la population perpétrés en ce moment par le régime syrien n'ont pas convaincu M. Marx de revoir son jugement et de retirer cette vidéo.

Le 27 avril 2009, quand Philippe Marx publiait cette vidéo, Alain Soral était déjà en campagne avec la liste du Parti Antisioniste, qui avait donné une conférence de presse trois jours plus tôt.

De l'histoire «ancienne» ? Pas vraiment puisque les deux dernières vidéos d'Alain Soral publiées par Philippe Marx l'ont été pour saluer la sortie du dernier livre de celui-ci, en février 2011, ouvrage loué en termes sans ambiguïté aucune par le candidat : *«Dernier livre, aussi peu médiatisé, et plébiscité qu'attendu ... Il est sorti le 10 février 2011. On sentait déjà*

une attente énorme, un besoin de comprendre, de connaître le point de vue de l'auteur. Point de passages télévisés (hormis un seul chez Taddei), point de projecteurs. Seuls la notoriété, le talent et la pertinence de l'auteur auprès de ses disciples suffirent. La vérité triomphe toujours?»

Et en février 2012, Monsieur Marx devenu candidat officiel du PCF, du Front de Gauche, et de diverses formations de la gauche radicale est-il revenu sur ses affinités publiques avec un homme d'extrême droite, qui qualifie actuellement Marine Le Pen de candidate la plus fréquentable, et fait la promotion du film sur et avec Faurisson, négationniste de son état ? S'est-il expliqué et excusé ?

Pas du tout, puisque les articles sont toujours sur son site. Mais Philippe Marx ne se cantonne désormais plus à Alain Soral, il étend également à Dieudonné: celui-ci pourrait bien en effet ne pas pouvoir se produire à Villerupt le 25 février, le maire ayant décidé de refuser la salle des Fêtes à l'association invitante.

Ni une, ni deux, Philippe Marx publie un article intitulé «Dieudonné privé de salle à Villerupt». Certes cet article est une reprise d'un article du *Républicain lorrain* mais la raison de sa publication et l'opinion de Philippe Marx à ce sujet sont limpides au regard, non seulement, de la publicité faite à Soral précédemment, mais aussi de ses liens avec ceux qui invitent Dieudonné ce soir-là.

Le trésorier de l'association Licentia, qui a déjà invité deux fois Dieudonné ces dernières années est également conseiller municipal PCF et soutien de la candidature de M. Marx.

Comment qualifier une candidature du Front de Gauche portée par un admirateur d'un homme politique d'extrême droite ? «Semi-démence», le qualificatif employé par Jean-Luc Mélenchon à propos de Marine Le Pen est encore un peu faible. Complètement dingue serait plus approprié, et en tout cas ignoble, notamment vis-à-vis de tous les antifascistes sincères, électeurs, militants ou sympathisants du FdG.

Espérons que l'envoi de cet article aux responsables du parti et au candidat apportera les clarifications et décisions nécessaires quant à cette candidature.

Pour l'instant, malheureusement, le seul avis officiel est celui-ci : «*Bon courage, Philippe Marx, vous méritez notre soutien à tous.*» (Reproduction d'un petit mot manuscrit de J.L. Mélenchon).

Opération Poulpe

ADDENDUM DU 31 JANVIER 2012

Monsieur Marx après nous avoir copieusement insultés, puis menacés de procès en diffamation en commentaires a finalement retiré son commentaire sur notre site, mais également une bonne partie des articles

incriminés sur son propre blog. Prise de conscience ou réaction hâtive devant les protestations en interne au FDG et en externe ? Ce n'est pas à nous d'en juger, mais Monsieur Marx n'ayant exprimé aucun regret, bien au contraire, pour notre part, nous publions donc les captures d'écran de ce qui figurait jusqu'à notre article sur son site, afin que chacun se fasse une idée. Pour des raisons de lisibilité, ces captures ne reproduisent qu'une partie de la page, la plus probante, leur intégralité sera mise en ligne dès que nous aurons un moment.

A propos d'un ultragauche xénophobe et de ses écrits

Comme l'on sait, certains «ultragauches»(je mets des guillemets car la plupart de ces individus ont montré leur vrai visage fasciste ensuite) sont tombés à pieds joints dans le négationnisme et ont fini par dévoiler leur antisémitisme au début des années 80 puis par se rapprocher du Front national et/ou des milieux néonazis.

Il faut désormais signaler une autre contribution de certains ultragauches (ce coup-là sans guillemets, hélas !) au racisme institutionnel diffusé par l'Etat français, les partis de gauche et syndicats, et au racisme militant de la droite et de l'extrême droite. Racisme dirigé celui-là contre les prolétaires immigrés. Des ultragauches toujours parfaitement acceptés dans le «milieu», comme l'auteur d'un livre récemment publié.

J'ignorais tout des idées de ce monsieur quand je l'avais rencontré en octobre 2002, il y a onze ans, après la parution du premier numéro de la revue *Ni patrie ni frontières* en septembre 2002. Et suite à cette rencontre j'avais écrit l'article suivant sans citer son nom, à la fois parce qu'il ne méritait pas la moindre publicité, mais aussi parce que ses propos étaient d'ordre privé et que généralement les racistes comme lui n'ont pas le courage d'écrire publiquement les saloperies qu'ils sont prêts à déverser dans des conversations en tête à tête. Mais je me trompais lourdement...

Voici d'abord mon article de novembre 2002 paru dans le N°2 de la revue *NPNF*.

LE SADIQUE SABOTA MON DESSERT...

La sortie d'une nouvelle publication, même minuscule comme *Ni patrie ni frontières*, donne lieu à des rencontres ou des retrouvailles très sympathiques et à d'autres... qui le sont beaucoup moins. Un ultragauche, rédacteur de brochures incendiaires contre le capitalisme, demande à me rencontrer pour discuter. Tout se passe à peu près bien (enfin, pas tout à fait, ce monsieur ne pouvait mentionner le nom d'Arlette Laguiller sans l'accompagner de qualificatifs grossiers, ce qui aurait dû me mettre la puce à l'oreille) jusqu'au dessert où tout à coup notre marxiste pur et dur s'emporte contre les «gauchistes qui veulent régulariser tous les étrangers» («Qu'est-ce qu'on fera quand on aura 50, voire 100 millions d'immigrés?») éructe-t-il d'une voix indignée), les «Beurs qui brûlent les

voitures et agressent les prolétaires des banlieues» et contre «les Arabes qui sont encore plus racistes que les Français». Et notre redoutable ennemi du «politiquement correct» de s'indigner que l'on critique Chevènement qui aurait «légalisé 80% des immigrés clandestins» (!!!). Pour conclure par : «Et d'ailleurs pourquoi diable le racisme est-il si important pour toi ?» J'ai payé mon écot et ai laissé ce fin psychologue, ce grand rrrrrévolutionnaire tout étonné que je n'aie pas envie de l'écouter une seconde de plus débiter ces sornettes.

Mais peut-être, comme me l'a fait remarquer une amie, ces sornettes sont-elles symptomatiques : certains gauchistes confondent en effet prendre le contrepied de n'importe quoi et aller à la racine des choses. Tout comme ceux qui se crurent «radicaux» en mettant en doute l'existence des chambres à gaz et l'importance de l'Holocauste dans l'histoire du XX^e siècle, parce qu'il s'agissait de vérités admises et donc automatiquement suspectes à leurs yeux, certains pensent être aujourd'hui super-révolutionnaires en dénonçant la lutte contre le racisme ou le soutien aux luttes des sans-papiers. Emportés dans leur élan comme mon interlocuteur, et sans doute aussi par des pulsions de haine soigneusement niées, une partie (minuscule heureusement) de ces zozos franchissent un pas supplémentaire dans leurs «raisonnements» et se mettent à vitupérer contre les immigrés. La haine indistincte de tous les aspects du «politiquement correct» (baudruche inventée par la droite américaine) serait-elle le ciment qui unit ces pseudo extrémistes de gauche aux vrais extrémistes de droite ?

Quoi qu'il en soit, pour m'éviter toute rencontre désagréable, AVIS AUX RACISTES ET ANTISÉMITES CONSCIENTS ET INCONSCIENTS, ALLEZ DÉVERSER VOTRE BILE AILLEURS. Ce ne sont pas les oreilles complaisantes qui manquent dans ce pays si accueillant à vos idées. Au fait, combien d'immigrés et d'enfants d'immigrés a-t-on descendus cette année en France, combien en a-t-on arrêtés, insultés ou tabassés au «pays des droits de l'homme», monsieur le Phraseur Radical?

Hélas, ces propos à gerber n'étaient pas le produit d'un dérapage momentané puisque aujourd'hui le même individu crache sa bile xénophobe dans un livre publié dans une maison d'édition qui a la réputation de défendre un marxisme «anti-autoritaire», «libertaire», et qui publie de nombreux textes d'ultragauches respectables, eux. Mais cette maison n'est apparemment pas très vigilante sur la question de la xénophobie.

C'est ainsi que ce monsieur, dans son dernier opus, s'inquiète du «comportement des immigrés extra-européens», des «facteurs ethniques et religieux» qui peuvent contribuer à expliquer les émeutes de 2005, de la «politique immigrationniste (!?) du Capital», des «Arabes et des Noirs» qui se plaignent des «Blancs racistes», etc.

Il est symptomatique que cet ouvrage ait été chroniqué dans des publications comme *Alternative libertaire* ou *Échanges et mouvements*, par l'historien des gauches communistes P. Bourrinet, le site de la librairie Quilombo, etc., et que personne n'ait dénoncé sa xénophobie pseudoradicale, pourtant connue dans le «milieu gauchiste» depuis des années.

D'ailleurs, l'auteur m'écrivait lui-même dans un mail incendiaire : «comme tu es incapable de comprendre les problèmes que posent désormais l'immigration, alors tu traites de raciste quiconque n'est pas ébloui devant "la cause des sans-papiers", se demande si l'immigration massive avec les problèmes religieux, culturels qu'elle véhicule maintenant, ne va pas créer une diversion et finalement aller à l'encontre de la révolution communiste, s'interroge sur la nature des émeutes de banlieues». L'immigration un «problème»? la religion et la culture des immigrés un «problème»? De vieilles antiennes de la droite et de la gauche xénophobes depuis plus d'un siècle !

Comme l'ont écrit les camarades de Radio Vosstanie : «Monsieur B** est-il un nostalgique résigné du "prolétaire de souche" ? La suite du paragraphe est tout aussi consternante. Prompt à voir dans "l'immigré" un potentiel islamiste, il ne vient jamais à l'idée de M. B** de voir dans le "Blanc européen" un identitaire catho-intégriste en puissance. Il est trop facile de taper sur les prolétaires. Jamais une ligne sur les "casseurs" en col blanc et la "racaille" théoricienne du communisme en pantoufles !»

Mais il faut remonter plus loin pour comprendre les sources gauloises des élucubrations national-ultragauchistes de Monsieur B**.

En effet des technocrates comme Georges Mauco ou Louis Chevalier de l'INED tenaient déjà les mêmes discours sur l'inassimilabilité présumée des travailleurs «musulmans» en 1945 : «Dénonçant l'envahissement de certains quartiers de Marseille et de la banlieue parisienne par des "Africains du Nord" peu "aptés au travail discipliné", Mauco souligne les dangers multiples qui en découlent. Prostitution, dégradation de la "santé morale et physique" des métropolitains, ravages effrayants de la "syphilis et de la tuberculose", et insécurité enfin. De plus en raison de leurs "coutumes", de leur "tournure d'esprit" et du "poids d'habitudes séculaires qui contredisent l'orientation de notre civilisation", ces colonisés-immigrés arabes sont comme les Asiatiques jugés rétifs à toute assimilation¹». Quant à Louis Chevalier, il écrit à la même époque : «Les données essentielles du problème posé par les Nord-Africains se ramènent à ce fait fondamental : l'islam, car cette religion est une manière d'être, de sentir, de comprendre, un tempérament en somme (...) qui crée, par

¹ Gérard Perrier, *Vitrolles, un laboratoire de l'extrême droite et de la crise de la gauche (1983-2002)*, Editions Arcane 17, 1014, p. 57-58.

derrière toutes les apparences secondaires d'euphémisation, un profond refus de toute assimilation¹.»

Rappelons enfin les propos de Georges Marchais dans *L'Humanité* du 6 janvier 1981 tout à fait en phase avec notre ultragauche de caniveau : «(...) *La présence en France de près de quatre millions et demi de travailleurs immigrés fait que la poursuite de l'immigration pose de graves problèmes (...). C'est pourquoi nous disons : il faut arrêter l'immigration, sous peine de jeter de nouveaux travailleurs au chômage (...). Je précise bien : il faut stopper l'immigration officielle et clandestine (...).*»²

Monsieur B**, cet ultragauche xénophobe, considéré par certains radicaux comme un penseur original, ne fait donc que reprendre des poncifs qui traînent à gauche et à droite depuis des décennies et ses réflexions (et surtout ses angoisses face à ce que le fasciste Renaud Camus appelle en termes choisis «le grand remplacement») n'ont rien de novateur.

Nous ne ferons aucune publicité ni au nom de cet individu ni aux titres de ses ouvrages recensés dans de nombreuses publications dites «radicales».

Mais nous ne pouvons qu'inciter nos camarades, qu'ils soient libertaires, ultragauches, conseillistes, marxistes anti-autoritaires, etc., à être vigilants non seulement contre de tels individus douteux, mais surtout contre les idées qu'ils véhiculent. Il y a certes une différence très claire entre les propos ouvertement racistes tenus par ce monsieur en ma présence et rapportés ci-dessus et les formules ampoulées de son dernier livre, mais pour qui sait lire et penser, nul besoin de savoir qui en France dénonce l'«immigrationnisme du Capital»: la droite de l'UMP, le Front national, l'extrême droite, les fascistes et les racistes.

A mes camarades «radicaux» de choisir leur camp: s'ils publient ou invitent un tel individu à leurs réunions, s'ils recensent ses livres en passant sous silence son racisme et sa xénophobie, ils devront désormais être considérés comme complices de la xénophobie et du racisme dont nous voyons les effets délétères tous les jours.

Y.C., 14 juin 2013 (les commentaires de Vosstanie et les citations éclairantes de Mauco, Chevalier et Marchais ont été ajoutées en juin 2014)

¹ Ibidem.

² Ibidem.

En guise d'introduction aux «Dix commandements...»

Ce texte ne prétend pas être exhaustif ni explicatif. Il exprime seulement une prise de position ferme face à un certain laxisme dans les milieux «révolutionnaires» sur une question clivante élémentaire comme l'antiracisme et l'attitude face au prolétariat immigré et à ses luttes.

Il fait suite à un premier texte («A propos d'un ultragauche xénophobe et de ses écrits») qui m'a valu quelques mails d'injures (cf. pour ceux que cette prose intéresse : mondialisme.org/spip.php?article1934).

L'auteur d'un courriel s'est demandé naïvement si j'étais motivé par la «haine». Effectivement, ce camarade a parfaitement raison, je HAIS les racistes et ceux qui leur fabriquent des arguments idéologiques. Avant d'être politique, cette haine est évidemment pour moi un réflexe élémentaire d'autodéfense, qu'ont du mal à comprendre les «radicaux» franco-gaulois qui n'ont jamais subi personnellement le racisme. Mieux vaut frapper le premier qu'attendre gentiment les coups des racistes. Il est toujours étonnant pour moi d'avoir à expliquer de telles évidences à des militants qui se considèrent comme de grands Rrrrrrévolutionnaires.

Je ne suis pas non plus un démocrate, du moins si l'on entend par là un fervent ami de la liberté d'expression des racistes, des antisémites, des négationnistes et des fascistes. Je ne prône pas la répression étatique contre eux, mais certainement un boycott organisé de leurs publications et réunions.

Qu'une telle attitude me vaille d'être traité, sous couvert de l'anonymat ou pas, de «fasciste, délateur, Goebbels, Staline, commissaire politique, Vychinski, etc.» montre à quel point les auteurs de ces insultes se sentent touchés.

Effectivement je n'ai, contrairement à eux, aucun respect pour les règles du copinage sans principes, le même copinage qui fit des ravages avec l'équipe de la librairie La Vieille Taupe¹ et tous ceux qui rencontrèrent

¹ Un lecteur avisé m'a fait remarquer qu'il faut introduire une différence entre La Vieille Taupe n° 1, d'«ultragauche» (fermée en 1972), et La Vieille Taupe n° 2 à partir de 1979, qui prit un virage négationniste. Dont acte. Ayant fréquenté cette librairie (la Vieille Taupe n° 1) avant 1968 j'avais cependant remarqué qu'on y trouvait un pourcentage anormal de livres d'extrême droite jugés «intéressants» (y compris par mes camarades trotskystes de Voix ouvrière d'ailleurs, mais évidemment pour de tout autres raisons) dans cette librairie. Certes on apprenait chez Jan Valtin, Paul Barton, Benoît-Méchin, ou la revue *Le Crapouillot* plein de choses sur

Robert Faurisson dans les années 70, et mirent des années à prendre (timidement et généralement en toute mauvaise foi) leurs distances avec leurs ex-amis devenus négationnistes.

Il est symptomatique aussi qu'ils mettent en avant, dans leurs critiques «politiques», mes origines «ethniques» et jusqu'à l'histoire familiale de mes parents ! En cela ils sont bien dans le même registre que ceux qui dénoncent la «métissolâtrie», de dignes disciples de Renaud Camus et autres Identitaires.

D'ailleurs ce sont aussi ces mêmes hurluberlus «radicaux» qui trouvent «amusant», dans leurs diatribes, de dénoncer la «démocratie multiculturaliste et antiraciste de l'oncle Samuel» (on appréciera la transition subliminale de Sam à Samuel) ; ou de révéler que Christophe Bourseiller est un pseudonyme et d'écrire: «Comme si être d'origine juive devait lui épargner d'être considéré comme une balance et un arriviste sans scrupule.» Comme on voit, le niveau de la discussion atteint des sommets chez certains «radicaux».

Heureusement j'ai reçu aussi quelques demandes d'explications plus pacifiques et même une invitation à débattre avec l'ultra-gauche xénophobe en question, invitation que j'ai bien sûr déclinée.

Cet article décortique quelques «idées» et «raisonnements» xénophobes qui passent en contrebande (de façon presque subliminale) dans des textes à l'allure «radicale».

J'avais déjà effectué un tel travail contre Riposte Laïque, bien avant l'«apéro saucisson pinard» et le tintamarre médiatique provoqué par cet événement en mai-juin 2010. Il s'agissait là de militants de la gauche républicaine devenus hostiles aux musulmans, puis aux immigrés, puis racistes. Et pour finir amis du Bloc Identitaire. Une évolution graduelle tout à fait «logique» d'un point de vue politique car parmi ceux qui voient l'immigration comme un «problème», religieux, politique, ethnique ou

le PCF, l'URSS, les démocraties populaires, etc., MAIS c'était quand même une librairie qui accordait une grande place aux auteurs d'extrême droite, ex-collabos ou fascistes dès avant 1968, et aux revues et maisons d'édition d'extrême droite. Nul prosélytisme apparent chez Pierre Guillaume avant 1968 (je n'étais qu'un très jeune client et n'ai jamais discuté politique avec lui) mais quand même des choix de libraire très orientés. Et approuvés, je suppose, par l'équipe de ce qui est convenu d'appeler «La Vieille Taupe n° 1» (VT1). Donc, tout était en place bien avant 1979 et un jeune influençable aurait très bien pu se radicaliser à l'extrême droite en lisant les livres vendus par cette librairie.... Sans doute ces animateurs étaient-ils déjà partisans d'une «liberté d'expression» qui est l'un des chevaux de bataille favoris de l'extrême droite actuelle – mais aussi de certains libertaires et gens-de-gôche ?

culturel, nombreux sont ceux qui finissent par se rapprocher de l'extrême droite.

Depuis le XIX^e siècle, l'histoire de France nous fournit de multiples exemples de telles dérives mortifères à gauche, à l'extrême gauche et dans les syndicats (les livres de Gérard Noiriel en offrent de multiples exemples).

D'où ma comparaison avec l'évolution de certains «ultragauches» (pas tous, bien sûr!) qui finirent dans les bras de Faurisson. Cette comparaison a choqué apparemment certains «radicaux», soit parce qu'ils n'ont aucune mémoire ou aucune connaissance de l'affaire Faurisson (je ne peux que leur conseiller le dernier bouquin de Valérie Igounet qui établit clairement que tout le monde savait, ou avait les moyens de savoir, que Faurisson était un salopard d'extrême droite dans les années 70), soit parce qu'ils souhaitent dissimuler leurs amitiés de l'époque avec la bande de La Vieille Taupe, ou avec leurs vieux potes qui eux-mêmes fréquentèrent cette bande....

Omerta, omerta, quand tu nous tiens...

Plus récemment j'ai dû m'interroger sur la façon dont certains textes de Castoriadis étaient utilisés par le groupe Lieux communs et Guy Fargette et sur leurs considérations pseudo «anthropologiques» à propos des musulmans. Ils ne sont pas encore allés aussi loin politiquement que Riposte Laïque, et je ne peux que souhaiter (j'allais dire prier...) qu'ils se ressaisissent... Mais j'en doute un chouïa tant cette hostilité à l'immigration et/ou à l'islam comme civilisation/culture est aujourd'hui un révélateur d'autres pulsions moins avouables et surtout moins respectables à gauche et à l'extrême ou l'ultragauche.

L'objectif du texte qui suit est ici plus limité, vu l'audience des quelques «radicaux» visés, mais il est toujours utile de démasquer les phraseurs et les poseurs qui parlent de Rrrrrévolution tout en éructant contre les exploités qui n'ont pas la même couleur de peau qu'eux ou la même origine nationale.

Ils pleurnicheront certainement de n'être pas nommés dans cet article mais ce serait leur faire trop d'honneur. De plus, ce sont leurs raisonnements et leurs thématiques qui sont utiles à dévoiler, pas leurs identités. Ceux qui les connaissent les reconnaîtront sans peine et ceux qui ignorent leur existence ne s'en porteront pas plus mal. Quant aux curieux, n'importe quel moteur de recherche leur donnera les clés....

Ces «dix commandements du petit xénophobe «radical»» visent à aider les lectrices et les lecteurs à décrypter les raisonnements xénophobes subliminaux que leur servent certains «révolutionnaires». Ils sont autant de signaux d'alerte, d'appels à la vigilance. La défense d'une des positions ci-dessous exprimées n'est pas forcément nocive en elle-même (par exemple la critique de l'antiracisme ou celle de l'ethnisation des rapports sociaux

peuvent être tout à fait louables), mais si l'on retrouve tous ces thèmes regroupés dans un même texte, alors votre sens critique doit, du moins selon moi, se réveiller immédiatement.

Y.C.

Les dix commandements du petit xénophobe «radical»

1. Tu prendras comme cible principale l'antiracisme, et non le racisme.

Pour toi, le principal problème en France, ce n'est pas le racisme institutionnel¹ au sein de l'Etat, des partis et des syndicats, mais la propagande «démocratique antiraciste». Tu t'appuieras sur l'évolution d'un Finkelkraut (parrain de SOS Racisme, qui invite désormais régulièrement l'écrivain raciste Renaud Camus sur France Culture²), ou de dirigeants de SOS qui ont fait carrière au PS ou ailleurs, pour discréditer la notion même d'antiracisme.

2. Tu réduiras l'antiracisme à un «bon sentiment», à l'expression de l'idéologie «politiquement correcte» des «bien-pensants», et tu réduiras donc le racisme à un mauvais sentiment, dont la dénonciation est secondaire, voire est une pulsion excusable quand il s'agit de prolétaires... ou de toi-même.

Ayant réduit l'antiracisme à une simple indignation morale (ce qu'il est souvent, reconnaissons-le), tu auras ainsi adopté une position symétrique à celle que tu critiques et transformé le racisme en un problème moral, de second plan dans ta stratégie politique.

Cette escroquerie intellectuelle, qui incidemment prouve que tu n'as rien compris aux bases matérielles du racisme, te permettra de ne pas t'interroger sur l'absence ou la quasi-absence des prolétaires africains, maghrébins, chinois, turcs, etc., au sein des organisations de gauche, d'extrême gauche, d'ultragauche, libertaires, comme au sein des syndicats, et ce depuis des décennies. Cette attitude te permettra aussi de fermer les yeux sur le fonctionnement du racisme institutionnel au sein de ton propre

¹ Sur le racisme institutionnel, présent dans tous les pays de la planète, on pourra lire «Racisme institutionnel et action affirmative» et la discussion qui le suit dans *Ni patrie ni frontières* n° 23-24.

² Émissions du 16 avril 2011 sur «l'insécurité sociale», du 19 novembre 2011 sur le «malaise dans la civilisation», du 18 mai 2013 sur «l'égalité à l'école», et j'en oublie certainement.

groupe, syndicat ou parti. Et bien sûr au sein de ton propre milieu et du pays où tu vis.

Elle te permettra de refuser de t'interroger sur une très ancienne xénophobie au sein du mouvement ouvrier français et une très ancienne passivité face au colonialisme et aux aventures impériales.

3. Tu condamneras les «bons sentiments» des «petits bourgeois» franco-gaulois antiracistes, mais surtout **tu condamneras les prolétaires extra-européens qui luttent contre le racisme**, ou simplement ne l'acceptent pas de façon passive. Tu les accuseras eux-mêmes d'être racistes, traçant ainsi un trait d'égalité entre le racisme institutionnel de l'Etat, des partis et des syndicats, le racisme militant d'extrême droite et les discours confus de certains prolétaires originaires d'Afrique ou d'Asie qui peuvent se reconnaître dans tel ou tel discours tiers-mondiste, nationaliste, religieux, communautariste, etc. Tu légitimeras ainsi la pseudo-théorie du «racisme anti-Blancs».

4. Pour dissimuler maladroitement ta xénophobie mal assumée **tu te livreras à des considérations pseudo-sociologiques¹, assimilant les travailleurs immigrés, voire les prolétaires français d'origine maghrébine ou africaine, à un «sous-prolétariat» ou pire (d'un point de vue marxiste «orthodoxe») à un «lumpenprolétariat»**. Puis tu

¹ Pour ce qui concerne les étrangers en «situation régulière en France», sur 1.568.000 d'entre eux, selon l'INSEE, 6,8 % sont artisans, commerçants et chefs d'entreprise (10 salariés et plus), 3,6 % cadres et professions intellectuelles supérieures, 2,9 % professions intermédiaires, 5,5 % employés, 9,5% ouvriers et 10% chômeurs. Quant aux enfants, le plus souvent français, d'immigrés d'origine extra-européenne, ils sont 75,8 % à bosser et 24,2 % au chômage.

L'existence hypothétique du «lumpen», même si on considère TOUS les chômeurs comme appartenant à cette catégorie floue (ce que même un marxiste dogmatique n'oserait faire), n'est donc guère utile pour expliquer les conflits dits «interethniques». Surtout si on se réfère à cette citation de Marx: *«les rebuts et laissés pour compte de toutes les classes sociales, vagabonds, soldats renvoyés de l'armée, échappés des casernes et des bagnes, escrocs, voleurs à la roulotte, saltimbanques, escamoteurs et pickpockets, joueurs, maquereaux, patrons de bordels, portefaix, écrivassiers, joueurs d'orgue de barbarie, chiffonniers, soulographes sordides, rémouleurs, rétameurs, mendiants»*. Pas étonnant donc que cette explication ne soit guère diffusée et que l'on préfère se rabattre sur la prétendue inassimilabilité des «musulmans», des «Noirs» ou des «Arabes» dans les sociétés dites «démocratiques occidentales».

puiseras chez des auteurs marxistes pour expliquer que les «lumpen» ont toujours été l'arme de la réaction, de Napoléon III à Hitler.

Un tel tour de passe-passe te permettra de faire passer un discours «anti-caillera» et hostile aux «émeutiers» des «banlieues» pour le summum de la pensée radicale. Une critique de ces émeutes peut bien sûr s'avérer utile, mais d'un point de vue de classe, pas d'un point de vue xénophobe !

5. Pour déguiser ta xénophobie, tu feras référence à l'action du «Capital» et jamais à celle des partis d'extrême droite ou xénophobes (Front national en France, Ligue du Nord en Italie, BNP et UKIP en Grande-Bretagne, mouvements autour de Fortuyn et Wilders aux Pays-Bas, etc.) et aux groupes fascistes dont tu sous-estimeras systématiquement la nocivité, d'autant que pour toi l'«antifascisme démocratique» est généralement aussi nocif que le fascisme. Tu expliqueras que la présence en France (ou en Europe) d'un grand nombre de prolétaires «extra-communautaires», de surcroît «musulmans», profite au «Capital», mais tu refuseras d'admettre que tes arguments sont exactement les mêmes que ceux de l'extrême droite et des fascistes. Ou ceux, plus enrobés, de Mitterrand sur le dépassement du «seuil de tolérance», ou de Huntington sur le «choc des civilisations».

6. Pour déguiser ta xénophobie, tu feras l'impasse sur l'histoire du mouvement ouvrier en France comme ailleurs. Tu feras semblant de croire que la présence de prolétaires allemands, belges, italiens, espagnols, portugais, polonais («catholiques» donc, ou en tout cas venant de pays «chrétiens») n'a jamais posé de problèmes au sein du mouvement ouvrier français ou d'autres mouvements ouvriers européens. Aucune concurrence sur le marché du travail entre prolétaires de différentes nationalités, aucune utilisation de briseurs de grève «étrangers», aucune mobilisation des ligues patriotiques ou des partis nationalistes contre les «non-Français», aucune propagande de l'Église catholique parmi ces prolétaires «étrangers» pour les dissuader de rejoindre le combat de leur classe, aucune volonté de ces minorités de former des communautés (un seul exemple suffira sur ce point : celui des mineurs polonais venus avec leurs curés après 1919 et jugés doublement «inassimilables» pour cette raison...). Un vrai paradis pour radicaux, quoi, la France ou l'Europe avant «l'invasion» des prolétaires extra-européens !

Aux Etats-Unis, au début du XX^e siècle, on entendait le même discours que celui des xénophobes «radicaux» actuels, venant non seulement de la droite mais aussi des syndicats «blancs» à 100%, contre les immigrés juifs, italiens, polonais, hongrois, scandinaves, etc. A cette propagande, les IWW ont répondu: «Faites-les entrer en Amérique, on les organisera ici.» Les IWW ont été laminés par la répression en 1917-1920, mais ces mêmes

«non-Blancs» (un bûcheron suédois en 1900 était considéré comme «non-Blanc»!) ont été le fer de lance des grandes grèves de masse de 1912 (Lawrence) et 1913 (Paterson).

Aux Etats-Unis, en ce début du XXI^e siècle, la droite et l'extrême droite tiennent les mêmes discours que certains de nos «radicaux» franco-gaulois : eux aussi déplorent le trop grand nombre d'immigrés, et les difficultés d'assimilation de la «deuxième» (ou de la «troisième»!) génération, en raison de différences «ethniques», «culturelles», etc.

7. **Tu joueras les novateurs, les marxistes ou les radicaux antidogmatiques** (j'allais écrire... «décomplexés») pour nous expliquer que la présence d'une immigration «extra-européenne», «musulmane» de surcroît, pose des problèmes inédits et que donc le plan secret du Capital «immigrationniste» aurait été de les faire venir pour mieux diviser¹ le prolétariat franco-gaulois ou «de souche». Tu passeras sous silence toutes les divisions régionales, voire religieuses, qui ont marqué et souvent paralysé les différents mouvements ouvriers en Europe, bien avant l'arrivée de prolétaires africains ou maghrébins. Tu rejoindras ainsi (sans le savoir ?) la nostalgie d'un fasciste comme Renaud Camus qui regrette la disparition d'une France ethniquement et culturellement homogène, et donc pour toi plus favorable à la lutte contre... le Capital!

8. Comme tu te sens quand même un peu merdeux avec ces raisonnements foireux, tu en rajouteras une couche et **tu dénonceras les mouvements de travailleurs sans papiers**. Au choix tu critiqueras leur sympathie pour des idéologies nationalistes ou tiers-mondistes, leur obscurantisme religieux, etc. Cela te permettra de fermer les yeux sur le fait que ces mouvements de travailleurs (des grévistes de la SONACOTRA des

¹ Contrairement à une vision simpliste et xénophobe, les divisions du prolétariat ne se résument nullement à celles entre travailleurs «autochtones» et «allochtones» (pour parler comme les technocrates néerlandais) : les divisions hommes/femmes ; qualifiés/non qualifiés ; ouvriers/employés ; manœuvres/techniciens ; exécutants/cadres ; OS/OP ; travailleurs/chômeurs ; fonctionnaires/travailleurs du privé ; salariés en équipes/salariés travaillant du lundi au vendredi, ouvriers-paysans et ouvriers «purement» urbains, etc., jouent toutes un rôle de division qui sert la classe dominante. Dans un pays comme l'Italie, par exemple, on opposait classiquement les *garantiti* (fonctionnaires et CDI des grandes entreprises) aux précaires ; les ouvriers du Sud aux ouvriers du Nord, les syndicats catholiques aux syndicats «communistes», etc. Et si l'on observe la division syndicale en France, on voit qu'il n'est nul besoin des «étrangers» pour introduire la division entre salariés !!!

années 70 aux différentes CSP d'aujourd'hui) se sont organisés de façon autonome, avant tout parce que les partis et les syndicats de gauche ne s'intéressaient pas à leur condition, à leurs luttes, quand ils ne les dénonçaient pas et prônaient la fermeture des frontières. Une fois de plus, tu blâmeras les prolétaires immigrés pour le fait qu'ils se défendent contre le prétendu «Capital immigrationniste», mais tu «oublieras» d'appeler les prolétaires franco-gaulois à rejoindre leur combat contre la précarisation généralisée qui accompagne la mondialisation capitaliste.

9. Toujours pour te donner un vernis radical, tu dénonceras «l'ethnicisation des rapports sociaux», bien avancée en France notamment grâce à la gauche antiraciste de SOS, mais tu reprendras toi aussi le vocabulaire des ethnicisateurs de gauche et de droite en parlant sans cesse de «Blancs» et de «Noirs» ou de «Blacks». Tu dénonceras le «communautarisme» des minorités «ethniques» mais pas celui, excluant et bénéficiant de tous les moyens de l'Etat bourgeois, des «élites» autoproclamées de la «communauté» franco-gauloise dominante. Tu ne produiras aucune réflexion nouvelle sur les divisions dites ethniques ou nationales au sein de la classe ouvrière et les moyens de les surmonter. Tu te contenteras de te lamenter sur la dégradation des conditions de vie dans les quartiers populaires et tu diffuseras complaisamment des anecdotes sur les conflits individuels entre prolétaires de différentes origines, croyants ou athées. Tu ignoreras superbement les écrits précurseurs du marxiste américain CLR James sur la «question noire» aux Etats-Unis dans les années 30, et toutes les discussions sur les rapports entre «classe et race» dans le mouvement ouvrier anglo-saxon depuis un demi-siècle.

10. Dans le même ordre d'idées, **tu dénonceras le multiculturalisme béat des «bobos», tout en ne proposant aucune politique alternative**, aucun modèle de lutte entre prolétaires de différentes origines nationales. Tu te réclameras de l'internationalisme, de façon d'autant plus abstraite que tu refuseras de militer aux côtés des travailleurs sans papiers. Tu dénonceras le poids des religions (notamment de l'islam) mais tu refuseras de lutter aux côtés des prolétaires croyants quand ils se mettent en branle dans les quartiers contre le racisme policier, contre les logements insalubres et les bidonvilles, contre leurs conditions de travail sur les chantiers ou dans les usines.

Pendant que tu tiendras un discours hyper radical, en apparence, «le Capital» pourra tranquillement continuer à porter ses mauvais coups à tous les prolétaires – dont toi-même si par hasard tu es un prolétaire –, quelle que soit leur origine, leur religion ou leur absence de religion, et ce avec ton soutien idéologique, conscient ou inconscient.

Y.C., 16/06/2013

Social-chauvinisme

Le social-chauvinisme, radical en paroles, réactionnaire dans la pratique n'a rien de spécialement neuf ou novateur. Mélenchon et son Parti de gauche, ainsi que le PCF, en sont d'excellentes illustrations. Face à ces discours attrape-tout, populistes de gauche, il faut développer une autre argumentation comme le font ici, chacun à leur façon, les camarades de Critique Sociale, de Lutte ouvrière ou de l'Initiative communiste ouvrière.



Cette affiche d'un groupe fasciste veut mélanger le «social» et le «national». (l'inverse aurait été juridiquement périlleux...) en reprenant l'imagerie stalinienne... Face à une telle propagande, non seulement les sociaux-patriotes de gauche sont désarmés mais surtout ils désarment les travailleurs.

Sociaux-patriotes d'hier et d'aujourd'hui: permanence et récurrence des idées réactionnaires

Il est souvent mortellement ennuyeux et dogmatique d'appuyer un raisonnement actuel sur des citations des Grands Penseurs du Mouvement Ouvrier, surtout s'il s'agit de MABOD (Mâles Blancs Occidentaux Décédés). Mais, une fois n'est pas coutume, cet article commencera par trois citations d'articles de Lénine et Trotsky, écrits en 1914, 1915 et 1917, qui décrivent parfaitement les points fondamentaux de l'idéologie social-patriote diffusée aujourd'hui par le PCF, le Parti de Gauche, le Front de Gauche, ATTAC, *Le Monde Diplomatique*, *Politis*, et une pléiade d'intellectuels de gauche : Emmanuel Todd, Jacques Généreux, Jacques Nikonoff, Paul Ariès, Pierre-André Taguieff etc.

«Les opportunistes ont préparé de longue date cette faillite, en répudiant la révolution socialiste pour lui substituer le réformisme bourgeois ; en répudiant la lutte des classes et la nécessité de la transformer, le cas échéant, en guerre civile, et en se faisant les apôtres de la collaboration des classes ; en prêchant le chauvinisme bourgeois sous le nom de patriotisme et de défense de la patrie, et en méconnaissant ou en niant cette vérité fondamentale du socialisme, déjà exposée dans le Manifeste du Parti communiste, que les ouvriers n'ont pas de patrie ; en se bornant, dans la lutte contre le militarisme, à un point de vue sentimental petit-bourgeois (...); en faisant un fétiche de la légalité et du parlementarisme bourgeois (...), et en oubliant qu'aux époques de crise, les formes illégales d'organisation et d'agitation deviennent indispensables.»

Lénine, «La guerre et la social-démocratie russe», 28 septembre 1914

Cette première citation situe clairement les lignes de clivage entre réformistes et révolutionnaires au début du XX^e siècle, mais elles sont toujours valables, pour l'essentiel au début du XXI^e siècle, même si évidemment les sociétés occidentales ont considérablement changé – et si les «révolutionnaires» sont une espèce en voie de disparition en Occident.

La deuxième citation qui va suivre convient parfaitement pour critiquer les idées véhiculées par n'importe quelle affiche du Front ou du Parti de Gauche, n'importe quel tract d'ATTAC ou n'importe quel article du *Monde Diplomatique*. Elle montre que les sociaux-chauvins français de toutes tendances ont toujours présenté leur pays comme un exemple à suivre, dans

l'ignorance totale des mouvements ouvriers des autres pays européens (et bien sûr des questions coloniales).

«Jusqu'à la fin de ses jours, [Édouard] Vaillant considéra que la France était la terre promise de la révolution sociale ; et c'est précisément pour cette raison qu'il voulait la défendre jusqu'au bout. (...). Dans l'ensemble, il ne faut pas oublier qu'à côté du réformisme le plus vulgaire, il y a aussi dans le social-patriotisme un messianisme révolutionnaire qui chante les exploits de son Etat national, parce qu'il considère que sa situation industrielle, sa forme "démocratique" ou ses conquêtes révolutionnaires l'appellent précisément à conduire l'humanité au socialisme ou à la "démocratie".»

Léon Trotsky, «Sur le mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe», 1915

La troisième citation s'applique parfaitement à beaucoup d'altermondialistes et d'Indignés actuels, à leurs formules vagues qui se résument en fait à une bonne application des principes de la Charte de l'ONU, à la victoire des 99% de gentils citoyens sur le 1% de méchants spéculateurs....

«Les sociaux-patriotes ont beaucoup travaillé à élaborer des formules percutantes (...) en proposant aux masses des objectifs tels que "défense de la patrie", ou l'"établissement d'un arbitrage international" (...) le social-patriotisme (...) a inlassablement mobilisé les slogans idéalistes pour les intérêts du capitalisme.»

Léon Trotsky, «Le programme de la paix», mai 1917

Aujourd'hui, à part à l'extrême droite, on n'utilise plus du tout l'expression de sociaux-patriotes. Seuls des groupes et des individus fascisants comme Egalité et Réconciliation ou Alain Social se disent avec fierté «sociaux-patriotes» ou «patriotes sociaux».

À l'origine, cette expression désignait tous les sociaux-démocrates qui à la veille et pendant la Première Guerre mondiale s'étaient rangés du côté de leur bourgeoisie nationale. Et cette étiquette brandie par les petites minorités révolutionnaires pendant la Première Guerre mondiale était considérée comme la marque de la trahison et de l'infamie.

Un siècle plus tard, le social-patriotisme a de nouveau le vent en poupe. Sous une forme relookée, bien sûr, mais toujours avec une rhétorique de gauche, comme l'illustrent les discours citoyennistes de Jean-Luc Mélenchon et de ses amis.

Sous couvert de défendre «le peuple», voire même de vouloir donner le «pouvoir au peuple» (donc à toutes les classes sociales y compris les patrons !!), sous prétexte de lutter contre la «finance spéculative», les tenants de cette pensée sociale-nationaliste ne font que ressortir les vieux concepts et les vieux slogans de leurs maîtres à penser d'hier, les Millerand, Sembat, Guesde, Cachin, et autres sociaux-chauvins.

Avec l'accroissement du chômage et l'approfondissement de la crise économique mondiale, on voit se renforcer cette rhétorique chauvine et patriotarde, non seulement à droite et à l'extrême droite, mais aussi à gauche.

Peut-on être un défenseur de la Nation, un patriote, et lutter efficacement contre le Front national ? À mon humble avis, non.

Pas plus qu'on ne pouvait intervenir efficacement dans le débat lancé sur l'identité nationale par l'UMP en avançant un patriotisme de gauche, ou en défendant l'idée que la nation serait un cadre civilisationnel indispensable, pour ne pas dire indépassable, comme le font les castoriadiens de «Lieux communs» dans leur article«Post-scriptum sur l'identité nationale», daté du 6 avril 2010.

Ils commencent par affirmer : *«cette question de l'identité est une vraie question que l'on aurait tort d'évacuer»*. Ils expliquent que les «symboles – folklore, hymne, drapeau» ne sont plus «porteurs de sens» (sans nous préciser si c'est une malédiction ou un progrès), puis dénoncent *«l'immigration “culturellement offensive”»* (une curieuse et inquiétante expression sous la plume de «radicaux»), mise sur le même plan (dépréciatif) que le «regain du protectionnisme, des nationalismes, des intégrismes». Ils embrayent alors sur la défense d'une «identité ouverte», «fondée sur un enracinement libre dans une histoire, individuelle ou collective, élaborée à travers une acceptation des différences». Bref, une bouillie consensuelle que ne renieraient pas les scribouillards de l'ONU, de l'UNESCO, ou de n'importe quelle Ligue des droits de l'homme.

Et ils finissent par se démasquer en revenant, après bien des contorsions, à la notion de l'identité nationale qu'ils avaient semblé vilipender au début de leur texte : *«Nous sommes libres de choisir la “certaine idée” de notre identité nationale que nous privilégions (...). Lors de la Révolution française, cette idée [de nation] était une idée révolutionnaire par laquelle le peuple proclamait son droit à décider lui-même de son sort»*. Bref, ils passent, dans le même texte, du multiculturalisme le plus insipide aux clichés des sociaux-patriotes gaulois Chevènement, Mélenchon et Montebourg (et avant eux une pléthore de sociaux-démocrates et staliniens français).

Les sociaux-patriotes du XXI^e siècle, même s'ils font référence à des auteurs branchés, répètent toujours le même discours. Et sous toutes les latitudes.

En ce sens-là, les citations d'auteurs marxistes «ringards» et «antédiluviens» qui commencent cet article n'ont pas pris une ride. Hélas !

Y.C., 15/05/2012

Ni dieu, ni César, ni Mélenchon

Publié le 22 janvier 2012 par Critique Sociale

Les habits neufs d'un tribun démagogue

Force est de constater qu'il y a autour de Jean-Luc Mélenchon ce que l'on appelle aujourd'hui une «dynamique». Ancien trotskiste (lambertiste) reconverti en sous-ministre PS du gouvernement capitaliste de Lionel Jospin, Mélenchon est aujourd'hui à la tête d'un «Front de gauche» qui réunit les décombres du PCF et son petit groupe personnel, le PG (sans compter quelques reliquats sociaux-démocrates, chevènementistes et maoïstes). Il hante les plateaux de télévision et les séquences consacrées aux «petites phrases du jour», bref, il est actif, et quel que soit son résultat final en avril prochain, nous pensons que cette «dynamique» est la preuve de l'actuelle absence généralisée de pratique et de vitalité démocratiques. Nous observons la réalité de cette mobilisation molle et impensée autour de ce personnage, et nous voudrions apporter ici quelques éléments à même de dessiller les yeux de ceux qui hésiteraient encore à rejoindre cette triste carmagnole électorale.

Chacun a le droit de se tromper, et il est toujours temps de commencer à réparer ses erreurs, mais il est tout de même intéressant de se pencher sur le passé lointain de Mélenchon. Celui-ci a débuté en politique au sein de l'OCI, comme Lionel Jospin, c'est-à-dire une des pires «sectes» politiques qui soient, qui pratique l'entrisme dans toutes sortes de bureaucraties syndicales et politiques. Comme Jospin, Mélenchon a peut-être rejoint le PS dans ce cadre-là. Attendre son heure, monter en grade, jouer les uns contre les autres, tracer sa route sinueuse pour atteindre le sommet d'un appareil : voilà l'essence du parcours de Mélenchon. C'est un bureaucrate pur sucre qui a fait carrière dans plusieurs organisations successives, de l'UNEF au PG en passant par l'OCI et le PS. Et il n'y a franchement rien d'héroïque là-dedans, dans cette époque mitterrandienne où les «lambertos» comme Jospin mettaient en musique les mensonges de «l'Union de la gauche», et qui marque la fin pitoyable de la période de luttes sociales des années 60 et 70. La trajectoire de Jean-Luc Mélenchon est comme un résumé de ces espoirs trahis : une gauche électoraliste a éteint les aspirations au changement de millions de gens engagés dans la transformation d'une des sociétés les plus rétrogrades d'Europe occidentale, en s'appuyant sur des techniciens du mensonge issus du léninisme le plus rance.

On dira que Jean-Luc Mélenchon n'est plus le même, qu'il a quitté le PS, mais... pour faire quoi ? Selon nous, la même chose, en plus petit cette fois. L'histoire revient souvent sous forme de farce. Depuis des mois,

Mélenchon répète une phrase qui à nos yeux résume toute sa vision de la politique : «la révolution par le bulletin de vote». De fait, sans dire que nous serions dans une période prérévolutionnaire, il y a des mouvements sociaux, dispersés et limités par les bureaucraties politiques et syndicales institutionnelles, mais des mouvements tout de même, et le refus de la contre-réforme des retraites l'a bien montré. Pendant ce puissant mouvement de l'automne 2010, plutôt que de proposer la grève générale ou une construction de la lutte à la base, Mélenchon demandait à l'inverse... un référendum !

Dans ce contexte tendu, mais où les mouvements sont empêchés d'aller jusqu'au bout de leur logique ou de se rencontrer dans des espaces politiques démocratiques et ouverts, la démagogie de Mélenchon trouve sa place. Lors de son passage dans l'émission de France 2 *Des paroles et des actes* du jeudi 12 janvier 2012, Mélenchon s'en est donné à cœur joie dans son registre de démagogue populiste. L'ex-sénateur dans le texte :

«Pour moi qui suis républicain comme tous mes amis du Front de gauche, ça me crève le cœur de voir ça. [Les gens] ne croient plus à rien. Ils rejettent tout le monde et moi je dis oui, ne vous trompez pas, mettez-leur des visages, des noms, les profiteurs, les riches, les importants. Chassons-les. Mais pas tout par-dessus bord. La société organisée. La colère, oui, mais la colère ça doit avoir un débouché politique. [...] Quelqu'un qui appelle à la révolution par les urnes, vous appelez ça quelqu'un qui appelle à la guerre civile ? J'appelle à voter, avec mes camarades du FG, j'appelle pas à prendre des fusils, des bâtons et des pierres. Je dis «On va voter», on fait notre travail. [...]

«Comment je vois l'action politique révolutionnaire ? J'assume le mot révolutionnaire. Les gens vont se mettre à s'emparer des problèmes pour les régler eux-mêmes. C'est le slogan de ma prochaine affiche : "Prenez le pouvoir." Nous on va le faire par les bulletins de vote, mais si le bulletin de vote ne suffit pas, vous vous débrouillerez avec la suite.»

Il est impressionnant de voir comment Mélenchon donne lui-même les outils pour démonter son discours. Il ne cherche même pas à masquer les contradictions criantes qui existent entre le slogan «Prenez le pouvoir» et sa vision de la politique où un parti fait son travail en appelant à voter pour un candidat à l'élection présidentielle. S'emparer des problèmes et les régler soi-même est par définition l'inverse de l'acte de confier le soin à un beau parleur de les régler. Sa «société organisée», c'est celle où on évite la confrontation politique en offrant un débouché en papier à glisser dans une boîte en plastique transparent au désir de balancer par-dessus bord le système que l'on ne veut plus subir. Et si le stratagème ne marche pas, Mélenchon abandonnera les dominants face à ceux qui voudront rompre radicalement avec le système qui assure leur domination. Il dit en termes très simples qu'il est là pour canaliser l'élan vers le changement et

l'empêcher de tout renverser, et qu'il fuirait si cet élan devenait trop fort. Mélenchon explique lui-même qu'il est l'ultime rempart du capitalisme, et qu'une révolution le chasserait de la scène politique. Nous en étions persuadés, mais l'entendre le dire à des millions d'auditeurs a quelque chose de comique.

«Ce n'est pas rien quand on vous confie comme mission de marcher devant, de parler pour les autres. [...] Il faut que ceux à qui on confie la mission de marcher devant portent la belle parole de gauche, la parole tribunitienne, soient de bons drapeaux, pour ceux qui désespèrent. [...] Je donne à l'immense colère populaire un visage. [...] C'est moi le modéré dans la bande. [...] Je suis un parlementariste.»

Mélenchon se prend pour un tribun, il joue le rôle, connaît ses classiques et pense savoir scander les phrases. Mais il a surtout une fonction tribunitienne, il est là pour que ceux qui se perçoivent comme écrasés par le système actuel se sentent représentés. Mais lorsque l'on se fait représenter, c'est justement parce que l'on est absent. Ceux qui veulent un changement radical dans l'organisation de la société n'ont pas à se faire représenter par un tribun, ils doivent, comme le dit ce polichinelle, s'emparer des problèmes pour les régler eux-mêmes, et ne surtout pas rester dans leur coin en attendant d'aller un dimanche d'avril remettre leur pouvoir dans une boîte.

Mélenchon est l'allié de ceux qui veulent entretenir la confusion sur la démocratie en la réduisant au seul scrutin, semer la méfiance contre l'auto-organisation à la base, dans l'entreprise, le quartier ou l'école. Mélenchon retourne les mots d'ordre révolutionnaires contre eux-mêmes dans une spectaculaire galipette démagogique. Il joue pour ce faire sur toutes les peurs, sur celles des dominants bien sûr, mais aussi et surtout sur celles des dominés. Il a réussi jusqu'ici à capter un peu de la colère et de l'énergie dont il parle en lui disant ce qu'elle veut entendre, et aussi à la calmer en la mettant en garde contre elle-même. Homme de pouvoir, il a toujours voulu domestiquer la puissance sociale pour son propre compte et celui de ses maîtres, car il n'est qu'un fondé de pouvoir du capital, qui se pose comme ultime recours.

Ce personnage égocentrique, dont le discours et les actes ne coïncident pas – à l'instar d'un politicien «radical» de la Troisième République comme Daladier –, pense surtout au poste de ministre qu'il pourrait avoir dans un gouvernement de François Hollande. On a déjà connu de telles sagas personnelles lamentables, comme celle de Chevènement. Il faut pour les révolutionnaires dénoncer sans relâche l'imposture du tribun et ses mensonges. Alors oui, prenons le pouvoir : saisissons-nous de nos problèmes, élaborons collectivement nos luttes, construisons l'alternative à la base, et ne tombons pas dans le panneau des «hommes providentiels» auto-proclamés. **Critique Sociale**

Pour un mouvement social européen, contre tous les nationalismes !

Publié le 7 mars 2012 par Critique Sociale

Depuis 2008, les travailleurs d'Europe doivent faire face à une crise extrêmement grave qui les frappe les uns après les autres. Il faut envisager les enjeux de cette crise dans leur complexité pour ne pas se tromper de réponse politique¹.

Crise de la dépense publique, ou crise de la modération salariale (forcée) ?

La crise de l'euro est souvent présentée comme une crise de la dépense publique. Les Etats auraient été trop dépensiers depuis des années, et se retrouveraient aujourd'hui comme des particuliers surendettés. Cette affirmation cache mal la volonté de réduire au minimum les services publics et de faire payer à chacun, riche ou pauvre, le prix fort pour la santé, l'éducation, etc. Mais elle est par ailleurs en grande partie fautive. Dans son communiqué du 13 janvier, l'agence de notation Standard & Poor's ajoute, après avoir justifié la perte de son «triple A» par la France : «*À notre avis... les problèmes financiers auxquels fait face la zone euro sont autant une conséquence de déséquilibres extérieurs croissants, et de divergences de compétitivité entre le noyau de la zone euro et ce qu'on appelle la "périphérie"*». Cela signifie en clair qu'il y a une concurrence entre les différents pays sur le prix du travail, que l'on retrouve dans le prix des marchandises. La France est désormais dans la partie périphérique de la zone euro, dont l'Allemagne est le centre. Et ce qui explique en partie la crise actuelle, c'est que le prix du travail en Allemagne a terriblement

¹ Ce texte reprend de nombreux éléments de l'article «Braquage social à l'allemande : démondialisation ou lutte des classes ?» de Thomas Hippler et Hélène Quiniou (avec leur accord), paru sur le site de la *Revue des Livres* le 22 février 2012 : revuedeslivres.fr/braquage-social-a-l-allemande-demondialisation-ou-lutte-des-classes, ainsi que d'un tract diffusé par des militants de *Critique Sociale* lors de la manifestation du 29 février 2012 à Paris.

baissé depuis une quinzaine d'années, sous des gouvernements de droite, et encore plus sous le gouvernement de «gauche» mené par le SPD.

Suivant l'exemple de Margaret Thatcher en Grande-Bretagne, le gouvernement Schröder a démis le pouvoir syndical qui cogérait jusque-là avec les patrons le capitalisme allemand, créant les conditions d'un transfert massif de richesses vers le sommet de la hiérarchie économique. Les salaires réels de la plus grande économie d'Europe ont connu une chute vertigineuse de 4,5 % entre 2000 et 2009¹, alors qu'ils stagnaient ou augmentaient très légèrement dans les autres pays d'Europe. Dans le cadre de la monnaie commune, l'effondrement des salaires des travailleurs d'Allemagne a gonflé la compétitivité des entreprises allemandes, dans un pays qui depuis longtemps était un important exportateur : l'Allemagne a exporté pour 150 milliards d'euros de plus qu'elle n'a importé en 2010. Et la moitié de ces exportations vont vers la zone euro, c'est-à-dire vers des Etats qui n'ont plus la possibilité de compenser leur déficit commercial par une dévaluation de leur monnaie (comme le faisait par exemple régulièrement l'Italie avant l'euro), puisqu'elle est unique. Dans ces conditions, exporter des biens peu chers revient à exporter son chômage dans les autres pays, qui donc se retrouvent en situation de déficit budgétaire à cause du nombre croissant de chômeurs. Autrement dit, ce sont les pays «dépendants» qui financent la consommation des biens produits en Allemagne, que la population allemande n'achète pas car les salaires sont écrasés. Ce n'est pas l'Allemagne qui est en train de sauver ces pays de la faillite, ce sont eux qui paient le prix fort de la croissance allemande elle-même fondée sur la pression salariale subie par les travailleurs d'Allemagne.

Si cette situation est compliquée pour les finances des Etats, elle leur donne par ailleurs des arguments pour mettre la pression sur les travailleurs dans toute l'Europe : *«Au niveau européen, [la politique économique et sociale du gouvernement allemand] a créé les conditions d'un marasme économique prolongé, car les autres pays membres voient de plus en plus une politique de déflation des salaires encore plus dure comme solution à leur manque de compétitivité»*, constate le rapport de l'OIT². Et ceci est une nouvelle preuve du fait que les Etats sont bien là pour servir les intérêts des dominants, des patrons, y compris au risque de leur propre «faillite». Au

¹ Rapport de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), 24 janvier 2012 : ilo.org/global/publications/books/global-employment-trends/WCMS_171571

² OIT, 24 janvier 2012. Extrait cité dans «Les bas salaires allemands accusés d'être à l'origine de la crise en zone euro», publié par *LeMonde.fr* : lemonde.fr/crise-financiere/article/2012/01/24/les-bas-salaires-allemands-seraient-a-l-origine-de-la-crise-en-zone-euro_1633684_1581613.html

lieu de se refinancer, ils enfoncent les travailleurs, les précaires, les chômeurs et toute la population à l'exception de la fraction privilégiée, comme l'ont fait les gouvernements allemands depuis quinze ans. L'Allemagne est devenue le modèle à suivre dans sa politique de casse sociale, à base d'obligation pour les chômeurs de longue durée d'effectuer des «travaux d'intérêt général» pour un euro de l'heure, et de baisse massive des salaires, forçant à ce jour un million et demi de travailleurs en Allemagne à recourir aux aides sociales pour accéder au minimum d'existence.

Les classes dirigeantes européennes utilisent l'argument de la crise financière, dont on connaît désormais les véritables causes, pour détruire morceau par morceau les statuts des salariés acquis ces soixante dernières années. La sécurité sociale, les retraites et les droits des chômeurs sont brutalement attaqués ici comme ailleurs. Ce qui n'aidera pas à la «reprise» que les gouvernants appellent de leurs vœux, car des populations écrabouillées économiquement consomment évidemment moins, et donc les entreprises produisent moins de richesses et finalement moins de recettes en impôts pour les Etats déjà surendettés. Cette politique est presque suicidaire, mais les patrons y trouvent tout de même leur compte à court terme car le prix du travail baisse, et donc ce qu'ils retirent du travail des autres augmente. La crise profite bel et bien à certains.

Le piège des «solutions nationales» à la crise

La droite au gouvernement et le patronat jouent donc la carte de la solidarité internationale des classes dominantes pour en finir, ici aussi, avec ce qui reste du pouvoir syndical avec lequel ont été négociés les degrés et les formes de l'exploitation salariale pendant des décennies. En matière de contre-offensive, une partie de la gauche française prône sous diverses formes la «démondialisation» et le retour à la «souveraineté nationale» via le rétablissement des barrières douanières et la mise sous tutelle des banques, réduisant ainsi la question de la mondialisation à son volet économique et financier¹. Tous ceux qui seraient séduits par la vieille «souveraineté nationale» reliftée en démondialisation, nourrissent la pieuse illusion que des solutions puissent encore être trouvées au niveau national.

¹ Citons un exemple de partisan de la «démondialisation» : l'économiste Frédéric Lordon, qui préconise de «*revenir à la configuration nationale dont on sait avec certitude [!] qu'elle satisfait pleinement [!] le principe de la souveraineté populaire [!]*». Le cadre national n'est en réalité qu'un cadre comme un autre où la majorité est exploitée, et où la domination politique est exercée par la classe capitaliste. Une telle mystification idéologique montre bien le niveau de ce genre de personnage. (Intervention le 16 janvier 2012 lors d'une journée de débat organisée par Attac, reprise sur les sites *Mediapart* et *Rue89* : blogs.rue89.com/comment/2737178)

Or l'échec cuisant de la stratégie de «relance» méditerranéenne entre 1981 et 1983 est là pour nous rappeler que parler de «souveraineté nationale» n'a plus aucun sens, aujourd'hui moins que jamais, outre que la «souveraineté nationale» n'a jamais été que la souveraineté d'une classe sociale sur les travailleurs de tel ou tel pays. Les enjeux actuels de la lutte des classes dépassent *de facto*, et de plus en plus, les frontières nationales.

Il n'y a pas de possibilité de changement radical, de renversement de tendance, de révolution sociale, ou quelque autre nom qu'on veuille bien lui donner, à l'intérieur des frontières hexagonales. Ce que nous, internationalistes, reprochons à l'Union européenne (UE) ce n'est pas d'être une structure supranationale, au contraire, mais d'être non démocratique (tout comme la V^e République), et d'être dirigée par les principaux Etats membres, donc en fait par la classe capitaliste – comme tous les Etats membres (avant l'existence de l'UE comme maintenant). La concurrence entre Etats n'est pas abolie par l'existence de l'UE, mais organisée par l'UE.

Toutes les propositions «nationales» sont donc absurdes, et ne seraient de fait qu'un repli dans des frontières artificielles, et au pire dans le chauvinisme et la violence. Pour les militants révolutionnaires, le risque monstrueux que de tels replis feraient courir aux travailleurs d'Europe et du monde doit être évident. Tout ce qui bouge et refuse la crise actuelle n'est pas forcément rouge, loin de là. Au contraire, tout ce qui se forme autour de la défense d'intérêts «nationaux», sous la forme de slogans du type «sortons de l'euro»¹ (voire de l'Union européenne), «retrouvons notre indépendance», etc., est dangereux, évidemment sous des formes variées que l'on ne peut pas réduire à une seule tendance. Les «solutions» nationales dites «de gauche» avancées par certains, même prétendument «stratégiques» ne mèneraient au mieux qu'à l'échec et à l'isolement, précisément parce qu'elles sont «nationales». Il est clair qu'elles ratent complètement la dimension continentale et même mondiale de ce qui se joue actuellement, et qu'elles n'ouvrent absolument aucune possibilité de rupture avec le capitalisme.

Seul un véritable mouvement social au minimum européen pourrait s'opposer concrètement à l'offensive des gouvernements, et envisager une telle rupture. **L'intérêt des travailleurs ne réside pas dans une quelconque «indépendance nationale», mais dans l'indépendance de**

¹ La façon dont est gérée l'euro est parfaitement logique vu ce qu'est l'UE. Mais la fin de l'euro et le retour aux monnaies par Etat ne serait en rien un mieux pour les travailleurs, au contraire : toute gestion d'une monnaie est au service des classes dirigeantes. Le programme socialiste sur ce point est l'abolition de la monnaie, de la forme-marchandise et du salariat. Programme utopiste selon les «altercapitalistes»...

classe face au patronat, aux Etats et à toutes les structures qui sont au service de la classe capitaliste, indépendance de classe unifiée par-delà les frontières artificielles des Etats (au sein de l'Europe comme plus largement dans le monde entier).

Pour la construction d'un internationalisme par la base

Force est de constater qu'aucune force politique ou syndicale se réclamant des travailleurs ne s'est efforcée depuis le début de cette crise de donner corps à un tel mouvement social européen. Et ce n'est pas la vraie-fausse «Journée d'action européenne» du 29 février qui a changé le cours de la gestion strictement nationale des bureaucraties politiques et syndicales en place. Il n'y a pas pour le moment de mouvement social autonome, à la base, entre des travailleurs de divers pays ayant discuté les points communs à mettre en avant, et portant des revendications solidaires au niveau international. Mais qui à l'occasion de cette journée du 29 février a participé à une Assemblée Générale ? Qui a entendu parler concrètement des mobilisations dans les autres pays européens ? Qui a entendu citer par exemple le nom d'un seul syndicat belge francophone, et là pourtant il n'y pas de barrière de langue ?

Nous n'avons pas de recettes toutes prêtes pour un véritable mouvement social européen, mais nous pouvons pointer dans la situation actuelle ce qui empêche son émergence : l'absence de discussion à la base, entreprise par entreprise, établissement par établissement, quartier par quartier, autour de thématiques ouvertement internationales, sur les salaires, les systèmes de protection sociale et les services publics par exemple.

À l'heure de l'Internet et des traducteurs automatiques, tant que le contact n'aura pas été établi entre les travailleurs européens, tant que l'on continuera d'assister à ces petites mobilisations télécommandées, la situation concrète de chacun, dans chaque pays, continuera de s'effondrer doucement.

Les patrons exploitent les travailleurs quel que soit leur «pays», la lutte internationale est donc indispensable. Il faudra sans doute passer par-dessus la tête des bureaucrates syndicaux et politiques accrochés à leurs appareils nationaux, et combattre sans concession tous ceux qui parlent de «souveraineté nationale». Construire à travers les frontières le mouvement social européen est bien l'urgence de l'heure. Plus généralement, il nous faut travailler à la construction à la base d'un nouvel internationalisme au niveau mondial.

Critique Sociale

À propos du «phénomène Mélenchon» et du grand retour du PCF: Jurassic Park en France ?

Cette interview a été réalisée pour le prochain numéro de la revue marxiste américaine *Insurgent Notes* avant le premier tour des élections présidentielles françaises. Une dernière question et une dernière réponse ont été ajoutées le 28 mai 2012.

Insurgent Notes : Que penses-tu de ce phénomène Mélenchon? Aujourd'hui (lundi 16 avril 2012) le *Financial Times* prévoit qu'il aura 12-15% des voix. Est-ce Arlette Laguiller en plus grand, ou bien autre chose?

Ni patrie ni frontières: Le Front de gauche est une coalition de partis et de groupes fondée sur le modèle de Die Linke. Elle comprend d'abord et avant tout le PCF qui renaît de ses cendres après des années de dégringolade et de démoralisation ; un petit bout de la prétendue gauche du PS qui a formé le Parti de Gauche en 2008¹ ; une partie du mouvement altermondialiste ; quelques minuscules groupes ex-maoïstes ou ex-trotskyistes ; et quelques individualités qui ont essayé de faire carrière au NPA, d'entrer immédiatement à la direction, et n'ont pas réussi à s'imposer face au vieux noyau trotskyste. Du point de vue de l'encadrement, de l'existence d'un appareil, sans le PCF, le «phénomène» Mélenchon n'existerait pas. Les grands rassemblements qu'il a organisés n'auraient pu avoir lieu sans l'appui financier du PC qui a affrété des centaines de cars pour transporter ses militants et sympathisants, voire ses employés communaux, pour remplir les places.

¹ Le modèle de Mélenchon et de son Parti de Gauche était Die Linke en Allemagne. Mais son incapacité à influencer la politique en Allemagne laisse leurs imitateurs français dans un certain désarroi. Aussitôt se sont-ils précipités pour saluer le succès de la coalition Syriza en Grèce, coalition dont le dirigeant Tsipras déclare que, s'il forme un gouvernement après les prochaines élections, il refusera de payer la dette... tout en ne faisant rien pour être sanctionné par l'UE ! Un bon exemple des contorsions de la «gauche de la gauche» auxquelles nous devons nous attendre.... (28 mai 2012).

Le Nouveau Parti Anticapitaliste, a été fondé en 2008/2009 par la LCR, groupe trotskiste ancien, lié à l'une des nombreuses «Quatrième Internationale» – celle dirigée autrefois par Pierre Frank, Michel Pablo et Ernest Mandel, entre autres. Son projet était de créer un grand parti, sur le modèle de Die Linke en Allemagne, du Bloque de Esquerda au Portugal, du Parti des travailleurs au Brésil, de Rivoluzione Comunista en Italie, du SSP en Ecosse, et d'autres partis ou coalitions hétéroclites. Si le projet du NPA a séduit pas mal de monde au début (il est passé de 3 000 à 10 000 membres), il a rapidement échoué et le Parti est retourné plus ou moins à son noyau néotrotskyste initial de 3 000 personnes.

En partie à cause de discussions féroces sur l'islam politique et sur la compatibilité entre le port du hijab et le fait d'être candidate du NPA aux élections ; en partie parce qu'il n'a pas gagné beaucoup de voix aux élections européennes et régionales de 2009 et 2010 (les nouveaux membres du NPA nourrissaient de fortes illusions électoralistes, comme en témoignent leurs interviews de l'époque, illusions cyniquement encouragées par les dirigeants plus expérimentés) ; en partie parce que ses jeunes et nouveaux membres étaient un peu trop impatientes et pas assez formés pour assumer un travail politique à long terme ; et enfin sans doute aussi parce que le Parti de Gauche, créé à la même période, avait un projet assez semblable. Il n'y avait pas de place pour deux partis fourre-tout soi-disant à «gauche» du Parti socialiste.

Bien que les «révolutionnaires» français vivent sur leur vieille réputation barricadière de 68, en fait, ils se sont complètement intégrés au jeu électoral démocratique-bourgeois depuis les années 1970. Les subventions publiques sont désormais au cœur de la vie interne et externe de ces groupes, spécialement pour la LCR/NPA qui ne dispose pas toujours des fonds suffisants pour financer ses activités et sa presse (dans *Ça te passera avec l'âge*, paru en 2006, Alain Krivine racontait toutes les acrobaties que ses camarades étaient régulièrement obligés de faire pour combler le déficit de son organisation).

Pour les élections présidentielles de 2012 par exemple, les candidats «révolutionnaires» (comme tous les candidats) ont obtenu une avance de 153 000 euros par l'Etat français, et ils devront rembourser 53% de leurs dépenses s'ils obtiennent plus de 5% des voix. S'ils obtiennent moins de 5% des voix ils devront rembourser 95% de ce qu'ils ont dépensé. Les dirigeants du NPA prévoyaient avant les élections de dépenser 800 000 euros pour leur campagne, et de demander un prêt bancaire. En fait, comme presque 2/3 des militants sont partis au Parti de Gauche ou dans la nature avant les élections présidentielles de 2012, ils ont dû réduire considérablement leurs ambitions. Une des raisons pour lesquelles les groupes «révolutionnaires» présentent plus de 50 candidats aux élections législatives est que, même s'ils n'ont pas d'élus, ils reçoivent une somme

globale de 44 000 euros, s'ils dépassent 1% des votes, plus 1,63 euro par voix pendant 5 ans! Pour les élections législatives de 2005, LO a reçu 500 000 euros ainsi que la LCR. La manipulation de tout cet argent public, même si ces groupes jonglent sans doute aussi avec des crédits bancaires, est assez tentante, spécialement quand ils ne croissent pas assez vite pour être en mesure de recevoir des millions d'euros de cotisations de leurs membres et sympathisants.

Du point de vue social, Mélenchon est le seul qui apparaisse un peu hors du système bipartisan UMP/PS, tout en n'étant pas anti-immigrés. Et tout en n'ayant pas l'image d'un chef de groupuscule comme Besancenot, Poutou ou Arthaud.

Il est anti-américain (à la façon traditionnelle française, aveugle aux crimes de l'impérialisme français, silencieux face à l'armée et à l'industrie militaire gauloises, mais toujours prompt à dénoncer – avec raison d'ailleurs – les interventions américaines dans d'autres pays). Il est pro «Maghreb» (il veut avoir de bonnes relations avec les peuples et les gouvernements d'Afrique du Nord) et pro-Sud (avec une idéologie altermondialiste). Il soutient la nécessité de renforcer les syndicats, a un programme d'imposition assez «radical» si on le compare à celui des autres partis (imposition totale à partie de 360 000 euros, etc.) ; il revendique une hiérarchie des salaires limitée (de un à dix), un contrôle total des Etats nationaux sur la BCE, etc.

Il est critique vis-à-vis de l'Europe, sans être favorable à la sortie de l'euro. Il est pour une «Europe sociale», expression creuse mais qui a un petit air radical. Sa rhétorique est une rhétorique nationaliste de gauche (il se réclame de Robespierre et Jaurès) gaullienne et même gaulliste. Il se réclame clairement du «socialisme démocratique» tout en défendant le PCF et son rôle dans l'existence de la «nation française». Il a de la sympathie pour Cuba et Chavez, tout en ne se prononçant pas clairement sur la nature de ces régimes.

Pour toutes ces raisons, il est «populaire». Il attaque beaucoup les journalistes en montrant à quel point ils sont vendus à leurs patrons, mais il ne le fait pas à la façon populiste, ou fasciste, plutôt en imitant Georges Marchais. Comme disait un journaliste c'est «Marchais avec un Bac + 5».

Il est laïque et pas du tout multiculturaliste, sans être antimusulmans. Une attitude rare à gauche.

Cela dit, c'est aussi le copain de Serge Dassault (l'avionneur, qu'il a tenu à accueillir et piloter personnellement lors de l'entrée de ce dernier au Sénat) et de quelques journalistes réactionnaires (comme on l'a appris juste avant le premier tour) ; un défenseur inconditionnel de toutes les saloperies de Mitterrand (au nom du respect de la vie privée !!) ; un magouilleur hors pair dans toutes sortes d'associations au cours de sa longue et sinieuse carrière politique ; un franc-maçon déclaré ; un mec qui ne s'est jamais

enrichi personnellement mais a laissé opérer le système des fausses factures pour alimenter les caisses du PS quand il était directeur de cabinet du maire socialiste de Massy (Claude Germon) ; un type qui a essayé de prendre le pouvoir au PS en s'alliant à toutes sortes de dirigeants : Mitterrand, Emmanuelli, Jospin, etc.

Tous les médias, tous les partis, y compris la droite, vantent ses qualités d'orateur. Disons qu'il n'est pas trop chiant et a un certain charisme pour ceux qui aiment les hommes assez brutaux, dans l'expression comme dans la façon de traiter les journalistes ou ses adversaires politiques féminins (sa façon de traiter Marine Le Pen dépasse la critique antifasciste, il est clairement dans un trip de macho face à une «meuf», qui pourtant n'a rien d'une potiche... même si elle habite à Saint-Cloud). Il n'a pas l'humour jeune et branché de Besancenot, mais un bon sens de la répartie.

Il donne l'impression de faire du neuf, de reprendre le mouvement de 2005 contre le TCE, et surtout d'être capable de faire pression sur le PS pour le pousser à gauche. En clair, les prolétaires, les exploités n'auront pas besoin de lutter, ils éliront aux législatives beaucoup de députés Front de gauche et tout sera plus facile. Le problème pour lui est qu'il jure, la main sur le cœur, ne pas vouloir participer à un gouvernement d'austérité de gauche, alors que le PCF lui y est parfaitement prêt.

Donc après les élections, soit il restera sur sa ligne «à gauche du PS» et perdra le soutien militant du PCF. Et il s'effondrera, son parti représentant seulement 10000 adhérents contre au moins 120 000 pour le PCF (ce parti est, selon ses dires, en train de recruter pour la première fois depuis 2005). Dans ce cas il lui faudra attendre les prochaines présidentielles, construire un parti de masse aussi et même plus important que le PCF, etc. Pour cela il aurait sacrément besoin de l'huile de coude fournie par les militants de LO et du NPA, mais ces derniers ne l'aideront pas, surtout que tous les carriéristes du NPA sont déjà partis au Parti de gauche et qu'une minorité du NPA envisage de faire scission en emportant 40 % des subventions de l'Etat (cela a failli donner lieu à un procès entre la majorité du NPA et sa minorité, mais apparemment ils ont trouvé un accord financier...), pour rejoindre le Parti de Gauche.

Soit il aura un siège de ministre avec ses amis du PCF et sera rapidement déconsidéré. Je ne vois pas très bien quel pourrait être son avenir. Ou alors il veut juste avoir un siège de député et s'en servir comme tremplin pour les présidentielles de 2017.

Je lisais l'autre jour un bouquin sur la guerre d'Espagne, qui reproduisait des propos du social-démocrate Largo Caballero, je vois très bien Mélenchon tenir un discours radical similaire en cas de mouvement de grève de masse. Mais ce ne seront que des discours. Mélenchon peut être une solution de rechange pour la bourgeoisie en cas de très grave crise sociale. Mais il n'a pas un parti suffisamment important pour le moment.

Selon une copine du Parti de gauche, Mélenchon n'acceptera pas de poste ministériel, le PCF non plus, et donc ils constitueront une force extérieure au gouvernement qui le soutiendra sans y participer, ce qui permettra d'exercer une forte pression sur le PS. Je suis sceptique sur la capacité du PCF de jouer les opposants purs et durs. Surtout après l'expérience du tournant de la rigueur de 1983. Mais selon cette amie c'est justement pour éviter ce tournant vers une austérité de gauche que le Front de gauche existe et qu'il sera efficace.

Je lui ai rappelé les expériences des «communistes» grecs, espagnols, portugais, italiens et allemands qui n'ont jamais réussi à peser sur les socialistes quand ceux-ci étaient au pouvoir. Elle espère qu'en France ce ne sera pas pareil. Cela veut dire que le Front de gauche et le PCF s'apprêteraient à chevaucher les mouvements sociaux, donc ma comparaison avec Caballero n'était pas si fausse.

Mélenchon a certes hérité de l'OCI une certaine capacité à former politiquement les gens autour de lui, et à organiser autour de lui des écoles de formation politique, donc une minorité de cadres qui peuvent avoir une certaine influence, écrire des brochures, animer des revues, etc. Il a récupéré plusieurs intellectuels altermondialistes qui lui permettent d'avoir un argumentaire réformiste de gauche «sérieux» – du moins aux yeux d'une partie de la petite et moyenne bourgeoisie. Mais il a un long chemin à parcourir s'il veut être à la fois crédible pour la grande bourgeoisie (les journalistes présentent régulièrement son programme comme inapplicable, irréaliste, etc.) et crédible pour les salariés qui voudraient créer et soutenir un nouveau PCF, ou quelque chose qui lui ressemble.

LO pense qu'il se dégonflera comme une baudruche, qu'il n'est qu'une marionnette du PCF. L'avenir nous le dira.

Enfin, c'est un mec parfaitement déplaisant dans ses comportements quotidiens. Il écoute peu les autres, n'admet pas la contradiction, impose un style très autoritaire dans son parti, etc. Il n'a pas l'habileté d'un Krivine, d'un Bensaïd ou d'un Besancenot dans les rapports avec ses militants. Mais tout dépend de ce que ses camarades cherchent. S'ils veulent une figure de chef autoritaire, alors ils sont servis, et bien servis !

Insurgent Notes: Mais s'il atteint 12-15%, pourrait-il faire balancer l'échiquier politique¹ ?

¹ Maintenant que le premier tour est passé, il faut remarquer qu'il a atteint seulement 11% et a totalement échoué à faire barrage au Front national (qui a gagné presque un million de voix !). Le Front national a élargi son influence dans toutes les couches de la population particulièrement parmi les ouvriers, les jeunes et les femmes. La campagne de Mélenchon n'a absolument pas réussi à freiner l'ascension du Front

Ni patrie ni frontières: Très sincèrement je ne crois pas que le Front de gauche puisse changer la situation – étant donné la veulerie du PCF. De toute façon, si le PCF refusait de participer au gouvernement, le PS, s'il était minoritaire à l'Assemblée, ferait alliance si nécessaire avec le MODEM (les centristes) et aurait sans doute une majorité.

C'est d'ailleurs ce que la «gauche» du PS et le PCF (plus timidement) a toujours dénoncé: le fait que Royal puis maintenant Hollande étaient prêts à faire l'alliance avec les centristes.

Sur le plan électoral, je ne crois pas que le PCF soit prêt à un suicide radical alors qu'il sort de son isolement grâce à Mélenchon. Il n'a pas la capacité de forcer le PS à quoi que ce soit d'un point de vue électoral. Et pour le moment, mais cela peut changer, il n'y a pas assez de salariés, et encore moins de prolétaires, prêts à se mettre en grève, occuper les mairies, occuper les préfectures, pour faire pression sur les institutionnels de gauche.

Insurgent Notes: Donc si je comprends bien les grands groupes trotskystes (LO, lambertistes, etc.) ne soutiennent pas Mélenchon?

Ni patrie ni frontières: LO le dénonce sans arrêt, à la fois pour des raisons idéologiques mais aussi parce qu'ils veulent alimenter le mécontentement des militants du PCF qui se retrouvent en colleurs d'affiches et porteurs de valises d'un mec qui, bien que candidat d'un Front dont fait partie le PCF, parle tout le temps de lui à la première personne et très peu du Front de gauche ou de son principal allié: le PCF.

LO spéculait toujours sur la base du PCF. Le problème est que les oppositions de «gauche» au sein du PCF sont ultrastaliniennes et antitrotskystes...

Quant au NPA, les partisans de l'union avec le Parti de gauche et d'autres groupuscules écolosocialistes, ex-maos, etc. sont partis (ou vont partir) rejoindre en courant le PG avant les élections législatives afin d'avoir des postes aux prochaines législatives ou au moins aux prochaines municipales ou des responsabilités dans cette mouvance. Par exemple Christian Picquet, droitier de la LCR qui s'exprimait depuis des années dans *Libération* pour casser du sucre sur le dos de la majorité de son organisation, supervise les négociations et les débats entre le PCF (120 000 adhérents) et le PG (10 000) alors qu'il est parti avec seulement 300 ou 400 militants. Cherchez l'erreur...

Insurgent Notes: Mais: qui sont exactement ces nouveaux gens recrutés par le PC? Des ouvriers? Des jeunes de banlieue? Des étudiants? Des «dégus du lepénisme»? Et sur quelle base politique font-ils ce recrutement?

national car sa base sociale n'est pas du tout la même que celle du PCF et du Front de gauche (28 mai 2012).

Pendant des années, ils étaient tellement déboussolés que n'importe quel gauchiste pouvait publier dans *l'Humanité*. Est-il resté un noyau dur stalinien pendant tout ça?

Ni patrie ni frontières : Qui rejoint le PCF ? Je ne sais pas exactement. En tout cas des jeunes. Des étudiants certainement et des salariés du tertiaire, notamment ceux qui ne sont pas d'origine franco-gauloise et dont les parents sont des travailleurs immigrés, des employés municipaux, des fonctionnaires et des jeunes travailleurs précaires.

Politiquement c'est la conséquence de la bagarre pour le non au TCE. A l'époque, personne n'avait réussi à capitaliser durablement sur cette illusoire «victoire du non». Le Front de Gauche sous la houlette de Mélenchon a su recréer une dynamique unitaire autour d'un personnage pseudo charismatique (je ne le supporte pas mais il fascine beaucoup de gens), sur la base d'une dénonciation violente du FN dans les médias et d'attaques plus modérées dans la forme contre Sarkozy mais dirigées sans concessions contre la droite. Sur la base d'un nationalisme de gauche (en substance: «Nous sommes une grande nation, nous avons une grande histoire, nous avons les moyens de bouleverser le fonctionnement de l'UE, nous pouvons sortir de l'OTAN»).

Oui, il est resté un noyau stalinien ou néostalinien dans le PCF, et même plusieurs petits noyaux, mais ils n'ont pas le pouvoir au niveau national. Ils ont des féodalités notamment dans le Nord, à Marseille et à Lyon, mais des positions politiques opposées. Par exemple, à Lyon, ils ne font rien pour les sans-papiers, alors qu'à Marseille et à Lille ils sont très actifs. Idem au sein de la CGT: ce sont des vieux militants de base qui ont soutenu la grève des 6 000 travailleurs du bâtiment ou de la restauration, ils avaient l'aval de quelques dirigeants nationaux mais pas de l'appareil qui lui n'en a rien à foutre.

Le PCF est devenu, en tout cas dans sa presse, plus multiculturaliste, favorable aux droits des homosexuels, féministe, écologiste, etc. Il n'a pas fait d'autocritique ni de grand bilan historique, mais il a bougé sur de nombreuses questions dites «socioculturelles» ce qui lui a permis d'attirer, dans les rangs de la nouvelle petite-bourgeoisie salariée (cadres, enseignants, travailleurs sociaux, etc.), des gens moins carriéristes que ceux qui vont au PS, des salariés qui croient encore que les ouvriers cela existe, qui ne sont pas totalement tombés dans le mythe cynique de «A chacun sa petite entreprise» et ne se résignent pas à l'intérim ou à l'auto-entrepreneuriat.

Tout le monde sait, y compris une partie des électeurs socialistes, que le PS va continuer à démanteler l'Etat providence.

Le PCF et plus largement le Front de gauche, c'est tous les gens qui croient encore à l'Etat providence, au fait que la crise n'est pas inévitable (contrairement à l'UMP et au PS) et qu'il existe une solution nationale à la

crise. Et des gens qui sont nationalistes de gauche mais pas xénophobes, ou en tout cas moins que les autres.

Le Front national et les journalistes utilisent beaucoup une déclaration de Marchais (une vidéo) où il expliquait qu'il y avait trop d'immigrés en France. A cette critique Mélenchon a répondu: «Le PCF a beaucoup évolué et de toute façon ce que Marchais voulait dire c'était qu'il fallait les mêmes droits pour les travailleurs français et immigrés.» Il s'agit d'une interprétation mensongère et fantaisiste mais peu importe! Le Parti de gauche est le parti qui a le discours le plus favorable à l'immigration et aux droits des travailleurs migrants. Par conséquent Mélenchon aussi, et c'est important vu que la composition ethnique du salariat a changé. Les fils et filles d'immigrés, ce ne sont plus seulement des prolétaires, ou des précaires mais aussi des petits-bourgeois salariés qui votent et veulent peser dans la vie politique et/ou associative.

Insurgent Notes: Est-ce que les résultats définitifs de l'élection présidentielle t'ont fait changer d'avis ?

Ni patrie ni frontières: Pas vraiment, même si cela peut sembler présomptueux. L'équilibre entre la droite et la gauche est la plupart du temps le même en France, environ 50% pour chaque «camp». Cette fois, il était de 48% pour la gauche et 52% pour la droite et l'extrême droite (comme elles étaient divisées, elles n'ont pas gagné l'élection présidentielle).

Comme il n'y aura pas de scrutin proportionnel aux prochaines élections législatives en juin, la gauche (c'est-à-dire principalement le Parti socialiste) va probablement gagner les élections, et le Front de gauche aura un groupe parlementaire.

Mélenchon a choisi d'affronter Marine Le Pen et, contrairement à ce que certains commentateurs racontent, ce n'est pas un geste risqué du tout: s'il perd cette élection parlementaire dans une ex-région ouvrière du Nord de la France (où le Front national est quand même très actif depuis 15 ans) il gardera son siège au Parlement européen avec un très bon salaire (au moins 10 000 euros nets par mois). S'il gagne (Hollande a quand même fait 60% des voix dans cette circonscription), il sera un «héros des médias» pendant une longue période parce qu'il va continuer son spectacle pseudo radical au Parlement français et à la télévision, et gagnera juste un tout petit peu moins d'argent.

Comme le Front de Gauche et Mélenchon ont échoué avec leurs 11,10% (soit 3,9 millions électeurs) à passer devant le Front National aux élections présidentielles (le FN a obtenu 17,9% des voix soit 6,4 millions d'électeurs), Mélenchon remportera une sorte de vengeance personnelle et politique s'il est élu contre Marine Le Pen. Dans les deux cas, il aura de toute façon attiré l'attention des médias pendant 6 semaines, et ce sera tout bénéf.

Pour le moment, ce qui préoccupe la classe ouvrière en France ce n'est pas tant les prochaines élections (même si la majorité des travailleurs iront certainement voter), mais la crise de l'euro et les licenciements massifs reportés par les patrons et la droite après les élections. Je doute que Mélenchon, le Parti de Gauche et le Front de gauche (auquel appartient le PCF), seront en mesure d'organiser les travailleurs contre ces licenciements massifs ou de promouvoir une lutte commune des travailleurs européens pour briser les schémas imposés par les Etats nationaux et les divers pays européens, avec l'aide du FMI et la BCE. Tout le travail reste à faire!

En ce qui concerne le président Hollande, ses choix pour son premier gouvernement ne laissent aucune place à l'espoir d'un changement significatif. Mais, comme nous le savons, il y a toujours un certain écart entre notre perception pessimiste de la social-démocratie et des partis staliniens et la façon dont la classe ouvrière analyse (ou fait semblant d'analyser) la situation politique et ses possibilités. Nous allons tous devoir apprendre à la dure, je le crains, qu'il n'y a pas de place pour une solution réformiste-capitaliste à la crise actuelle qui soit douce et indolore. Les travailleurs grecs ont perdu plus de 25% de leurs salaires et de leurs retraites en un an. Les travailleurs des autres pays d'Europe devront faire un choix: subir des mesures similaires ou réagir.

Deux articles de Lutte ouvrière (l'un de 2012, l'autre de 2014) utiles pour leur critique du PCF et du Parti de gauche, le rappel de ce que fut l'Union de la Gauche, même si les leçons données à Mélenchon sur le vote en faveur du PS pourraient s'appliquer tout aussi bien à... LO dans d'autres circonstances. Quant au côté «communiste» de la campagne de cette organisation, y compris aux municipales et aux européennes de 2014, il fallait le chercher au microscope dans sa propagande, n'en déplaise aux camarades de LO. *Ni patrie ni frontières.*

Le Front de gauche: une nouvelle version des illusions électoralistes

Lutte de Classe n°145 (juillet-août 2012)

À l'élection présidentielle de 2012, le candidat du Front de gauche, Jean-Luc Mélenchon, a recueilli 11,1 % des voix. Ce résultat, supérieur aux résultats du PCF aux élections présidentielles de 2002 et 2007, n'était pas pour autant celui espéré par les militants du Front de gauche. Contrairement aux propos du candidat Mélenchon durant la campagne, il n'y a pas eu de radicalisation, même électorale, de poussée à gauche et encore moins de dynamique. Derrière tout le cinéma de la campagne du Front de gauche, sur la dynamique enclenchée vers on-ne-sait-quoi, Mélenchon, avec ses discours et son «insurrection civique», cherchait à faire croire qu'en pesant électoralement, on pouvait non seulement agir sur les choix du futur gouvernement de gauche, mais carrément changer la situation économique et sociale.

La campagne des législatives du Front de gauche (FdG) fut dans la même lignée. Il a appelé à envoyer le maximum de députés à l'Assemblée, mais dans le seul but de peser sur le rapport des forces au sein de la majorité de gauche, sur ses décisions, sur les lois. Le numéro d'équilibriste devenait plus compliqué, puisqu'il fallait faire croire d'un côté à l'importance du rôle des députés Front de gauche, tout en répétant de l'autre côté que le Front de gauche faisait partie de la majorité présidentielle et s'engageait donc par avance à ne rien faire qui puisse entraver la politique du nouveau président.

Le 17 juin, patatras, les résultats électoraux des élections législatives (6,94 % des voix) aboutirent non à un maximum de députés mais à un

minimum, avec 10 députés, contre 19 auparavant. Ces élections sonnèrent le glas des rêves de grandeur électorale du Front de gauche. Et la dynamique entraperçue par ceux qui avaient envie d'y croire n'a finalement duré que... le temps d'une rose ! De ce fait, certains militants, qui s'attendaient à des résultats plus importants, ou qui avaient trop cru aux propos enflammés de leur candidat, se révélèrent déçus et parfois même assez démoralisés, car les résultats n'ont pas été ceux escomptés.

Pendant ces campagnes électorales qui se situent dans un contexte de crise du capitalisme aux conséquences dramatiques pour les classes populaires, le Front de gauche n'a eu à offrir que des perspectives qui s'inscrivent volontairement dans le cadre limité des institutions bourgeoises. Pas seulement parce qu'il s'agissait de campagnes électorales. Mais surtout parce que le Front de gauche ne se place pas sur le terrain de la classe ouvrière. Ni Mélenchon, ni le Front de gauche, ni le PCF ne cherchent à offrir une politique à la classe ouvrière face à la crise, face aux attaques des patrons. Ils refusent de se placer sur le terrain de la lutte de classe, sur le terrain qui peut mener à la contestation de l'ordre économique capitaliste existant. Ils se sont limités à faire croire que, par le vote, on pouvait changer le rapport de force au sein de la gauche et donc influencer la politique du futur gouvernement sous Hollande. Ces idées n'ont donc rien de commun avec les idées communistes, ni avec la perspective d'un changement par les luttes de la classe ouvrière. Mélenchon lui-même, lors de sa toute première émission télévisée de la campagne, commença par contester les propos des journalistes qui le situaient à l'extrême gauche.

La campagne du Front de gauche n'a ainsi été que l'énième expression du réformisme bourgeois, de l'électoralisme instillé dans le mouvement ouvrier depuis des décennies. Et la diffusion de quelques idées plus dangereuses encore, comme le protectionnisme et le nationalisme.

La naissance du Front de gauche, ou comment faire du neuf avec du vieux

Le Front de gauche est, à l'origine, une alliance électorale entre le PCF et le Parti de gauche (PG) en vue des élections européennes de 2009. Rien que cette naissance sur des fonts baptismaux électoraux en disait long sur ce que serait la suite.

Mais le parcours personnel de Mélenchon nous en dit plus encore. Mélenchon est avant tout un vieil habitué des couloirs de l'État français, c'est-à-dire de l'appareil politique de la bourgeoisie. Il a fait un bref passage par les rangs trotskystes, dans l'après-Mai 68, à un moment où tout le monde se revendiquait des idées révolutionnaires. Il a adhéré à l'UNEF, le syndicat étudiant qui sert encore de vivier aux futurs cadres du PS. Et, en 1977, il a donc rejoint ce parti et démarré une carrière traditionnelle d'homme de l'appareil au sein du PS. En 1981, déjà reconnu comme mitterrandiste, il devint premier secrétaire de la fédération socialiste de

l'Essonne avant d'être élu sénateur en 1986. Les années suivantes furent marquées par une série de bagarres d'appareil au sein du PS sur lesquelles il serait trop laborieux de revenir. Il est juste plaisant de noter qu'en 1992, Mélenchon approuva et vota le traité de Maastricht. Et surtout, il resta sénateur pendant vingt-deux ans, avec une interruption de deux ans durant lesquels il fut ministre de l'Enseignement professionnel.

En effet, au début de l'année 2000, sous le gouvernement Jospin, les enseignants se mirent en grève contre les projets d'Allègre d'annualiser le temps de travail et de réduire les heures d'enseignement général pour les élèves dans les lycées techniques. Lionel Jospin finit par renvoyer Claude Allègre en mars 2000 et nomma à sa place Jack Lang à l'Éducation nationale et Mélenchon ministre délégué à l'Enseignement professionnel. Dès leur arrivée, les nouveaux ministres promirent aux enseignants d'annuler les projets d'Allègre. Mais ils profitèrent des congés scolaires de Pâques, avec la connivence des syndicats, pour faire passer un projet en tout point semblable à celui d'Allègre. Ainsi, Mélenchon participa en tant que ministre à la dégradation générale des conditions d'enseignement pour les milieux les plus populaires.

Et, pas plus hier qu'aujourd'hui, Mélenchon ne critique la politique du gouvernement Jospin (1997-2002) auquel il a participé, et dont il faut rappeler qu'il privatisa plus que ceux de Balladur (1993-1995) et Juppé (1995-1997) réunis, et qu'il mit en place les lois sur les 35 heures aidant les patrons, à coup de milliards, à introduire la flexibilité du temps de travail. Le bilan de ce gouvernement fut d'ailleurs tellement scandaleux pour le monde du travail que Jospin et Hue, les candidats du PS et du PCF, perdirent quatre millions de voix entre 1995 et 2002. Mais ce n'est pas cela qui fit rompre Mélenchon avec le PS. D'ailleurs, il continue à proclamer que son modèle est... Mitterrand ! Au début de la campagne présidentielle, il s'est même déclaré «mitterrandolâtre». C'est pourtant la politique de Mitterrand au pouvoir qui a profondément démoralisé les militants ouvriers et la classe ouvrière, dès le début des années 1980.

La seule question sur laquelle Mélenchon a pris ses distances avec le PS est celle du référendum sur le traité constitutionnel européen en 2005. En tant que ministre, il n'avait rien trouvé à redire à la politique de Jospin qui avait entamé la privatisation d'EDF-GDF, avant de signer l'ouverture du marché de l'énergie à la concurrence. Mais, en 2005, il choisit de mener campagne pour le «non» au traité européen. Il rejoignit alors tous ceux qui voulaient bien entériner l'idée que l'Europe est responsable des reculs que nous subissons, et pas les capitalistes français.

Malgré le désaccord avec la majorité du PS, il tenta de poursuivre sa carrière dans ce parti. En 2007, il soutint Ségolène Royal après avoir longuement hésité. Il avait notamment écrit en 2005 : *«Il n'y a pas cinquante candidats pour l'élection présidentielle de 2007 au PS, au point*

où nous en sommes, il n'en reste que deux : Laurent Fabius et Dominique Strauss-Kahn. Ce sont deux hommes intelligents, qui ont bonne mine, mais il faut bien les démarquer sur quelque chose, donc sur leurs idées et leurs engagements.»

La défaite du PS en 2007, mise en perspective avec ce qui lui semblait être une victoire du «non de gauche» au référendum sur le traité constitutionnel en 2005, dut finir de convaincre Mélenchon qu'il était possible d'occuper une place politique «à la gauche du PS», laissée vacante par le recul électoral régulier du PCF. Dans cette perspective, en 2008, il décida donc de quitter le PS pour fonder le Parti de gauche et tenter une alliance avec le PCF en vue des élections européennes.

Le but du Front de gauche était de se démarquer suffisamment du PS tout en utilisant l'écœurement des classes populaires contre la droite au pouvoir, pour remettre au goût du jour les illusions sur la possibilité de peser sur un gouvernement de gauche en s'imposant comme une force électorale. Cette idée d'une «gauche de la gauche» n'est ni une nouveauté ni une invention de Mélenchon. Depuis des décennies, des partis ou des forces politiques espèrent occuper cette place. Du PSU au NPA, en passant par Juquin ou les Alternatifs, beaucoup s'y sont essayés. Mais en France, le poids du PCF a longtemps représenté un obstacle réel pour la formation d'une telle force politique.

Alors, la nouveauté avec le Front de gauche, c'est justement l'alliance entre Mélenchon et le PCF. Pour Mélenchon, il s'agissait de mettre au service de son ambition politique la seule force militante qui compte réellement à gauche. Pour la direction du PCF, cette opération avait l'avantage de tenter d'enrayer sa chute électorale et les pertes de positions dans les institutions bourgeoises qui s'ensuivaient.

Si le PCF reste, aujourd'hui encore, une force militante, les dernières décennies ont vu son poids électoral s'effondrer. Tout en occupant une place à part dans la gauche réformiste, du fait de ses origines, de ses liens avec la bureaucratie stalinienne et de son implantation dans la classe ouvrière, il a perdu une grande partie de son poids politique depuis la signature du programme commun entre Marchais et Mitterrand en 1972. Cela a marqué le début de son érosion électorale. En 1981, l'élection présidentielle aboutit à la victoire de Mitterrand, mais aussi au plus faible score électoral depuis la guerre pour le PCF, avec... 15,35 % des voix pour Georges Marchais. Malgré ce faible score, Mitterrand proposa au PCF des postes de ministres car il voulait le ligoter en l'attachant au char du gouvernement socialiste, et ainsi réduire son influence politique. Quant à Marchais et au PCF, cela faisait déjà bien longtemps que leur seule perspective politique consistait à chercher à participer à un gouvernement de gauche. Entre juin 1981 et juillet 1984, il y eut quatre ministres communistes dans le gouvernement Mauroy, qui assumèrent et

cautionnèrent ainsi les mesures antiouvrières du nouveau pouvoir. Dès 1982, le blocage des salaires était décidé. En 1983, c'est un ministre communiste, Jack Ralite, qui mettait en place le forfait hospitalier. À la fin de cette année-là, la grève à l'usine automobile Talbot de Poissy (Yvelines) montrait comment la CGT aidait le gouvernement à faire accepter les plans de licenciements et à désarmer la classe ouvrière. Enfin, en 1984, le plan acier imposait 21 000 suppressions d'emplois dans la sidérurgie en Lorraine, s'ajoutant à celles de la fin des années 1970.

Les premières années de la gauche au pouvoir entraînèrent une forte démoralesion de la classe ouvrière. Les licenciements par centaines de milliers, les déréglementations financières, les économies réalisées par le gouvernement sur le dos de la population, tout cela contribua à la dégradation marquée des conditions d'existence des classes populaires. Mais surtout, cela se faisait alors que les directions de la CGT et du PCF mettaient tout leur poids pour justifier les mesures antiouvrières de Mitterrand et qu'ainsi les militants du PCF et de la CGT se sentaient ligotés par leur soutien au gouvernement de gauche comportant des ministres communistes. Dans cette période, des dizaines de milliers de militants politiques et syndicaux abandonnèrent le combat. Mais ils ne perdirent pas que leurs illusions électorales, ils perdirent aussi les seules perspectives qu'on leur avait offertes durant des décennies et abandonnèrent bien souvent leur engagement politique, se réfugiant dans le syndicalisme, dans des associations largement apolitiques comme ATTAC et, plus souvent encore, en cessant toute activité militante.

Le 19 juillet 1984, les ministres communistes quittèrent le gouvernement car le PC estima que les reculs enregistrés – la perte de villes comme Reims ou Nîmes aux élections municipales de 1983, 11,2 % aux élections européennes de juin 1984 –, et la diminution de l'influence dans la classe ouvrière devenaient trop préoccupants. Cela ne changea pas radicalement la politique du PC. Certes, il n'était plus directement responsable des actes du gouvernement, mais il resta solidaire de celui-ci.

En 1997, de nouveaux ministres communistes participèrent au gouvernement de la gauche plurielle de Jospin. Et aux élections présidentielles de 2002 (3,37 % pour Robert Hue) et 2007 (1,93 % pour Marie-George Buffet), le PC réalisa les pires scores à ce type d'élections de toute son histoire depuis la Seconde Guerre mondiale. Il avait perdu son crédit politique et éccœuré une partie de son électorat. Mais il restait, de par la fidélité de ses militants ouvriers, la seule force militante importante à gauche et gardait une véritable implantation locale dont Mélenchon voulait se servir pour réussir son opération politique.

Entre 2009 et 2012, le Front de gauche fraîchement créé se présenta à différentes élections. Aux européennes de 2009, il réalisa 6,5 % des voix, contre 5,88 % pour le PCF en 2004. Aux élections régionales de 2010, le

FdG fit 7,49% pour 17 listes, contre 6,78 % pour le PCF en 1999. Ainsi les scores de cette nouvelle formation n'étaient que faiblement en progression par rapport aux scores antérieurs du PCF.

Mais ces campagnes et les résultats électoraux obtenus convainquirent quand même la direction du PC de se laisser entraîner dans cette alliance. Elle faisait le calcul que Mélenchon obtiendrait de meilleurs scores à la présidentielle qu'un candidat du PCF, mais que, fort de cet élan électoral, cela permettrait à celui-ci de gagner de nouveaux postes en particulier aux élections législatives, qui profiteraient cette fois au parti et non au PG. Dire que le raisonnement ne sortait pas du cadre électoraliste est un doux euphémisme !

Alors, finalement lors de l'élection présidentielle de 2012, le PCF abandonna sa propre étiquette et se rangea derrière Mélenchon. Si, dans un premier temps, certains militants PC étaient sceptiques devant ce ralliement à un cacique socialiste, les sondages et l'enthousiasme suscité par la campagne vinrent facilement à bout de leurs réticences.

La campagne du Front de gauche : des accents radicaux pour dissimuler une politique qui ne cherche pas à dépasser les institutions

La campagne du FdG a certes rencontré un écho dans la population car il a dénoncé la dégradation des conditions de vie, le pouvoir de la finance, et les inégalités de plus en plus criantes. Mélenchon a dû, pour attirer et satisfaire l'électorat de gauche méfiant vis-à-vis de Hollande, multiplier les phrases grandiloquentes, faussement radicales. Mais gare à ceux qui se laissent bercer par des paroles bien assénées !

Le 18 mars 2012, des dizaines de milliers de personnes enthousiastes se sont retrouvées place de la Bastille pour un défilé qui se voulait combatif. Le discours de Mélenchon à cette manifestation donne un bel aperçu de ces phrases politiquement creuses : «Nous allons faire de cette élection une insurrection civique.» ; «Commencer la révolution citoyenne pour changer la vie du peuple qui patine et ouvrir la brèche qu'attend toute l'Europe de son volcan français» ; «Oui ça se voit, ça se sent, ça se sait... le printemps est pour dans trois jours. Et chaque matin qui se lève, la lumière étend son domaine dans la journée, la nuit se replie, vienne le temps des cerises et des jours heureux. Tel est notre premier message !»

Et quand Mélenchon ne fait pas des phrases creuses, c'est pour se lancer dans des envolées nationalistes au nom du «peuple français». Quand il promet «plus aucun abandon de souveraineté sans référendum», quand il parle de «l'abjecte oppression (...) de l'infâme troïka», il reprend sans vergogne des thèmes chers aux souverainistes, qui se situent la plupart du temps à l'extrême droite. Rejeter la faute de la crise, des licenciements et des plans d'austérité sur l'Europe aboutit à se placer sur le terrain dangereux du nationalisme. Ces idées sont des poisons, surtout quand elles sont distillées par des militants ouvriers. Car ce nationalisme pointe du

doigt l'étranger, le travailleur chinois, l'Europe, au lieu de dénoncer clairement le patron français, le capitalisme sans frontières, la course au profit. Alors, même si cela s'accompagne de propos justes contre le racisme, contre la chasse aux travailleurs sans papiers, les discours pour le protectionnisme, contre l'Europe et aux relents nationalistes jugent sur quel terrain se place Mélenchon. Pour la défense des intérêts ouvriers, il est indispensable de rejeter ces préjugés, ces idées qui exonèrent les capitalistes et fourvoient les travailleurs.

En réalité, le programme du FdG n'a rien de radical, encore moins de révolutionnaire. Même s'il comporte une série de revendications empruntées aux syndicats comme la retraite à 60 ans ou le smic à 1700 euros, c'est avec beaucoup de nuances. Quand Mélenchon s'adressait aux journalistes des *Échos*, à la veille du premier tour de l'élection présidentielle, il expliquait que les patrons n'avaient aucune raison de redouter une augmentation du smic car elle ne serait appliquée qu'en fin de mandature et pour les secteurs non soumis à la concurrence internationale. Autant dire qu'on était loin d'une revendication claire d'une augmentation générale des salaires.

Le programme du FdG évoque aussi la limitation des hauts salaires des PDG. Cela peut sembler une mesure utile, ou du moins juste. Mais c'est surtout une façon de ne pas s'attaquer réellement aux maîtres de l'économie, les grands capitalistes, ceux qui nomment les PDG et qui les rémunèrent : les Peugeot, Bettencourt, Dassault ou Mulliez. Dans le programme de Mélenchon, il n'y a rien pour expliquer comment s'attaquer à ces grandes fortunes, comment limiter leur pouvoir sur l'économie et la société.

Il en est de même pour l'interdiction des «licenciements boursiers», expression empruntée au PCF et qui ne signifie rien sur le fond. Pourquoi laisser entendre qu'il y aurait, comme pour le cholestérol, un bon capitalisme, celui de l'industrie, et un mauvais, celui de la finance, de la Bourse ? La famille Mulliez, par exemple, vient de décider la suppression de 1 600 emplois en France dans les magasins Auchan, mais Auchan n'est pas coté en Bourse. Alors, ces licenciements sont-ils condamnables ou pas ? L'expression de «licenciements boursiers» montre surtout sur quel terrain se situe Mélenchon.

Du point de vue des travailleurs, aucun licenciement ne se justifie, quelle que soit la raison du patron de le faire. Mais pour ceux qui tiennent à apparaître comme responsables aux yeux de la bourgeoisie, il est important de montrer qu'on raisonne en fonction des nécessités économiques, des enjeux de l'économie capitaliste. Alors pour Mélenchon, il y a une différence entre les licenciements qui se justifient par des difficultés économiques et les autres. De même qu'il existe aux yeux de ces gens-là des «patrons voyous» qu'on doit combattre... et les autres.

Quant à la lutte contre le pouvoir de la finance, Mélenchon n'a cessé de l'évoquer. Il fallait d'après lui «dompter et faire reculer la finance». Diantre, quel programme ambitieux ! Mais concrètement, cela se résume à «une importante réforme de la fiscalité, des prélèvements obligatoires, mais aussi de la politique du crédit». Il ne s'agit plus d'exproprier les banquiers, de reprendre leur pouvoir, mais de les taxer un peu plus. Enfin, sont envisagées «l'augmentation de l'impôt sur les fortunes et de celui sur les revenus du capital, la taxation des revenus financiers des entreprises, la mise en place d'un principe de modulation de l'impôt sur les sociétés et du taux des cotisations sociales patronales en fonction des objectifs d'emploi et de salaires des entreprises, la suppression des exonérations sociales patronales ayant montré leur inefficacité».

Finalement, dans le même article Mélenchon a pu commencer par une envolée contre la finance pour finir par parler d'arrêter les exonérations inefficaces... ce que tout le monde peut traduire par poursuivre celles dont les patrons peuvent prouver l'efficacité !

Si les envolées contre la finance et les patrons voyous parlent à l'électorat ouvrier car elles semblent dénoncer ses ennemis et la dégradation de ses conditions de vie, elles ne représentent pas un programme réel pour les classes populaires. Toutes ces phrases, ces expressions ne sont pas floues par hasard. Si les discours de Mélenchon ont pu faire écho à la colère d'une partie des travailleurs, ils n'apportent aucun élément de compréhension des causes de l'exploitation, ni aucun élément de compréhension des luttes à mener. Car ce courant politique-là veut cantonner les combats à l'arène électorale. Et c'est particulièrement en cela que Mélenchon ne représente vraiment pas une perspective pour la classe ouvrière.

Sa grande idée durant sa campagne électorale, la «VI^e République», est l'expression de cette acceptation des institutions bourgeoises comme seul cadre dans lequel agir. La solution miracle consistait à bâtir une nouvelle République qui deviendrait démocratique et sociale par la grâce des textes constitutionnels, rien de moins. Que n'y a-t-on pensé avant ! Pour rendre la société démocratique, pour faire en sorte que la population exerce le pouvoir, que les décisions prises aillent dans le sens des intérêts de la collectivité, point n'est besoin de toucher aux rapports de propriété, d'arracher le pouvoir économique des mains des capitalistes, des banques, des multinationales. Il suffirait pour cela de changer la Constitution et le tour serait joué !

Mais quelle Constitution permet aux capitalistes de s'enrichir sur notre dos ? Quel texte de loi leur permet de saccager la société, de licencier en masse, de fermer des entreprises et de spéculer contre les populations ? Aucun ! Leur force, leur pouvoir, les grandes banques, le grand patronat, la bourgeoisie ne les tirent pas d'un texte de loi ou d'une Constitution, mais

du monopole qu'ils ont sur l'argent, sur les entreprises et sur toute l'économie. On ne combat pas ce pouvoir avec des mots, des mots seulement, on le combat sur le terrain bien réel des forces économiques et sociales. Ce sont les capitalistes qui dirigent dans la société et dans cette période de crise, encore plus qu'auparavant, ce sont eux qui imposent les choix politiques et économiques des gouvernements afin de préserver leurs profits. Les attaques contre les retraites, la baisse du nombre d'enseignants, d'infirmières, de conducteurs de trains et de bus, toutes ces mesures ont été prises par des gouvernements de gauche comme de droite parce que le patronat réclamait à l'État des milliards de subventions qu'il fallait bien prendre dans la poche des travailleurs. Et cela ne peut que continuer tant que les travailleurs n'arrêtent pas non seulement les gouvernements, mais surtout tant qu'ils ne se font pas craindre de la bourgeoisie.

Quand Mélenchon ou le FdG parlent des luttes sociales, c'est pour semer des illusions sur l'arrivée de la gauche au pouvoir, en faisant croire que la victoire électorale aura comme effet quasi automatique d'amplifier les luttes. Ainsi, le 20 avril, dans une interview à *l'Humanité*, Mélenchon expliquait : «Quelque chose bouge en profondeur dans le salariat de notre pays qui est en train de vaincre la peur. À l'heure où nous parlons, des luttes offensives pour l'augmentation du salaire, contre des cadences infernales, contre le travail du dimanche sont conduites. Ce sont des luttes de conquête. Le Front de gauche en est l'expression politique. Nous avons permis que ce mouvement prenne confiance en lui, non seulement syndicalement mais politiquement. Il va donc s'élargir. De plus, si nous battons Nicolas Sarkozy, ce sera un démultiplicateur d'énergie gigantesque.»

Semer de telles illusions est encore une façon de désarmer les travailleurs, car même dans ce cas de figure difficile à envisager sérieusement, celui d'une remontée des luttes due aux espoirs suscités par la victoire de la gauche, le FdG insiste sur la nécessité de la victoire électorale sans expliquer comment préparer les luttes. Même dans ce cas, sa politique consiste à présenter les luttes ouvrières comme annexes et non comme l'élément essentiel de notre avenir.

Mélenchon et le PCF sans autre perspective
que la participation gouvernementale

Pour bien des électeurs ou des militants du PCF, le fait de voir affluer du monde dans les meetings et les manifestations a suffi à déclencher l'enthousiasme. Il s'agissait là pour eux d'une véritable dynamique qui allait tout balayer. Dans *l'Humanité*, au lendemain de la manifestation à la Bastille, Mélenchon affirmait avec sa modestie coutumière :

«Alors que tant de peuples n'ont pas l'outil politique efficace, comme le Front de gauche, pour résister à cette crise, nous l'avons fabriqué, patiemment, méthodiquement, sans a priori, en acceptant que le

mouvement de la vie corrige les théories que l'on avait au début. Quel exploit ! Nous sommes devenus dépositaires d'un bien très précieux, unique en Europe. On nous regarde dans le reste du monde. Nous ouvrons une nouvelle histoire de la gauche et il faut en assumer toute la responsabilité. Car le patronat et Laurence Parisot ne s'y sont pas trompés qui ont vu en nous «la terreur»... pour les portefeuilles des patrons, en effet. Même l'instant d'une élection, ils ne veulent pas des rouges à 15 %. Ils s'interrogent : comment en est-on arrivé là en France, alors qu'ailleurs nous sommes arrivés à domestiquer les salariés ? À leurs yeux, nous avons déjà fichu la pagaille en 2005 en votant majoritairement contre le Traité constitutionnel européen et l'on avait recommencé avec la mobilisation contre le projet de réforme des retraites en 2010. Pour eux, nous empêchons de se dérouler l'histoire du triomphe capitaliste libéral.

«Quelle que soit l'issue de la campagne, chacun en gardera la brûlure. On n'est plus le même qu'avant quand on a été confronté une fois dans sa vie à la Bastille remplie à l'appel d'organisations politiques, au Capitole archicomble et à la marée humaine de Marseille. Alors, on ne regarde plus la politique de la même manière ni l'action en politique.»

Où a-t-il vu le patronat trembler devant les scores du FdG ? Comment peut-on raconter que le référendum contre le Traité constitutionnel a empêché le triomphe du capitalisme libéral ? Quant aux manifestations électorales qui brûlent et transforment la politique, qu'en reste-t-il aujourd'hui ? Si ce discours n'était pas ridicule, il figurerait dans les annales les plus drôles des aveuglements de l'électoratisme. Et que dire de ce discours quand les ambitions électorales se sont dégonflées comme une baudruche. Même les 11 % de Mélenchon à l'élection présidentielle étaient loin des résultats électoraux du PCF dans le passé.

Non, il n'y avait pas de dynamique ni de contestation de la société, même électorale, autour du candidat Mélenchon. Au fond, ce qu'a fait Mélenchon avec cette campagne électorale et ses discours aux accents radicaux, c'est de ramasser des voix pour Hollande et pour le PS. Il a réussi à rallier en premier lieu l'électorat PCF. Il a aussi récupéré une partie des déçus de la gauche pour leur permettre un vote certes légèrement contestataire, mais un vote qui ne gêne pas Hollande, car il était assuré de récupérer ces voix dans n'importe quelles conditions au second tour. Et combien d'électeurs qui ont un temps envisagé de voter Mélenchon ont finalement voté Hollande directement car ils restaient fondamentalement sur cette perspective d'un «vote utile», d'un vote «pour un bon gouvernement de gauche» ? Et d'ailleurs, au soir du premier tour, Mélenchon a fait preuve d'un sens aigu des responsabilités vis-à-vis de son camp, la gauche gouvernementale. Il a appelé à voter Hollande, sans hésiter, mais surtout sans rien demander en échange car le calcul était très

clair : il ne fallait pas gêner le candidat du PS dans sa pêche aux voix centristes, en lui réclamant des garanties.

Mélenchon et le PCF se sont tout de suite situés comme faisant partie de cette nouvelle majorité. Ils n'ont pas lésiné sur les tirades lyriques à propos de l'arrivée de la gauche au pouvoir. Dans *l'Humanité* du 7 mai, on pouvait lire sous la plume de Patrick Le Hyaric un article intitulé «En avant pour la réussite du changement à gauche» :

«Avec lui tout peut commencer. Nous souhaitons ardemment, dans l'intérêt de nos concitoyens, que la gauche réussisse, qu'elle s'attaque à la crise, qu'elle améliore la vie quotidienne de chacune et chacun (...). Une brèche vient de s'ouvrir qui libère des forces pour une République nouvelle, un pays apaisé, où chacune et chacun peut contribuer au changement. Ensemble, ce soir, partageons l'immense joie de la victoire. Ensemble, demain, partageons notre réussite commune.» Avec de tels écrits, le PC cautionne entièrement l'idée que le gouvernement PS représente un espoir pour les classes populaires.

De son côté, Mélenchon a refusé dès le début jusqu'à l'idée de participer au gouvernement avec Hollande. Ce n'est pas le signe d'une nouvelle radicalité, mais un calcul pour sa carrière politique. Tout le monde a en tête ce qui se passe en Grèce, et donc se rend compte que le gouvernement Hollande peut être discrédité en quelques mois seulement si la crise s'aggrave, si les capitalistes décident d'étrangler encore plus les États. Alors, si une période de troubles sociaux et politiques s'amorce, Mélenchon pourrait jouer sa propre carte. Il pourrait se poser comme une solution de rechange à gauche, une solution qui aura l'avantage de canaliser à nouveau les espoirs des classes populaires vers des solutions électorales, gouvernementales, non révolutionnaires. Et un Mélenchon qui a arpenté les allées du pouvoir durant des décennies, qui a été sénateur, ministre, député européen, bref un rejeton de la famille, cela n'aura pas de quoi inquiéter la bourgeoisie.

Son dernier coup en date, en se présentant aux élections législatives à Hénin-Beaumont contre Marine Le Pen, a été un fiasco. Il a voulu poursuivre sa nouvelle carrière de chevalier blanc de la classe ouvrière contre le Front national et ramener le combat contre le FN à un duel entre deux leaders politiques. Mais le pire dans cette histoire a été de faire croire, encore une fois, que le combat contre le FN est électoral. La gauche gouvernementale utilise depuis des décennies la peur légitime de la montée de l'extrême droite comme un épouvantail politique, pour ne pas parler du reste, pour finalement désarmer politiquement les travailleurs. Si le Front national des Le Pen père et fille réalise des scores aussi élevés en France, c'est bien parce qu'à l'électorat d'extrême droite traditionnel dans ce pays viennent s'ajouter des électeurs des milieux populaires, déboussolés par la situation, en colère contre tous ces gouvernements qui n'ont rien fait pour

améliorer leur sort, tout occupés qu'ils étaient à gérer les affaires de la bourgeoisie.

Alors, s'il est juste de dénoncer le FN comme un ennemi des travailleurs, en faire le combat principal c'est esquiver les vrais combats, c'est faire du radicalisme à bon compte. Non seulement la lutte contre la montée de l'extrême droite impose d'offrir des perspectives pour combattre le grand patronat, les capitalistes, mais surtout elle nécessite de rejeter toutes ces idées réactionnaires qui consistent à faire croire que les problèmes du chômage ou des bas salaires viennent de la concurrence chinoise, ou des règlements de la Commission européenne ! Combattre le chômage, les licenciements, la dictature des financiers sur l'économie, c'est mener la lutte de classe, c'est armer la classe ouvrière pour qu'elle affronte le patronat. Et dans ce combat, les idées nationalistes et antieuropéennes du PCF et de Mélenchon sont des poisons. Tout comme les illusions semées autour de l'arrivée au pouvoir de la gauche sont des freins à cette prise de conscience. Mais ce n'est absolument pas la préoccupation ni de Mélenchon, ni du PC.

Pendant que Mélenchon réfléchissait à sa carrière politique, le PCF réfléchissait à ses propres perspectives. La question d'accepter ou pas de participer au gouvernement PS s'est posée pour lui dans des termes différents. Toute sa politique se résume à cette perspective de participation gouvernementale et jusqu'aux législatives les tentations étaient fortes pour la direction du PCF. Mais les résultats électoraux des 10 et 17 juin le plaçaient vraiment trop dans une situation d'allié soumis du PS. Il était même évident que le soutien trop direct apporté à Hollande lui avait coûté des postes. Dans *l'Humanité* du 21 juin, un militant expliquait la défaite de l'ex-député PCF du Val-de-Marne, le maire d'Ivry-sur-Seine Pierre Gosnat, par le simple fait qu'il ait posé sur la photo de l'affiche électorale aux côtés de Hollande !

Dès le 18 juin, Pierre Laurent, tout en réaffirmant que «le parti se considérait dans la majorité de gauche et que ses membres ne seraient pas des empêcheurs de tourner en rond», annonçait que les conditions n'étaient pas réunies pour l'entrée de communistes dans le gouvernement Ayrault. Il n'oublia pas d'ajouter immédiatement : «La porte n'est pas définitivement fermée, nous restons disponibles si ces conditions évoluaient.» C'est dire que fondamentalement, même s'ils ne participent pas au gouvernement, le PCF comme Mélenchon se situent dans la majorité présidentielle soutenant un gouvernement qui se prépare pourtant à imposer la rigueur aux classes populaires.

Dans *Où va la France ?*, Trotsky écrivait en juin 1936, à propos de l'attitude du PCF vis-à-vis du gouvernement Blum, qu'il soutenait sans y participer : «Plus criminelle et plus infâme que tout est, dans cette situation, la conduite des communistes : ils ont promis de soutenir à fond le

gouvernement Blum sans y entrer. “Nous sommes de trop terribles révolutionnaires, disent Cachin et Thorez ; nos collègues radicaux pourraient en mourir d’effroi, il vaut mieux que nous nous tenions à l’écart.” Le ministérialisme dans les coulisses est dix fois pire que le ministérialisme ouvert et déclaré. En fait, les communistes veulent conserver leur indépendance extérieure pour pouvoir d’autant mieux assujettir les masses ouvrières au Front populaire, c’est-à-dire à la discipline du capital.»

La situation est certes très différente et le PCF ne représente vraiment plus la même chose aujourd’hui, mais l’assujettissement au capital n’est pas moindre.

Affirmer une perspective communiste et révolutionnaire

Avec la crise, le patronat mène sa guerre pour arracher ses profits sur notre dos. Et pendant ce temps, les milliards gagnés grâce à l’exploitation des travailleurs du monde entier sont jetés dans la spéculation financière et entraînent le monde dans la spirale de la crise et de ses soubresauts. L’économie capitaliste a été au bord du gouffre en 2008. Mais la spéculation se poursuit avec des sommes toujours plus grandes. Les causes de la catastrophe sont toujours présentes. Le patronat ne connaît aucune solution face à la crise sauf de semer la misère dans les classes populaires. Dans les mois qui viennent, les capitalistes continueront à mener une guerre sans merci aux travailleurs. Et le gouvernement de gauche ne mènera pas une politique en opposition à leurs intérêts. Devant les annonces de plans sociaux, il montre déjà son refus de contraindre les patrons. Et l’annonce des premières mesures d’austérité dans les services publics n’est qu’une question de jours.

Alors, face à cette situation, ce qui compte vraiment pour l’avenir c’est de faire exister un courant politique qui se place clairement dans la perspective de combattre la bourgeoisie en ayant conscience de l’importance des enjeux. Le rôle des militants c’est de préparer ces luttes en développant la conscience qu’il est nécessaire de se défendre collectivement. Il est important que les communistes se fassent entendre, propagent l’idée que les travailleurs ne peuvent défendre leurs conditions d’existence et changer leur sort que par des luttes et des luttes massives. Les luttes qu’il est nécessaire de préparer sont celles qui visent à combattre ceux qui ont le pouvoir réel dans cette société, ceux qui possèdent, ceux qui dirigent les banques, les grands groupes capitalistes.

C’est pourquoi, seuls des communistes peuvent offrir des réelles perspectives à la classe ouvrière pour qu’elle mène ses combats tout en expliquant qu’il est nécessaire de renverser le pouvoir des capitalistes pour transformer la société en profondeur, développer la conscience communiste qu’il faut renverser le capitalisme pour que l’humanité ne crève pas de ses contradictions.

C'est pourquoi Lutte Ouvrière, dans ces élections, comme dans l'activité quotidienne de ses militants, a tenu aussi à défendre l'idéal communiste, la nécessité de renverser le capitalisme pour transformer la société dans le sens des intérêts de la collectivité. Même en sachant que ce drapeau ne regroupe qu'un faible nombre de travailleurs aujourd'hui.

C'est pour cela qu'il y a vraiment un fossé entre les perspectives représentées par Mélenchon et le Front de gauche d'une part, et les perspectives communistes d'autre part.

Lutte ouvrière, 26 juin 2012

Le Parti de gauche et les élections européennes, entre radicalisme de façade et idées réactionnaires

En février dernier, le conseil national du Parti de gauche écrivait que *«le temps est venu (...) de construire une opposition de gauche à ce gouvernement avec l'objectif de créer les conditions d'une majorité de gauche alternative»*. D'où l'adresse à tous ceux qui *«contestent cette politique au sein de la gauche»* et les *«propositions de listes communes aux municipales avec EELV (les Verts) ou encore avec des militants PS qui acceptent de travailler avec nous au regroupement de toutes celles et tous ceux qui refusent l'austérité»*. Dans ce contexte, concluait le conseil national du PG, *«les élections européennes restent le grand rendez-vous où nous ambitionnons de passer devant les listes gouvernementales»* [1]. Des perspectives ambitieuses... et beaucoup d'effets de manche !

Un petit parti bourgeois avec de grandes ambitions

Si le Parti de gauche est relativement jeune, Mélenchon, son dirigeant, n'est pas le dernier tombé dans le marigot politicien. Après un bref passage à l'OCI après 1968, Mélenchon s'est assuré entre 1976 et 2008 une carrière d'homme d'appareil au sein du Parti socialiste. Fervent partisan de Mitterrand, il fut en 1981 secrétaire départemental de l'Essonne à l'âge de 30 ans, sénateur à 35 ans, ministre délégué à l'Enseignement professionnel entre 2000 et 2002, dans le gouvernement Jospin. Au sein du PS, il fut surtout un soutien des autres : après Mitterrand, ce furent Dray, Emmanuelli, et finalement Fabius. La place qu'il occupait dans le parti était en fait marginale et ne devait pas le satisfaire. Ce furent la traversée du désert que connut le PS après la défaite au premier tour de Jospin à l'élection présidentielle de 2002 et le discrédit de plus en plus avéré de ce parti dans toute une partie de l'électorat de gauche, qui convainquirent Mélenchon qu'il avait peut-être une carte personnelle à jouer. Car si le PS se coupait d'une partie de son électorat traditionnel (le rejet du traité constitutionnel européen lors du référendum en 2005, alors que le PS avait appelé à voter pour, en fut un épisode), l'autre grand parti de gauche, le PCF, était lui aussi en plein recul électoral. C'est ce vide politique entre PS

et PCF que Mélenchon chercha à occuper, après la défaite du PS à la présidentielle de 2007.

En février 2009, Mélenchon, avec quelques milliers de militants rompant avec le PS, fonda le Parti de gauche. La perspective immédiate était l'alliance électorale avec le PCF au sein d'un «Front de gauche» pour les élections européennes de juin de cette année-là. Cette alliance électorale lui permit d'abord de devenir député européen. Et comme le PCF ne se remettait toujours pas de son 1,9 % obtenu à l'élection présidentielle de 2007, Mélenchon fut désigné comme le candidat commun du Front de Gauche pour l'élection présidentielle de 2012.

Malgré tout cela, cinq ans après sa fondation, le Parti de gauche est toujours un petit parti qui revendique 12 000 adhérents. S'il existe politiquement, c'est grâce au Front de gauche et, au sein de ce dernier, grâce aux forces du PCF, dix fois supérieures en termes d'adhérents à celles du PG, et dont le réseau est encore bien plus vaste. Mais il est certain que leur attelage n'est pas de tout repos : un parti réformiste comme le PCF, qui compte des milliers d'élus et qui compte d'abord et avant tout les garder, recherche des accords avec le PS même quand le PS mène au gouvernement une politique résolument antiouvrière, quitte à démoraliser encore plus sa base. Tandis que le PG, qui n'a que très peu d'élus, ne peut exister qu'en se démarquant nettement du PS. D'où les divergences affichées entre les deux partenaires lors des élections municipales.

En février dernier, à la veille des élections municipales, les déclarations de Mélenchon à l'adresse des Verts et de militants du PS avaient donc aussi pour but de faire pression sur le PCF, en lui montrant que le PG peut s'associer d'autres forces et en mettant dans la balance les 11 % réalisés à l'élection présidentielle sur le nom de Mélenchon.

Mais quoi qu'il en soit, avec le PCF ou avec les Verts et des dissidents du PS, ces manœuvres politiciennes sont caractéristiques de ce que sont et de ce que veulent les dirigeants du PG. Pour eux, il s'agit, aujourd'hui, de regrouper une «opposition de gauche», à partir de composantes issues de la majorité actuelle, à partir de ceux qui veulent se démarquer de la politique actuelle de Hollande, même s'ils ont appelé à voter pour lui et l'ont cautionné pendant des mois. Une opposition dont la base politique ne transpire pas le radicalisme ! Au lendemain des élections municipales, le PG a d'ailleurs explicitement renouvelé son offre d'alliance à EELV (dans une «adresse au conseil fédéral d'EELV» datée du 3 avril), cette fois-ci pour les élections cantonales et régionales de 2015. Et Mélenchon vient de lancer un appel à ces 41 députés qui, lors du vote du plan Valls dit de «stabilité budgétaire», c'est-à-dire un plan d'attaque brutal contre les travailleurs et les retraités, ont poussé l'audace jusqu'à... s'abstenir. Cette opposition de gauche, qui ambitionne de devenir «majorité alternative» se dit ouvertement et sans fard prête à gouverner «sans attendre 2017» [2], ce

qui veut dire qu'elle affirme qu'elle est prête à fournir à Hollande un nouveau Premier ministre et un nouveau gouvernement, si les conditions s'y prêtent.

Les chats ne font pas des chiens, et le PG est bien un petit parti bourgeois qui, à coups d'alliances et de coalitions avec d'autres courants bourgeois, cherche à se frayer une voie vers le pouvoir gouvernemental. Un parti de même nature sociale que le PS, mais qui compte sur le discrédit accéléré du PS, ainsi que sur son positionnement qu'il veut plus à gauche, pour y parvenir à son tour.

De leur point de vue, le résultat des listes Front de gauche aux élections européennes sera important. Le PG le dit ainsi : *«les élections européennes peuvent être l'étape majeure de la construction d'une majorité alternative de gauche»*. L'objectif affiché est de passer devant ses concurrents de gauche, c'est-à-dire devant le PS et devant les Verts. Les résultats aux élections municipales des différentes listes PCF, PCF-PG ou PG-NPA montrent qu'il est peu probable que ce soit le cas. Mais, un résultat relativement important par rapport au PS permettrait d'abord de ressouder un Front de gauche qui apparaît très divisé. Cela leur permettrait aussi de se poser en rassembleur des déçus de gauche. Et enfin, si tout cela se produit, ils seraient en mesure de fournir «une majorité alternative», c'est-à-dire un remplaçant à Valls si les conditions sociales et politiques l'exigeaient, en cas de crise politique par exemple. En tout cas, tel est leur calcul et telles sont leurs ambitions.

Combattre les idées nationalistes du Front national ou les renforcer ?

Pour obtenir des voix, puisqu'il s'agit de cela, le Parti de gauche a choisi de s'adresser à ceux qui rejettent l'Europe. Les 15 et 16 février dernier, le conseil national du PG indiquait que les listes Front de gauche *«seront donc celles de la rupture avec l'actuelle UE et ses traités, en vue de la refondation de l'Europe»* car *«le rejet de l'Union européenne n'a jamais été aussi fort dans le pays et notamment au sein des classes populaires. (...) Les sirènes anti-Europe du Front national trouvent écho auprès de cet électorat. Notre rôle est de rassembler le peuple de gauche, mais aussi d'apporter une réponse forte à ce désespoir et d'incarner la colère populaire.»* Le Parti de gauche entend donc contester au Front national les voix que ce dernier compte faire sur cette base.

Le PG a détaillé, dans un texte [3] publié en novembre 2013, son argumentation. Il y explique ce que son porte-parole répète en boucle, que les causes de la régression sociale sont à chercher dans la façon dont l'Union européenne a été construite. Le problème serait donc les différents traités européens, en particulier celui de Lisbonne et la place prédominante de l'Allemagne. C'est pourquoi le PG dit, dans un paragraphe intitulé *«en finir avec l'Europe austéritaire de Schulz [4] et de Merkel»*, les choses suivantes : *«Les gouvernements successifs allemands, érigés en exemple,*

ont réussi à imposer une vision de l'Europe étroitement liée au modèle capitaliste de ce pays. Digne héritier du mark allemand, l'euro a été conçu pour être une monnaie forte (...) Pire, en s'appuyant sur l'exportation à outrance, le modèle économique allemand est source de concurrence et de conflits entre les États européens. L'intransigeance égoïste d'Angela Merkel conduit l'Europe à la catastrophe. Car c'est ce modèle qui, non content de les avoir insultés et dénigrés, est en train de faire le calvaire des Grecs et de nombreux peuples européens. Il menace également les Français...»

S'attaquer au «modèle capitaliste allemand», comme le fait le PG, laisse supposer qu'il y aurait un modèle capitaliste meilleur. Cela lui permet même d'exonérer de leurs responsabilités les capitalistes eux-mêmes puisque les attaques antiouvrières ne seraient pas de leur fait, mais une question de «modèle». Mais il y a plus grave encore. En adoptant un ton nettement antiallemand, le PG a choisi d'entonner les trompettes nationalistes parce qu'il pense que c'est électoralement porteur. Il se met de fait sur le même terrain que le FN qui, en la matière, aura toujours une longueur d'avance. Mais que le PCF et le PG adoptent ce discours nationaliste n'est pas indifférent. En faisant cela, ces politiciens, qui se disent de gauche, cautionnent auprès des travailleurs et des militants ouvriers et syndicalistes, des idées nauséabondes qui portent la division et les orientent vers des impasses. Ne serait-ce que pour cela, il faut s'opposer à eux et à leurs idées. Et il faut dénoncer le patronat comme responsable, et en premier lieu, le patronat que l'on a sous la main, là où l'on vit et là où l'on milite. Ainsi, les Peugeot ou Pinault n'ont pas besoin du «modèle capitaliste allemand» pour licencier et fermer des usines. Les banques françaises, étant donné la masse de leurs investissements en Grèce, ont été parmi les plus intéressées au «redressement» des finances de ce pays. Un redressement que les travailleurs grecs payent effectivement cher.

On a beau chercher dans le programme du PG : pas d'autres explications que celle de la prétendue prédominance allemande sur l'Europe. Si, pour le PG, il y a une responsabilité en France, c'est seulement celle de François Hollande qui s'est plié à «*l'Europe austéritaire de Schulz et de Merkel*», lui qui «*avait promis de renégocier ce traité (le TSCG) avant d'être élu*» et qui n'en a pas modifié une virgule.

Le PG a donc choisi de développer sa propre argumentation xénophobe et nationaliste. Le PCF a joué et joue aussi régulièrement de cette partition : «*produisons français*», «*défendre la souveraineté nationale*»... En faisant cela, le pire est surtout que ces partis d'«*opposition de gauche*» contribuent à distiller ce poison qu'est le nationalisme dans les rangs des travailleurs de ce pays.

L'euro au cœur de la démagogie nationaliste

Le discours antiallemand est complété comme il se doit d'une argumentation antieuro. C'est tout l'objet du paragraphe intitulé «soumettre l'euro ou le quitter». Car, dit le PG, *«l'euro est un garrot qui étrangle l'économie européenne»*.

«Comment réagir ?», demande t-il. *«Quitter l'euro. Oui, s'il n'y a pas moyen de faire autrement et nous saurions y faire face. Entre la sauvegarde de l'euro et la souveraineté du peuple, notre choix est vite fait ! Mais ce n'est pas notre scénario privilégié»*. Cette phrase à elle seule résume toute la politique de ce parti. Se donner les moyens de faire des envolées nationalistes contre l'euro (*«Quitter l'euro»*), pour ne pas laisser au FN le monopole du discours chauvin, et rester un parti responsable (*«ce n'est pas notre scénario privilégié»*).

Le scénario privilégié est le suivant. Le PG propose de *«changer les statuts de la Banque centrale européenne et la placer sous le contrôle du Parlement européen et des parlements nationaux. À partir de là, la décision politique retrouve les mains libres»*. La belle affaire ! Cela placera peut-être la BCE sous le contrôle formel des politiciens, mais comme ces politiciens obéissent de gré ou de force à ceux qui, au travers de leur fortune, ont le véritable pouvoir, la BCE, comme le Parlement européen, comme les parlements nationaux, resteront toujours et encore les relais de la classe dominante. Le PG propose aussi de donner plus de pouvoir à la Banque de France. Ainsi *«pour refonder l'euro»* le PG propose *«une refonte unilatérale des statuts de la Banque de France pour lui permettre de prêter directement au Trésor public et de monétiser une partie de la dette publique»*. Le PG propose en fait une autre politique aux capitalistes et aux financiers, une autre manière de gérer leurs affaires. Car le Trésor public ne s'est pas toujours financé en passant par les marchés. Il l'a même souvent fait en plaçant des emprunts auprès des plus riches du pays. Les plus anciens se souviendront des emprunts Pinay ou Giscard. Pour ce dernier, pour 7,5 milliards de francs empruntés sur 15 ans, l'État dut rembourser (en intérêts et capital) plus de 90 milliards de francs. Une autre manière pour les riches de piller le budget national en quelque sorte. Quoi qu'il en soit, ce n'est pas aux travailleurs que le PG s'adresse là, mais bien à la bourgeoisie.

D'autre part, le PG affirme que le fait que la BCE soit indépendante des pouvoirs politiques et donc sous la *«domination totale des marchés financiers»* conduirait celle-ci à *«la politique de l'euro fort»* dont l'obsession est la *«lutte contre l'inflation»*, *«qui protège les rentiers»* et qui *«détruit l'emploi et les investissements»*. Le PG dénonce en fait ici l'obligation des États de respecter le critère de 3 % de déficit public et le fait que la BCE ne joue pas de la planche à billets européenne. Il est certain que la politique anti-inflation protège les rentiers et que, au nom de la lutte

contre les déficits, les gouvernements imposent à leurs populations plan d'austérité sur plan d'austérité. Ce sont ces plans, les blocages ou les amputations de salaires, de retraites, les licenciements de fonctionnaires, la remise en cause de la santé publique qu'il faut combattre. Mais il ne faut pas les combattre en ayant pour revendication que les États mènent une politique inflationniste, comme le laisse penser le PG. Une politique inflationniste permettrait peut-être de diminuer le poids de la dette, en la dévalorisant, mais ce serait aussi une autre manière de faire payer la crise aux travailleurs, en diminuant leurs salaires par le biais de l'inflation. Ce serait une politique que les travailleurs devraient tout autant combattre, avec leurs moyens de classe.

Placer le combat politique sur le terrain de l'orientation économique de la BCE est donc une impasse pour les travailleurs, car c'est une discussion entre options politiques possibles pour la bourgeoisie. Pour les travailleurs, le fond du problème n'est pas de discuter de cette orientation économique, mais du fait que cette BCE, ainsi que toutes les institutions nationales ou européennes, sont en réalité au service des capitalistes, des industriels et des banquiers, et qu'elles se chargent de défendre leurs intérêts et notamment de faire payer la crise aux couches populaires en assurant le transfert de dizaines de milliards d'euros de leurs poches vers celles des riches.

Le «protectionnisme solidaire»

Une autre impasse : le protectionnisme, fût-il solidaire, du PG : *«Face au libre-échange, l'Europe a besoin de développer un modèle de protectionnisme solidaire. Cette politique s'appliquera si possible à l'échelle européenne ou si nécessaire à l'échelle nationale»*. Comme pour l'euro, il s'agit là encore de concurrencer le FN sur son terrain, en développant à l'adresse des électeurs un discours protectionniste *«à l'échelle nationale si nécessaire»*, tout en se montrant responsables à l'égard de la bourgeoisie («si possible»), qui est aujourd'hui globalement hostile à un repli du marché sur les frontières nationales et un éclatement de l'Union européenne.

Et l'adjectif «solidaire» est juste là pour rappeler que Mélenchon se revendique de la gauche de la gauche. Mais le protectionnisme, quel que soit l'adjectif qu'on lui accole, reste le protectionnisme. Le protectionnisme n'a jamais protégé que les intérêts de la bourgeoisie ou d'une fraction de celle-ci. Et aujourd'hui, c'est un programme nettement réactionnaire, opposant les travailleurs de ce pays à ceux d'ailleurs. Ainsi le PG affirme que, *«en relocalisant les industries»*, le protectionnisme *«contribuera à la diminution forte du chômage en Europe»*. Et comment si ce n'est, dans le cadre de ce système capitaliste, en mettant au chômage les travailleurs d'ailleurs ?

Aujourd'hui, alors que l'économie est cent fois plus mondialisée qu'elle ne l'était à l'époque de Marx, il est inepte et réactionnaire de proposer un repli national ou européen. Le «made in France», le «produisons français», le «patriotisme économique», ce sont des balivernes. Il n'y a pas un bien de consommation courante qui ne résulte aujourd'hui du travail de milliers de travailleurs de plusieurs pays, de plusieurs nationalités, de plusieurs continents. Et, plus fondamentalement, c'est aussi un progrès si l'industrie se développe en Chine, en Inde ou au Vietnam. Parce que cela renforce et élargit la classe ouvrière, et que ces prolétaires sont des alliés futurs des travailleurs de France, des États-Unis ou d'ailleurs. Et en Chine, en Inde ou au Bangladesh, des travailleurs se battent, parfois dans de grandes grèves, contre l'exploitation, pour des salaires plus élevés et de meilleures conditions de travail. Des grèves aujourd'hui surtout économiques, mais qui deviendront politiques, qui contesteront le pouvoir de la bourgeoisie, ailleurs et ici.

Par quels moyens le PG compte-t-il imposer sa politique ?

Contrairement à Hollande qui s'est plié à *«l'Europe austéritaire de Schulz et de Merkel»*, le PG propose de *«désobéir pour ne plus subir»*. Par quels moyens ? Surtout pas par un plan de mobilisation des masses populaires, car le PG cantonne strictement son argumentation au plan institutionnel : *«Il suffit que le ministre français du Budget suspende les paiements de la France pour que le budget européen soit en cessation de paiement. Il suffit que le gouverneur de la Banque de France remette en cause les règles de fonctionnements de la BCE (...), que la France fasse défaut sur sa dette publique, pour que le système mondial s'effondre. Un gouvernement français a donc toute latitude pour désobéir de façon maîtrisée aux traités, directives et règlements européens odieux qui détruisent notre société (...).»*

Le rédacteur de ce paragraphe oublie juste de noter que si le ministre du Budget et le gouverneur de la Banque de France ont un tel pouvoir, c'est parce que la construction européenne n'est pas le simple fait du «modèle capitaliste allemand», mais le fruit d'un compromis (laborieux) entre les bourgeoisies des principaux pays capitalistes d'Europe, en premier lieu celles d'Allemagne, du Royaume-Uni et de France, et que toute la politique élaborée est en fait collectivement la leur.

Pour quel objectif faudrait-il utiliser la menace budgétaire ? Pour désobéir aux traités (mais attention, de «façon maîtrisée») ! Ainsi donc, le problème serait d'abord et avant tout de renégocier le traité de Lisbonne, le traité *«qui les contient tous»*. Ce traité serait, avec le *«modèle capitaliste allemand»*, *«fauteur de crise. Il interdit de limiter les mouvements de capitaux (...) il impose le libre-échange en refusant toute mesure protectionniste (...) il est le moteur du dumping social en Europe»*. Ce traité est un traité entre brigands, c'est certain. Mais retirer aux brigands

une de leurs armes ne leur retire pas leur pouvoir de nuisance, ni le reste de l'arsenal à leur disposition. Ils ont d'ailleurs pillé la planète et exploité les peuples pendant des décennies sans avoir ce traité à leur disposition... La lutte du PG (et des autres) contre les traités doit être considérée comme ce qu'elle est : une diversion politique qui permet de développer un discours nationaliste tout en exonérant la classe dominante de ce pays de ses responsabilités.

De la démocratie et de la «souveraineté» du peuple

«Les institutions européennes ne garantissent pas un contrôle démocratique sur le fonctionnement de l'Union européenne. Elles ont confisqué le pouvoir au peuple au profit d'une oligarchie (...) Dans ces instances non-élues, le peuple n'a pas son mot à dire, au contraire des groupes de pression qui défendent à coup de millions les intérêts particuliers au détriment de l'intérêt général. Ce qui devrait être interdit.»

Il est certain que les institutions européennes n'ont pas été faites pour être contrôlées démocratiquement. Elles ont été faites pour être livrées aux «intérêts particuliers» des industriels et des financiers, car elles ont été construites à leur demande et à leur initiative. Quant à réclamer l'interdiction des groupes de pression, c'est prendre les électeurs pour des naïfs. Car il n'y a qu'en expropriant les capitalistes qu'on ruinerait leur puissance sociale et qu'on mettrait fin au lobbying ouvert (tel qu'il se pratique dans les couloirs des institutions européennes) ou masqué (tel qu'il se pratique partout ailleurs) sur le pouvoir politique. Des institutions véritablement démocratiques sont incompatibles avec un système de classe, où la fortune se concentre en quelques mains et où la misère est le lot de la grande majorité. La seule revendication qui pourrait permettre de faire un pas dans le sens d'un contrôle démocratique des institutions est la révocabilité des élus. Mais cette revendication ne sera mise en application que par un pouvoir ouvrier, comme la Commune de Paris de 1871 sut le faire.

L'«écosocialisme» du PG, le renouveau de quel socialisme ?

Tout en chassant sur les terres de l'extrême droite, le positionnement politique du PG est celui de la gauche de la gauche. Il cherche donc aussi à rassembler les électeurs des Verts, du PCF, les électeurs de gauche qui sont critiques vis-à-vis de la société capitaliste, en en déplorant les excès sans pour autant la remettre en cause. Pour eux, l'argumentation est la suivante : *«Il n'est plus possible de réformer l'UE. L'heure est à une refondation totale de l'Europe. (...) il faut rendre à l'égalité, la liberté et la laïcité leur rôle moteur et conjuguer socialisme et écologie dans un projet écosocialiste.»*

L'écosocialisme du PG se veut un «projet global», un projet de société. Un projet bien à la mode à la gauche de la gauche puisqu'il a contaminé y compris une partie du NPA, qu'il est fourre-tout et que chacun peut y

mettre ce qu'il veut. *«L'écossocialisme est un nouveau projet politique réalisant la synthèse d'une écologie nécessairement anticapitaliste et d'un socialisme débarrassé des logiques du productivisme. Il permet ainsi la jonction des grands courants de la gauche dans un nouveau paradigme politique.»* [5]. Les écossocialistes veulent *«renouveler le socialisme»*, mais le socialisme de Mitterrand, pas celui de Marx et de Lénine : *«Le socialisme a toujours visé l'émancipation de la personne humaine. Elle passe par le partage de la richesse, la démocratisation du pouvoir et l'éducation globale de chaque femme et chaque homme. Ce programme est toujours le nôtre. Mais nous savons dorénavant que l'émancipation ne peut être atteinte par la croissance sans fin : l'écosystème qui rend la vie humaine possible ne le permet pas. Ce constat oblige à définir un nouveau modèle de progrès en rupture avec le système capitaliste. (...) Cette nouvelle conscience et son programme d'action sont l'écossocialisme. Ses méthodes sont la radicalité concrète, la planification écologique et la révolution citoyenne.»*

L'objectif du socialisme «écossocialiste» est l'émancipation de la «personne humaine». Un objectif certes juste en soi. Mais le capitalisme est ainsi fait que l'émancipation de l'humanité ne peut se faire qu'au travers de l'émancipation des travailleurs, c'est-à-dire par la révolution sociale des opprimés, des exploités, s'opposant aux exploités. Une émancipation que l'«écossocialisme» du PG élude soigneusement. Dans ce socialisme-là, il n'est ainsi pas question de l'expropriation des capitalistes, ni du contrôle des travailleurs sur les entreprises, mais on y discourt sur le *«partage de la richesse, la démocratisation du pouvoir et l'éducation»*. La méthode d'action n'est plus la révolution sociale, ouvrière, ayant pour objectif la propriété collective des moyens de production sous le contrôle démocratique des travailleurs, mais *«ses méthodes sont la radicalité concrète, la planification écologique et la révolution citoyenne»*. Les promoteurs de l'écossocialisme ont en fait soigneusement vidé le socialisme de Marx de tout contenu révolutionnaire, de tout contenu de classe et de toute notion de lutte de classe. Il est vrai qu'ils sont de cette famille qui se dit encore socialiste, mais qui a trahi et rompu avec le marxisme il y a tout juste 100 ans, en 1914, et qui depuis a fourni à la bourgeoisie, de Blum à Mitterrand, plusieurs générations de loyaux gestionnaires. Ces socialistes-là reprochent à Hollande, leur descendant direct, d'avoir rompu avec Mitterrand et d'être devenu «social-libéral», c'est-à-dire en fait de gouverner sans fards pour le compte des riches, alors que Mitterrand et Blum y mettaient, quelquefois, les formes. Une querelle de famille en quelque sorte, mais d'une famille bien étrangère au mouvement ouvrier et au marxisme.

Quant à la «radicalité concrète» écossocialiste, elle sert en fait à exprimer un programme électoral de gouvernement, dans le cadre du système

capitaliste. Ainsi *«les aides aux entreprises seront soumises à des règles strictes (dans le cadre de la “planification écologique” et de la “règle verte”, NDLR). Elles seront modulées en fonction du niveau des exigences sociales et environnementales qu’elles respecteront (réduction des temps partiels imposés, des écarts de salaire par exemple). Le pôle financier public fournira un crédit bonifié aux entreprises pour l’emploi, la formation, la recherche et le développement sur critère d’utilité sociale et environnementale des investissements et de la production. Nous soutiendrons les politiques d’investissements des entreprises vers les innovations industrielles aux productions utiles. Nous favoriserons la relocalisation des activités et les circuits courts de distribution. Nous renforcerons la présence de l’État dans le capital d’entreprises stratégiques pour leur sauvegarde et leur développement.»* [6] , etc. Ainsi, ce ne sont pas tant les subventions au patronat qui gênent les écosocialistes du PG, mais la manière dont elles sont distribuées.

Combattre la politique du PG pour ce qu’elle est

Le devoir des communistes révolutionnaires est de dire la vérité, qui consiste à qualifier le Parti de gauche de parti bourgeois à la recherche d’une voie vers le pouvoir. Cela n’empêche pas de participer à des manifestations communes, quand c’est possible. Ce fut le cas le 1er décembre 2013 lors de la manifestation parisienne contre la hausse de la TVA. Mais les communistes révolutionnaires ne doivent pas apporter leur caution politique à ce genre de parti. Ils doivent au contraire se donner les moyens de dénoncer la nature de sa politique : du radicalisme de façade, du réformisme mâtiné de nationalisme sous prétexte de ne pas laisser ce terrain au FN, une politique démagogique qui, en fait, renforce le poison nationaliste et chauvin dans la société.

Il y a aussi une autre question. Dans quelles circonstances Mélenchon pourrait-il accéder au pouvoir «avant 2017» ? Pourquoi Hollande lâcherait-il un Ayrault ou un Valls pour un Mélenchon ? Il faudrait en fait probablement des conditions semblables à celles de 1936, lorsque le patronat a pressé Blum de prendre le pouvoir en France, ou lorsque Caballero, leader du Parti socialiste espagnol, gouverna l’Espagne républicaine du Front populaire. Des circonstances de crise sociale et politique et une radicalisation des travailleurs telles que la bourgeoisie aurait besoin d’un recours en la personne d’un personnel politique ayant suffisamment l’oreille des travailleurs pour jouer les pompiers, éteindre l’incendie social comme le firent Blum et Caballero en leur temps, chacun à sa manière. Un tel recours serait donc un obstacle sur le chemin des luttes ouvrières. C’est pourquoi ceux qui se situent dans le camp des travailleurs doivent dès à présent combattre politiquement ce genre de courant, se démarquer nettement de l’«opposition de gauche» en l’identifiant pour ce qu’elle est, une option possible pour la bourgeoisie.

Lutte ouvrière, 8 mai 2014

[1] Résolution politique du conseil national du PG (15 et 16 février 2014), publiée en ligne le 6 mars 2014.

[2] Résolution sur les élections européennes du conseil national du PG, publiée en ligne le 6 mars 2014.

[3] «*Sortons de l'Europe austéritaire ! Désobéir pour ne plus subir*», texte du conseil national du PG daté du 3 novembre 2013

[4] Martin Schulz est un des leaders du Parti social-démocrate allemand et le candidat pour les partis socialistes d'Europe à la présidence de la commission européenne

[5] Premier manifeste des assises – 18 thèses pour l'écossocialisme – 6 février 2013.

[6] <http://www.lepartidegauche.fr/arguments/legislative/industrie-reponse-jean-luc-melenchon-la-federation-cftc-cmte-9765#sthash.tty8NRI.dpuf>

Nous reproduisons ci-dessous un article du site Mémorial avec lequel nous sommes en accord sur l'essentiel. Nous avons déjà souligné que Mélenchon n'était qu'un social-patriote du XXI^e siècle et un bouffon. Nous avons expliqué dans notre numéro sur «**Les pièges mortels de l'identité nationale**» à quel point la gauche française était infectée par le poison du nationalisme.

A la différence de l'auteur de cet article nous croyons la gauche viscéralement incapable de «faire le ménage» elle-même tant le nationalisme, le chauvinisme et aussi l'anticapitalisme antisémite sont inséparables de son histoire (pour s'en convaincre il suffit de lire le livre de Michel Dreyfus qui dénonce «l'antisémitisme A gauche» pour mieux éviter de s'attaquer aux racines de l'antisémitisme DE gauche, ou à un niveau plus au ras du bitume le plaidoyer d'ACRIMED en faveur de Mélenchon. Ces gens-là sont incapables de jeter un regard critique sur leur propre histoire). *Ni patrie ni frontières*

Mélenchon/Moscovici : le vrai problème

Comme souvent c'est dans les réactions et commentaires que se dévoile l'ampleur des dégâts de la polémique lancée par les phrases prononcées lors du congrès du Parti de Gauche à Bordeaux.

Il y a bien sûr ceux et celles qui traitent Mélenchon d'antisémite et entonnent le refrain du retour des années 1930 ; il y a aussi la «mise au point» de l'orateur lui-même qui aggrave la portée de ses propos.

Qu'a donc déclaré Mélenchon? Nous reprenons ici la version tirée de l'enregistrement de ses propos, diffusée par le journal Politis proche du dirigeant du PG.

Il dit à propos de Moscovici, après avoir décrit ses positions dans les négociations européennes «...Donc c'est un comportement irresponsable. Ou plus exactement c'est un comportement de quelqu'un qui ne pense plus en français... Qui pense dans la langue de la finance internationale. Voilà.»

Interpellé plus tard sur le sens de sa qualification et de son éventuelle portée antisémite, Mélenchon répond qu'il ne connaissait pas la «religion» de Moscovici, comme s'il s'agissait de croyances et de pratiques confessionnelles dont effectivement il n'a pas à connaître ; il fait semblant de ne pas comprendre qu'il s'agit évidemment de l'origine des uns et des autres. Ignore-t-il vraiment que Moscovici est d'origine juive d'Europe de l'Est ? Difficile à croire.

Mélenchon voulait tenir un propos à tonalité «française» et n'a pas cherché à éviter le piège du nationalisme qui constitue une vieille maladie de la gauche et du mouvement ouvrier français.

Ce n'est pas la première fois que Mélenchon s'embrouille à propos des origines et de l'antisémitisme. Nous avons relevé ses propos à l'époque, à l'occasion de l'escalade de la xénophobie de la droite et de la riposte qu'il convenait d'y apporter(voir Sarkozy-Le Pen: l'apocalypse ?)

En mars 2011 l'UMP s'est lancée dans une campagne visant à discréditer Strauss-Kahn qui apparaissait à l'époque comme le favori des sondages.

Pour le dissuader de se présenter, les dirigeants UMP se montraient prêts à recourir à des attaques fortement teintées d'antisémitisme.

La première salve est venue de Christian Jacob, président des députés UMP et proche de Copé. Elle faisait référence aux «terroirs» dont DSK serait exclu, selon le modèle des attaques contre Léon Blum et Pierre Mendès-France

Puis pour montrer qu'il ne s'agissait pas d'une simple plaisanterie, était ensuite venue l'explication de texte d'un «intellectuel» du gouvernement, Laurent Wauquiez lors du pèlerinage «chrétien» de Sarkozy au Puy-en-Velay. Il déclarait :«...Son discours (de DSK) est celui d'une mondialisation sans couleur, ni saveur, qui se joue dans des grandes capitales internationales, c'est très loin de nous tout ça. Avoir le Président chez nous en Haute-Loire est un vrai geste de reconnaissance. Dominique Strauss-Kahn, c'est Washington, c'est sûrement une très belle maison qui donne sur le Potomac. C'est pas la Haute-Loire et c'est pas ces racines là». C'est le mot «racines»qui était crucial, visant à disqualifier celui qui en serait privé, selon le stéréotype historique du Juif errant, issu directement

de l'antijudaïsme de l'Église catholique. J.L. Mélenchon avait alors étrangement critiqué ceux qui relevaient la tonalité antisémite de ces mises en cause. Il écrivait sur son site :

«...J'en profite pour dire que la façon de surévaluer deux phrases de Christian Jacob sur un tel thème, dans ce registre, de cette façon, aggrave le mal qu'elle prétend dénoncer. Qui a intérêt à incriminer d'antisémitisme dans une déclaration de cette sorte ? Pour menacer tous ceux qui s'opposeraient à Strauss Kahn d'antisémitisme? La ficelle est grosse! Surtout que l'accusation est particulièrement vicieuse. Sachant que l'antisémitisme n'est pas une opinion mais un délit en France grâce à la loi Gayssot (PCF) (erreur importante et embarrassante, la loi Gayssot condamne la négation de la Shoah et pas l'antisémitisme NDLR) on voit quel procédé inquisitorial et venimeux est ainsi mis en scène... Christian Jacob n'est pas un antisémite. C'est juste un gros agrarien archaïque !...»

Mélenchon faisait mine d'ignorer à quel point le recours à l'antisémitisme structuré les campagnes de la droite contre Léon Blum et Mendès-France. Il semblait aussi ignorer qu'une partie de la gauche se présentant comme «nationale» avait repris ce type de thèmes. Ainsi le PCF avait de nombreuses fois attaqué Blum avec des descriptions physiques et intellectuelles copiées de l'univers de la droite. Ainsi Georges Marchais avait-il en mai 1968 attaqué «l'anarchiste allemand Cohn Bendit»; des centaines de milliers de manifestants lui avaient alors répondu «Nous sommes tous des Juifs allemands»

Ainsi le «républicain national» Chevènement avait-il qualifié le même Cohn-Bendit de «représentant des élites mondialisées» que les Verts sont allés chercher en «Allemagne» (10 janvier 1999 sur TF1)

La gauche, héritière et porteuse du combat internationaliste, doit faire le ménage dans ses idées et son langage

MÉMORIAL 98

Lundi 25 mars 2013

Jérôme Kerviel, Mélenchon et l'affaire.... Dreyfus

«Le populisme se porterait encore mieux au Parti de Gauche qu'au Parti Communiste (pour se limiter aux deux principales composantes du Front de Gauche). (...)

«L'une des dernières manifestations de ce populisme étant le bruyant soutien apporté par Mélenchon et le Parti de Gauche à Jérôme Kerviel (également soutenu par les souverainistes de Debout la République et une partie de l'épiscopat catholique). Mélenchon allant jusqu'à comparer Kerviel à Dreyfus ! Si le capitaine Dreyfus n'avait que le tort d'être juif, le trader Kerviel a en toute connaissance de cause largement utilisé et profité d'un système qui lui a finalement fait payer ce qu'il s'autorise lui en toute légalité. Cette comparaison qui s'avère autant déplacée que grotesque témoigne aussi de l'inculture historique de Mélenchon quand il déclare : "A gauche on est comme ça depuis l'affaire Dreyfus, Dreyfus n'était pas des nôtre et on l'a soutenu". On rappellera à Mélenchon que les socialistes étaient alors divisés, et comptaient dans leurs rangs nombre d'antidreyfusards (lesquels l'étaient pour des raisons qui ne se confondaient pas avec celles des antidreyfusards de droite). Si l'on essaye de trouver un équivalent parmi les courants socialistes de la fin du XIX^e siècle à l'actuel Parti de Gauche il n'est pas certain qu'on le trouverait parmi les dreyfusards. En citant ce que Mélenchon déclarait en 2010 ("Cet homme est un voleur (...) et par conséquent il est juste qu'il soit puni") on se demande si l'effet «repenti», illustré par l'audience accordée par le pape François à Jérôme Kerviel, n'a pas en fin de compte déteint sur Mélenchon. On pourrait me rétorquer que tout est bon dans le cochon : ce soutien à Kerviel étant un opportun et excellent moyen de s'en prendre à la finance. Sans doute, mais les «communicants» qui ont durant ce printemps 2014 pris en charge Jérôme Kerviel afin de médiatiser ce chemin de repentance, et lui donner le plus large écho possible auprès de l'opinion publique, avaient tout lieu de prendre pour du «pain béni» les dernières déclarations de Mélenchon. Qui a joué le rôle d'idiot utile, en définitive, dans cette histoire ?»

Extrait d'un article très détaillé et fort intéressant de Max Vincent,
«Populisme et postmodernité» sur le site L'herbe entre les pavés
<http://lherbentrelespaves.fr/index.php?post/2014/05/30/>

A propos du réac Jean-Claude Michéa (alias Nietzsche), des Editions l'Échappée et de leur «vigilance»... en carton pâte

Les Editions de l'Échappée viennent de sortir un bouquin – que je n'ai pas encore lu – sur vingt penseurs qui seraient, selon elles, «vraiment critiques» et qui exprimeraient la «radicalité». Ces deux concepts, «vraiment critiques¹» et «radicalité» sont des notions fourre-tout qui ne peuvent que susciter – *a priori* – la méfiance des lectrices et lecteurs à propos du contenu et de la rigueur théorique d'un tel ouvrage.

De plus, la liste d'intellectuels «critiques» qui nous est fournie en couverture est suffisamment hétéroclite pour nous laisser penser (sans l'avoir lu encore une fois) qu'il s'agit d'une tentative de caresser dans le sens du poil les socialistes (ou les libertaires) «de la chaire» – en clair, les milieux universitaires réformistes et les médias de gauche feignants du bulbe (notons que près de la moitié, 8 sur 20, des auteurs sont français, et une seule de l'aire culturelle non occidentale, ce qui va bien dans le sens du gallocentrisme et de l'occidentalo-centrisme de l'intelligentsia hexagonale)...

¹ «Représentant d'une véritable pensée critique», c'est exactement l'expression qu'emploie le fasciste Alain de Benoist pour caractériser J.C. Michéa, cet «esprit libre», qui a «une réflexion très fine, très intelligente», et «en France» «est le théoricien qui, en matière de pensée politique, dit les choses les plus intéressantes»:
https://www.youtube.com/watch?v=8AXr3H_cKn0.

Un inventaire à la Prévert ?

La liste des auteurs étudiés ressemble un peu à un inventaire à la Prévert : Gunther Anders, Zygmunt Bauman, Cornelius Castoriadis, Bernard Charbonneau, Dany-Robert Dufour, Jacques Ellul, Ivan Illich, Christopher Lasch, Herbert Marcuse, Michela Marzano (députée du Parti démocrate italien !!!), Jean-Claude Michéa, Lewis Mumford, Georges Orwell, François Partant, Pier Paolo Pasolini, Moishe Postone, Richard Sennett, Lucien Sfez, Vandana Shiva, Simone Weil. Si l'on veut absolument trouver un point commun (très schématique) entre la majorité de ces intellectuels, ce serait leur sympathie pour l'écologie et leur critique de la société industrielle et de la technocratie – ce qui n'entraîne pas forcément une critique des fondements réels du capitalisme ni la volonté de s'y attaquer de façon «radicale»... On notera aussi que:

– la majorité de ces auteurs sont des philosophes (discipline où l'on peut affirmer beaucoup de choses sans avoir à s'appuyer sur l'histoire et la politique concrètes) ;

– quatre d'entre eux (Ellul, Charbonneau, Illich et Lasch) appartiennent à une mouvance chrétienne généralement modérée sur le plan politique. Ellul fut à la fois un théologien protestant et l'animateur d'une paroisse; quant à Illich, il était prêtre de l'Église catholique, il est vrai proche des «pauvres» et non de sa hiérarchie ! Mais les fonctions ecclésiastiques prédisposent rarement à la «radicalité». Ellul et Charbonneau appartenaient tous deux au courant personnaliste chrétien dont Emmanuel Mounier, le représentant le plus connu, et plusieurs de ses disciples, fréquentèrent l'École des cadres d'Uriage sous... Pétain. C. Lasch fit profil bas sur les conséquences politiques de ses convictions religieuses mais il est reconnu, surtout depuis sa mort, comme l'un des maîtres à penser des conservateurs anglo-saxons. On ne s'étonnera pas que ce quatuor de croyants soient des adversaires de la Raison et de la critique matérialiste antireligieuse inaugurée par les Lumières ;

– le seul auteur qui ait une activité politique traditionnelle actuellement (Michela Marzano) représente au Parlement un parti du centre gauche, qui n'a jamais été ni «radical» ni «vraiment critique» vis-à-vis du capitalisme et n'est même pas un parti réformiste combatif ;

– et enfin que Zygmunt Bauman, fut commissaire politique, major dans le Corps de sécurité intérieure (les renseignements militaires) et membre du Parti polonais stalinien de 1944 à 1968 avant d'être chassé de Pologne à la suite d'une campagne menée par le Parti «communiste» contre les Juifs. Un tel long parcours au sein de l'appareil militaire puis politique d'un Etat totalitaire n'est pas vraiment un témoignage de «radicalité»....

Bref sur ces vingt prétendus penseurs de la «radicalité», un tiers ont vraiment mouillé leur chemise à un moment ou un autre de leur existence (même si certains se sont bien assagis par la suite), voire ont risqué leur vie ou la prison pour leurs idées. Les deux autres tiers sont formés de braves universitaires dont la «radicalité» n'a jamais pris le chemin d'une pratique concrète anticapitaliste... Il ne s'agit pas de le leur reprocher (tout le monde n'a pas le goût à militer aux côtés des exploités) mais je vois mal comment une perspective libertaire «vraiment critique» pourrait s'élaborer seulement dans les facs ou les cénacles intellectuels, en dehors de toute participation à des luttes de masse.

Mais peut-être l'ouvrage vaut-il mieux que son titre et son catalogue d'intellos pseudo rebelles (Simone Weil mise à part) qui figure sur la couverture ? Il ne nous reste donc plus qu'à le lire pour nous faire une opinion.

En attendant, ce billet traitera d'une autre question liée à ce livre et à mon avis plus importante : on a découvert sur les réseaux sociaux que l'auteur de la contribution sur Michéa dans ce livre publié par nos amis libertaires est un pote de la Nouvelle Droite, donc un de ces individus d'extrême droite que combattent les animateurs de l'Échappée.

Une seconde grosse «gaffe ?»

D'ailleurs, manque de pot pour les libertaires de l'Échappée, Olivier Rey, auteur de l'article consacré à Pasolini dans leur livre, a accordé une interview à la revue *Conférence* sur «l'usage social des sciences» dont le texte a été reproduit (probablement avec son autorisation) dans *Krisis* n° 39 de septembre 2013, la revue du fasciste mondain Alain de Benoist. Signalons au passage que Rey est aussi l'auteur dans *Études*, la revue des jésuites, d'un article au titre évocateur : «L'homme originaire ne descend pas du singe»... Il a également donné une petite conférence à Notre-Dame-de-Paris, en compagnie d'un théologien pour gloser sur la «querelle du genre» («*Homme-femme : heureuse différence ou guerre des sexes ?*»), conférence que l'on peut voir et écouter sur la chaîne catholique KTO : <http://leblogjeancalvin.hautetfort.com/tag/olivier+rey>. Ou lire ici : <http://www.paris.catholique.fr/Texte-des-Conferences-de-Careme,15767.html>. Et aussi une autre conférence à Lyon, le 15 décembre 2013, «chez les jésuites de la rue Sala (Espace Saint-Ignace)», à propos de «l'économie durable et solidaire» (cf. le portail jeunes de legalised catholique de Lyon).

On trouve enfin Olivier Rey dans la liste des membres d'honneur de l'association Cosette et Gavroche. Cette asso a organisé les «Etats généraux

de l'enfant» à Lyon avec une intervention surprise de Frigide Barjot et a coplanifié la manifestation dans cette ville le 17 novembre 2012 qui a réuni 20 000 personnes contre le mariage homosexuel.

Heureusement que ce monsieur affirme, la main sur le cœur, qu'il n'est pas catholique et peu initié aux rites religieux malgré ses fréquentations très orientées (KTO, Radio Notre Dame, interventions dans la revue et les locaux des jésuites, etc.). Notre philosophe épris de «spiritualité» a seulement la...foi !

Décidément les amis de l'Échappée nous réservent bien des surprises !

Cette maison d'édition officiellement libertaire a donc pondu un communiqué pour appeler à la «vigilance», communiqué sidérant par son absence de contenu politique. En effet le problème résiderait simplement, selon l'Échappée, dans une petite erreur de casting (on n'a pas vérifié sur Google, quelqu'un de fiable nous l'a recommandé, et autres excuses d'amateur) **mais pas dans le choix stupéfiant de Jean-Claude Michéa comme auteur «vraiment critique» et «radical».**

Les bras m'en tombent !!!

Il est pourtant évident que ce monsieur est devenu l'une des références importantes de la droite et de l'extrême droite, de tous les nostalgiques gaulois, déclinistes et sociaux-patriotes, même s'il se prétend «socialiste authentique» pour la galerie et pour semer la confusion.

Cette filiation qu'il prétend établir avec le «socialisme originel» est d'autant plus une mystification que plus aucun courant politique actuel ne s'en réclame, que la plupart des ouvrages de ces premiers socialistes sont introuvables et que lorsqu'on l'interroge sur ses objectifs politiques il prône un «immense front populaire sur le modèle de la Résistance», de la «droite monarchiste jusqu'aux communistes» (traduire jusqu'aux staliniens actuels du PCF) et considère le principe du «tirage au sort» comme une piste intéressante... Michéa adopte une posture «radicale» à la fois sans risques et sans contenu véritable car, de livre en livre, ce philosophe nous promet qu'il y a trouvé le Saint Graal ou l'Arche perdue de la Radicalité mais se garde bien de nous en révéler le contenu...

Si l'Échappée avait lu attentivement Michéa ou au moins ses critiques (certes moins médiatiques que celles – plus récentes – de Halimi, Lordon et Corcuff mais que l'on trouve sur Internet depuis quelques années¹), ce

¹ Même si je ne partage pas toutes ses positions dans ce texte comme dans d'autres, on lira par exemple avec profit le texte de Max Vincent paru en 2011 (mais dont une partie avait été écrite en 2010) et qui aurait dû dessiller les yeux peu vigilants des éditeurs de l'Échappée: «Cours plus vite Orphée, Michéa est derrière toi !» (<http://lherbentrelespaves.fr>)

collectif libertaire saurait depuis longtemps que Michéa n'a rien d'un penseur «vraiment critique» ou «radical» et que quelques personnes à l'esprit «vraiment critique» l'ont démystifié depuis belle lurette !

Mais cela supposerait de se détacher du tintamarre médiatique autour de certains penseurs pseudo «inclassables» (notion dont se servent les éditions Climats pour vendre les livres de Michéa) et de se mettre à faire fonctionner ses neurones libertaires, anarchistes, ou radicales – comme vous voulez.

Cela dit, les éditions l'Échappée ont une «excuse» : elles ne sont pas les seules, dans les milieux anarchistes ou libertaires, à prendre (ou à avoir pris ?) Michéa au sérieux puisque ce fut le cas aussi du site Jura libertaire, de Radio Libertaire et des revues *Réfractions* et *A contretemps*...

Pourtant les thèmes qu'aborde Michéa et la critique qu'il adresse au «libéralisme» (et non au capitalisme qu'il réduit, avec une incroyable légèreté, à la seule existence d'une production marchande, le transformant ainsi en un mode de production plurimillénaire et donc quasiment éternel !) sont aussi ceux chers à Soral, Marine Le Pen, Zemmour, Renaud Camus, Finkelkraut, Murray et quelques autres individus «vraiment critiques» (en apparence) vis-à-vis de certains aspects de la société capitaliste actuelle. Voici une liste, non exhaustive, des thèmes qu'aborde Michéa et des lieux communs qu'il nous assène de livre en livre :

– **les effets de la mondialisation** sur la destruction des liens entre les individus, mais aussi de leur lien à leur terre, leur langue, leur culture, leur lieu de naissance (nostalgie du «Volem viure al pais» qui va des Identitaires aux écolos) ;

On trouvera aussi dans un article paru dans *Le Monde* en octobre 2011 quelques éléments de critique présentés par Luc Boltanski : http://www.lemonde.fr/livres/article/2011/10/06/le-complexe-d-orphee-de-jean-claude-michea_1582895_3260.html (selon Michéa, les citations de son livre dans cet article seraient fausses ou déformées).

On trouve même sur un site mao-stalinien dès le mois d'août 2009 une critique à coups de Grosse Bertha contre Michéa :

<http://lesmaterialistes.com/contre-informations/gauche-gauche-extreme-gauche-encore-fois-sujet-jura-libertaire>

<http://lesmaterialistes.com/contre-informations/quand-anarchistes-soutiennent-revolte-contre-monde-moderne>

Une telle charge (même menée par des mao-staliniens obtus qui réagissaient à la publication d'une interview de Michéa par Radio Libertaire – tiens tiens...) en 2007 publiée en 2009 ici : <http://juralibertaire.over-blog.com/article-33333704.html>) aurait dû alerter les animateurs de l'Échappée et les inciter à vérifier le bien-fondé de ces accusations....

– **l’abaissement du niveau de l’enseignement et de la culture** en France (ce qui lui permet d’attaquer et de mettre sur le même plan les émissions de télé-réalité, la publicité, Internet, les réseaux sociaux, les réformes de l’Education nationale décidées par des technocrates et soutenues par les tenants des «sciences de l’éducation», l’influence de Bourdieu et de ses disciples, etc.) ;

– **le rôle «totalitaire» des «élites mondiales»** (FMI, Banque mondiale, UE, BCE, etc.), comme s’il n’y avait plus ni bourgeoisies nationales ni Etats nationaux aux manettes et seulement des «élites», vieux concept d’extrême droite ou des «oligarchies» (à ce sujet il est comique de voir Michéa déplorer l’abandon de l’usage du terme de classe, alors que lui-même ne l’utilise que fort rarement et, pour couronner le tout, de façon floue !) ;

– **la présentation de l’antiracisme comme une diversion** mise au point par le PS, et non comme un axe fondamental de lutte politique dans une société gangrenée par le racisme institutionnel et la bonne conscience néocoloniale ;

– **la critique des Lumières et des excès (réels ou supposés) de la raison scientifique**, qui ouvre la voie à la réhabilitation de toutes les explications religieuses, sectaires, théologiques, mystiques, obscurantistes et surtout aux grandes manœuvres politiques et sociétales de leurs partisans (les mouvements autour de la «Manif pour tous» ont récemment illustré la forte capacité de nuisance des passions religieuses dans l’espace public, d’autant plus dangereuses qu’elles se parent des vertus du bon sens populaire – de la «décence commune» chère à Michéa) ;

– **la minoration de l’influence du Front national dans les classes populaires**, minoration qui va de pair avec son explication indigente par le seul «complot» mitterrandien de 1983 (il semble que récemment Michéa ait décidé qu’il fallait tendre la main aux électeurs du FN en s’inspirant de la politique de la Résistance....) ;

– **«l’aliénation» ou l’addiction créée par la consommation** (ce vieux thème personnaliste-chrétien puis situationniste sert à tous les moralistes de droite et d’extrême droite pour justifier... l’austérité et vanter la frugalité) ;

– **la défense des vertus de l’artisanat, du petit commerce, du petit entrepreneur et de la petite propriété** (vieux thèmes conservateurs et proudhoniens et qui conviennent à tous les illusionnistes des solutions pseudo alternatives... dans le cadre du salariat, des échanges «non marchands» type SEL, des coopératives d’auto-exploitation, etc.) ;

– **la dénonciation lancinante des people «soixante-huitards»** merdiatiques (tarte à la crème des médias de droite et des repentis ex-maoïstes à la Finkielkraut) ;

– **la dénonciation globale de Mai 68** lui-même au nom d’une opposition artificielle et fautive entre le méchant Mai étudiant bourgeois,

consommériste, destructeur des valeurs civilisationnelles fondamentales et le bon Mai ouvrier (version bien conforme à celle diffusée par le PCF, ce qui n'est par hasard lorsqu'on sait que l'auteur adhéra au PCF... en 1969 !!!) porteur de la «décence commune» (concept fumeux emprunté à George Orwell), ou au nom de sa récupération inévitable par la «société du spectacle»;

– **la critique très superficielle du stalinisme** (cf. p. 148 notre «Note sur le petit Nietzsche et son philostalinisme indécrottable») qui s'accompagne à la fois d'une nostalgie de la vieille CGT stalinienne (et de son propre père stalinien à la «fibre anarchisante» – sic ! – tout en étant permanent du Parti et de son quotidien *L'Humanité* !!!), d'une admiration pour le stalinien Thorez et d'une charge violente contre la CFDT de l'immédiat post-68. Cette hostilité à la CFDT des années 70 est hilarante quand on sait que Michéa se présente comme un fervent disciple de Castoriadis, penseur qui se rapprocha justement de ce syndicat à ce moment-là jugé catastrophique par l'auteur et annonciateur, selon lui, de tous les méfaits du «libéralisme» pendant les trente années qui allaient suivre ! ;

– **la négation des causes sociales de la délinquance** qui va de pair avec une **dénonciation de l'angélisme des sociologues** (chanson que nous serinent les médias, la droite et l'extrême droite). C'est ainsi que dans la droite ligne de l'humour réac qu'affectionne Radio Courtoisie, Michéa explique que frapper «une vieille dame pour lui voler son sac» pourrait représenter *«(avec, il est vrai, un peu de bonne volonté sociologique), une forme encore un peu naïve de protestation contre l'injustice sociale»*;

– **la dénonciation de ceux qui défendent les droits des sans-papiers** comme des partisans du «nomadisme» capitaliste, dénonciation qui convient parfaitement aux schémas mentaux de l'extrême droite ou de la gauche social-chauvine ;

– **l'antiaméricanisme primaire** (si cher aux gaullistes et aux staliniens français) qui consiste à voir partout la main du Grand Satan, quitte à ainsi exonérer sa bourgeoisie nationale – c'est ainsi, par exemple, qu'il reprend à son compte la qualification de la nouvelle gauche et du PS des années 1980 comme une «gauche américaine» comme si la social-démocratie n'avait pas renoncé au socialisme depuis au moins le début du XX^e siècle ; antiaméricanisme primaire qui explique le soutien critique apporté par J.C. Michéa à Chavez¹ à cause du «rôle central» que ce dernier accorde à «la

¹ Il suffit de lire les pages que Michéa consacre au rôle néfaste de la «volonté de pouvoir» dans les révolutions et les organisations de gauche et d'extrême gauche, et de les comparer avec son soutien critique à Chavez pour comprendre que sa critique «radicale» – au sens de prendre les problèmes à la racine – n'est qu'une posture pour séduire d'éventuels

patrie» comme une bonne partie de «la gauche latino-américaine». Et qui explique pourquoi Michéa se réfère (devra-t-on dire désormais se référer?) si souvent au *Monde diplomatique*, cet organe des sociaux-patriotes gaulois qui a toujours ouvert ses colonnes aux gaullistes de gauche, aux chevènementistes et aux tiersmondistes suppôts des bourgeoisies d'Etat nationalistes du Sud ;

– **la dénonciation de la prétendue «dictature» du politiquement correct** comme une attitude imposée par la gauche «bien-pensante», alors que cette mode a été lancée aussi et surtout par les conservateurs américains qui partagent, pour l'essentiel, les mêmes indignations que celles de... Michéa;

– **l'attaque contre les mouvements lycéens et étudiants**, et plus généralement contre la jeunesse soupçonnée de n'être qu'un conglomérat de «crétins militants» consuméristes ;

– **la défense des vertus de la tradition, de l'instruction civique, donc aussi de la civilité, de la politesse, de la «décence commune»** (loyauté, honnêteté, respect, bienveillance, générosité, entraide, amitié, etc..) vertus présentées comme des valeurs «populaires» nécessaires à l'existence de «communautés» soudées. Ce discours est celui de tous les traditionalistes religieux, païens ou athées : au lieu de défendre la primauté de l'«ethnie» et des liens du «sang», comme le fait l'extrême droite, Michéa nous sert un baratin sur les caractéristiques «anthropologiques» éternelles des «peuples», «les formes d'enracinement premier», les «racines premières», le capitalisme qui condamnerait «par principe la notion de racines», le «nomadisme obligatoire». Malheureusement cela revient politiquement au même quand on ne fait pas la critique de notions aussi ambiguës que celles de «racines» ou de «nomadisme» ;

– **le refus de reconnaître le rôle clé de l'autoritarisme et de la hiérarchie** dans la famille, l'Etat et l'entreprise actuels (comme si l'on pouvait prendre au sérieux la gestion participative de l'Etat ; les boîtes à idées, les cercles de qualité ou le management participatif dans les boîtes ; ou même la disparition des privilèges matériels des mâles dans la structure familiale et dans la vie quotidienne). Michéa dénonce l'individualisme capitaliste ou libéral (pour lui, les deux termes sont synonymes) comme si l'idéologie pseudo-égalitaire des sociétés occidentales reflétait une réalité vécue par tous dans les pays du Nord !

– **la critique de «l'extrême gauche», chargée de tous les péchés du monde** sans jamais que ses accusations grotesques soient précisées : quel

gogos anarchistes. Quiconque s'est intéressé à la personnalité de Chavez et à ses pratiques quand il était au pouvoir ne peut ignorer sa dimension caudillesque et le culte de la personnalité qui s'est établi autour de lui et qu'il encouragea.

texte, quelle organisation, quel auteur, dans quel contexte. Ce qui aboutit par exemple à ce que Michéa accuse «l'extrême gauche» d'avoir fait de Sade (!) un des ces modèles après 1968 ou de vouloir, encore aujourd'hui, remettre en cause tous les tabous moraux, accusations du plus haut comique pour qui a milité durant ces années-là, ou qui connaît le fonctionnement interne des organisations d'extrême gauche et les rapports hommes/femmes en leur sein – à l'époque mais aussi aujourd'hui. Mais ces affirmations infondées et fantaisistes sont tout à fait cohérentes avec le passé stalinien de cet auteur, dont la haine (ou, pour parler comme «Nietzschéa», le ressentiment) anti«gauchiste» n'a pas varié d'un iota. Et cohérentes aussi avec son amalgame entre la «nouvelle gauche» (Rocard, Delors) et «l'extrême gauche» (Besancenot) !

Certes quand on lit les ouvrages de Michéa on n'a pas l'impression, au niveau de la qualité de l'écriture, de lire du Soral ou du Zemmour, même si, d'un livre à l'autre, l'argumentaire ne varie guère et finit par nous lasser. Il n'écrit pas avec un balai à chiotte comme les deux auteurs précités, différence appréciable pour celui qui achète l'un de ses ouvrages. Mais son style brillant ne suffit pas à faire de lui un penseur «vraiment critique» et cache mal ses distorsions historiques et ses références très franco-centrées pour un penseur qui prétend penser les problèmes de l'Humanité, ou du moins de son aire occidentale....

A ma connaissance, Michéa n'est ni raciste ni antisémite (même si visiblement, face à l'Affaire Dreyfus il aurait préféré l'abstention anticapitaliste incantatoire à la Guesde que l'engagement républicain-démocrate à la Jaurès – enfin, une fois que ce dernier se fut ressaisi... ; et quand il compare, dans une conférence sur youtube, l'affaire Dreyfus au litige entre la fille de Liliane Bettencourt et sa mère, ou qu'il réduit l'indignation de la gauche face à l'Affaire Dreyfus à la seule dénonciation de la fabrication de fausses preuves contre ce «riche bourgeois» et non au poison qu'est l'antisémitisme, on ne peut que se poser des questions sur sa lucidité politique... cf. <http://www.youtube.com/watch?v=W6o7biQF-0g>).

Il ne défend pas de théories du complot (même s'il aime faire référence aux dîners du Siècle, aux «tractations secrètes autour de l'AMI», à la Trilatérale, aux «lobbies communautaires discrets» dans l'UE, aux réunions où les «élites» décideraient du sort du monde loin des regards des peuples, à tel ou tel document interne de l'ambassade américaine, etc.).

Il ne place pas la dénonciation de l'immigration ou de la prétendue invasion de l'islam au centre de ses livres (du moins dans ceux que j'ai lus) même si ces allusions à la «caillera» (au sens de mafia des trafiquants) des banlieues populaires sont ambiguës et nécessiteraient des recherches plus approfondies pour déterminer ce que pense vraiment cet auteur sur l'immigration et les banlieues populaires.

En effet, Michéa n'a que le mot «peuple» à la bouche, mais son curieux silence sur sa composition réelle nous fait craindre que ce peuple ait surtout des traits, une culture et des mœurs plutôt franco-gaulois. Il attaque sans cesse les défenseurs des droits des sans-papiers en les présentant comme des «bobos» et en prétendant que, pour eux, «l'essence de l'homme» serait «de migrer indéfiniment»; il faut ne rien connaître aux souffrances matérielles et psychologiques des migrants pour affirmer comme Michéa que leurs soutiens, qui les côtoient quotidiennement, souhaiteraient qu'ils migrent «indéfiniment». Il nourrit ainsi les fantasmes de tous les xénophobes occidentaux qui croient qu'ils vont être bientôt, ou qu'ils sont déjà, «envahis» par les peuples du Sud, alors que l'essentiel des migrations sont des migrations Sud/Sud et non Sud/Nord.

Le ton et le contenu de ses ouvrages, qui sont beaucoup plus des pamphlets que des essais politiques (il se présente d'ailleurs comme un philosophe, et non comme un théoricien politique) ressemblent à ceux d'un autre intellectuel, beaucoup moins en odeur de sainteté à gauche, Philippe Murray, qui lui aussi dénonce CERTAINS aspects du système capitaliste avec virulence et parfois avec humour, ce qui ne gêne rien, mais qui est un réactionnaire et un conservateur assumé.

On retrouve d'ailleurs dans le dernier livre de Finkielkraut, *L'identité honteuse*, la plupart des thèmes ci-dessus évoqués. Ce qui explique pourquoi Michéa est souvent invité à France-Culture, comme bien d'autres intellectuels réactionnaires qu'affectionne Finkielkraut (on en trouvera la liste sur un site justement intitulé «Le nouveau réactionnaire», où Radio courtoisie figure en bonne place aux côtés de «Répliques», l'émission du social-patriote honteux qui trouve qu'il y a trop de «Blacks» dans l'équipe de France). Cela explique pourquoi notre féroce critique des médias, et des militants qui se laissent prendre à leurs pièges, se fait régulièrement interviewer par ces mêmes agents du décervelage – y compris le mensuel réactionnaire *Causeur*....

Lorsqu'un éditeur libertaire prétend faire un bilan de la pensée «vraiment critique», on s'attend naïvement à ce qu'il aille au-delà des dénonciations violentes mais partielles d'un pamphlétaire talentueux et cherche à creuser ce que ce dernier nous propose. Or, dans les livres de Michéa, on ne trouve aucune proposition politique originale et encore moins radicale, ce qui aurait dû quand même alerter les animateurs de L'Échappée....

Gageons qu'ils se sont sans doute laissés séduire par la rhétorique clinquante d'un clerc (d'un bouffon ?) à la mode sans réfléchir ni creuser davantage, tant ils étaient pressés de se trouver un «compagnon de route» branché, libertaire, moderne, et surtout vivant... Les anarchistes actuels ont effectivement du mal à trouver des penseurs contemporains qu'ils pourraient s'annexer théoriquement ou plus prosaïquement brandir comme

des preuves de la vivacité de leur courant politique. Cette situation les conduit à ratisser de plus en plus large, à tenter de profiter de l'aura médiatique d'individus comme Onfray ou Michéa, et à prendre pour argent comptant la moindre allusion positive à Bakounine, Proudhon ou à l'anarchosyndicalisme historique, tant ils souhaitent sortir de leur dramatique isolement.

Dans une telle situation, appeler **LES AUTRES** à la «vigilance» contre l'extrême droite relève de la plus insigne mauvaise foi, de la tentative d'éviter le débat de fond et de la diversion incantatoire (procédé que dénonce souvent Michéa d'ailleurs, preuve que les éditeurs de l'Échappée ne l'ont pas lu très attentivement...).

Cet appel à la vigilance **pour les autres** revient aussi à refuser de reconnaître qu'une bonne partie des idées réactionnaires défendues plus ou moins ouvertement par Michéa sont également propagées par toutes sortes d'auteurs ou de politiciens eux aussi «de gauche» : Ariès, Bricmont, Collon, Lordon, Mélenchon, Nikonoff, Ruffin, Todd, qui sont tous à un titre ou à un autre, et quelles que soient leurs divergences secondaires, des tenants du social-patriotisme.

La revue *Ni patrie ni frontières* avait consacré un numéro à *L'Inventaire de la confusion entre l'extrême gauche et l'extrême droite* et voilà que l'Échappée nous offre malheureusement l'occasion d'enrichir cet inventaire d'une nouvelle entrée. Et cette nouvelle passerelle entre droite et gauche n'a pas été établie suite à un complot, à une tentative d'«infiltration», comme essaie de nous le faire croire L'Échappée mais parce que ces éditeurs libertaires ont pris Michéa pour un penseur «radical», «vraiment critique», selon leur propre expression. Ils se sont piégés eux-mêmes délibérément...

Si les Editions de l'Échappée veulent faire œuvre utile, je leur suggère de se pencher sur le venin social-patriote, nationaliste¹ (qui sévit à gauche

¹ A ce sujet il est symptomatique que le seul «mouvement» récent qui trouve grâce aux yeux de Michéa soit l'agitation sans lendemain autour du non au Traité constitutionnel européen. Comme si la prétendue «victoire du non» aurait pu avoir lieu sans le soutien des 6 millions d'électeurs du Front national et des souverainistes de droite et d'extrême droite. Il est d'ailleurs intéressant de signaler, comme Max Vincent lui-même l'avait déjà souligné en 2011, que Michéa ne parle JAMAIS du Front national si ce n'est pour ridiculiser ceux qui voient le fascisme à nos portes (sur ce dernier point, au moins, on est d'accord: le fascisme n'est pas à nos portes et le FN n'est pas un parti fasciste, du moins au sens traditionnel. Il n'a pas de milices et n'a pas réussi à créer un Front du travail, heureusement). Ignorer 6 millions d'électeurs et le parti qui se prétend leur porte-parole et a réussi à droitiser tout le débat politique en France est pour le moins bizarre. En tout cas si

et à l'extrême gauche, des écologistes au Front de Gauche en passant par le MPEP, les Indignés ou ATTAC et un certain nombre d'intellectuels non encartés mais tout aussi nuisibles pour la lutte de classe) et d'y consacrer un livre sérieux et «vraiment critique». Évidemment, cela leur attirera l'incompréhension voire l'hostilité des milieux universitaires de gauche et des petits-bourgeois altermondialistes, écologistes, décroissants, indignés, etc. Et cela ne leur vaudra pas une seule recension (même critique) dans *Politis*, *L'humanité*, *Le Monde diplomatique* et autres médias «de gauche».

Un risque à courir.

Chiche ?

Y.C., 19-24 novembre 2013

Michéa n'a rien à dire sur l'impact du Front national dans les classes populaires c'est qu'il ne s'intéresse guère au «peuple» dont il se prétend le héraut.

Sur le référendum de 2005 on lira «La triste farce de la victoire du non»: <http://www.mondialisme.org/spip.php?article503>.

Notons enfin que pour Michéa le patriotisme c'est «l'amour de la patrie, le nationalisme c'est la haine de l'autre», définition propagée depuis des décennies par tous les sociaux-chauvins et les sociaux-patriotes (cf. sa conférence <http://www.youtube.com/watch?v=W6o7biQF-0g> mise en ligne par un certain Quenellede300 qui poste des vidéos d'extrême droite à tire-larigot...)

Sur le petit Nietzsche et son philostalinisme indéfectible

C'est ainsi que Michéa décrit le PCF comme une «réalité ambiguë. Si sa direction était profondément stalinienne, le parti lui-même fonctionnait en même temps comme une véritable contre-société, offrant à beaucoup de travailleurs et de "gens ordinaires" — comme les appelle Orwell — un cadre politique efficace et protecteur. À la base du parti, on pouvait donc rencontrer des hommes et des femmes absolument remarquables, des gens parfaitement indifférents au pouvoir et qui ne considéraient pas l'organisation comme un tremplin pour une quelconque carrière. Des gens simplement convaincus, en somme, que le parti était la seule structure politique capable de les défendre contre ce que Paul Berman a appelé "les mille injustices de la vie moderne"».

On reconnaît bien là l'argumentaire de tous ceux qui connaissent les crimes du stalinisme mais continuaient à militer au Parti !

De plus, chaque fois que Michéa évoque le stalinisme, c'est

– soit en invoquant sa nostalgie pour Maurice Thorez, la Résistance¹ et le front commun gaullo-stalinien du CNR (cf. sa conférence sur youtube sur «Le socialisme des origines ; gauche, droite, l'alternance unique»),

– soit en employant un langage antitotalitaire politiquement très flou (on sait qu'il existe des courants antitotalitaires de gauche mais aussi de droite et Michéa, tout ex-stalinien qu'il est, peine à nous indiquer où penchent ses sympathies), comme s'il n'avait jamais été un militant et un complice de ce totalitarisme-là, attitude fort éloignée de l'honnêteté intellectuelle qu'il prône si bruyamment et du mépris qu'il affiche vis-à-vis des intellectuels de son ex-Parti !

Il appelle les militants de gauche et d'extrême gauche à se remettre en cause radicalement, à effectuer un profond travail sur eux-mêmes, mais quand il évoque (brièvement) son passé au PCF il parle avec gourmandise

¹ Il a d'ailleurs le culot d'affirmer qu' «on ne prend jamais [en compte] le modèle de la Résistance», alors que cette référence structure toute la vie politique en France, de la droite à l'extrême gauche, depuis près de soixante-dix ans. Et cette prégnance de l'idéologie de collaboration de classes de la Résistance et de l'Union nationale après la Libération s'est vérifié aussi bien dans les années 70 (voir les différentes tendances du courant maoïste et leurs héritiers actuels, qu'il s'agisse de ceux qui se sont reconvertis chez les Verts ou au Front de gauche, ou des dernières petites sectes survivantes) qu'au XXI^e siècle, cf. ATTAC, *Le Monde diplomatique*, Stéphane Hessel, les Indignés, etc.

et autosatisfaction de son «éducation communiste thorézienne» (et il rend hommage au «sens extraordinaire du front commun et de l'unité» qu'aurait possédé Thorez)... Communiste ou stalinienne ? Un bel exemple de «double pensée», vous ne trouvez pas ?

Dans une interview à Radio Libertaire, Michéa ose dénoncer une «chasse aux sorcières» imaginaire qu'auraient menée les «organisations gauchistes» contre le PCF dans les facultés durant les années 70, campagne qui aurait motivé son adhésion au PCF en 1969. Difficile de mentir plus effrontément et de façon plus «indécente» pour utiliser un mot qu'affectionne notre petit «Nietzschéa».

De même Michéa parle de «folie idéologico-sanguinaire» à propos des organisations gauchistes françaises sans pouvoir citer un seul exemple – et pour cause – du côté prétendument «sanguinaire» de ces groupuscules... Critiquer les positions politiques des maoïstes français c'est une chose, insinuer qu'ils auraient pu inciter leurs militants à avoir un comportement «sanguinaire» relève de la calomnie la plus... «indécente».

Ceux qui dans les années 70 utilisaient la violence contre les trotskystes, les maoïstes et les anarchistes dans les quartiers populaires, devant les entreprises et dans les manifestations c'étaient les staliniens du parti de Michéa. Et cette tradition de violence stalinienne dans le mouvement ouvrier a une longue histoire, elle remonte aux années 1920 et s'est poursuivie bien au-delà des années 70. Pendant des décennies les militants staliniens français ont mené la chasse aux trotskystes à coups de matraques, de barres de fer et parfois en les liquidant physiquement comme ce fut le cas pendant la Seconde Guerre mondiale et à la Libération. Qu'un penseur qui se la joue «antitotalitaire» puisse proférer de tels propos mensongers sur les ondes d'une Radio libertaire sans que ces interlocuteurs ne l'interrompent pour rétablir la vérité, montrent dans quelle situation de déliquescence se trouve le mouvement anarchiste !

Enfin il est symptomatique que, comme presque tous les repentis, ou les ex, il date la dégénérescence de la Gauche, du moment où il a perdu ses illusions, donc, pour ce qui le concerne, du début des années 80, c'est-à-dire pile poil après sa démission du PCF. Il s'agit d'un mécanisme psychologique classique que l'on retrouve chez tous les scissionnistes, démissionnaires ou exclus au sein de l'extrême gauche ou de l'ultra gauche. Pour ces «ex», l'histoire de la pensée radicale (de gauche ou d'extrême gauche) qu'ils nous proposent est totalement calquée sur leur itinéraire politique personnel... mais ils ne l'avouent jamais ! Il y a un (bon) avant et un (mauvais) après qui coïncide comme par hasard avec leur biographie et leur rupture. Cela serait anecdotique, ou simplement «pathétique» comme disent les Anglo-Saxons, si Michéa ne nous infligeait pas en permanence de vigoureux sermons sur la «décence commune».

Y.C.

Livres, interview et conférence de Michéa consultés pour cet article:

- *L'enseignement de l'ignorance* (1999), éditions Climats
- *Impasse Adam Smith* (2002) éditions Climats, puis Flammarion, Champs
- *L'empire du moindre mal* (2007) éditions Climats, puis Flammarion, Champs
- *La double pensée, retour sur la question libérale* (2008) éditions Climats
- Interview en compagnie de Janette Habel dans l'émission «Les matins de France culture» le 6 mars 2013,
http://www.youtube.com/watch?v=HyIoADUU_FQ
- Conférence du 9/12/2011 «Le socialisme des origines ; gauche, droite, l'alternance unique» (<http://www.youtube.com/watch?v=W6o7biQF-0g>)
- Autre source utile pour comprendre les convergences de Nietzsche avec la Nouvelle Droite :** la conférence du fasciste Pierre Le Vigan sur Jean-Claude Michéa et «l'imposture d'un certain clivage droite/gauche» :
<http://www.youtube.com/watch?v=QUj7W0XCZoc>

P.S. : on pourra lire aussi la très intéressante «**Conversation sur les spécialistes radicaux des penseurs radicaux**», retranscription d'une émission de Radio Vosstanie

<http://vosstanie.blogspot.fr/2013/12/emission-du-30112013-radio-vosstanie-en.html>

COMMENTAIRES SUR L'OUVRAGE COLLECTIF *RADICALITÉ, 20 PENSEURS VRAIMENT CRITIQUES*

Le lecteur ayant entre les mains *Radicalité : 20 penseurs vraiment critiques* (ouvrage publié par les Éditions de l'Échappée), qui avant d'entamer sa lecture découvre sur la couverture le nom des vingt protagonistes (1), peut s'étonner d'y trouver des penseurs qui ne correspondent pas, ou peu, à l'idée qu'il se ferait lui de la radicalité ou d'une pensée "vraiment critique". D'autant plus que ne figurent pas dans cette énumération plusieurs noms qui lui viendraient plus naturellement à l'esprit s'il lui fallait dresser pareille liste (exercice plutôt vain au demeurant).

Il faut patienter jusqu'à la fin de l'introduction pour avoir (page 24) une réponse à la dernière question. Les préfaciers et coordinateurs de l'ouvrage (Cédric Biagini et Guillaume Carnino, les deux éditeurs, plus Patrick Marcolini) expliquent qu'ils "ont mis de côté ceux et celles qui auraient pu tout à fait trouver leur place ici, mais qui sont déjà bien connus et sur lesquels on trouvera de nombreuses études universitaires ou non. Nous pensons notamment à des personnalités aussi différentes que Hannah Arendt, Albert Camus, Guy Debord, Karl Polanyi". Les préfaciers ajoutent que Jean Baudrillard, Philippe Breton, François Flahault, Michel Freitag, Roland Gori, Annie le Brun, Serge Latouche auraient pu y figurer, mais que la place manquait (puisque'il fallait s'arrêter au chiffre 20). Ils justifient également l'absence de "collectifs" par la présence parmi les vingt noms de "certains de leurs auteurs de référence".

Ceci m'inspire plusieurs remarques. D'abord, dans la liste de L'Échappée, Castoriadis, Marcuse, Orwell, Pasolini, Weil, pour ne citer qu'eux, ont fait l'objet de nombreuses études, de maints commentaires, et plusieurs livres ont été consacrés à chacun d'entre eux (par des universitaires ou pas). Donc l'argumentation selon laquelle les coordinateurs "ont mis de côté" pour ces mêmes raisons les quatre penseurs

cités plus haut s'avère peu convaincante. Si l'on reprend cette liste de "refusés" on se demande ce que vient faire là Albert Camus, voire l'Hannah Arendt postérieure aux années 1960. En revanche, il est fort dommage que Guy Debord ait été écarté. Mais pas pour les raisons que l'on pourrait croire. Patrick Marcolini, l'auteur d'un *Mouvement des situationnistes* publié chez le même éditeur (ici préfacier, coordinateur et contributeur), paraissait mieux placé que d'autres, plus légitime pour écrire un texte sur Debord. Je dois avouer ma frustration. De ne pas pouvoir ainsi prendre connaissance des développements que réclamait la thèse exposée dans *Le mouvement des situationnistes* : celle d'un Debord devenu un "auteur anti-industriel" après la dissolution de l'Internationale situationniste, et plus encore avec *Commentaires sur la société du spectacle* seize ans plus tard. La logique de ce raisonnement, compte tenu du type de critique que Marcolini adresse dans cet ouvrage à l'I.S., faisant par surcroît de Debord un auteur anti-situationniste !

Quelques pages plus loin, les coordinateurs nous donnent une indication d'importance sur la façon dont cette liste a été constituée, ou du moins élaborée : "Jean-Claude Michéa, par exemple, a largement contribué à faire lire d'un œil neuf l'œuvre d'un George Orwell, et il a fait connaître en France les analyses de Christopher Lasch, resté jusqu'alors méconnu. Il cite aussi dans ses écrits Cornelius Castoriadis, Michela Marzano, ou encore Dany-Robert Dufour, Zygmunt Bauman..." etc. On en déduit que dans le noyau dur des "penseurs radicaux" convoqués par les Éditions de l'Échappée figurent ceux dont la présence se trouve attestée, plus que d'autres, dans les index des différents ouvrages de Michéa. On subodore ici de quelle "radicalité" on nous entretiendra par la suite avec une telle boussole.

Déjà, dès les premières lignes de l'introduction, on peut s'étonner sinon plus de "l'étonnement" des trois préfaciers, lesquels expliquent le projet et l'existence de ce livre par le fait que parmi "les intellectuels critiques convoqués par les médias, révéérés à l'université, considérés comme éminemment subversifs par le monde militant ne figurent aucun de ceux qui le sont *vraiment* pour nous". Vraiment ? Alors médias, universitaires et militants ne citeraient jamais ou rarement les noms de Castoriadis, Anders, Bauman, Ellul, Illich, Lasch, Marcuse, Michéa, Orwell, Pasolini et Simone Weil : quelle plaisanterie ! Comme début c'est pas vraiment réussi.

Médias, universitaires et militants, poursuivent les préfaciers, n'auraient à la bouche que les noms de ces "intellectuels qui continuent d'être considérés comme le cœur de la pensée rebelle : Michel Foucault, Jacques Derrida, Gilles Deleuze, Félix Guattari, Jean-François Lyotard". C'est partiellement vrai, mais de moins en moins au fil des ans. Et puis d'aucuns n'avaient pas attendu les Éditions de l'Échappée pour tirer à boulets rouges sur les cinq représentants de la "French théorie", depuis un certain temps

déjà. Ici d'ailleurs les préfaciers reprennent l'une des thèses du *Nouvel esprit du capitalisme* (sans pour autant citer cet ouvrage, à l'instar d'un Michéa) : "Au pire, et c'est le cas de la majorité d'entre eux, leurs théories participent pleinement du déploiement du capitalisme en favorisant les mutations sociales et culturelles exigées par le marché".

Un peu plus loin, ceci posé, on apprend que les Éditions de l'Échappée entendent en quelque sorte répondre à l'ouvrage *Hémisphère gauche, une cartographie des nouvelles pensées critiques* (publié en 2010 aux Éditions Zones par Razmig Keucheyan), consacré lui à des auteurs comme Negri, Žižek, Badiou, Butler, Agamben, Jameson, Honneth, etc. : livre où la quatrième de couverture annonçait que "la pensée radicale est de retour". Ce que discutent et récusent nos préfaciers, qui avancent l'argument suivant : nos penseurs radicaux, les "vingt", sont eux "nettement moins à la mode". Voilà de quoi surprendre les gazetiers qui font de chaque parution d'un livre de Michéa un événement médiatique (du moins à l'échelle du monde des idées) ou interviewent le philosophe montpelliérain à cette occasion. Et cela vaut pour d'autres membres du club des "vingt".

L'introduction ensuite, pour simplifier, pourrait être divisée en deux parties. Dans un premier temps les préfaciers reviennent sur les thèmes de prédilection des Éditions de l'Échappée, ou du moins circonscrivent un domaine de réflexion dont on peut en terme d'analyse partager les grandes lignes. Ils font une analyse somme toute classique de l'évolution du capitalisme pour en souligner divers effets : depuis l'imposition de la technoscience jusqu'à la "fabrication" des subjectivités qui y sont corrélées. Les préfaciers insistent justement sur la "glaciation émotionnelle" dont témoigne de ce point de vue là le cinéma de Michael Haneke. Ils en viennent à faire le constat suivant : celui d'un effritement du politique à travers l'indistinction des sphères publiques et privées, le désintérêt grandissant des citoyens pour les affaires publiques, et l'apparition de formes de contrôle induites par l'extension des nouvelles technologies. Un constat avec lequel je suis d'accord pour l'essentiel.

Les choses se gâtent quand les trois préfaciers abandonnent les domaines des "faits objectifs" ou l'analyse du monde tel qu'il va pour revenir sur la dimension polémique du début de l'introduction. On peut certes partager nombre de critiques à l'égard de ceux que nos rédacteurs appellent "les intellectuels contestataires à la mode d'aujourd'hui" (nous n'avions pas attendu les Éditions de l'Échappée pour les exprimer) sans pour autant les amalgamer de manière univoque comme défenseurs du capitalisme. Pour les intellectuels contestataires, affirment les préfaciers, "le capitalisme engendre des formes de vie plus riches et des rapports sociaux plus libres parce qu'il arrache les individus aux traditions, à la morale ancienne et à la culture classique (censées être intrinsèquement et uniquement porteuses de tares : bourgeoises, masculines, occidentales, blanches, hétérosexuelles,

etc.), et parce qu'il produit en outre les outils technologiques qui serviront les mouvements de résistance et d'émancipation, pourvu que les opprimés s'en emparent". Nous sommes au cœur du sujet. Cette vision de l'adversaire, les dits "intellectuels contestataires", juste partiellement, mais caricaturale du fait de l'amalgame (ainsi que pour des raisons sur lesquelles je reviendrai), dessine en creux le projet du livre. On en sait un peu plus ici sur la "radicalité" dont il sera plus loin question, et sur ce que représente pour les maîtres d'œuvre de cet ouvrage collectif une "pensée vraiment critique". Mais poursuivons la lecture de cette introduction.

Je ne contredirai pas les trois préfaciers quand ils évoquent une continuité entre Deleuze et Guattari, et Negri et Hardt, afin de faire le lien entre anciens et nouveaux penseurs contestataires. Je n'entrerai pas plus dans le détail d'une analyse des *cultural studies* qui m'obligerait à ouvrir un autre front. En revanche, la mention du livre de l'essayiste américain Dwight Macdonald, *Le Socialisme sans le progrès*, mérite que l'on s'y attarde. Car l'on devine que la distinction faite depuis le début de l'introduction entre "intellectuels contestataires" et "penseurs radicaux" est en grande partie empruntée à Macdonald.

La lecture de cet ouvrage s'avère instructive. Pour Macdonald 'le "progressiste fait de l'histoire le centre de son idéologie" tandis que "le radical assigne cette place à l'humain". Donc, ceci posé, "bien et mal" pour le radical "coexistent au plus profond de la nature de l'homme". Macdonald n'est cependant pas dupe des effets produits par ce type de raisonnement lorsqu'il constate que ceci "amène le radical à critiquer la doctrine progressiste dans des termes proches de ceux de la droite, d'où une bonne part de confusion". On ne saurait mieux dire.

Poursuivant sa comparaison, Macdonald avance alors que "contrairement au progressiste, le point de vue radical est sans doute compatible avec la religion". Une indication pour le moins intéressante. Dwight Macdonald, qui dit avoir évolué de la position "progressiste" à celle "radicale", reconnaît trouver moins d'intérêt qu'auparavant à "l'action politique". Ceci assorti du commentaire : "On devient souvent conservateur en vieillissant". Bon, on saisit mieux ce que signifie "radicalité" pour le penseur américain. Quand, vers la fin de son livre, Macdonald tente de définir "les cinq attitudes caractéristiques du radical en politique", la mention des deux premières, "le négativisme" et "le réalisme du non-réalisme" n'a pas lieu d'être discutée. Ce qui n'est pas le cas de la troisième, "la modération" ; voire de la quatrième, "la limitation" et de la cinquième, "le souci de soi" (où tout équivaut à tout).

Les préfaciers, pour revenir à *Radicalité...*, reprennent les grandes lignes de l'argumentation de Macdonald (c'est surtout la distinction faite plus haut qui les mobilise) sans véritablement aborder les aspects que je viens de souligner. A vrai dire ils sont plus convaincants quand ils dénoncent via

Macdonald les “intellectuels progressifs” que dans leur défense et illustration des “penseurs radicaux”. Tant il est vrai que corrélér pour ce faire la “critique sociale” à des jugements de valeur individuelle ressemble à un équipage que l’on aurait attelé tête bêche. Comme le dirait Roland Barthes : le sujet fait du surplace. Mais j’imagine que pour nos préfaciers cela passe pour une qualité. On reste dans le même ordre d’idées quand les trois coordonnateurs se réfèrent à Albert Camus : dont la pensée est qualifiée de “radicale parce que dotée d’un sens de la mesure” (*sic*). D’ailleurs, pour qui n’aurait pas compris, les préfaciers ajoutent que “la vraie radicalité, à l’heure où prospère l’artificialisation des êtres, doit consister à trouver ses limites”(2).

Certes on nous répète que ces “20 penseurs vraiment critiques, authentiquement radicaux”, le sont parce qu’ils ont “les yeux dessillés sur les destructions massives causées par le capitalisme industriel”. Et ils le seraient encore plus parce que “la conscience de ces destructions suppose avant tout de préserver la mémoire de ce qui a pu exister de différent par le passé, de se souvenir, et de maintenir des manières d’être et de penser convenables, sinon épanouissantes, que ce passé nous a léguées”. En ne retenant de ce discours que l’aspect mémoriel il y a deux façons de l’entendre. D’abord en évoquant une filiation. Les surréalistes, les situationnistes, l’École de Francfort, ou des penseurs comme Marx, Benjamin, et tant d’autres, ont su reconnaître leur dette envers ceux, philosophes, écrivains, artistes, qui les avaient précédés : des legs dont ils étaient redevables et qui en retour donnaient à leurs pensée et pratique le tranchant que l’on sait. Dans toute révolution, ou période révolutionnaire – comme dans toute activité collective radicalement opposée au monde tel qu’il va – l’ancien agit sur le nouveau et réciproquement : c’est dire que les révolutionnaires (au sens plein du terme), tout en se référant à la part la plus riche, la plus prometteuse laissée par l’humanité, réinventent nécessairement les formes à travers lesquelles une “nouvelle humanité” pourrait advenir, émancipée donc.

Et puis il y a une autre façon d’entendre ce “legs” : celle des conservatismes de toute obédience, lesquels renvoient inmanquablement et prioritairement à la défense des valeurs traditionnelles. Entre ces deux manières de se référer au passé nos préfaciers pilotent à vue. A vrai dire ils se déplacent en fonction des positions de l’adversaire, les “intellectuels progressistes”, pour provoquer disent-ils une “rupture intellectuelle visant à recomposer les termes de l’affrontement politique contemporain”. Sachant, ajoutent-ils, que “beaucoup d’orientations prétendent subversives mènent droit à l’abîme”. Puisqu’on nous invite donc à “ouvrir des pistes de lecture vers des penseurs qui posent tous de manière originale la question du devenir collectif”, allons donc y voir de plus près.

Un premier problème se pose, classique, auquel se trouve confronté tout éditeur faisant appel à de nombreux contributeurs auprès de qui, depuis un projet éditorial donné, on passe commande d'un texte sur tel auteur (ou tel thème). La copie rendue, le commanditaire constatera dans de nombreux cas que les contributeurs ne marchent pas tous nécessairement du même pas, ou que certains d'entre eux ont pris des libertés avec la "commande". *Radicalité : 20 penseurs vraiment critiques* n'échappe pas à cette règle. A se demander même, l'ouvrage lu, dans quelle mesure quelques-uns des contributeurs ont véritablement leur place dans ce livre eu égard aux "prescriptions" de l'introduction. Cela n'aurait pas tellement d'importance après tout (c'est la loi du genre) si par ailleurs certains contributeurs ne me faisaient l'effet d'être des passagers clandestins. J'y reviendrai plus loin.

En tout cas se trouve posée et reposée la question d'une cohérence entre le propos global de l'ouvrage (celui énoncé par les préfaciers) et ici ou là celui des contributeurs. Mais il y a manière et manière d'en rendre compte. Par exemple, les textes consacrés à des penseurs de l'étoffe de Castoriadis, Anders, Marcuse, Orwell, sont-ils vraiment en corrélation avec le projet éditorial ? J'en doute si l'on veut bien admettre que leur pensée (quoique par ailleurs, dans le détail, je puisse y adhérer ou pas) excède la "cause" qui sollicite les maîtres d'œuvre de ce livre. Par conséquent je n'en parlerai pas. Tout comme je m'abstiendrai d'évoquer des auteurs qui me semblent hors sujet ou d'un intérêt très secondaire. Ou d'autres dont je n'ai pas lu la moindre ligne et que la lecture des articles les concernant conforte dans cette ignorance. Je mets également de côté Moishe Postone, qui mériterait d'être traité dans un autre cadre. Ainsi que Dany-Robert Dufour pour de toutes autres raisons : en saluant au passage le courage de Guillaume Carnino pour avoir tenté d'éclairer la lanterne du lecteur sur une pensée pour le moins confuse (mais "tendance" chez les partisans de l'ordre symbolique). Restent donc Sennett, Bauman, Lasch, Weil, Pasolini et Michéa. Je précise d'emblée que les commentaires ci-dessous se rapportent principalement à la manière dont ces six auteurs sont traités dans l'ouvrage qui nous occupe, et s'avèrent donc tributaires du discours qui y est tenu. Ce n'est également pas le fait du hasard si l'on retrouve parmi les six contributeurs deux des trois coordonnateurs de *Radicalité : 20 penseurs vraiment critiques*.

Richard Sennett appartient, parmi les "vingt", à ce contingent d'auteurs dont les livres sont absents des rayons de ma bibliothèque. Je ne le connais qu'à travers la recension de ses ouvrages dans la presse ou ses interview radiophoniques. Cependant, ayant lu auparavant *Le Mouvement des situationnistes* de Patrick Marcolini, je ne me suis pas senti dépaysé en prenant connaissance de l'article que ce dernier consacre à ce sociologue américain. On y retrouve trois fortes thématiques de la pensée marcolinienne. D'abord une défense de la famille et du familialisme

(“Confrontés à perpétuation et à la multiplication des phénomènes de destruction de l’espace public du XX^e siècle à nos jours, il est normal que les gens ordinaires soient restés attachés à l’utopie familialiste forgée à l’aube de la modernité”) ; ensuite celle des traditions à travers un éloge de l’artisanat et le procès d’une modernité que l’on condamne en lui opposant “les modalités de la sociabilité d’Ancien Régime (...) au contraire basée sur la pudeur, la délicatesse, la retenue ou dans tous les cas une certaine notion de la bonne distance à maintenir vis à vis d’autrui” ; enfin une lecture du type “le nouvel esprit du capitalisme pour les nuls” en passe de devenir l’un des lieux communs de ce néo-conservatisme à la mode d’aujourd’hui.

Zigmunt Bauman se trouve convoqué (par Cédric Biagini) pour avoir mieux compris que d’autres penseurs (considérés eux comme “plus subversifs” que ce sociologue d’origine polonaise) “le rôle clef joué par les nouvelles technologies dans ce processus de mondialisation”. Venons en à ce qui constituerait le cœur de la pensée de Bauman. Ce sociologue rencontre en ce début de XXI^e siècle un certain succès dans le monde universitaire et les médias pour avoir forgé les concepts de “modernité solide” et “modernité liquide”. A savoir “le passage d’une société de producteurs à une société de consommateurs”. Bauman associe dans un premier temps “modernité solide” et société de producteurs, pour ensuite distinguer une période de transition durant laquelle émerge “la figure du *consommateur* traditionnel”. Celle correspondant à l’individu décrit dans les ouvrages traitant de la société de consommation durant les années 60 et 70. On en vient ensuite à la “modernité liquide”, c’est-à-dire “la capacité à consommer” définissant “le statut social”. Dans ce nouveau cadre l’on ne consomme plus pour satisfaire ses besoins et désirs car la consommation devient “une activité *autorélique* ” constituant une fin en soi. Ce qui signifie qu’elle n’a pas d’autre objectif que sa perpétuation, et plus encore “son intensification et sa généralisation à l’ensemble des rapports sociaux”. D’où en découle une nouvelle définition du consumérisme qui ne désigne plus “l’appropriation, la possession et l’accumulation d’objets que les consommateurs recherchent” mais “la multiplication des sensations” ou le fait “d’en espérer de nouvelles” : “le plaisir du *shopping* supplante celui de l’achat d’un produit”, les consommateurs devant être “constamment éveillés (...), exposés à de nouvelles tentations, dans un état d’excitation permanent”.

On comprend que de telles analyses puissent aujourd’hui séduire de nombreux esprits. Cette fascination (ce qu’elle induit, plutôt) ne remet pas en cause le relevé sociologique : on trouve dans la description de “l’homme consumériste” de nombreux détails pertinents. Cependant, posons la sempiternelle question : mais encore ? Ce qui en premier lieu séduit un certain type de lecteurs et de commentateurs réside dans le profit théorique que l’on peut tirer du concept de consommation comme “activité

autorélique” (typique de la “modernité liquide”). Parce qu’un verrou vient de sauter : celui qui, malgré tout, reliait le producteur au consommateur dans une relation dialectique au sujet de laquelle de bons auteurs se sont exprimés. Avec la “modernité liquide” on se débarrasse de cet emmerdeur patenté de producteur pour lui substituer – ainsi que le “consommateur traditionnel”, ce has-been – une figure unique typique de notre monde contemporain, ce “consommateur autorélique” qui possède l’avantage ne pas offrir de prise (liquide, hein) et qui présente de nombreux points communs avec l’individualisme célébré par les penseurs postmodernes depuis les années 80. Certes Bauman se veut critique là où les Lipovetski et consorts croient accompagner le mouvement de l’histoire.

Mais en vérité cette “critique” est plutôt dirigée contre ceux qui seraient rétifs à ce genre de théorisation et n’adhèrent pas à cette vision postmoderne à laquelle in fine Bauman se rattache. Car, pour revenir à quelques fondamentaux, il y a bien un escamotage dans tout ça : où est donc passé le travail (celui du producteur), et à travers lui l’obligation salariale ? Ont-ils disparu comme par enchantement ? Et l’absence de toute critique du travail salarié, justement, qu’en penser ? Celle-ci est pourtant l’un des aspects importants, essentiels, d’une critique plus globale qui passe par la suppression du salariat. Et qui s’avère structurellement inséparable de celle de la consommation. Pourquoi consommer des produits dont nous n’avons effectivement pas besoin, et pourquoi donc travailler pour les acquérir ? Là aussi il paraît difficile de critiquer la consommation sans se livrer en même temps au même exercice avec le travail salarié. Et en remettant les bœufs avant la charrue. Ceci et cela étant absent chez Bauman (du moins sous la plume de Biagini).

Et puis, parallèlement, on a comme l’impression que Bauman raisonne depuis l’existence d’une classe moyenne universelle et généralisée qui se substituerait là aussi aux classes sociales existantes, dont l’une, encore la plus nombreuse, comporte maints individus exclus des modes de consommation analysés par Bauman. Ce qui fondamentalement ne remet pas en cause ces analyses dans le détail (le relevé sociologique) mais en limite singulièrement la portée. Et même, pour changer de registre, quand Biagini insiste sur le fait que “le mode de vie adopté ne paraît pas être imposé par un système coercitif” (comme, ajoute-t-il, le pense l’adversaire, nos fameux intellectuels contestataires) “mais est au contraire perçu comme une nouvelle preuve de liberté individuelle”, il paraît ignorer ce qu’écrivait déjà la Boétie au XVI^e siècle. On en restera là sans poursuivre l’analyse de notre contemporanéité sous l’angle de cette pertinente notion de “servitude volontaire”, qui d’ailleurs ne saurait tout expliquer à elle seule.

La pensée de Christopher Lasch a eu la chance (et la malchance) d’être popularisée en France par Jean-Claude Michéa. Comme elle a plus que d’autres (y compris Orwell) influencé le philosophe montpelliérain, elle

bénéficie autant de la vogue de ce dernier qu'elle pâtit de se retrouver associée à l'un des penseurs les plus surfaits de notre époque. Les théories de Lasch sur le narcissisme sont-elles si originales et si décisives que d'aucuns le prétendent ? Même si Lasch se réfère à la théorie freudienne, les conséquences qu'il tire de cette "culture du narcissisme" rejoignent celles, plus sociologiques, d'un Gilles Lipovetski dans *L'ère du vide*. Plus intéressant, si l'on peut dire, serait le regard que Lasch porte sur la cellule familiale. D'un livre à l'autre le penseur américain s'efforce de défendre la famille contre les critiques que lui ont adressés (et lui adressent) écrivains, freudo-marxistes, révolutionnaires et anthropologues : Lasch affirmant que ces mêmes critiques (selon Renaud Garcia, l'auteur de cet article) "n'ont fait qu'accompagner sur le plan idéologique un mouvement réel de destruction de la famille sous l'effet du capitalisme consumériste". Si l'on comprend bien les Gide, Reich, Fromm, ici en première ligne, étaient à leur insu des agents du capitalisme. L'intérêt du paradoxe (le capitalisme détruit plus sûrement la famille que ses ennemis déclarés) étant d'occulter les aspects disciplinaires, normalisateurs, normatifs, aliénants de la famille traditionnelle, ainsi que sa propension à reproduire le modèle patriarcal. Dans le droit fil de cette démonstration, les raisons pour lesquelles les contempteurs de la famille la critiquaient (et la critiquent encore) n'existent pratiquement plus. Parallèlement on nous dit que la famille "faisait office de refuge face à l'univers du marché et du salariat, en conservant la possibilité de relations véritablement humaines entre ses membres". Un tel flou théorique incite à penser que Lasch part en réalité de présupposés moraux et qu'il se livre ensuite à ce bricolage idéologique à des fins d'ajustement.

Sans ouvertement reprendre le discours des partisans de l'ordre symbolique, Lasch s'en prend aux professionnels de l'éducation et autres pédopsychiatres coupables de s'être "accaparés les fonctions ordinaires des parents" et d'avoir à l'inverse décrédibilisé ces derniers. Ceci au détriment du "savoir empirique accumulé au contact direct des enfants ou simplement hérité des aïeux". Ainsi l'Œdipe ne peut plus fonctionner, etc. D'où cette conclusion : "L'attaque en règle contre ce pilier prétendu du conservatisme qu'est la famille n'aboutit donc qu'à renforcer l'aliénation des individus". Compte tenu de ce qui vient d'être précisé l'argument est d'une logique implacable. "Pilier prétendu du conservatisme", la famille ? Qui donc dans l'histoire des hommes, sans remonter aux mérovingiens, et aujourd'hui encore (avec les significatifs défilés des manifestants opposés au "mariage pour tous") défendait et défend l'institution familiale ? Qui, pour ne citer que cet exemple, a gravé dans le marbre et les consciences le fameux "travail, famille, patrie" ? La famille selon Lasch serait un fort rempart contre le capitalisme tandis que ceux qui la critiquent accompagneraient ce dernier, et mieux encore en seraient les complices. Il n'y a alors rien

d'étonnant de constater que les pensées de Lasch et Michéa rencontrent un franc succès auprès de cette droite new look furieusement anticapitaliste sur le plan sociétal.

Dans un tout autre domaine, on ne peut rendre Lasch (décédé en 1995) entièrement responsable de l'aspect obsolète de ses analyses sur le populisme quand on sait (mais pas tout le monde assurément) que "populisme" aujourd'hui n'a plus la signification que lui donnait Lasch dans l'un ou l'autre de ses livres. En revanche, refuser comme il le fait "d'envisager l'absorption totale de la culture *populaire* à l'intérieur de la culture de *masse*" paraît bien candide, idéaliste ou ressort d'un vœu pieux. C'est là l'un des effets de cette "défense et illustration du populisme" et d'une incapacité à penser l'art et les grandes œuvres du patrimoine universel comme facteur d'émancipation du genre humain. Ce qui mériterait de longs développements. Mais cette analyse-là ce n'est pas chez Christopher Lasch qu'on la trouvera, et encore moins chez ses épigones.

Nous changeons de registre avec Simone Weil. Charles Jacquier, l'auteur du texte la concernant, élude rapidement la dimension "religieuse et mystique" chez la philosophe, que l'on croyait pourtant difficilement contournable, en prétextant que sur cette question Simone Weil s'en tint longtemps à l'évidence selon laquelle le "problème de Dieu est un problème dont les données manquent ici-bas et que la seule méthode certaine pour éviter de le résoudre à faux (...) était de ne pas le poser". Les données ne manquent pourtant pas ! Et puis, quel jésuitisme chez Jacquier ! Ce dernier ne se réfère pas plus au livre *La condition ouvrière* que l'on pensait pourtant essentiel, et qui fut longtemps (avec *La pesanteur et la grâce* et *L'enracinement*) l'un des ouvrages de référence de Simone Weil. D'ailleurs, par-delà le témoignage "d'établissement" que relate ce livre (le premier témoignage en date, avant ceux des prêtres ouvriers et des maoïstes), un lien peut être fait entre la dimension christique de cette expérience de travail en usine (dans une lettre à Boris Souvarine, Simone Weil écrit "Car ces souffrances (auxquelles "aucune nécessité ne me soumet" précise-t-elle plus haut), je les ressens en tant que souffrances des ouvriers, et que moi, personnellement, je les subisse ou non, cela m'apparaît comme un détail presque indifférent") et la Simone Weil "religieuse et mystique".

En revanche, Jacquier s'attarde sur la manière dont Simone Weil se collette avec l'histoire. Il paraît difficile de suivre la philosophe dans des analyses souvent contestables qui, rétrospectivement, pour ne citer que cet exemple, soulignent les insuffisances de Simone Weil sur la question du totalitarisme (dans le contexte bien évidemment des années 30). Ainsi nous lisons sous la plume de Domenico Canciani (cité par Jacquier) que pour Simone Weil "le totalitarisme n'est pas un danger à conjurer, il est la forme achevée de l'État tel qu'il s'est conçu en France ; il ne faut pas y voir une

spécificité de l'Allemagne, il est le fils légitime de l'État nation, centralisé, qui s'est érigé par étapes, de Louis XIV à Napoléon en passant par la Révolution". C'est quand même passer largement à côté des causes du nazisme (puisqu'il est question de l'Allemagne) ! Et puis mettre la Révolution française dans ce paquet de linge sale alors que l'on escamote fascisme et nazisme risque de vous mettre en fâcheuse compagnie. Le plus grave étant que Jacquier accrédite cette version.

Plus loin Jacquier ne manque pas de surprendre le lecteur quelque peu instruit sur la "question de l'URSS et la nature de la société dite soviétique" lorsqu'il prétend que Simone Weil "avant même la publication de *Staline* (1935) de Boris Souvarine, des livres de Victor Serge, d'Ante Ciliga ou de Voline, posa le problème au-delà des "lieux communs propres à sauver de la pénible obligation de réfléchir"". Jacquier oublie de préciser que dès le premier numéro de *La Critique sociale* (1931, revue à laquelle Simone Weil ne collaborera que dans un second temps) le problème avait bel et bien été posé par Souvarine et ses amis. Par la suite notre philosophe agrégée, parmi d'autres, s'en inspirera. Quant à Voline, sur un mode différent certes, il avait également publié dans la presse anarchiste des articles sur cette même question avant de se consacrer à la rédaction de *La Révolution inconnue*. Simone Weil, pour résumer, n'avait fait que prendre un train en marche. Ce qui n'est nullement un reproche car il fallait prendre celui-ci bien évidemment !

Je serai d'accord avec le contributeur lorsqu'il constate, vers la fin de son article, qu'il reste bien d'autres thèmes à traiter dans l'œuvre de Simone Weil. Cependant les prendre en compte (on pense à la foi religieuse de la philosophe, mais aussi à une lecture plus étayée et plus critique de la notion d'enracinement, centrale chez la "dernière Simone Weil") ne risquait-il pas de brouiller l'exemplaire portrait brossé par Charles Jacquier ?

Un préambule s'impose au sujet de Pier Paolo Pasolini. Contrairement à ce qu'avance Olivier Rey dans les premières lignes de son texte sur Pasolini, le cinéaste aujourd'hui ne fait nullement écran au penseur. En tout cas de moins en moins depuis une vingtaine d'années. A ce point que la récente "rétrospective Pier Paolo Pasolini" à la Cinémathèque française est venue opportunément rappeler que Pasolini était avant tout un cinéaste. Car à droite comme à gauche (mais par des hétérodoxes des deux camps) les "écrits politiques" de Pasolini sont largement cités et commentés. Et chose remarquable (quoique...), tous ces commentateurs s'accordent sur l'essentiel. Donc, avant d'entrer dans le vif du sujet, précisons que la réception actuelle de Pasolini, comme penseur et polémiste, s'apparente en partie à un malentendu dans la mesure où, j'insiste, l'auteur de *Théorème* est d'abord un artiste, un poète. Son cinéma, quoiqu'on puisse en penser, l'illustre éloquentement.

C'est d'ailleurs la notoriété du cinéaste Pasolini qui lui a permis d'écrire durant les trois dernières années de sa vie des articles dans les "grands journaux" de la presse italienne. Et ainsi de recueillir les échos que l'on sait eu égard à la réputation de leur auteur : des articles rassemblés dans *Lettres luthériennes* et *Écrits corsaires*. Ces deux ouvrages ne sont nullement passés inaperçus lors de leur publication (après la mort du cinéaste), mais il leur faudra attendre deux décennies pour connaître cette fortune qui, entre autres incidences, vaut à Pasolini de figurer dans *Radicalité...*

Les visiteurs de l'exposition consacrée l'automne 2013 à Pasolini (parallèlement à la rétrospective évoquée plus haut) n'ont pas été sans remarquer dans l'une des salles (celle des lendemains de 1968), bien en vue sur un panneau, l'extrait suivant : "Vous avez des têtes de fils à papa. Bon sang ne saurait mentir. Vous êtes peureux, incertains, désespérés (parfait !) mais vous savez aussi que vous êtes arrogants, faire du chantage, avoir de l'assurance prérogative petite bourgeoise les amis. Quand vous vous êtes bagarrés avec les flics, je sympathisais moi avec les flics ! Parce que les flics sont des fils de pauvres".

Comme quoi un bon début, que l'on peut partager, n'exclut pas une fin malencontreuse, autant discutable que difficilement acceptable. C'est un peu le sentiment que l'on a en lisant d'un texte à l'autre les écrits politiques et polémiques de Pasolini. Olivier Rey, étrangement, ne se réfère pas à l'article le plus connu des *Écrits corsaires* (publié en 1975 dans la *Corriere della Sera* sous le titre "Le vide du pouvoir", mais repris en français sous celui de "L'article des lucioles"). Un article souvent commenté et qui se trouve être à l'origine du beau livre de Georges Didi-Huberman, *La survivance des lucioles*.

Pasolini s'appuie sur la métaphore de la disparition des lucioles à Rome pour décrire l'Italie du milieu des années 70 : une société qui pour lui bascule dans quelque chose de pire que le fascisme. Pasolini évoque un "désastre économique, écologiste, urbaniste, anthropologique" concomitant d'une disparition du peuple italien (il parle même de "génocide"), sinon son "irrésistible dégradation". Pour Didi-Huberman, commentant ce texte de Pasolini, "ce ne sont pas les lucioles qui ont été détruites" mais "plutôt quelque chose de central dans le désir de voir (...), donc dans l'espérance politique de Pasolini". D'ailleurs, à l'attention de qui prendrait au pied de la lettre la disparition des lucioles, Didi-Huberman précise plus loin que celles-ci n'avaient pas disparu de l'Italie des années 70, et cite des exemples ultérieurs dans lesquels figure son propre témoignage.

Tout lecteur sachant lire, ou de bonne foi l'avait compris ; mais assurément pas tout le monde. La référence écologique n'est qu'une thématique parmi d'autres chez Pasolini. Il faut prendre en compte tous les aspects de cet article pour savoir de quoi nous entretient l'auteur de *Mama Roma* : la disparition du monde auquel Pasolini se dit attaché et que même

le fascisme n'avait pas détruit. Dans la plupart des articles des *Écrits corsaires* on peut y lire implicitement le regret d'un temps (celui des années fascistes) où il était encore possible de résister, entre autres raisons parce que "le peuple existait".

Pasolini va jusqu'à appeler *génocide* "cette assimilation (totale) au monde et à la qualité de vie de la bourgeoisie". Dans l'un de ses articles de 1974 (appelé justement "Génocide"), Pasolini reprend cette argumentation sans pour autant abandonner l'espoir de voir "le parti communiste" et "les intellectuels progressistes" faire "prendre conscience aux masses populaires" du phénomène d'acculturation imposé par les classes dominantes. Pasolini y ajoute un paradoxal éloge du progrès, la condamnation du divorce et de l'interruption volontaire de grossesse, et j'en passe. Ceci et cela est occulté chez Rey, ou suscite des commentaires biaisés. J'en dirai deux mots un peu plus loin.

Georges Didi-Huberman, pour y revenir, pose la bonne question : "Pourquoi Pasolini a-t-il *inventé* la disparition des lucioles ?" Il n'est pas inutile d'ajouter qu'à travers Pasolini Didi-Huberman se réfère à un certain discours contemporain catastrophiste. Il pose alors une autre question, induite par la première : "Peut-on (alors) déclarer la mort des survivances ?" Le cas Pasolini se révèle d'autant plus exemplaire que le cinéaste avait été l'un de ceux capables capables, "magistralement" précise Didi-Huberman, "de voir dans le présent des années 50 et 60 les survivances à l'œuvre et les gestes de résistances du sous-prolétariat dans les *Chroniques romaines*, dans *Accatone* ou dans *Mama Roma*". Pourquoi l'avoir alors perdu de vue durant la première moitié des années 70 ? Didi-Huberman y répond en ajoutant, métaphore pour métaphore : "Ce qui avait disparu en lui (Pasolini) était la capacité de voir dans la nuit comme sous la lumière féroce des projecteurs ce qui n'a pas complètement disparu".

Certes, Olivier Rey est bien obligé de reconnaître que l'emploi fait par Pasolini de la terminologie *fasciste* "est contestable". Cependant il explique ce choix par des raisons "d'ordre tactiques", afin que l'on ne se trompe pas d'ennemi, sachant que l'antifascisme de ces années-là s'en prend à un "fascisme archaïque qui n'existe plus et qui n'existera plus jamais". C'est très vite dit. Cela peut s'entendre si l'on en reste à la rhétorique de ce discours antifasciste, mais c'est globalement faux si l'on se remet en mémoire l'activité d'une certaine extrême droite dans l'Italie des années 70. En revanche, Rey accrédite le propos de Pasolini selon lequel les acteurs recrutés pour le tournage de *L'évangile selon Saint-Matthieu* (film tourné dans le Mezzogiorno en 1964) dans "les rues des petites villes de l'Italie du sud" dont les visages et les corps renvoyaient à ceux "qui avaient vécu deux millénaires plus tôt en Palestine", avaient pratiquement disparu. Huit ans plus tard, en 1974, un tel tournage serait désormais impossible: "tous ces visages et tous ces corps de jeunes gens portaient maintenant en

eux, la marque de leur exposition à la télévision, à la publicité et à la consommation, et le rapport radicalement modifié au réel qui en résulte”. Nous n’avons pas véritablement quitté la métaphore des lucioles. Je précise que dans cette Italie du sud, quelques années plus tard même, Francesco Risi lors du tournage de *Le christ s’est arrêté à Eboli* fera largement appel à des acteurs non professionnels, tous âges confondus, dont les corps et les visages – plusieurs commentateurs le relèveront – semblaient provenir de temps antédiluviens.

Dans un autre registre Olivier Rey reprend également à son compte l’affirmation de Pasolini déclarant “qui accepte le divorce est un bon consommateur”. Une manière pour le moins paradoxale de s’en prendre au divorce. Mais qui étonnera moins le lecteur compte tenu de ce qui vient d’être dit. Ceci étant précédé d’un propos de Rey faisant passer “nombre de libérations” pour des “aliénations renforcées”. Je ne doute pas que ces bonnes paroles recueillent un franc succès dans les milieux où ce monsieur Rey a acquis une petite notoriété.

Ceci parce que la courte notice biographique reproduite à la fin du volume sur Olivier Rey ne comporte pas les éléments suivants (pourtant essentiels) (3). Primo : un entretien accordé par Rey à la revue *Conférences* a été reproduit dans la revue d’Alain de Benoist, *Krisis*. Secundo : Rey est l’auteur d’un article (publié dans *Études*, une revue jésuite) dont le titre (“L’homme originaire ne descend pas du singe”) dispense de tout commentaire. Tertio : ce même monsieur Rey a donné une conférence à Notre-Dame de Paris (présentée par Monseigneur Vingt-Trois) portant sur “la querelle du genre” en des termes appropriés au lieu. Enfin cet Olivier Rey, très bien introduit dans les milieux jésuites lyonnais, figure dans la liste d’honneur de l’association Cosette et Gavroche qui, toujours à Lyon, avait organisé les “États généraux de l’enfant” avec la participation de Frigide Barjot en guest star. Ces “États généraux” débouchant sur la manifestation lyonnaise du 17 novembre 2012 contre “le mariage pour tous”.

Il ne faudrait pas croire qu’Olivier Rey nous donne à lire un texte sur Pasolini éloigné de ce que pourraient en attendre les Éditions de l’Échappée. Bien au contraire, plus que d’autres contributions même, son article entre parfaitement en résonance avec le projet de cet ouvrage collectif. Rey est d’ailleurs (en dehors des éditeurs) le seul contributeur à se référer au *Socialisme de la lenteur* de Dwight Macdonald (et son texte comporte des citations de Lasch et Michéa).

A ce jour, que je sache, les éditeurs de l’Échappée n’ont pas cru bon d’intervenir pour expliquer la présence de ce “philosophe de sacristie” dans la liste de leurs contributeurs. Mais après tout ils pourraient me répondre que la religion, ici le christianisme, nous préserve des excès de la modernité capitaliste, et qu’elle a au moins le mérite de défendre les vrais valeurs. Et

ajouter que leur liste de “penseurs radicaux” comporte les noms de Charbonneau, Ellul, Illich, Weil, tous chrétiens. Certes, certes, mais le lecteur qui l’ignorait en est au moins informé. A vrai dire les lignes biographiques sur Olivier Rey me permettent de faire le lien avec ce qui suit. Il s’agit d’un communiqué titré “Les Éditions de l’Échappée appellent à la vigilance” (datant de la mi-novembre 2013, donc peu de temps après la parution de l’ouvrage). Je le cite ci-dessous en entier.

“Il a été porté à notre connaissance qu’un auteur d’un texte du livre collectif *Radicalité, 20 penseurs vraiment critiques*, publié aux Éditions de l’Échappée et actuellement en librairie, entretenait des relations avec des structures proches de la mouvance d’Alain Soral. Cet auteur, Charles Robin, nous avait été recommandé par une personne de confiance, clairement engagée à gauche, initialement pressentie pour écrire le texte en question, et qui faute de temps n’a pas pu le faire. Cette personne n’étant en rien au courant des accointances de Charles Robin, et a été tout autant choquée que nous lorsque nous le lui avons appris. Notre erreur aura été de ne pas nous renseigner sur Charles Robin (nous ne l’avons même pas googlisé !), et la teneur de son texte ne pouvait en rien laisser présager de ses fréquentations politiques.

En temps de crise l’extrême droite a pour stratégie de tenter des rapprochements avec l’autre bord de l’échiquier politique. Nous en appelons donc à la vigilance, afin qu’aucune passerelle ne soit établie entre nos mouvements et des courants antisémites, racistes, antiféministes, nationalistes, conspirationnistes, etc., etc., et les personnes qui pourraient être complaisantes à leur égard”.

Ce communiqué, autant embarrassé que maladroit, fait cruellement ressortir les insuffisances, les contradictions ou les aspects biaisés de cet ouvrage collectif ; mais également l’amateurisme des éditeurs. Et puis à aucun moment ceux-ci ne signalent que l’article en question, rédigé par Charles Robin, concerne Jean-Claude Michéa. Une telle absence laisse entendre que ce Robin eut pu signer n’importe quel autre texte de ce livre collectif. En ne mentionnant dans leur communiqué qu’une situation de tromperie, d’abus, voire de noyautage par un proche de la tendance Soral, les éditeurs occultent le fait, pourtant essentiel, que cet article était consacré à Michéa. Un texte qui était passé comme une lettre à la poste, même pas litigieux – les éditeurs de l’Échappée le reconnaissent : c’est bien là le problème ! Un problème que nos éditeurs escamotent en se drapant dans leur dignité outragée. Rien de tel pour ainsi noyer le poisson (poison ?) Michéa.

Moins préjudiciable, nos éditeurs oublient également de mentionner une information que le lecteur peut trouver à la fin de *Radicalité...* en consultant les notices biographiques et bibliographiques sur chacun des vingt contributeurs : “Charles Robin prépare actuellement une thèse de doctorat

(...) sous la direction de Dany-Robert Dufour”. Décidément une passerelle peut en cacher une autre ! On se contentera de rappeler que le texte concernant Dany-Robert Dufour (l’un des “vingt”, comme on le sait) a été écrit par Guillaume Carnino, l’un des préfaciers de l’ouvrage et cofondateur des Éditions de l’Échappée.

Quand on nous informe que la personne qui aurait dû normalement rédiger “le texte en question” était quelqu’un de “clairement engagé à gauche”, il y a de quoi s’esclaffer. Car cette qualité de “clairement engagé à gauche” se trouve mise à mal dans plusieurs pages de *Radicalité...*, y compris l’article de Robin ; et à fortiori dans toute l’œuvre de Michéa. Les éditeurs de l’Échappée en voulant se justifier aggravent leur cas. Si l’on est un tant soit peu logique – à condition, bien évidemment, de reconnaître que les lignes ont bougé depuis quelques années en ce qui concerne la réception des derniers livres de Michéa – un contributeur “clairement engagé à gauche” eut écrit en 2013 un texte critique sur l’auteur des *Mystères de la gauche*. Ce qui entrerait en contradiction avec le projet de ce livre collectif, ou sinon nous ne comprenons plus rien. Et puis cette histoire d’une personne “clairement engagée à gauche” qui recommande pour la remplacer une autre personne digne de confiance, laquelle se révèle être un mouton noir, prête à sourire. Surtout cela ne plaide pas en faveur de la rigueur et du sérieux de cette entreprise éditoriale. Il semblerait aussi que dans ce milieu majoritairement universitaire, celui où les Éditions de l’Échappée font leur marché, critiquer le libéralisme vaut pour blanc-seing (Charles Robin “prépare actuellement une thèse de doctorat sur le thème des théories critiques du libéralisme contemporain”, dixit l’Échappée) et vous dispense d’en savoir davantage.

On ne sait pas si les éditeurs de l’Échappée font preuve d’ingénuité ou de duplicité quand ils ajoutent qu’ils ont eu le tort de ne pas faire une recherche sur Google. Faut-il les croire ? Leur Charles Robin (précédé d’homonymes d’une plus grande notoriété) apparaît une première fois dans une page d’Agora Vox à travers une conférence filmée (intitulée “L’extrême gauche et le libéralisme”) concernant un ouvrage qu’il venait de publier, *Le libéralisme comme volonté et représentation*. La présentation d’Agora Vox est favorable alors que les commentaires des internautes se révèlent plutôt critiques. Poursuivant cette recherche, nous constatons que cette même conférence se retrouve sur You tube. Enfin, plus loin, nous tombons sur le site d’Alain Soral pour constater que Charles Robin figure parmi les contributeurs (d’“Égalité et réconciliation”) avec un texte concernant Tariq Ramadan.

La conclusion du communiqué paraît presque irréaliste. “En temps de crise”, dit-on. Mais de quelle crise nous entretient-on ? En a-t-il été question dans la longue introduction de l’ouvrage ? Assurément non. Pas même la queue d’une. “En temps de crise” donc “l’extrême droite a pour

stratégie de tenter des rapprochements avec l'autre bout de l'échiquier politique". Ah bon ! Est-ce l'extrême droite qui est venue, stratégiquement parlant, s'immiscer dans les pages du volume de l'Échappée ? Cette extrême droite ne l'a-t-on pas plutôt gentiment, en toute confiance, convié à venir participer au projet éditorial ? Et même, la copie livrée, il n'y avait pas de quoi soupçonner le moins du monde la présence occulte d'Alain Soral !

Nous en revenons au problème évoqué plus haut. A l'essentiel, pour ainsi dire. Les Éditions de l'Échappée n'avaient absolument rien à redire d'un texte rédigé par un universitaire proche de la mouvance Soral parce que le problème n'est pas en premier lieu ce Robin que Michéa ! Ce Robin était plus légitime qu'un contributeur "clairement engagé à gauche" pour écrire ce texte-là sur Michéa : c'est-à-dire conforme à ce qu'en attendaient les éditeurs de l'Échappée. Mis à part l'obsession complotiste d'Alain Soral, son antisémitisme – ce qui n'est pas rien, certes ! – on trouve de nombreux points communs entre Soral (4) et Michéa. Ou, pour le dire autrement, les fameuses passerelles évoquées dans le communiqué "appelant à la vigilance" apparaissent clairement entre ces deux auteurs : dans le traitement des questions sociales et sociétales, les modes de dénonciation d'une gauche libérale, l'exposé d'une collusion entre le libéralisme et la modernité (facteur de destruction des valeurs traditionnelles), la mise en accusation d'une société de consommation favorisant l'individualisme, un anticapitalisme mâtiné de populisme, etc.

D'aucuns parleront de "récupération" chez Soral. Une explication un peu rapide (c'est botter en touche, comme dirait Michéa). Cela pourrait davantage s'appliquer à Marine le Pen quand elle écrit, dans *Pour que vive la France*, au détour d'un propos élogieux sur Michéa : "C'est encore Jean-Claude Michéa qui dans *Impasse Adam Smith* m'a aidé à théoriser les constatations que je fais". Récupération encore ? Sans doute en partie. Mais, après tout, pourquoi Michéa n'aurait-il pas aidé Marine le Pen à mieux "théoriser" en lui fournissant clef en main une argumentation que la dirigeante du FN reprend à son propre compte ? Michéa n'est-il pas devenu l'une des boîtes à idées des droite et extrême droite ? Assurément oui, et les exemples ne manquent pas. D'ailleurs, encore plus tôt, le fameux discours de Bercy du candidat Sarkozy en 2007 (discours écrit par Guaino) comportait de nombreux passages d'une facture très michéenne. Alors, compte tenu des échos de plus en plus favorables que recueillent les derniers ouvrages de Michéa dans certains milieux droitiers et extrême droitiers, pourquoi vouloir remettre en question la "bonne foi" de Marine le Pen ?

Revenons à *Radicalité* et à l'article signé Charles Robin. Après ce qui vient d'être précisé il n'y a pas lieu ici de le commenter dans la mesure où je risquerais de me répéter. Ayant écrit en 2011 un texte critique sur

Michéa prenant en compte la totalité des opus michéens publiés à cette date (sensiblement augmenté l'année suivante et mis en ligne sur le site de "l'herbe entre les pavés" sous le titre *Cours plus vite Orphée, Michéa est derrière toi !*), j'invite le lecteur à en prendre connaissance (5).

L'arbre Michéa, malgré ses dimensions, ne saurait à lui seul cacher la forêt de cet ouvrage collectif. Cependant la présence de l'auteur de *L'impasse Adam Smith* dans ce volume, dont l'importance est attestée dès l'introduction par les préfaciers, rend encore plus équivoque et plus problématique une entreprise éditoriale dont le projet prenait déjà les contours d'une auberge espagnole à la lecture des 20 penseurs convoqués. S'il existe, malgré tout, un petit dénominateur commun entre les "vingt" doit-on le mettre sur le compte de la "radicalité" ? Et n'est-ce pas redondant de vouloir qualifier par surcroît ceux-ci de "vraiment critiques" ? Le projet de *Radicalité...*, j'y reviens, entre autres raisons, mais celle-là s'avérait déterminante (les préfaciers la mentionnent au début de leur introduction) entendait être une réponse – mais plus encore *la* réponse – au livre *Hémisphère gauche* publié en 2010 aux Éditions Zones, lequel annonçait le retour de la pensée radicale en convoquant des penseurs contemporains qui, comme l'indique le titre de l'ouvrage, appartenaient à la dite "gauche radicale" ou pouvaient y être apparentés. L'année suivante (2011) paraissait plus confidentiellement le livre de l'essayiste américain Dwight Macdonald, *Le socialisme sans le progrès* (la nouvelle traduction d'un ouvrage publié en 1946 aux États-Unis). Les préfaciers de *Radicalité...* reprennent la distinction faite par Macdonald entre les "intellectuels progressistes" et les "penseurs radicaux" : les premiers se confondent ici avec les intellectuels figurant au sommaire d'*Hémisphère gauche* tandis que les seconds sont principalement représentés par les "vingt" penseurs sélectionnés par l'Échappée. Il n'y aurait rien à redire à priori sur cette manière de distribuer les cartes si la définition par Macdonald du concept de "radicalité" ne s'avérait discutable, voire très discutable. Ce n'est pas anodin ici d'ajouter que Dwight Macdonald est la dernière coqueluche en date du courant anti-industriel (un second ouvrage du penseur américain a été publié en 2013 par les Éditions de l'Encyclopédie des Nuisances sous le titre *Une tragédie sans héros*). Par ailleurs les préfaciers de *Radicalité* reconnaissent se définir "quand c'était nécessaire, et faute de mieux, comme "anti-industriels"".

Et pourtant, la principale composante de ce courant anti-industriel (dans la décennie 90 et la suivante) ne tenait-elle pas à se distinguer des "radicaux" et de la radicalité ? Pour expliquer pareille contradiction (ou du moins ce qui apparaîtrait comme tel), on précisera que les Éditions de l'Échappée occupent en partie un territoire laissé vacant par l'Encyclopédie des Nuisances (cette maison d'édition n'ayant plus le rôle ni l'importance qui était encore la sienne il y a dix ans). Du moins se préservent-elles de ce

catastrophisme qui, finalement, malgré les dénégations tardives des animateurs de l'EdN (celles du dernier ouvrage signé Semprun et Riesel) ne pouvait que transformer l'impératif ("On ne peut plus rien faire, et de toute façon c'est déjà trop tard") en couteau de Lichtenberg.

Les éditeurs de l'Échappée ont certes dans *Radicalité...* retenu la leçon. Mais en même temps l'obligation pour eux de se démarquer de l'adversaire, les "intellectuels progressistes", les entraînent à enrôler sous la bannière "radicalité" des penseurs qui ne retiennent de la chose que son côté "anti-progressif", d'autres à qui on fait jouer un rôle "d'idiote utile", d'autres encore qui ne sont là que pour servir de "caution prestigieuse". D'où ce paradoxe, qui ne se présente assurément pas comme tel par les maîtres d'œuvre de *Radicalité...* : qu'être radical signifie ici retrouver un sens de la mesure, poser des limites, préférer la modération ; ceci et cela passant par une défense des valeurs traditionnelles (la famille et le travail en premier lieu), voire par des nostalgies de type "ancien régime" : toutes "qualités" qui circonscrivent un monde pré-industriel compatible avec la religion (celle-ci jouant en quelque sorte un rôle de régulateur qui préserverait des excès de tout genre).

Au sujet, précisément, de la religion les préfaciers de *Radicalité...* n'affirment rien de cet ordre, mais rien non plus dans leur introduction ne permet de penser qu'ils infirmeraient ce point de vue si l'on reprend dans le détail plusieurs des contributions de l'ouvrage. Nous sommes les vrais conservateurs, disent en substance Biagini, Carnino et Marcolini, car nous au moins nous nous entendons nous opposer au libéralisme échevelé sous ses aspect économique et technologique avec les destructions qui en résultent, mais également à travers ses effets dans les domaines culturel et sociétal (celui des mœurs en particulier) où nous entendons préserver et conserver ce qui doit l'être.

Que subsiste-t-il encore de cette "radicalité" quand elle finit par signifier tout et son contraire ? Passé à la moulinette de l'Échappée le mot (le concept) tend à rejoindre quelques autres dont le sens s'érode. Il est vrai que les médias, en mettant l'adjectif "radical" à toutes les sauces, mais de préférence pour rejeter des "extrêmes" qu'on amalgame sans trop de discernement, disposent d'une force de frappe sans commune mesure avec le bataillon des Éditions de l'Échappée. Celles-ci n'en ajoutent pas moins de la confusion à cette confusion ambiante. C'est en définitive ce que l'on retire de la lecture d'un ouvrage dont le titre prête alors encore plus au malentendu.

Max Vincent

mars 2014

(1) Günther Anders, Zygmunt Bauman, Cornelius Castoriadis, Bernard Charbonneau, Dany-Robert Dufour, Jacques Ellul, Ivan Illich, Christopher

Lasch, Herbert Marcuse, Michela Marzano, Jean-Claude Michéa, Lewis Mumford, George Orwell, François Partant, Pier Paolo Pasolini, Moïse Postone, Richard Sennett, Lucien Sfez, Vandana Shiva, Simone Weil.

(2) Robert Musil, dans *L'homme sans qualités*, à partir d'un échange entre deux personnages finalement d'accord pour penser que "les époques où tout est permis ont toujours fait le malheur de ceux qui y ont vécu", poursuit ironiquement en citant l'un des deux personnages : "Il n'y a pas de bonheur sans limites (...) La limite est le secret du non-phénoménal, le secret de la force, du bonheur, de la foi, et ce devoir que nous avons, nous autres misérables hommes, de nous affirmer au sein de l'univers".

(3) Ils figurent dans un article publié par Yves Coleman sur le site "Ni patrie ni frontières" ("Au sujet du réac Jean-Claude Michéa (alias Nietzsche), des Éditions de l'Échappée et de leur "vigilance"... en carton pâte" : <http://www.mondialisme.org/spip.php?article1990>).

(4) Consulter le très instructif article d'Evelyne Pieiller ("Les embrouilles idéologiques de l'extrême droite") dans le n° 715 (octobre 2013) du *Monde Diplomatique*.

(5) <http://www.lherbentrelespaves.fr/public/michea.pdf>

Notre identité c'est l'humanité !

Camille Boudjak

2 janvier 2012

«*Ni religieuse, ni nationale, notre identité c'est l'humanité*» est un slogan régulièrement affirmé par les communistes-ouvriers, tant en Europe qu'au Moyen-Orient.

En France, ce slogan est avant tout destiné à répondre aux campagnes réactionnaires du gouvernement sur «l'identité nationale» ainsi qu'aux délires chauvins, racistes et xénophobes de l'extrême droite. Mais, au-delà du contexte de telle ou telle région du monde, il s'agit bien par là de refuser tout nationalisme et les prétendues «identités nationales».

Notons tout d'abord qu'il ne s'agit pas, pour nous, pour reprendre les mots d'un lecteur, d'une tare d'être «né quelque part et de ne pas en avoir honte», mais il semble qu'il y a là une confusion entre ce qui peut être l'attachement à un endroit où l'on a grandi, aux berceuses que pouvaient nous chanter nos grands-mères dans des langues que parfois on ne parle pas, à des paysages ou des musiques qui peuvent nous rappeler notre enfance ou notre jeunesse et le nationalisme.

Ce sentiment d'attachement à un lieu chargé de souvenirs peut exister autour d'un village, c'est l'attachement à ce qui s'appelle «*Heimat*» en allemand, mot que l'on ne peut traduire en français, comme cela peut être celui à une cité HLM. Lorsque une municipalité décide de détruire des tours HLM, bien des gens regardent cette destruction avec nostalgie parce que ce sont les tours où ils ont grandi, connu leurs premières histoires d'amour, etc. Ce même sentiment peut exister pour des langues, des musiques, des plats, des fêtes... Ce sentiment-là, d'ailleurs, est souvent plus lié à l'endroit où l'on a grandi, à celui où l'on a des souvenirs, qu'à celui où l'on est né. Il peut même s'agir de plusieurs endroits, parfois distants de centaines ou de milliers de kilomètres, comme à la fois le quartier où l'on a grandi et le bled où l'on a passé nos vacances d'été dans la famille. Parfois, on peut même avoir le sentiment de retrouver une «*Heimat*» dans un lieu où l'on n'a jamais été, mais dont on a tant entendu parler. Nous sommes là dans le domaine de sentiments humains que les communistes n'ont pas à juger.

Ce sentiment n'a rien à voir avec le nationalisme. La «*Heimat*» n'est pas une nation, divisée par des frontières et devant être défendue par une armée. Et ce sont bien souvent les chansons traitant des souffrances de l'exil et de

l'immigration qui l'expriment le mieux. La chanson «*Où est-il donc ?*» ne parle pas des frontières nationales, mais en demandant «*Où est-il mon moulin d'la Galette, mon tabac et mon bistrot du coin...*», ce n'est même pas la nostalgie de Paris qui est chantée, mais bien celle d'un Paris populaire, celui justement que l'on quittait en rêvant d'une vie meilleure outre-Atlantique. Mieux encore, «*Di grine Kuzine*», qui en yiddish chante les espoirs déçus de l'immigration, pourrait exprimer les sentiments mélancoliques de tout immigré, de tout exilé, qu'il ait quitté son Shtetl de Pologne, son bled d'Algérie, ses montagnes du Kurdistan Nord ou son village du Mali. Et de la même façon, n'en déplaie aux défenseurs du communautarisme français, il n'y a rien de plus logique, lorsque l'on a fui la torture, la guerre ou la misère, de chercher à se regrouper avec des gens qui parlent la même langue et/ou qui partagent la même expérience, et ce d'autant plus si cette expérience est marquée par la souffrance.

Et bien entendu, il n'y a aucune tare à ne pas avoir honte de ce sentiment. A l'inverse, même, disons que le refus du nationalisme s'accompagne aussi de ce qui serait, non pas de l'internationalisme, mais une sorte de «nationalisme à l'envers» ou «d'anté-nationalisme» que l'on peut trouver à l'état le plus radical dans cette fraction de l'extrême gauche allemande qui se dit «*anti-deutsche*». Pour décrire rapidement ce courant, leur refus du nationalisme allemand s'est transformé en ce qui est devenu un nationalisme anti-allemand, allant, par des élaborations théorico-historiques assez confuses, jusqu'à soutenir les aventures militaires d'Etats comme Israël et les États-Unis. Que ce courant existe essentiellement en Allemagne n'est pas surprenant, il s'agit, en fait, d'une forme politique radicalisée du sentiment de «*culpabilité collective de l'Allemagne*» qui fut l'idéologie de la bourgeoisie de RFA pour diluer sa responsabilité dans l'instauration du régime nazi (si «*tout le monde est coupable*», personne ne l'est réellement), passer sous silence une résistance antifasciste allemande essentiellement communiste (plus d'un million d'Allemands ont été internés en camps de concentration de 1933 à 1939) et aussi pour la bourgeoisie des autres pays à la fois de nier leur complicité active (les Juifs de France ont été pourchassés et arrêtés par la police française, tant en zone occupée qu'en zone libre) ou passive (la politique xénophobe des quotas aux États-Unis qui a renvoyé en 1939, 900 réfugiés juifs vers les camps du régime nazi, les expulsions de réfugiés juifs de Suisse, etc.) dans le génocide, et de minimiser a posteriori leurs propres crimes de guerre (bombardements de Dresde, d'Hiroshima, etc.).

Au nationalisme allemand qui, comme tout nationalisme, glorifie l'histoire de l'Allemagne, les *anti-deutsche* répondent en prenant l'image inversée de cette histoire, niant dans un cas comme dans l'autre la lutte des classes.

Bref, pour nous, communistes, il n'y a aucune «tare» à être né quelque

part, où que ce soit, aucune honte à avoir, et disons-le clairement pour répondre à certains gauchistes qui mélangent les peuples et les États, ceci est valable aussi pour celles et ceux qui sont nés aux États-Unis ou en Israël.

Mais s'il n'y a pas à avoir honte d'être né quelque part, il n'y a aucune fierté à en retirer. On ne peut être fier que de ce que l'on fait, or, nous n'intervenons à aucun moment dans le choix de notre lieu de naissance.

Revenons sur notre refus de l'identité nationale et l'affirmation de notre identité humaine. Tout d'abord, notre refus du nationalisme ne peut être assimilé à du «jacobinisme», c'est-à-dire à une forme de nationalisme français. Sur la question de la langue par exemple, nos camarades iraniens affirment dans leur programme : *«Interdiction de toute forme de langue officielle obligatoire. L'Etat peut désigner l'une des langues courantes dans le pays comme langue principale de l'administration et de l'éducation, tout en assurant que les locuteurs et locutrices d'autres langues puissent jouir des moyens nécessaires à la vie politique, sociale et éducative et que chacun puisse utiliser sa langue maternelle dans toutes les activités sociales et pour jouir de toutes les possibilités publiques.»* Cette revendication dépasse celle des régionalistes, puisqu'elle concerne aussi les immigrés. Pour un pays comme la France, il serait juste que des langues comme l'arabe, le portugais ou le turc puisse être utilisées dans *«toutes les activités sociales»* pour *«jouir de toutes les possibilités publiques»*. L'Initiative Communiste-Ouvrière n'est qu'un petit groupe, mais même à notre échelle, nous avons déjà utilisé dans nos interventions du matériel en arabe par exemple.

Et pour ce qui est de l'histoire du mouvement ouvrier communiste en France, on ne peut que regretter qu'il n'y ait plus aujourd'hui un équivalent de la MOI (Main d'Œuvre Immigrée, organisée au sein de la CGT-U) qui, dans les années 1920-1930, organisait les travailleurs immigrés dans différents groupes de langues (arménien, yiddish, espagnol, italien, etc.). Nous sommes donc très loin des conceptions jacobines de l'État français et de la défense d'une identité française.

Et comme, on trouve aujourd'hui des défenseurs d'une «identité régionale», c'est-à-dire d'une identité nationale en plus restreinte encore que celle des États existants, rappelons qu'il est devenu à la mode, en Alsace, en Bretagne ou en Occitanie, de mettre des noms de rues, de villes ou de villages, de façon bilingue, en français et dans la langue régionale. Le métro de Toulouse indique même les prochaines stations en français et en occitan. Et pourtant, pour rester sur l'exemple de Toulouse, il y a dans cette ville beaucoup plus de personnes qui ont pour langue maternelle l'arabe ou l'espagnol, que de personnes occitanophones. Pourtant, nulle part en France à notre connaissance, on ne trouve des indications officielles dans une langue d'immigration. Notons qu'en Allemagne par exemple, dans un quartier comme celui de Kreuzberg à Berlin, où vivent de nombreuses

personnes turcophones, des panneaux comme «Tenez vos chiens en laisse» sont bilingues allemand/turc ou les automates pour acheter les tickets de métro ou de train ainsi que bien des distributeurs de billets peuvent être utilisés en turc. On en est encore très loin en France !

Depuis ces origines, l'humanité n'a jamais cessé de se déplacer. Finalement, nous sommes toutes et tous des descendants de ces premiers hominidés qui, en adoptant pour la première fois la position debout sur les plateaux de l'actuelle Éthiopie, ont créé le genre humain, bref, nous sommes toutes et tous, y compris Guéant et Le Pen, d'origine éthiopienne. Cette lointaine origine commune mise à part, revenons rapidement sur cette division arbitraire avec laquelle nous bassine les tenants du Choc des civilisations, les opposants de l'intégration de la Turquie à l'Europe et autres réactionnaires. La Méditerranée, d'après eux, serait une sorte de frontière naturelle infranchissable, opposant «l'Occident civilisé» et «l'Orient barbare». Notons, qu'au sud de cette mer, les islamistes tiennent le même discours en refusant «l'occidentalisation» pour «défendre les traditions islamiques». Et pourtant, loin d'être une frontière entre deux mondes, la Méditerranée a toujours été au contraire une source d'échange et de mélange.

Cette division du monde, selon des frontières artificiellement créées, comme le Bosphore et l'Oural pour l'Europe, n'ont aucun sens au regard de l'histoire de l'humanité. Pour ceux qui prétendent qu'il y aurait une «civilisation européenne» à défendre face à une «islamisation», on peut déjà simplement rappeler qu'en Europe, plusieurs États sont «de traditions» majoritairement musulmanes, comme l'Albanie, le Kosovo ou une bonne partie de la Bosnie-Herzégovine, ainsi que des républiques de la Fédération de Russie comme la Tchétchénie, l'Ingouchie, le Daguestan, l'Adyguée, ou le Tatarstan.

Et si on veut parler des «millénaires» de l'histoire européenne, alors la Grèce antique ne s'est pas arrêtée au Bosphore, l'Empire d'Alexandre le Grand s'est étendu jusqu'à Babylone (actuel Irak) et Persépolis (actuel Iran), l'Empire Romain faisait le tour du bassin méditerranéen alors que le nord et l'est de l'Europe étaient considérés comme une «zone barbare». L'Espagne arabo-musulmane a laissé des chefs-d'œuvre d'architecture comme la mosquée de Cordou et la Jota espagnole conserve une prononciation proche de la Hamza arabe, alors que Budapest doit ses bains à la conquête ottomane. Même dans le français, on trouve, selon les linguistes plusieurs centaines de mots d'origine arabe, et même pas une cinquantaine de mots provenant du gaulois. On ne peut pas non plus oublier l'île de Malte, dont la langue s'écrit certes en caractères latins mais est très proche de l'arabe dialectal tunisien.

Et comme, dans une sainte alliance xénophobe «contre l'islamisation», on trouve aux côtés de personnes qui se réclament de la laïcité d'autres qui

mettent en valeurs «les racines chrétiennes de l'Europe», peut-être faut-il rappeler d'où vient cette religion ? Né d'une scission du judaïsme, religion qui a déjà repris bien des aspects du zoroastrisme perse et des mythologies mésopotamiennes, le christianisme est une exportation de Palestine qui est d'ailleurs tellement européen qu'il convertira l'Éthiopie bien avant les Francs, sans même parler des Slaves. A ces quelques exemples, il faudrait ajouter les apports scientifiques (l'algèbre par exemple), la philosophie grecque conservée par le monde arabe avant de revenir en Europe ou le commerce entre les deux rives de la Méditerranée.

De la plus haute Antiquité jusqu'à nos jours, toute l'histoire de l'Europe du Sud, du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord est liée. Si les moins ignorants des xénophobes européens reconnaissent une partie de ses liens, ils ajoutent alors aussitôt qu'ils ne valent rien car ils proviennent de guerres et de conquêtes. Ont-ils simplement parcouru en diagonale l'histoire de leur chère Europe ? L'arrivée du latin en Gaule est une conséquence de la conquête romaine, le nom de la France vient d'une invasion barbare d'Outre-Rhin, l'histoire commune de la France et de l'Angleterre partage cent années de guerres, les guerres de religion entre catholiques et protestants ont fait bien plus de morts en Europe que les croisades, quant au 20^e siècle, il a, en Europe, été marqué par deux guerres mondiales avant que le continent soit divisé par un rideau de fer entre l'Est et l'Ouest.

De façon sympathique, des régionalistes occitans affirment «l'Occitanie n'est pas le nord de l'Europe, mais le sud de la Méditerranée». Pour sympathique que soit cette affirmation, parce qu'elle se veut un refus des nationalismes français et européen, et surtout un refus du racisme anti-arabes, elle n'en est pas moins absurde. Certes, l'Occitanie (c'est-à-dire en gros la moitié sud de la France) est le nord du bassin méditerranéen, mais aussi le sud de l'Europe, tout comme le Maghreb est à la fois le nord de l'Afrique et le sud de la Méditerranée, ou New York à la fois l'Est de l'Amérique et l'Ouest de l'Atlantique. En rejetant la frontière arbitraire que serait la Méditerranée, ces régionalistes créent une autre frontière tout aussi arbitraire. Comme toute région du monde, l'Occitanie s'est enrichie d'apports venant, non seulement du sud, mais aussi d'ailleurs. Dès 1173, le rabbin espagnol Benjamin de Tudèle décrivait l'Occitanie comme un lieu de commerce où viennent «chrétiens et Sarrasins, où affluent les Arabes, les marchands lombards, les visiteurs de la Grande Rome, de toutes les parties de l'Égypte, de la terre d'Israël, de la Grèce, de la Gaule, de l'Espagne, de l'Angleterre, de Gênes et de Pise, et l'on en parle toutes les langues».

Et si, déjà dans l'Antiquité, faire de la Méditerranée et du Bosphore une frontière infranchissable pour les humains était une absurdité, que penser d'une telle vision du monde aujourd'hui, où les moyens de transport et de communication modernes ont déjà en grande partie unifié le monde ? Il est

loin et dépassé depuis longtemps, le temps où chaque village, si ce n'est chaque famille, vivait dans une quasi-autarcie, où la seule ouverture sur le monde extérieur était le marché hebdomadaire du bourg.

En 1848 déjà, Marx et Engels soulignaient dans le «Manifeste du Parti Communiste» : *«Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays. Au grand désespoir des réactionnaires, elle a enlevé à l'industrie sa base nationale. Les vieilles industries nationales ont été détruites et le sont encore chaque jour. Elles sont supplantées par de nouvelles industries, dont l'adoption devient une question de vie ou de mort pour toutes les nations civilisées, industries qui n'emploient plus des matières premières indigènes, mais des matières premières venues des régions les plus lointaines, et dont les produits se consomment non seulement dans le pays même, mais dans toutes les parties du globe. A la place des anciens besoins, satisfaits par les produits nationaux, naissent des besoins nouveaux, réclamant pour leur satisfaction les produits des contrées et des climats les plus lointains. A la place de l'ancien isolement des provinces et des nations se suffisant à elles-mêmes, se développent des relations universelles, une interdépendance universelle des nations. Et ce qui est vrai de la production matérielle ne l'est pas moins des productions de l'esprit. Les œuvres intellectuelles d'une nation deviennent la propriété commune de toutes. L'étroitesse et l'exclusivisme nationaux deviennent de jour en jour plus impossibles et de la multiplicité des littératures nationales et locales naît une littérature universelle.»*

Ce qui est remarquable en relisant «Le Manifeste», c'est que, écrit en 1848, bien des passages semblent décrire la réalité de ce début de 21^e siècle. Les livres de Karl Marx sont d'ailleurs un bon exemple : traduits dans toutes les langues, il serait difficile de faire de la pensée marxiste une pensée allemande, Marx appartient au mouvement ouvrier international, autant aux ouvriers de Cologne qu'à ceux de Karachi, de Londres, de Chicago, de Bombay ou d'Alger. Il en est de même pour tous les grands noms du mouvement ouvrier, que ce soit Rosa Luxembourg, Lénine, Trotsky, les auteurs anarchistes comme Bakounine ou Malatesta, etc.

Au-delà de la littérature politique, on pourra toujours trouver des aspects nationaux à la poésie de Pouchkine ou de Maïakovski, de Brecht ou de Nazim Hikmet, leurs poèmes nous touchent bien au-delà des frontières par leur aspect universel. Taslima Nasreen l'exprime très bien en disant qu'il y a une Anna Karénine dans chaque femme. On notera que parmi les œuvres qui traversent les âges, de *Tristan et Iseult* à *Anna Karénine*, en passant par *Roméo et Juliette*, c'est justement le côté universel du sentiment amoureux et de ses tourments qui nous permet, où que nous vivions et où que nous ayons grandi, de nous identifier dans ces personnages. On n'a pas besoin de connaître les paysages du Kirghizstan, pour partager avec Tchinguiz

Aïtmatov l'amour de Djamilia. Et comment classer «nationalement» Panaït Istrati, un des meilleurs auteurs francophones du 20^e siècle né en Roumanie d'un père contrebandier grec, qui, pour avoir aimé la terre, ne pouvait se revendiquer d'aucune nation ? Quand Brecht met merveilleusement en scène le roman *La Mère* de Gorki, est-on dans la culture allemande ou dans la culture russe ? Où classer un roman comme *Les hirondelles de Kaboul* de Yasmina Kadra ? Littérature arabe ou française, lorsqu'un auteur algérien écrit en français les souffrances des femmes afghanes ? Les œuvres d'Orwell, décrivant mieux que quiconque *La dèche à Paris et à Londres* et la *Catalogne Libre*, peuvent-elles se limiter à la culture britannique ?

Si Marx et Engels, bien sûr, ne parlent que de la littérature, aujourd'hui, on devrait ajouter, le cinéma, la musique et finalement tous les aspects de notre vie quotidienne. Prenons par exemple l'aspect culinaire, selon un sondage SOFRES de 2011, 19% des Français citent le couscous comme étant leur plat préféré. Ce n'est qu'un exemple, mais que chacun peut constater à quel point, ne serait-ce qu'au niveau de l'alimentation, sa culture est devenue mondiale. D'ailleurs, même les moules-frites typiquement cht'i ne sauraient exister sans la pomme de terre, produit d'exportation sud-américain qui n'est arrivé en Europe qu'au 16^e siècle. Ne parlons même pas des pâtes et autres pizzas italiennes, du café que nous consommons chaque matin, ou des fruits comme les oranges et les bananes...

Prenons la musique, et citons le philosophe Jean-Philippe Smet, plus connu sous le nom Johnny Hallyday, qui disait «toute la musique que j'aime, elle vient de là, elle vient du blues». Et effectivement, depuis maintenant plus de 60 ans, une immense partie de la musique vient de ces rythmes des descendants des esclaves noirs d'Amérique. Toutes les branches et sous-branches du rock viennent de cette base. Les gamines et les gamins du Cantal s'éclatent sur du Raï alors qu'à Téhéran on danse sur du rap, musique née dans les quartiers noirs américains... Même le musette, musique considérée comme typiquement française, ne serait rien sans la valse autrichienne ou le tango argentin. Et la «variété française» qui a bercé notre enfance nous faisait partager les souffrances de «l'étrangère» qui «A gardé une carte postale / De son village du Portugal» avec Linda de Suza, voyager «Sur la route de Memphis» avec Eddy Mitchell, s'imaginer une sœur qui s'appelait «Sahra» et qui se «marierait un jour peut-être à Varsovie» avec Jean-Jacques Goldmann, et aimé «L'Aziza» avec Daniel Balavoine, «Aïcha» avec Khaled et «Yasmina» avec La Souris Déglinguée.

Et cela, sans parler de toutes les stars et les groupes des États-Unis, de Grande-Bretagne ou d'Allemagne qui ont fait danser, rêver, chanter ou pleurer des générations de Françaises et de Français, les entraînant dans Londres en flammes, s'envolant avec «99 Luftballons» ou tremblant de

peur avec «Thriller». Du jazz manouche aux rythmes jamaïcains de la Oï !, il n'y a guère de musiques qui aujourd'hui ne mélangent pas les influences de trois ou quatre continents. Lorsque Fairouz chante «Ya ana, Ya ana» sur l'air de la 40^e symphonie de Mozart, s'agit-il de culture arabe ou européenne ? Autrichienne ou libanaise ?

Lorsque la même chanteuse lance «Kanou habibi» sur l'air de «Plaine, ma plaine», la musique vient-elle des Monts Liban ou des steppes russes ? Lorsque Bernard Lavilliers chante «Les mains d'or», la guitare rappelle des rythmes sud-américains, et s'il chante le chômage et les licenciements de la sidérurgie lorraine, les mêmes paroles pourraient décrire la ville de Détroit aujourd'hui ou la fermeture du chantier naval à Gdansk.

Et dans cette culture populaire, on ne saurait oublier de mentionner le cinéma. Une rediffusion d'un film de Louis de Funès fait mourir de rire les habitants de Moscou, une gamine américaine rêve d'être une impératrice d'Autriche pleurant sa Bavière natale le long du Danube, alors qu'on se précipite pour regarder le dernier succès de Bollywood à Rabat, et que les enfants de la Creuse s'imaginent explorer le Far West. Même le plus chauvin des nationalistes français ne pourra nier que sa culture comporte forcément au moins aussi des films américains et des dessins animés japonais. Si dans les succès récents en France, on compte *Bienvenue chez les Ch'tis*, on y trouve aussi des films américains (*Titanic*), anglais (*Harry Potter*) ou néo-zélandais (*Le seigneur des anneaux*). Et ne parlons même pas des séries télévisées qui ont fait entrer des villes comme Dallas (et son univers impitoyable) ou Springfield dans notre quotidien.

Ajoutons aussi, que bien des œuvres cinématographique, au-delà du pays où elles sont tournées, sont déjà des mélanges de plusieurs apports culturels. Walt Disney a popularisé et mondialisé *Blanche neige et les sept nains* et d'autres contes venant des frères Grimm. Le film d'animation *Persépolis* a beau avoir été réalisé en France, il s'agit aussi d'une production iranienne. Et, dans le patrimoine culturel de bien des communistes, où qu'ils vivent dans le monde, on risque de trouver des films de Ken Loach, sans oublier bien sûr les chefs d'œuvre d'Eisenstein.

Ainsi, alors que les réactionnaires lancent des campagnes sur l'identité nationale ou qu'on nous bassine de conneries sur le «choc des civilisations», les identités nationales sont de fait déjà abolies, nous baignons déjà dans une culture qui est mondiale et ne connaît plus de frontières.

Et cela est d'autant plus vrai en ce qui concerne notre classe sociale, la classe ouvrière. Si dans les ateliers, sur les chantiers, dans les entreprises et les quartiers populaires de l'Occitanie on doit encore entendre des mots en occitan, tout comme le cht'i peut encore s'entendre dans le Nord, à Lille comme à Toulouse, on peut entendre aussi le portugais, l'arabe, le turc, des langues créoles des Antilles et de Guadeloupe, le serbo-croate, l'albanais ou le chinois. Il y a peu encore, en France, on parlait italien sur les

chantiers, espagnol dans les usines du Sud-Ouest, polonais dans les mines du Nord et de Lorraine et yiddish dans les quartiers ouvriers de Paris.

C'est une caractéristique de notre classe que de traverser les mers et les frontières pour vendre notre force de travail. Si la notion de «peuple français» chère à nos nationalistes est en fait un mélange de Latins avec des Gaulois, métissés avec des peuples germaniques, normands, maures et grands-bretons, cette notion est encore plus absurde pour la classe ouvrière. Malgré le matraquage chauvin et xénophobe, on remarque d'ailleurs que tel travailleur qui, peut-être, vote FN aux élections politiques, n'hésitera pas à désigner un camarade algérien comme délégué. Et, lors des luttes, il ne viendrait à l'idée de personne de demander la nationalité ou le titre de séjour des camarades élus au comité de grève. Quelles que soient nos origines d'ailleurs, nous partageons dans nos entreprises, nos quartiers, nos syndicats et autres groupes militants les souffrances, les angoisses et les espoirs de collègues, d'amis et de camarades concernant leurs amis et leurs familles en Algérie, en ex-Yougoslavie, en Iran ou en Tunisie.

Au-delà du métissage de notre classe, on remarque qu'en ayant généralisé l'exploitation capitaliste à l'échelle planétaire, la bourgeoisie a aussi généralisé le prolétariat. Dans des pays où, il y a à peine cinquante ans, la majorité de la population était paysanne, comme en Chine, en Inde ou au Brésil, ont surgi des immenses concentrations industrielles, avec des millions de prolétaires. Avec, certes, des contextes différents dus aux histoires locales de la lutte des classes, cette classe ouvrière mondiale partage à la fois l'expérience du même type d'exploitation, mais aussi de formes de luttes similaires.

La grève est, par exemple, l'arme classique des travailleurs contre les patrons, que ce soit au Pakistan, au Mali, au Chili, au Canada, en France, en Chine ou au Yémen. Nés, hors de toute élaboration théorique, les soviets, conseils ouvriers apparus lors de la révolution russe de 1905, on les voit réapparaître sous le nom de Shorras dans les usines d'Iran en 1978-1979 puis en 1991 lors de l'insurrection du Kurdistan d'Irak. Du drapeau rouge qui flotte lors des grèves et révoltes ouvrières sur tous les continents à *L'Internationale* chantée dans toutes les langues, en passant par la journée du 1^{er} Mai, cette lutte, commune, de la classe ouvrière de tous les pays a aussi créé une culture ouvrière de lutte commune. Sans même parler la langue, un ouvrier communiste français risque de se sentir plus chez lui au milieu de drapeaux rouges et de travailleurs en grève qui chantent *L'Internationale* dans une ville industrielle d'Inde ou du Chili, que dans un dîner de grands bourgeois à Neuilly-sur-Seine.

Phénomènes historiques, les nations et les idéologies nationalistes sont apparues avec le développement du capitalisme. Pour qu'il y ait un marché unifié, il a fallu à la bourgeoisie briser les vieilles divisions féodales, unifier les poids et les mesures. Mais alors même que la bourgeoisie façonnait des

nations, elle partait coloniser des continents entiers pour contrôler les matières premières et lançait des guerres contre les bourgeoisies concurrentes pour contrôler les marchés en Europe. Alors même que dès 1914, le capitalisme était déjà un système mondial, le nationalisme restait nécessaire à la bourgeoisie pour faire adhérer, au nom de la patrie, les prolétaires aux plans guerriers des capitalistes. Dans les périodes de crise, ce nationalisme est à chaque fois exacerbé, cherchant à faire croire que l'ouvrier et le patron nationaux auraient un intérêt commun, et trouvant dans «l'étranger» un bouc-émissaire. On en arrive à ce paradoxe, avec un marché et une production mondiales, le capitalisme a déjà créé une culture mondiale, mais les différentes bourgeoisies maintiennent leurs égoïsmes nationaux et les préjugés chauvins. L'Europe, microcontinent, en est la preuve vivante, elle existe comme marché, mais aucune des principales bourgeoisies n'est prête à lâcher ses intérêts nationaux pour aller plus rapidement vers la création de véritables États-Unis d'Europe. En ce début de 21^e siècle, les nations sont déjà condamnées, elles n'ont d'existence que par les frontières et les appareils d'État et le nationalisme n'est plus que l'appel à la haine contre les êtres humains considérés comme «étrangers».

La nation, aujourd'hui, n'est plus qu'une barrière contre les êtres humains. La campagne chauvine sur «l'identité nationale» du gouvernement français n'a en rien favorisé le sandwich aux rillettes contre le kebab, mais renforcé les chasses aux travailleurs sans-papiers et les appels à la haine raciste et xénophobe. Les frontières ne représentant déjà plus rien pour la production tant matérielle que intellectuelle, elles ne sont encore qu'une réalité terrible, synonyme de flicage, de répression, de vies brisées et souvent de mort, pour des millions et des millions de prolétaires qui cherchent une vie meilleure.

Les nations et les frontières, à l'heure où les gamins du plus petit village de Corrèze s'éclatent sur du Raï ou du rap, pendant que les derniers succès de Bollywood passionnent des foules à Tanger, que l'on peut en quelques heures aller d'Oslo à Alger, que d'un clic de souris on peut papoter entre Australiens et Argentins, ce n'est plus que ça, le visage hideux aujourd'hui des politiques de chasse aux travailleuses et travailleurs qui ont osé commettre le «crime» de n'avoir pas la bonne carte d'identité, et demain, pourquoi pas, à l'encontre de celles et ceux que l'on décrètera «étrangers».

Pour notre part, nous ne condamnons pas la mondialisation, mais le capitalisme. On ne fait d'ailleurs jamais tourner en arrière la roue de l'histoire. Si les différentes cultures sont une richesse, elles le sont d'autant plus lorsqu'elles vivent et se mélangent. On se doit d'ailleurs d'insister que les pires ennemis, le plus grand danger, pour la culture d'un pays ou d'une région donnés, ce ne sont pas la mondialisation ou le métissage, mais bien les politiques nationalistes qui cherchent à enfermer les cultures dans le cadre étroit du chauvinisme. En Allemagne, ce sont les nazis qui, lors

d'autodafé, ont brûlé les plus belles œuvres de la littérature allemande, qu'il s'agisse d'Erich Maria Remarque, de Stefan Zweig, de Brecht ou de Carl von Ossietzky.

Contre l'explosion artistique créatrice qui a surgi dans la Russie révolutionnaire de 1917, la réaction nationaliste de la contre-révolution stalinienne a imposé les canons sans saveur du «réalisme socialiste». Au Maghreb et au Moyen-Orient, au nom des «traditions islamiques», bien des partis et milices islamistes tentent d'interdire la danse orientale ou les poésies d'Abou Nouwâs. Comme l'affirmait Trotsky dans «Pour un art révolutionnaire indépendant», *«pour la création intellectuelle elle [la révolution] doit dès le début même établir et assurer un régime anarchiste de liberté individuelle. Aucune autorité, aucune contrainte, pas la moindre trace de com-mandement !»*. Tout enfermement de la culture et des arts au nom d'un «art officiel», de la «défense identitaire de la culture nationale», ne peut que signifier la mort de la création culturelle. Les créations culturelles ont bien plus à craindre de l'étroitesse du nationalisme que de la richesse infinie du cosmopolitisme.

Bien loin de pousser à l'uniformisation, cette mondialisation, ce cosmopolitisme de la culture ouvre à chacun d'entre nous des espaces infinis de choix et de diversité. A l'époque, révolue, des petites nations étriquées et repliées sur elles-mêmes, l'individu n'avait que peu de choix culturels. La mondialisation, malgré toutes les barrières imposées par le capitalisme, permet d'ores et déjà de voir que bien des traditions et oppressions millénaires ne sont pas naturelles. Les révoltes de femmes, au Moyen-Orient et en Afrique par exemple, contre d'atroces traditions misogynes comme les mariages forcés, les crimes «d'honneur» ou l'excision, sont renforcées par le fait que ces femmes savent qu'au-delà des mers, d'autres femmes ont réussi à obtenir une égalité au moins formelle.

Déjà aujourd'hui, malgré toutes les limites qu'impose l'ordre capitaliste, nous baignons dans une culture mondiale, et l'identité même du plus chauvin des nationalistes français n'est déjà plus nationale, ne serait-ce que par la musique, la cuisine et le cinéma, même le plus chauvin des nationalistes français a déjà une culture un peu américaine, un peu arabe, un peu italienne, un peu africaine (et s'il est en plus catholique traditionaliste nous lui rappellerons, pour le plaisir, que sa religion est une scission du judaïsme importée de Palestine).

Déjà maintenant, loin de l'esprit de clocher des petites nations étriquées, nous pouvons choisir dans une immense palette de musiques, de plats, de littératures, de films, de poésies qui nous viennent des quatre coins du monde. On peut déjà fêter à la fois Noël, Novrouz, le Nouvel An chinois, l'Aïd et/ou Roch Hachana, et bien des familles en France célèbrent déjà plusieurs de ces fêtes. Noël parce que c'est la tradition en France, Roch Hachana parce que la maman est de culture juive et l'Aïd parce que le papa

est de culture musulmane par exemple... Dans un monde libéré des frontières et des nations, libéré aussi du capitalisme et de la soumission au marché, bien loin d'une uniformisation, nous pourrions alors accéder encore plus à toutes les richesses de la diversité culturelle humaine.

Dans le *Manifeste du Parti Communiste*, Marx et Engels écrivaient : «*Déjà les démarcations nationales et les antagonismes entre les peuples disparaissent de plus en plus avec le développement de la bourgeoisie, la liberté du commerce, le marché mondial, l'uniformité de la production industrielle et les conditions d'existence qu'ils entraînent. Le prolétariat au pouvoir les fera disparaître plus encore.*»

En attendant la prise du pouvoir par le prolétariat, nous ne devons faire aucune concession aux nationalismes. En tant que travailleurs salariés, nous n'avons que faire des «identités nationales», et si nous n'avons aucune identité commune avec les Sarkozy et les Parisot, notre cœur en revanche bat au même rythme que celui de toutes celles et de tous ceux qui partout dans le monde se lèvent contre l'injustice, l'oppression et l'exploitation. Que nous disions «mein Schatz» ou «Habibi» à ceux qui nous sont chers, que nous chantions des berceuses en chinois ou en peul à nos enfants, que nos ancêtres soient enterrés dans les montagnes d'Anatolie ou les plaines de Pologne, nous subissons les mêmes conditions de travail, les mêmes bas salaires et les mêmes politiques antisociales. Le chauvinisme, le nationalisme et le racisme ont toujours été des poisons mortels pour le monde du travail, divisant ses rangs alors qu'il est de plus en plus indispensable d'être unis pour faire face aux attaques du patronat et du gouvernement, et cherchant à nous faire croire que nous aurions quelque chose en commun avec ceux qui nous exploitent.

Contre tous les réactionnaires qui veulent nous enfermer dans de fausses identités nationales, ethniques ou religieuses, nous rappelons que notre seule identité est humaine, de cette humanité qui refuse l'oppression et qui se lève pour construire un monde digne du 21^e siècle, un monde où les frontières nationales qui n'ont plus lieu d'être rejoindront dans les poubelles de l'histoire les anciennes divisions féodales du Moyen Age.

Camille Boudjak, Initiative communiste ouvrière

Confusions à propos de la «liberté d'expression»

De Faurisson à Dieudonné en passant par Vincent Raynouard, de nombreux antisémites, négationnistes ou fascistes sont défendus par certains libertaires ou militants de gauche au nom de la liberté d'expression. Les textes extraits du site Brasiers et cerisiers et du blog de Floréal remettent les pendules à l'heure, de façon efficace et convaincante.

Ce soir ou jamais:
**une émission
prétendument «transgressive»
plébiscitée par l'extrême
droite
pour son «courage»**

Un bref article de «Rue 89» sur un prétendu «Beau clash entre Patrick Cohen et Frédéric Taddeï» à propos de l'émission «Ce soir ou jamais» est accompagné d'un extrait vidéo qui donne une bonne idée de l'incapacité de Patrick Cohen à appeler un fasciste un fasciste et de l'inepte défense de la «liberté d'expression»¹ prônée par M. Taddeï et ses admirateurs, des islamophobes revendiqués de Riposte laïque à Frigide Barjot, l'hégérie des homophobes, en passant par le raciste Jean Robin, le site poubelle Agoravox, le politicard nationaliste d'extrême droite Asselineau, le site raciste et d'extrême droite Français de France, etc. qui tous vantent son «courage»!!!

Dans le journal «Politis» du 13 octobre 2011, Frédéric Taddeï déclarait, en toute modestie, «L'animateur crée la liberté d'expression»!

Il oubliait simplement de préciser à ce journal de «gauche» qu'il s'agissait de la liberté d'expression pour les fascistes, les antisémites et les racistes qu'il invite régulièrement à son émission sous prétexte que ces pauvres types ne seraient pas invités ailleurs ou alors... qu'ils sont aussi invités dans d'autres émissions !!! Quelle cohérence dans l'argumentation !

Sous prétexte que ses invités sont suffisamment prudents pour ne pas tenir de propos antisémites, négationnistes, racistes ou fascistes qui auraient fait l'objet de condamnations suite à leur passage DANS SA SEULE ÉMISSION, Taddeï fait venir régulièrement chez lui des fascistes (Soral, Renaud Camus), des racistes (Nabe, Milet, Soral, Renaud Camus) et des

¹ La «liberté d'expression» est en effet un des nouveaux chevaux de bataille des négationnistes, des fascistes pur jus, des populistes d'extrême droite et de toute une pléthore de réactionnaires. A ce sujet on pourra lire l'article des Luftmenschen paru en 2010, «Contre leur liberté d'expression» dans la revue *Ni patrie ni frontières* et celui de *Ni patrie ni frontières* sur «Radio Libertaire et la liberté d'expression totale» paru en 2011.

antisémites patentés (Soral, Dieudonné, Renaud Camus, Nabe) dont les liens avec l'extrême droite sont notoires.

Il contribue ainsi à rendre respectables des individus dont les positions politiques (même s'ils ne les défendent pas ouvertement dans son émission) sont fascistes ou fascisantes.

Ce monsieur prétend ne pas être un «procureur». Qu'il se rassure, il n'en est pas un. Il est juste un opportuniste, un faire-valoir d'individus réactionnaires, fascisants ou fascistes. Un Ardicon (dont il fut l'employé pendant plus de dix ans pour l'émission «Paris Dernière», ce qui montre bien sa filiation merdienne) avec un tout petit vernis intellectuel que lui accordent généreusement ses invités universitaires, essayistes, romanciers ou autres «intellectuels» en échange d'une invitation à la télé, toujours utile pour booster les ventes de leurs livres ou simplement satisfaire leurs tendances narcissiques.

Il n'est pas indifférent de signaler que ce triste sire a collaboré à la revue «L'Idiot International» de Jean-Edern Hallier, publication qui lui permet de côtoyer tout un tas de canailles de la Nouvelle Droite, de littérateurs d'extrême droite mais aussi de la gauche social-patriote ou social-nationaliste...

Avec sa «philosophie» pseudo-démocratique, Taddeï pourrait tout aussi bien inviter Robert Faurisson pour parler de Rimbaud ou Serge Thion pour parler des Maoris... Il serait ainsi inattaquable sur un plan strictement légal (dimension qui passe avant tout principe éthique pour ce monsieur), tout en servant la soupe à des salopards qui feraient grimper l'Audimat.

Car avant tout, ce qui compte, pour cet «animateur» ce n'est pas la qualité des simulacres de «débat intellectuel» qu'il organise mais de faire de l'Audimat, condition sine qua non du maintien de son émission et surtout de son confortable salaire....

Y.C., 17 mars 2013

Sur «la liberté d'expression»

2 février, 2013 par brasieretcerisiers

La défense de la «liberté d'expression» est une question qui traverse aujourd'hui les mouvements sociaux, les organisations politiques, les collectifs militants divers et variés. En effet, elle se retrouve au cœur d'affrontements à propos de l'attitude à adopter face à certains adversaires. Plus précisément, autour de cette question s'opposeront certains souhaitant ouvrir leurs espaces (toujours au nom de la «diversité d'opinions», du «pluralisme», de la «liberté d'expression») à des courants que l'on qualifiera de conspirationnistes, confusionnistes, oui même parfois tout simplement fascistes, et d'autre part des militants qui, dans un objectif antifasciste, souhaitent au contraire maintenir toute cette sphère à distance de leur propre réseaux et du mouvement social en général. Et surtout, ils s'opposent à l'idée «voltairienne» (remise au goût du jour par des théoriciens comme Noam Chomsky), qu'il faudrait se battre «pour la liberté d'expression de ses pires ennemis».

Ainsi, nos «voltairiens» iront combattre la Loi Gayssot à travers une pétition où se mêleront les signatures de penseurs classés «à gauche» (Chomsky entre autres, mais aussi Norman Baillargeon) et une quantité de figures d'extrême droite, négationnistes, condamnés pour antisémitisme et des polémistes comme Robert Ménard, qui est passé de la défense de journalistes à la défense de racistes (ses derniers faits d'armes : un essai intitulé *Vive Le Pen !* et une probable participation à une WebTV identitaire et Pro-Poutine, toujours au nom de la «liberté d'expression»).

Que la loi Gayssot ne soit pas une bonne loi (notamment question efficacité), comme toute loi que l'on peut attendre d'une démocratie parlementaire capitaliste (donc de la bourgeoisie), est une chose (même Badinter se serait prononcé contre). Mais

(1) Faut-il la critiquer voire la combattre en priorité ?

(2) Faut-il le faire aux côtés de celles et ceux qui souhaitent la voir tomber pour déverser leur racisme et leur négationnisme ?

Chomsky dit en substance «la liberté d'expression des siens, de ses amis, c'est facile à défendre, on ne devient un vrai défenseur de la liberté d'expression que quand on défend ses pires ennemis» (Entretien dans le film «Chomsky et Compagnie», film d' d'Olivier Azam et Daniel Mermet, 2008).

C'est là le gros piège. Nous n'avons pas décidé de la structure actuelle de la société, ses lois et ses rapports de forces. Nous ne sommes pas responsables et n'avons aucun devoir «moral» de défendre nos pires ennemis. Cette vision plaçant la liberté d'expression au-delà du contexte,

des rapports de forces, de classes est naïve. Nous-mêmes, militant.es révolutionnaires, anticapitalistes, anti-autoritaires, n'avons que peu voire pas accès à certains canaux de communication, espaces d'expression (par exemple les médias de masse ou encore la diffusion restreinte de nos publications, livres, films au sein du système capitaliste). Pour certain.es, encore moins organisé.es (des ouvriers non syndiqués luttant contre la fermeture de leur PME dans une petite ville), encore plus isolé.es (des femmes de ménages employées à domicile), encore plus marginalisé.es (un camp de Roms menacé de démantèlement), la possibilité de s'exprimer est d'autant plus restreinte, une censure s'exerce de fait par le biais de l'absence de médias, le désintérêt des acteurs politiques et les limites de moyens (économiques, culturels, linguistiques). Qui se soucie de «cette» liberté d'expression ? Personne ou presque. Où sont donc les «Voltairiens», prêts à ouvrir leurs colonnes, à diffuser «un autre point de vue», à faire vivre le «pluralisme» ? Ils se battent pour faire abolir la loi Gayssot. Ou encore pour que Dieudonné, Chouard, Asselineau et autres Collon, puissent déblatérer leurs discours puants aux quatre coins du pays, qu'ils puissent accéder aux espaces populaires, parfois militants.

La «Liberté d'expression» en tant que telle est un principe théorique qu'il convient d'ancrer dans une réalité concrète. L'extrême droite est puissante culturellement et économiquement, il est difficile de lui porter des coups. Elle a recours à diverses stratégies, pirouettes lexicales et autres manipulations pour faire passer son discours. Elle trouve des alliés de circonstance chez des paumés abreuvés de conspirationnisme et autres idées fumeuses, qui la font rentrer dans nos espaces par «l'escalier de service». C'est ainsi que les textes d'un Alain Soral ou d'un Thierry Meyssan se retrouvent sur des sites animés et fréquentés par des militants se positionnant (selon eux) à gauche^[ii]. De même, les mouvements se voulant «largement ouverts et collectifs», comme «les Indignés», ou encore le mouvement «Les colibris» lancé par Pierre Rabhi, se font infiltrer par des individus fréquentant assidument les milieux fascistes, quand ça n'est pas par des fascistes eux-mêmes. Voilà le principe du confusionnisme. Et pourtant, cette extrême droite n'a rien à faire de la «liberté d'expression» elle se contente de se battre pour «sa liberté d'exprimer son racisme et son négationnisme». D'ailleurs, certains n'hésitent pas à essayer de faire censurer celles et ceux qui les dénoncent. Du coup si jamais elle est censurée ou condamnée, pourquoi faudrait-il lui filer un coup de main ?

¹ [Philippe Marx ex-candidat Front de Gauche aux législatives en Lorraine](#). Ou encore Meyssan publié sur le site «Le Grand Soir» qui se revendique toujours de gauche antilibérale.

Il ne s'agit même pas de réclamer leur censure, simplement s'ils se font censurer, on ne va pas se battre pour eux non plus. Tout comme on n'a pas à se battre pour la liberté d'expression de Laurence Parisot si *l'Humanité* refusait de lui ouvrir ses colonnes pour une tribune où elle fustigerait le «coût du travail».

Pour revenir à la pétition contre la loi Gayssot, à supposer qu'il faille la combattre («au nom de la liberté d'expression pure»), pourquoi le faire aux côtés de l'extrême droite ? Prenons la TVA. La TVA est un impôt injuste qui frappe autant le prolétaire que le millionnaire, et donc proportionnellement fait plus payer le pauvre que le riche. Cependant, certaines industries (Hôtellerie-restauration, Bâtiment) ont intérêt à ce qu'elle baisse. As-t-on pour autant déjà eu des propositions, des appels à manifester ensemble, anticapitalistes et petits patrons contre les hausses de TVA ? Non, car c'est absurde, si une idée semble être partagée («il ne faut pas une TVA haute»), les objectifs sont *in fine* radicalement différents. Alors pourquoi serait-ce différent quand il s'agit de la «liberté d'expression» ?

Cette attitude de rapprochement «ponctuel» (enfin pas si ponctuel que ça pour certains...) au nom d'une idée qui devrait transcender les différences politiques (comme cette liberté d'expression abstraite), participe à l'établissement de connexions, des rencontres entre personnes venues de la gauche et l'extrême droite. Ce rapprochement est souhaité et encouragé par nos adversaires. Tout le bénéfice est pour eux : ils gagnent en audience, en crédibilité voire en respectabilité. Ils gomment leurs différences avec «nous».

Faire de la «La Liberté d'expression» un principe essentialiste à défendre partout et pour tout le monde n'a pas de sens. D'autant plus quand les «victimes» sont de farouches adversaires et ont largement de quoi se défendre (en terme de réseaux, de relais, de moyens financiers). Qui irait défendre l'Église de Scientologie au nom de la liberté de culte ? Qui irait défendre l'accès de Jean-François Copé à la Bourse du Travail de Paris pour un meeting ? Alors pourquoi il en serait autrement pour les Meyssan, Bricmont, Collon et autres Chouard ? A partir du moment où ils fricotent avec les fascistes, ce sont des ennemis ou pas ?

Qui voit sa liberté d'expression bafouée ?

La mouvance, conspirationniste et leurs relais confusionnistes sont toujours les premiers à clamer qu'ils seraient victimes d'une «censure» (médiatique, politique, quand ça n'est pas «le Système»). Dénoncées aussi, «la bien-pensance», «la pensée unique», la «police de la pensée» : en utilisant ces termes, elle adopte une posture victimaire et laisserait penser à une véritable répression. Pourtant, ses textes, ses vidéos, fleurissent sur Internet. Pourtant, ses acteurs donnent des conférences à travers la France

et ailleurs (encore trop souvent invités par des organisations de gauche, hélas, même si une timide prise de conscience sur cette question débute). Lorsque Collon se voit annulé à la bourse du Travail, qui rappelons-le n'a pas vocation à accueillir tout le monde et n'importe qui, sa «liberté d'expression» est-elle bafouée ? Non, il continue à s'exprimer tranquillement (il en fait même une vidéo et utilise cet événement pour se victimiser). Il est toujours en liberté, poursuit ses activités, diffuse tous les textes qu'il veut sur son site, collecte de l'argent pour son travail «d'investigation». La Police n'est pas venue frapper à sa porte, ses ordinateurs n'ont pas été saisis. Contrairement à d'autres médias alternatifs, Bouygues ne l'a pas attaqué en justice.

D'un autre côté, on a des militants et des structures qui sont réellement menacés de répression : Lorsque Jean-Marc Rouillon a eu l'audace de donner une interview à l'Express où il déclare «le fait que je ne m'exprime pas est une réponse», ça l'a renvoyé en taule pour plusieurs années. Les sites Indymédia, Jura libertaire et Non Fides se voient menacés, subissent harcèlement, perquisitions et convocations par la Police Nationale. Mais où sont les «voltairiens» ? Ah oui non c'est vrai, pour eux, ces sites sont au service «du Système» et de la «pensée unique», c'est pour ça que le «Système» convoque leurs administrateurs et saisit leur matériel. Une logique à toute épreuve, ce «Système» ! Pensons aussi aux embastillés de Tarnac, dont l'une des principales accusations étaient d'être soupçonnés d'avoir écrit un livre... Là encore point de signature du grand Chomsky sur la pétition de soutien.

Si leurs idées prospèrent, c'est la faute à Voltaire ?

On le voit avec ces exemples, le recours à «la liberté d'expression» comme principe à défendre sans conditions et sans contexte, c'est à la fois une arnaque et un concept dangereux conduisant au grand n'importe quoi. Comme toute idée abstraite, «la liberté d'expression» peut être manipulée de diverses manières et prendre plusieurs sens, au même titre que «la Laïcité», «la République», «le Peuple» ou encore le fameux «Système»... Éviter de tomber dans les pièges du chantage qui nous obligerait à défendre quiconque se voyant «victime» est essentiel pour ne pas oublier qui sont nos adversaires.

Qu'on se le dise : depuis 60 ans, les divers courants d'extrême droite hurlent à la censure, se posent en martyrs de la liberté d'expression. Pourtant leurs idées, leurs discours, leurs termes sont plus diffusés que jamais. De l'autre côté, les antiracistes, les féministes, les militants anti-autoritaires, les mouvements sociaux (soutien aux sans-papiers, syndicalisme...) tout ce qui constitue à leurs yeux «les bien-pensants, les chiens de garde du système», perdent chaque jour du terrain : méprisés par une partie de la classe politique (les «décomplexés» qui les traitent de «bobos»), oubliés des médias, réprimés par l'Etat pour les plus radicaux

(libertaires et mal-nommés «anarcho-autonomes»), sommés d'accepter la libération de la parole raciste, sexiste et homophobe au nom de la lutte contre le «politiquement correct».

Voilà où nous en sommes. Dieudonné se voit offrir un reportage assez complaisant sur une chaîne publique («Égaux mais pas trop» émission de Rokhaya Diallo sur LCP «Les couleurs du rire»), Soral (comme Collon et Bricmont) passe sur France 3 («Ce soir ou jamais» émission de Frédéric Taddeï a accueilli chacun d'entre eux ainsi que Dieudonné), RMC, RTL... pendant que Rouillan est renvoyé en taule et que certaines luttes sont absentes de l'espace médiatique. Beaucoup d'espaces de «libre expression» pour les soi-disant «victimes», rien pour les autres.

Qu'on y réfléchisse à deux fois quand on sera sommé de se prononcer en soutien à la liberté d'expression de tel ou tel «libre-penseur».

L.T.

Article publié sur le site [brasiersetcerisiers](http://brasiersetcerisiers.com)

La connerie du jour :

«Moi je parle avec tout le monde»

Ce texte fait suite à un premier article «**sur la liberté d'expression**». Il vise à décortiquer une notion qu'il faudrait, selon moi, absolument abandonner dans le cadre de son militantisme. Cette notion, c'est la connerie du jour, c'est cette phrase qui souvent, lorsqu'on l'entend de la bouche d'un interlocuteur, nous donne envie de tout envoyer valser. Cette phrase si niaise, si caractéristique de dépolitisation, à l'image d'une société nombriliste et zappeuse de l'illusoire agora facebookienne, d'une société où les dominations et les courants politiques sont niés. Cette phrase qui est la petite sœur du «droite ou gauche, il y a de bonnes idées partout». Cette phrase que te balance un camarade de 10 ans de luttes quand tu l'interpelles sur le fait qu'il relaie un texte de ReOpen911 ou du «Réseau voltaire» : «*Moi je parle avec tout le monde.*»

Il y a donc cette idée, que, après avoir été sommés de défendre la liberté d'expression «même de nos pires ennemis», il faudrait en plus, pour être un.e vrai.e démocrate, pour avoir une pensée libre et critique, discuter et s'ouvrir aux idées de tout le monde. Encore une fois pour combattre la fameuse «pensée unique». Et cela, qu'il s'agisse de nos espaces, de nos organisations, de nos AG, de nos manifs.

Ainsi, il faudrait parler avec les fascistes et leurs amis conspirationnistes ; ou encore les confusionnistes, qui sous divers prétexte relaient des auteurs, des textes, des sites d'extrême droite mais se considèrent toujours comme de sincères militants de gauche. Il y a l'idée que, «malgré nos divergences, il faut échanger, ils ne disent pas que des conneries» ou «mieux vaut débattre avec eux que les rejeter, au moins on peut s'attaquer à leurs idées et peut être les faire changer»

—On trouvera cette attitude chez les Indignés^{1 2}, ou encore au sein de certains collectifs de gauche «alternative». C'est typiquement l'attitude qu'adopte Etienne Chouard, enseignant qui s'est fait connaître sur la toile par ses analyses en faisant campagne contre le TCE en 2005 au sein de la gauche antilibérale. Aujourd'hui, ce monsieur n'hésite pas à manger à tous

¹ Les «Indignés»parisiens encore et toujours infiltrés par des fafs.

² Article d'Alternative Libertaire-Montpellier : Les indignés parisiens infiltrés par les fascistes, interrogation sur la position des Indignés Montpelliérains de s'ouvrir à l'extrême droite

les râteliers, pourvu qu'on l'invite (l'article de Conspis hors de nos vi[[ll]es détaille bien le tout) : une association paravent des Identitaires, un forum alter-écologique, ATTAC-Besançon (mais qui a annulé via un communiqué étrange¹), Les Amis du *Monde diplomatique*, «Radio Courtoisie» (radio d'extrême droite), et l'intéressé précise sur son blog qu'il irait volontiers au MEDEF si on l'invitait.

C'est également typiquement l'attitude qu'adopteront les défenseurs de Chouard ou encore les organisations de gauche l'invitant². Pourtant, Chouard est quelqu'un qui a désormais largement franchi la ligne rouge et s'affiche clairement comme sympathisant d'extrême droite : en niant l'antisémitisme d'une vidéo qui l'est pourtant on ne peut plus ouvertement³, en présentant un eurodéputé nationaliste comme un «*remarquable résistant à la tyrannie mondialiste*»⁴, en déclarant «*Je pense que Soral n'est ni fasciste, ni raciste. (Y a-t-il encore des fascistes en France aujourd'hui, d'ailleurs ?) Je le trouve même plutôt clairement antifasciste et antiraciste*»⁵. Par ce type de déclaration, il montre :

– (1) qu'il ne comprend absolument pas ce qu'est le fascisme et ne peut donc pas prétendre le combattre,

– (2) qu'il adhère parfaitement aux schémas de pensée de l'extrême droite, nationaliste et antisémite.

C'est sûrement ce même souci d'«ouverture démocratique» qui a poussé, par exemple, Philippe Marx et René Balme à diffuser sur leurs sites

¹ Communiqué d'ATTAC Besançon : «qu'Etienne Chouard défendrait des idées d'extrême droite. Nous n'avons rien lu actuellement qui permettrait d'affirmer de telles allégations, mais nous ne pouvons non plus affirmer avec certitude le contraire. [...] De ce point de vue, faire preuve de dialogue avec tous, peut être considéré comme la preuve d'un grand idéalisme démocratique, s'appuyant sur les principes de liberté d'expression et le discernement. [...] c'est être très audacieux et idéaliste, ou alors très naïf, de penser que d'oser débattre avec n'importe qui, n'aura pas de conséquence sur la réception des ses messages et de ses idées [...] Il existe aussi des personnes politiquement à gauche qui sont antisémites, mais qui ne sont pas non plus fascistes. [...]» Bref un peu tout et son contraire...

² Cf. le Communiqué d'ATTAC Besançon cité précédemment ou encore les réactions au communiqué du cinéma UTOPIA-Front de Gauche.

³ «J'ai bien vérifié : je n'ai pas trouvé une seule pensée antisémite dans cette vidéo» déclare-t-il à propos d'une vidéo complètement délirante (voir l'article sur site Reflets).

⁴ Nigel Farage (toujours l'article sur site Reflets).

⁵ Dans le fil de commentaire de son site, article du 28 décembre 2012.

des textes d'extrême droite et de la mouvance conspirationniste¹. Cette idée de «donner la parole à tout le monde» est aussi la ligne politique faussement naïve des sites webs tels le «Cercles des Volontaires» ou «Enquêtes et débats» qui derrière le côté «gentils citoyens» donnent la part belle à l'extrême droite.

On ne discute pas avec le fascisme, on le combat.

Cette phrase, assez absolue de prime abord, n'est pas une simple formule et ne part pas de nulle part. Elle part de l'expérience de presque un siècle de lutte contre le fascisme. Parce que le fascisme, c'est un corpus d'idées mais surtout un mécanisme, un mouvement qui ne fait pas de cadeau et n'est pas particulièrement respectueux de règles. Il n'y a rien de bon à prendre chez les fascistes et rien à leur donner (si ce n'est des baffes). Historiquement, tous ceux qui ont cherché la discussion et la conciliation avec les fascistes ont soit fini fascistes soit été liquidés par leurs nouveaux compagnons de route. On ne débat pas avec l'extrême droite pour des raisons politiques et pratiques.

–Débattre avec eux risque de gommer les différences pourtant concrètes : Si Etienne Chouard enchaîne une conférence pour une association de gauche alternative puis une autre pour les Identitaires, cela sert le discours des Identitaires disant qu'ils ont finalement des bases communes avec le mouvement social. Ce qui est faux. Dans l'absolu, ce genre de conférence où les groupes d'extrême droite «débauchent» des penseurs (qui étaient) plus ou moins classés «à gauche» ou «étant reconnus et validés par la gauche» ne sert qu'à créer l'illusion que l'extrême droite a un projet progressiste/socialisant/écologiste. De même, quand un site comme «Le Grand Soir» diffuse des textes de Meyssan ou encore du «Parti Antisioniste»² cela contribue à valider l'idée que «l'anti-impérialisme» et le prétendu «antisionisme» revendiqués par ces groupes et individus sont semblables et défendables au même titre que les autres mouvements parfois diffusés sur ce même site.

Le fascisme existe parce qu'il existe des rapports de classe, des contradictions au sein de la bourgeoisie qu'elle peut gérer via ce mouvement et cette culture violente qui s'appuie sur des réalités concrètes millénaires (racisme, patriarcat, obscurantisme), pour combattre (et

¹ Tous deux ex-candidat Front de Gauche aux législatives de 2012 : P. Marx a été écarté suite à sa mise en cause (voir le site «**Opération Poulpe**») alors que R. Balme a été maintenu, sommé de fermer son site, suite à la polémique ayant pris de l'ampleur via Rue89. Il a ensuite quitté le PG et rouvert son site peu de temps après.

² Meyssan auteur d'articles publiés entre 2005 et 2011 ; articles du «Parti-Antisioniste» des amis de Dieudonné, publiés en février 2009 et mars 2010.

détourner) les mouvements sociaux, notamment en moment de crise. La situation est exactement celle-là aujourd'hui. En acceptant le «dialogue» avec les fascistes, ou avec ceux qui eux-mêmes font le choix de discuter avec eux (cas des conspirationnistes et confusionnistes «de gauche»), on efface cette confrontation politique. On efface ce rapport de classe au profit d'une vision complètement naïve de la «démocratie» où chaque courant, chaque individu chercherait à gentiment convaincre ses semblables par le biais de joutes oratoires «à la loyale», où les meilleurs arguments l'emporteraient et où les idées néfastes finiraient à la poubelle de par leur propre nature. En fait c'est valider une sorte de démocratie représentative et parlementaire où la simple «saine confrontation des idées dans le cadre du débat» suffirait à faire l'action politique. Et pourtant les mouvements sociaux ne cessent de nous le rappeler : «C'est pas à l'Élysée, c'est pas à l'Assemblée, mais bien dans la rue qu'il faut lutter/qu'on va gagner.»

Parce que la réalité politique, c'est des possédants qui exploitent les autres, et des confrontations entre exploitants et exploités. Ce sont les capitalistes qui posent via l'État et d'autres outils privés (médiatiques, économiques, culturels) les conditions des «débat», souvent justement pour canaliser leurs adversaires. Et c'est une extrême droite à leur service pour casser le mouvement social en y semant la division et la confusion. Et eux s'en foutent de nos idées, nos envies, nos projets.

En assimilant et en reproduisant dans nos propres choix, dans nos propres espaces cette idée qu'un débat peut avoir lieu «d'égal à égal» avec des adversaires, ou même une simple discussion «constructive» dans une hypothétique agora sans que les dés ne soient pipés, avec l'idée que le type en face de nous a autant envie de nous ouvrir ses oreilles et sa tête que nous lui ouvrons les nôtres, on se goure complètement.

Le type en face, il veut juste une tribune, une occasion d'améliorer son image et de toucher par son discours. Celles et ceux qui ne comprennent pas ça, même après maints exemples et arguments, qui s'entêtent à vouloir «*échanger des idées parce que c'est ça la démocratie*» adoptent finalement une posture dangereuse. Parce qu'ils/elles persistent à nier chez leur adversaires les faits suivants : ils n'en ont rien à faire du débat, ils n'hésiteront pas à ne pas en respecter les règles (mentiront sur les sources, chiffres, faits, manipuleront les concepts et le sens des mots) et donc seront en position de force. Ils sont en quête de reconnaissance et de respectabilité et quoi de mieux que l'acceptation d'un parti/association étiqueté «de gauche» pour s'ouvrir des portes vers de nouveaux espaces ?

Discuter avec des adversaires (que ça soit des fachos, ou même dans d'autres cas, des ultra-libéraux convaincus, ou encore des soi-disant «ni droite ni gauche») est non seulement une perte de temps mais peu avoir des effets pervers : Surtout si c'est dans votre espace (votre site web, votre mouvement, faire entrer des opposants dans une AG de votre lutte) ; c'est

tout bénéf pour eux et rien pour vous. C'est aussi simple que cela : ça consiste à leur servir la soupe. ÇA ne peut que brouiller votre message, votre discours et crédibiliser le leur.

–«*Mais on peut peut-être les convaincre, les changer ?*». Si on croit sincèrement à notre discours, nos principes, pas besoin d'un «dialogue» pour les diffuser. Des gens de droite, d'extrême droite ou sociaux-libéraux peuvent infléchir leurs positions et quitter ces courants de pensée pour se rapprocher de nous. Oui c'est possible, ça arrive plus souvent qu'on ne le pense et c'est heureux. Mais ça n'est pas en discutant «de groupe à groupe» ou «bloc contre bloc» que l'on provoque ce changement. Cela se joue au niveau des individus. On n'a jamais vu une association, un parti situé de l'autre côté de la barricade renoncer collectivement à leur idéologie pour rejoindre le mouvement social (ni même la gauche réformiste).

Si d'anciens d'extrême droite comme Devedjian ou Madelin se sont un peu calmés (enfin bon, pour devenir ultra-libéraux, chouette !), ce n'est pas l'Occident ou l'Ordre Nouveau qui ont changé. Heureusement que l'extrême gauche des années 1970 n'a pas essayé de dialoguer avec ces mouvements-là (quelle perte de temps !). Si l'on veut faire changer d'avis un fasciste, on lui tient un discours carré rejetant fondamentalement ses principes, on ne le ménage pas, on ne lui fait pas croire qu'il y a des objectifs communs entre lui et nous. Le débat n'a pas lieu d'être lorsque l'on considère sérieusement le fascisme comme un adversaire.

Et au final, l'enjeu d'hier et d'aujourd'hui de l'antifascisme a toujours plus été que d'autres personnes ne rejoignent pas ces mouvements, freiner leur développement, plutôt que tenter de récupérer les militants qui y sont déjà. On peut facilement avoir de la compassion pour les individus tombés là dedans (surtout s'il s'agit de gens que l'on connaissait d'avant, des copains d'enfance, des gens au parcours compliqué qui finissent là non pas par hasard, mais qui auraient fini autrement si les choses avaient été autres). Discuter individuellement (et hors d'un cadre de lutte) avec son voisin raciste, son cousin qui vire réac', est une activité louable, mais on en revient au cas du rapport individuel.

Et même dans ce cas là, il ne faut pas laisser s'installer la complaisance : «Tes idées je les combats avec acharnement chaque jour, je ne pense pas qu'elles vailent la peine d'être défendues et débattues ni même écoutées parce que je les connais (trop) bien, cependant je sais que tu vau mieux que ça et que tu peux changer sur des bases positives.» Convaincre contre le fascisme, ça se fait avec des tracts, des affiches, la diffusion de NOS idées, notre présence et nos actions sur le terrain, dans les luttes. Et dans ce cadre, on doit pouvoir s'adresser à tout le monde. C'est

cela l'enjeu : différencier «*je m'adresse à tout le monde*» et «*moi je parle avec tout le monde*».

–«*Mais ils ont quelques bonnes idées, bonnes analyses...*» (?!?) Théoriquement si l'idée est bonne elle préexiste ailleurs. Rien de bon n'est jamais sorti de l'extrême droite et les «bonnes idées» sont récupérées d'ailleurs. Idem chez les «trucs intéressants» des confusionnistes. Chouard et sa «démocratie par tirage au sort» n'a fait que dépoussiérer la démocratie athénienne, il n'a rien inventé de fondamental. Une certaine gauche qui s'enthousiasme à ce sujet (c'est là dessus qu'elle continue de l'inviter¹ [x]), ne devrait pas avoir besoin de Chouard pour en discuter (à condition de savoir ouvrir un livre).

–«*Et si nous avons tort sur tel ou tel point ? Nous ne détenons pas la vérité absolue, il faut accepter la contradiction*». Peut être mais dans ce cas il n'y a pas que les fascistes qui nous porteraient la contradiction. On peut très bien affronter nos contradictions, nous remettre en question en débattant avec ceux qui ne sont pas nos adversaires les plus acharnés, au sein de nos divers courants révolutionnaires et alternatifs, et même entre nous si on a de l'estime pour l'autocritique. Et d'ailleurs, encore une fois, a-t-on besoin de discuter avec ses adversaires pour démonter leurs arguments, leurs discours ? On peut établir un parallèle avec le combat qui oppose rationalistes défendant l'évolution face aux créationnistes. Le professeur en biologie évolutive Guillaume Lecointre qui a beaucoup écrit sur ce sujet recommande de ne jamais accepter de débattre de biologie avec des créationnistes.

Parce que ça serait déjà considérer qu'il y a quelque chose à débattre avec eux. Est-ce que la communauté scientifique a besoin des créationnistes pour questionner au quotidien les théories et connaissances en biologie évolutive ? Absolument pas. Les «critiques» créationnistes ont-elle permis ne serait-ce qu'une avancée en sciences du vivant ? Nada. On peut aussi établir un parallèle avec la lutte contre les sectes. Raël acceptera toujours de passer à la télé (quitte à créer des buzz absurdes), même pour s'y faire démolir, l'essentiel étant qu'on le voit et l'entende, et en ce sens, débattre, même brillamment contre lui, lui rendra toujours service. Affronter nos propres contradictions et mettre en avant celle des fascistes, nous pouvons parfaitement le faire sans leur présence, réelle ou virtuelle, dans nos espaces.

¹ Festival «Les utopies en marche» à Die (article indy à ce sujet) ou encore l'université d'automne 2012 du «M'pep» (association de J. Nikonoff et B. Cassen, anciens dirigeants d'ATTAC-France) où étaient également présents «Le Grand Soir», l'UPR (parti souverainiste et conspirationniste d'Asselineau).

–«*Et dans les médias, à la télé, il y a des débats contre l'extrême droite...*». Il faut un peu différencier le «débat» entre deux organisations (ou entre un invité et une organisation) et les joutes médiatiques (qui tiennent surtout du spectacle) et dont le but n'est absolument pas de créer des convergences ou du consensus mais au contraire de tenter de mettre l'adversaire à terre et marquer la ligne. Mais un média (public ou privé) est-il «neutre»? Est-ce un lieu de confrontation ou de pacification? Est-ce vraiment utile? La question reste posée, même si il est clair que, entre débattre CONTRE le FN à la télévision ou la radio et débattre «à l'invitation» des identitaires, ou «dans un cadre fraternel» chez les soraliens, ça n'a rien à voir.

Si on choisit donc de refuser fondamentalement toute rencontre avec l'extrême droite, les partisans du «dialogue» vont employer une liste de termes qui restent à déconstruire (déconstruction développée en partie dans cet article du site Feu de Prairie) Vous devenez alors :

– «sectaires», «groupusculaires», «pas ouvert» : Non nous sommes juste fermés aux idées fascistes et celles de leurs amis.

– «dogmatiques», «donneurs de leçons», «avant-garde éclairée» : ça n'est pas tant par pure idéologie que par des constats historiques et de terrain que nous choisissons cette position (qui ne devrait pas être uniquement celle de l'extrême gauche). Il s'agit d'avoir un poil de vision politique et de cohérence. Nous ne donnons pas de leçons, nous nous contentons d'en tirer du passé et de notre vécu.

– «binaires», «staliniens», «adeptes de la pensée unique» : à partir du moment où l'on considère les fachos comme des ennemis et que «la barricade n'a que deux côtés», il n'y a pas de compromis à faire, pas de «juste milieu» à chercher.

On vous appellera par ailleurs à :

–«faire preuve de dialogue», «être constructif». Il n'y a pourtant rien, encore une fois, à dialoguer ni à construire avec les fascistes.

– «respecter la démocratie et la diversité d'opinions», «dépasser les clivages», «travailler sur ce qui nous rassemble». Au contraire, l'enjeu est de marquer le plus possible toutes les différences entre eux et nous. Et les opinions fascistes ne méritent aucun respect.

Et on vous accusera de :

–«faire comme les fascistes», «faire le jeu du Front National/du système». Au contraire, les fascistes veulent «discuter» avec nous (ou plutôt chez nous), ils veulent se servir de ces moments pour créer des écrans de fumée. Ils veulent faire tomber ces barrières. Certains médias capitalistes et responsables politiques participent à faire de même, en véhiculant et banalisant les idées de l'extrême droite tout en essayant de lui attribuer une couleur populaire. Ne pas «Faire le jeu de l'extrême droite», c'est au

contraire avoir une attitude carrée, et montrer que tout ce qu'ils essayent de détourner ou récupérer (de la lutte contre le capitalisme et l'impérialisme à la dénonciation du pouvoir en place) n'est qu'une grosse manipulation. Et donc, une dernière fois, qu'il n'y a rien à débattre avec eux.

Les groupes d'extrêmes droites et les gens fumeux qui leur tournent autour et leur font quelques bisous, nous n'avons rien à faire avec eux, rien à en espérer, tout à y combattre. Si nous pouvons sans cesse questionner notre façon de militer, nos idées, nos connaissances et nos pratiques, nous devons en revanche être confiants sur notre démarche, nos projets et notre marqueur politique.

Si certains pensent qu'un compromis ou ne serait-ce qu'un contact est nécessaire avec nos pires adversaires pour avancer dans nos luttes, c'est peut être qu'ils n'ont pas bien compris ce qu'étaient ces luttes et les principes qu'elles impliquent.

L.T.

Article publié sur le site [brasiersetcerisiers](http://brasiersetcerisiers.com)

La véritable raison pour laquelle Jean Bricmont soutient la liberté d'expression des antisémites et des néonazis

Cette rubrique irrégulière (on trouvera les dix premiers articles dans la compil' n°1 de *Ni patrie ni frontières* «Question juive, sionisme et antisionisme» parue en 2008) pourrait malheureusement être alimentée quotidiennement, mais certaines perles de l'antisionisme dit de gauche valent vraiment la peine d'être signalées.

Depuis des années, beaucoup de militants à gauche et à l'extrême gauche se demandent pourquoi «le libertaire» Chomsky et son pote «de gauche», «antisioniste» et «anti-impérialiste» Jean Bricmont tiennent tant à la liberté d'expression des fascistes, néonazis et autres négationnistes.

Pour Chomsky, on attribue généralement cette attitude à une bizarre particularité américaine. Donc, avec une condescendance toute gauloise, Chomsky est présenté en France par ses soutiens comme un brave intello englué dans les mythes fondateurs de la démocratie américaine (dont eux ne sont pas dupes, pas plus que des mythes du républicanisme français, bien sûr...), mais pas comme un type vraiment dangereux sur le plan politique.

Cela dit, quand on voit que non seulement Chomsky défendit la liberté d'expression de Faurisson et de ses amis négationnistes dans les années 1979-1980, qu'il signa plus récemment une pétition en faveur de l'abrogation de la loi Gayssot, lancée par Paul-Émile Blanrue en vue de soutenir le négationniste Vincent Raynouard, mais qu'en plus il fit, en 1985, un exposé à une réunion de l'Institute for Historical Review (l'IHR

bénéficiait et bénéficie toujours du soutien de la fine fleur du négationnisme international, c'est-à-dire R. Faurisson, D. Irving, H. Roques, D. Duke, L. Degrelle, T. Christophersen, etc.), exposé consacré à, tenez-vous bien «La crise du Moyen-Orient et la menace de la guerre nucléaire (1)», on se dit qu'il ne s'agit plus seulement de défense de la liberté d'expression «à l'américaine», mais d'une croyance létale en les vertus du dialogue avec les fascistes, les nazis et les partisans du Ku Klux Klan (dont David Duke fut l'un des chefs).

Mais qu'en est-il de son pote Bricmont, lui aussi signataire de la pétition pour libérer le néonazi Reynouard ?

Il faut se plonger dans les 596 pages écrites par Pierre Stambul, responsable de l'UJFP, pour trouver enfin une explication cohérente.

Dans cette compilation (trop volumineuse, hélas !) de tous les écrits, secondaires ou importants, de P. Stambul depuis trente ans, on trouve reproduit aux pages 216 et 217 (*Israël-Palestine. Du refus d'être complice à l'engagement*, Acratie, 2013) un mail de Jean Bricmont qui donne enfin une explication – écœurante mais sans ambiguïté pour une fois – de l'attitude crapuleuse de Bricmont vis-à-vis de l'antisémitisme et de sa forme non moins crapuleuse d'antisionisme de gauche. Je cite intégralement ce morceau d'anthologie antisémite (mal) dissimulé sous un prétendu raisonnement «antisioniste» et «anti-impérialiste» :

«Bien que l'antisémitisme et l'antisionisme soient conceptuellement distincts, je pense qu'ils sont néanmoins psychologiquement reliés.»

On admirera l'usage de l'expression terme «psychologiquement reliés». Quand la bande à Fofana torture et tue Ilan Halimi, ou quand Merah tue des enfants juifs à Toulouse, c'est uniquement une affaire «psychologique». Idem quand le Hamas procède à des attentats suicides contre des civils israéliens...

Continuons notre excursion dans les méandres d'un cerveau de la gauche antisioniste qui trouve des vertus à l'antisémitisme : «Là où la solidarité avec les Palestiniens est la plus forte (au Moyen-Orient et dans les milieux «issus de l'immigration»), c'est là que l'antisémitisme est le plus fort, tandis que là où l'antisémitisme est le plus censuré (aux Etats-Unis et en Allemagne), la solidarité avec les Palestiniens est la plus faible.»

L'intérêt de ce texte est qu'il établit un lien entre antisémitisme et antisionisme tout à fait direct et de la façon la plus cynique qui soit, de façon à instrumentaliser la dénonciation du colonialisme israélien et à justifier toutes les alliances politiques avec les forces les plus réactionnaires. Mais le «raisonnement» de cet antisioniste de gauche ne se termine pas là.

«Évidemment, il faut définir ce qu'on entend par «antisémitisme», il peut avoir plusieurs sens, mais je veux dire ici une croyance exagérée au

«pouvoir juif». J'expliquerai pourquoi cette croyance est une conséquence inéluctable de la situation, à la fois en Palestine et surtout ici.»

Tiens, tiens, voilà un argument vieux comme... l'antisémitisme. Si les gens sont antisémites c'est une «conséquence inéluctable» de la façon dont ils envisagent (mal selon Bricmont) le «pouvoir juif») en Palestine comme en Europe. Les (néo)fascistes et les néo(nazis) dénoncent le «lobby juif», le «pouvoir judéo maçonnique», la «conspiration judéo-bolchevique» etc. Bricmont, plus modeste et plus prudent, parle de «pouvoir juif», traduction presque complète de l'expression «jewish-zionist power» utilisée par les négationnistes antisionistes de l'Institute for Historical Review.

«J'expliquerai aussi pourquoi la première tâche du «mouvement de solidarité» devrait être de défendre la liberté d'expression et de libérer la parole non juive (sur tous ces sujets) : j'expliquerai aussi pourquoi la seule façon de lutter réellement contre l'antisémitisme est de mettre fin à la «lutte contre l'antisémitisme» telle qu'elle est menée aujourd'hui.»

Nous ne pouvons qu'approuver le commentaire de Pierre Stambul face à cette lettre : «J'avoue être assez affligé par cette position de Bricmont pour qui «libérer» la parole antisémite aide les Palestiniens. Je pense bien sûr le contraire.»

Malheureusement, il ne s'agit pas seulement de se borner à exprimer son «affliction», il s'agit – pour le coup, le mot est le bienvenu – d'être indigné et de dénoncer l'antisémite Bricmont, pote à Chomsky et partisan de soutenir la liberté d'expression des néonazis comme Raynouard. Car Bricmont ne fait que dire tout haut dans son mail reproduit par Stambul ce que pensent discrètement ou disent tout bas beaucoup d'antisionistes dits de gauche ou d'extrême gauche, ou libertaires.

A ceux-ci donc de nous dire dans quel camp ils se situent !

Y.C., 8 mai 2013

1. Le fait est rapporté par Valérie Igounet, dans son excellent *Robert Faurisson, portrait d'un négationniste*, Denoël, 2012, livre sur lequel nous reviendrons et qui montre à quel point les quelques «ultragauches» en carton qui rencontrèrent Faurisson dans les années 1970 n'ignoraient rien de ses positions et de son parcours politique à l'extrême droite. La source de V. Igounet étant un livre de René Monzat, *Enquêtes sur la droite extrême*, Le Monde éditions, 1992, p. 197. A cette collaboration de Chomsky, on ajoutera aussi son article au titre symbolique («Toutes les entraves à la liberté d'expression minent une société démocratique») «All Denials of Free Speech Undercut a Democratic Society», *The Journal of Historical Review*, volume 7, no. 1 (Spring 1986), p. 123. Cet article ne figure pas sur la liste du site officiel de Chomsky, pas plus qu'il n'est fait mention d'ailleurs de sa conférence devant l'IHR. On trouve une référence

à cet article aussi dans le livre du réac Werner Cohn contre Chomsky (www.wernercohn.com/Chomsky.html) mais comme les archives des négationnistes de l'IHR ne remontent pas jusqu'à 1986 sur le Net, il est impossible de trancher. Nous laissons donc aux «chomskologues» le soin de contacter leur maître pour connaître les tenants et les aboutissants de ses rapports avec les négationnistes américains. Nous publierons bien sûr leur démenti, si démenti il devait y avoir...

P.S.: On lira avec profit sur ces questions l'article des Luftmenschen «A propos des racines et des excroissances du négationnisme» et *Extrême gauche, extrême droite :Inventaire de la confusion*, publié dans le n°36-37 de *Ni patrie ni frontières*

Quand Michel rime avec quenelle

8 mars 2014 par [florealaranar](#)

«On me dit que des Juifs se sont glissés dans la salle...»

Pierre Desproges

Un bien étrange article est paru en page 5 du n° 48 du «Monde libertaire» gratuit (1), inspiré par la récente «affaire Dieudonné». Qu'un tel écrit puisse être publié dans une publication anarchiste militante en dit long sur ce climat malsain qui gagne décidément tous les milieux, ainsi que sur le déclin d'une réflexion digne de ce nom au sein d'un mouvement libertaire qui ne se distingue plus guère, sur certains sujets, d'une quelconque officine gauchiste.

Que nous dit son auteur, qui signe d'un seul prénom si banal – Michel – qu'il lui assure un tranquille anonymat ?

Tout d'abord, il n'évoque l'ami de Jean-Marie Le Pen et du régime politico-religieux iranien que sous le terme d'«humoriste», par deux fois. Rappelons à cet observateur pointu du monde du spectacle que lorsque Guy Bedos ou Pierre Desproges, par exemple, ironisaient sur les Maghrébins ou les Juifs dans leurs sketches, personne, parmi le public, à part peut-être une poignée d'abrutis, ne prenait cela au premier degré, les humoristes en question ne pensant pas un mot de ce qu'ils disaient sur scène sur le ton de la plaisanterie. C'était même là, en partie, la source du ressort comique de leur propos. Avec Dieudonné, tel n'est pas le cas. Il faut être sérieusement coupé du monde ou stupide comme le premier Michel venu pour ignorer que ce personnage est devenu depuis un bon moment maintenant un militant ardent de la cause antisémite, et que son propos sur les planches est évidemment en lien direct avec le discours nauséabond tenu hors de la scène. Le présenter uniquement comme un amuseur relève donc de l'imposture et révèle déjà un parti pris douteux chez qui se livre à cet exercice navrant.

«Instrumentalisation de l'antisémitisme»

Michel regrette ensuite que les plaisanteries ou propos sur l'Etat d'Israël soient désormais assimilés à une critique des Juifs dans leur ensemble, et donc de verser dans l'antisémitisme. Notre politologue de pacotille a-t-il déjà écouté ce que profère Dieudonné sur le sujet ? Pourquoi laisse-t-il entendre que l'Etat d'Israël serait la cible de «l'humoriste» ? Il y a maintenant trop longtemps que Dieudonné véhicule à son tour les clichés

les plus éculés sur une prétendue mainmise juive sur le monde pour oser avancer cet argument minable. Quand Dieudonné regrette que les chambres à gaz du IIIe Reich n'aient pas liquidé davantage de Juifs, de façon à lui épargner aujourd'hui la chronique de Patrick Cohen sur France Inter, quel est le rapport avec la politique israélienne ? Lorsqu'il affirme à la télévision iranienne (2), ce formidable espace de liberté d'expression, que «le sionisme» (il ne dit jamais «les Juifs») s'empare du cerveau des petits enfants de France dès l'école primaire, les livres scolaires étant édités par Fernand Nathan, là encore quel rapport ?

La question que l'auteur de l'article souhaiterait mettre en avant ici, à mon sens, est ce que certains appellent «l'instrumentalisation de l'antisémitisme», qui consiste à qualifier ou à accuser d'antisémite tout propos ou toute personne émettant des critiques sur l'Etat d'Israël et sa politique. S'il est vrai que certains thuriféraires de cet Etat ont une fâcheuse tendance à verser dans ce travers, il n'est plus possible aujourd'hui, pour un observateur sans œillères, d'ignorer ou de taire, *a contrario*, le fait bien plus fréquent, à mon sens, que l'existence même et la politique de cet Etat offrent aussi une occasion en or aux antisémites authentiques de se camoufler derrière le masque bien commode de l'«antisionisme». Quoi qu'il en soit, si cette instrumentalisation de l'antisémitisme se doit d'être dénoncée, elle ne peut honnêtement s'effectuer qu'à partir d'exemples visant précisément des individus frappés injustement ou mensongèrement par cette accusation d'antisémitisme. S'y livrer à partir de l'«affaire Dieudonné», antisémite avéré, ami de toute la racaille négationniste, soutien de Youssouf Fofana, est politiquement et surtout moralement inacceptable.

L'abjection pour tous

Michel déplore le fait que le ministre de l'Intérieur se mêle d'interdire un spectacle jugé antisémite alors qu'il «*n'aurait pas fait autant de foin lorsque sa collègue de la Justice, Mme Taubira, d'origine africaine, était traitée de guenon dans un journal d'extrême droite*». Il existe en France des lois qui punissent les propos racistes. Je sais bien que la caricature présente souvent les libertaires comme des opposants à toute règle de vie commune, mais, répétons-le, c'est une caricature, même si certains anarchistes, il est vrai, s'appliquent hélas à vouloir lui donner un air de vérité. Moi je trouve ça très bien qu'une parole raciste ne puisse être proférée publiquement. Michel, lui, ne se dit pas qu'il faut mener le combat pour que tous les propos dégueulasses fassent l'objet d'un même traitement, qu'ils visent les Noirs, les Juifs ou les Auvergnats. Que n'a-t-il saisi sa plume vengeresse, dans cette affaire Taubira, afin de pourfendre alors l'inaction de Manuel Valls avec cette même fougue mise aujourd'hui au service de la liberté d'expression menacée d'un Dieudonné ? Non, Michel le libertaire, donc antiraciste, nous dit que s'il a été possible, sans

subir de représailles, de tenir des propos dégueulasses sur une femme noire, pourquoi n'aurait-on pas le droit d'en tenir d'aussi abjects sur les Juifs ? Surtout s'ils sont prononcés par un «humoriste»...

Avant d'en venir au seul sujet qui l'intéresse vraiment, la politique de l'Etat israélien, Michel voudrait nous convaincre qu'il existe pire raciste que Dieudonné en la personne du ministre de l'Intérieur, compte tenu de son attitude envers les immigrés, et les Roms en particulier, tout comme l'auraient été avant lui Chirac, Chevènement et Sarkozy. C'est grotesque, bien sûr, et on en reste là encore au degré zéro de la réflexion politique. Car rien ne permet d'affirmer que les personnages cités soient notoirement racistes, aussi antipathiques soient-ils. Leurs propos ou agissements ne sont évidemment dictés que par des préoccupations politiques et destinés à un électorat en fonction de ses fantasmes et peurs du moment. Il est évident, sauf pour Michel, que Dieudonné dépasse en racisme tous les personnages cités ci-dessus, même si nombre d'étrangers ont payé chèrement leur politique en matière d'immigration. Faut-il rappeler par ailleurs que cette politique n'est jamais celle d'une seule personne mais de tout un gouvernement, ce que devrait quand même savoir le rédacteur d'une publication militante, me semble-t-il. Et notons, soit dit en passant, que Mme Taubira, malgré quelques gesticulations médiatiques, cautionne toujours cette politique indigne par sa seule présence dans ce gouvernement.

Théocratie

Michel s'applique donc ensuite à évoquer cette fameuse politique de l'Etat d'Israël, unique objet de son ressentiment. Car on pourrait concevoir qu'il défende la liberté d'expression et proteste contre l'interdiction d'un spectacle avant qu'il ait eu lieu, tout en condamnant les propos tenus par «l'humoriste». Pourquoi, en effet, devoir faire la preuve qu'Israël est un Etat odieux pour défendre la liberté d'expression de Dieudonné, sinon parce qu'on adhère au moins un peu à ses propos ? On peut écouter la musique de Wagner l'antisémite, Michel, sans se croire obligé de démontrer que la Pologne méritait d'être envahie...

On ne sait ce qui domine dans la bouillie qu'il nous sert : la bêtise, une ignorance abyssale de l'histoire, à quoi il convient d'ajouter une écriture d'une confusion telle qu'elle aurait dû à elle seule, à mon sens, suffire à refuser de publier un tel article. On apprend donc qu'Israël serait un «*Etat théocratique*» – «*tout comme le Vatican et le Tibet*» (sic) – qui «*fonde sa légitimité sur la Torah*». On notera au passage que Michel a eu la délicatesse de ne pas inclure l'Iran dans cette catégorie, ni aucun pays où l'islam est religion d'Etat, sans doute pour ne pas froisser «l'humoriste» et une partie de son public. Et si le Tibet y figure, alors qu'il serait plus logique de le classer lui aussi parmi «les territoires occupés», pourquoi ne

pas y ajouter la bande de Gaza sous la coupe du Hamas, dont le but est d'instaurer un Etat islamique ?

Commençons par rappeler à Michel et à tous ceux qui emploient ce terme à tort et à travers que l'essence du sionisme est profondément laïque, et que parmi ses pionniers, issus du courant socialiste, figuraient des militants parfaitement athées. Invitons-le ensuite à se pencher sur l'histoire de son propre mouvement en se documentant sur ce que furent les réactions au sein de la sphère libertaire de l'époque face à la création de l'Etat d'Israël, réactions loin d'être hostiles dans l'ensemble. Il a bien sûr coulé beaucoup d'eau sous les ponts du Jourdain depuis ce temps. Si le religieux a certes connu une forte poussée et investi divers domaines de la vie sociale, bien que la majorité de la population israélienne ne soit pas composée de pratiquants, rien ne permet d'affirmer qu'il s'agit là d'un Etat théocratique. A moins de considérer que tout Etat où la religion pèse d'un poids important soit à classer dans cette catégorie. Ce qui y inclurait d'ailleurs les Etats-Unis, qui comptent un pourcentage infime d'athées et dont le président prête serment sur la Bible.

La démonstration de Michel l'amène ensuite à vouloir compter les morts en posant quelques questions dont on saisit mal ce que certaines viennent faire là. Combien d'Indiens et de Noirs massacrés au cours de leur histoire par les Etats-Unis, par exemple. La réponse n'est pas fournie, mais il semble qu'elle soit de nature à légitimer des propos antisémites sur les scènes de France en 2014.

Au-delà des questions que posent la liberté d'expression, le racisme et le problème israélo-palestinien, toutes fort mal traitées sinon salopées par Michel, cet article pose en outre, plus globalement, l'un des problèmes récurrents de la presse libertaire, qui traite trop souvent de sujets dont leurs auteurs n'ont qu'une connaissance de surface, où l'approximation, les erreurs historiques, le goût du slogan maximaliste et des affirmations péremptoires remplacent la précision, le travail de recherche et le sens de la mesure, transformant le plus souvent ce vieux mouvement libertaire en annexe du gauchisme.

Un Etat comme un autre

On sent bien à la lecture de cet article que Michel n'a qu'une envie : déverser toute sa rage contre l'Etat israélien, sans prêter une véritable attention au prétexte qui lui en fournit l'occasion. Il n'est d'ailleurs pas le seul, dans la galaxie militante radicale, à s'être lâché ainsi en nous éclaboussant tout à la fois des vomissures de Dieudonné. Cette façon de traiter ce thème éminemment conflictuel, outre qu'elle fait litière de toute éthique élémentaire, contredit grandement l'argument parfois avancé par certains selon lequel l'Etat d'Israël ferait l'objet d'un traitement particulier (comprendre «adouci»), compte tenu de la lourde histoire de la Shoah et, plus généralement, du peuple juif depuis toujours. Il y a belle lurette, en

effet, que ces prétendues précautions ou hésitations ont disparu. La légendaire sensiblerie de la sphère radicale envers les peuples opprimés obéit depuis longtemps maintenant à une sévère et assez incompréhensible hiérarchie au sommet de laquelle le Palestinien paraît indétrônable. Il s'ensuit une avalanche d'écrits, d'actions et de condamnations contre un Etat soumis à une surveillance de tous les instants quand, dans le même temps, le Soudanais, le Tibétain, le Ouïghour, le Kurde, l'habitant du Kivu, le Mapuche, le Papouasien-Néo-Guinéen, l'Indien yanomami, etc., attendent un même soutien et que s'écrivent sur leur sort peu enviable ne serait-ce que le centième de ce qui paraît sur le conflit israélo-palestinien dans les publications des révolutionnaires scrupuleux. Et la question se pose : pourquoi ?

Pour conclure son article, qui restera désormais en bonne place au chapitre de la médiocrité rédactionnelle militante, Michel, gagné par un humour dieudonnesque désolant, invite les lecteurs à déguster de la quenelle de Lyon. Chez Faurisson ?

Floréal

(1) Gratuit n° 48.

(2) Interview diffusée en février 2011 en Iran. Il en existe une vidéo, en deux parties, qu'on trouve sur la Toile.

(3) Membre de ce qu'on a appelé le «gang des barbares», coupable de l'assassinat d'Ilan Halimi, considéré comme riche puisque juif.

Dans ce même numéro, on lira avec intérêt, en revanche, l'article signé Mato-Topé, «Peut-on rire de tout ?», page 3.

(Depuis la publication de cet article la Fédération anarchiste a publié un communiqué embarrassé (voir ci-dessous) pour désavouer l'article dudit Michel et a retiré le numéro de la distribution. *NPNF*)

Communiqué : article du Monde Libertaire gratuit

«Un article inadmissible a échappé à la vigilance de nos camarades du Monde Libertaire gratuit. L'article «On peut rire de tout mais pas avec n'importe qui Pierre Desproges ET SURTOUT PAS AVEC MANUEL VALLS !» dans le numéro 48, n'aurait jamais dû paraître dans notre presse, pour des raisons évidentes à celles et ceux qui l'auront lu. Il s'agit bien évidemment d'une erreur, la personne ayant écrit cet article ne fait pas partie de notre organisation et ne représente pas davantage notre position politique. Nous allons rechercher collectivement la source de ce dysfonctionnement. Nous demandons aux personnes qui auraient encore ce numéro 48 sur leurs blogs ou sites internet de bien vouloir le retirer de la circulation.»

Complotisme



(Dessin de Florent Deloison extrait de son blog : <http://florentdeloison.fr/blog/2008/08/15/conspiracy-island/>.)

Le complotisme sévit dans toutes sortes de milieux, chez les intellos du *Monde diplomatique*, comme chez les syndicalistes de la CGT ou les militants d'extrême gauche toujours en quête de raccourcis pour sortir de leur isolement et de leur impuissance politique.

Faut-il jeter le Diplo avec l'eau du complot ?

De : proletaires de gauche
A Frédéric Lordon
Intellectuel de gauche
Journaliste de gauche
Chercheur de gauche
Copie à : ensemble des «intellectuels» auto-proclamés du *Monde Diplo*
et d'Attac et autres.

Cher Monsieur Lordon,

C'est avec un étonnement certain, que nous avons lu votre récente tribune intitulée «Conspirationnisme, la paille et la poutre». Si nous avions été du genre Indignés, nous vous le disons sans ambages, nous aurions été indignés.

Le titre nous avait alléchés : eu égard aux errements récents du *Monde Diplomatique* et de l'extrême gauche souverainiste, nous pensions qu'il s'agissait d'une autocritique. Il y avait en effet matière à un article aussi long que celui que vous avez rédigé. Vous auriez commencé par dire qu'il ne suffisait pas de blâmer les gens qui succombent aux sirènes du conspirationnisme d'extrême droite, dans la mesure où la plus grande faute venait bien évidemment des intellectuels, des experts et des journalistes étiquetés «gauche alternative» qui avaient diffusé et repris des thématiques conspirationnistes et néo-fascistes dans leur propre presse.

Rien qu'avec *Le Monde Diplo*, vous aviez du lourd : par exemple Alain Gresh prenant la plume pour faire de la publicité à Paul-Eric Blanrue (<http://blog.monediplo.net/2009-08-27-Sarkozy-Israel-et-les-Juifs>), présenté par Faurisson comme son successeur, les conférences des Amis du *Monde Diplo* avec comme invité d'honneur Etienne Chouard, passé depuis longtemps à la mouvance souverainiste d'extrême droite et qui accueille des néo-nazis sur son mur Facebook.

Au vu de vos nombreuses activités dans la sphère souverainiste «de gauche», vous auriez pu élargir : par exemple, vous appartenez au collectif des Économistes atterrés, auquel collabore également Thomas Coutrot. Ce dernier participera en septembre à un colloque organisé par René Balme, le maire de Grigny, et sera également présent le président d'ATTAC Pierre Khalfa. Cet élu anciennement du Parti de Gauche, soutient officiellement l'association d'extrême droite Reopen 911, à qui peut être légitimement attribuée une bonne part de la diffusion des thèses antisémites et

complotistes à grande échelle depuis dix ans. Monsieur Balme publiait également de la propagande négationniste sur son site Oulala.net.

Votre camarade Coutrot se vautre donc dans la collaboration la plus ouverte qui soit avec un rouge-brun, comme d'autres avant lui.

Nous comprenons que tous ces épisodes, témoignant au mieux d'un niveau hallucinant d'aveuglement et de crétinerie de la part des «experts» du *Diplo* et autres figures de la gauche souverainiste, au pire d'un accord quasi total des mêmes avec les thèses les plus absurdes et les plus dangereuses qui soient, vous gêne quelque peu aux entourures. Surtout depuis que ces épisodes ont été médiatisés à une échelle assez large, alors que leur dénonciation par des militants de base était jusque là restée assez confidentielle.

Mais ce n'est pas une raison pour mettre les turpitudes de vos amis et collègues sur le dos des autres.

C'est pourtant bien ce que vous faites dans votre texte, où sans honte aucune, vous attribuez au «peuple» et à la «plèbe» la responsabilité de l'essor du conspirationnisme. Autant vous dire, qu'en tant que membres lambda de la plèbe, nous ne comptons pas payer pour vos conneries, quand bien même le cadeau empoisonné que vous cherchez à nous offrir est enrobé de flatteries paternalistes et étayé par des citations de Spinoza.

Ainsi donc, comme Spinoza vous pensez qu' *«Il n'est pas étonnant que la plèbe n'ait ni vérité ni jugement, puisque les affaires de l'Etat sont traitées à son insu, et qu'elle ne se forge un avis qu'à partir du peu qu'il est impossible de lui dissimuler.»*

Vous ajoutez à propos du conspirationnisme *«au lieu de voir en lui un délire sans cause, ou plutôt sans autre cause que l'essence arriérée de la plèbe, on pourrait y voir l'effet, sans doute aberrant, mais assez prévisible, d'une population qui ne désarme pas de comprendre ce qu'il lui arrive, mais s'en voit systématiquement refuser les moyens».*

Et vous en appelez donc à la «charité intellectuelle», envers les masses plébéiennes incultes mais pleines de bonne volonté.

Il y a juste une petite chose qui manque dans votre raisonnement plein de bonté à l'égard de ce prolétariat si bête, mais qui ne le fait pas exprès. A aucun moment de votre texte, vous n'apportez un quelconque élément qui tendrait à prouver que le conspirationnisme imbécile (car il y en aurait un intelligent, le vôtre, mais nous y reviendrons ensuite) émanerait de la plèbe.

Et pour cause, ce n'est pas le cas.

Le mythe du complot juif, sioniste, franc-maçon, eurabien, peu importe trouve ses racines depuis toujours dans certains cercles de la bourgeoisie : le Protocole des Sages de Sion émanait de la police des tzars, et un siècle plus tard, ce sont conjointement des républicains d'ultra-droite, des dictateurs d'Amérique du Sud, du Moyen-Orient, de Russie ou des

intellectuels bourgeois d'extrême droite traditionnelle qui les réactualisent et les diffusent à très grande échelle.

Et à gauche, cher Monsieur, ce n'est certes pas dans une section syndicale ou dans un collectif de chômeurs et de sans-papiers que des individus et des groupes ont embrayé depuis plus de dix ans sur la propagande fasciste : Bricmont, Gresh, Collon ne sont pas des ouvriers ou des employés.

Reopen 911, à la base a été créé par des jeunes surdiplômés membres notamment des Verts, pas par des syndicalistes en lutte de chez McDonald's.

Le conspirationnisme soi-disant antisystème n'est pas l'idéologie souterraine et marginalisée que vous décrivez, et ses relais médiatiques et politiques sont immenses et ne concernent pas uniquement sa version libérale que vous dénoncez à juste titre : Marion Cotillard, Bigard, Christine Boutin qui ont défendu les thèses les plus délirantes sur le 11 septembre ne sont pas des «exclus».

Meysan, lui-même, à l'origine a profité d'une surexposition médiatique énorme à l'époque de la publication de *L'effroyable imposture*. Même Soral ou Dieudonné, pour ne citer qu'eux sont invités chez Taddei ou Bourdin.

Bien des syndicalistes, des militants de base aimeraient subir un tel ostracisme !

Le conspirationnisme est donc bien une idéologie créée par la classe dominante et propagée par cette même classe dominante. Ce n'est pas du tout une réaction du «peuple» ou des prolétaires à la base.

Que le poison conspirationniste ait aussi contaminé les réflexions des prolétaires et de leurs organisations, ça par contre, c'est une réalité.

Mais la faute à qui ?

Il suffit de lire votre article pour le savoir.

Après avoir attribué aux cons de pauvres que nous sommes certains excès du conspirationnisme, le second objectif de votre article consiste donc à dire qu'il y aurait un autre conspirationnisme, un vrai, un intelligent, un de gauche, le vôtre.

La preuve, il y a des complots que personne ne peut nier, dites-vous et vous voilà tout fier de sortir de votre chapeau un exemple prétendument probant : cinq grandes banques d'affaires se sont entendues pour obtenir quelque chose à la Bourse et elles ne l'avaient pas annoncé publiquement !

Non, sérieux, quel truc de fous ! Donc il y a des bourgeois et des patrons pour avoir des stratégies communes et ne pas les dévoiler partout ? Ils discutent ensemble pour faire plus de profits et faire pression sur les politiques ?

En voilà une découverte...! Il fallait bien, aux masses ignares, l'appui d'intellectuels tels que vous pour prendre conscience de cette extraordinaire et surprenante réalité.

On va vous en apprendre une autre : figurez-vous que dans n'importe quelle boîte bien française, fabriquant par exemple des conserves de carottes, le patron discute assez souvent avec la maîtrise pour essayer de tirer le maximum de productivité de ses employés, et le minimum de résistance aux cadences. Eh ben, ces discussions ils ne les rendent pas publiques. Pire, il leur arrive également d'organiser des réunions avec des patrons de boîte qui fabriquent des conserves de haricots verts pour mettre en commun leurs idées concernant l'exploitation maximale, et ils ne le disent pas non plus, même au délégué de la CFDT.

Encore plus étonnant : quand des salariés de ces mêmes boîtes décident de préparer une bonne petite grève des familles, ils ne font pas de compte rendu de chaque réunion préparatoire au patron.

Donc tout le monde complot ? Oui, évidemment.

Mais ce constat n'a absolument rien à voir avec les présupposés du conspirationnisme : celui-ci ne consiste pas à dénoncer la stratégie complotiste en général, mais à prôner l'existence d'une conspiration ultime qui expliquerait l'ensemble des phénomènes sociaux et de la domination.

Dis moi qui tu dénonces, je te dirai qui tu veux épargner, pourrait être la base de l'analyse critique du conspirationnisme.

On peut d'ailleurs très facilement le faire avec votre texte en prenant les institutions, les personnes et les idéologies que vous désignez comme complotant contre le bien-être des «peuples».

Vous parlez des banques américaines, des institutions européennes, des politiciens libéraux, des institutions et des organisations supranationales. Vous évoquez comme résultat de leurs intrigues soit des textes européens, soit des lois françaises comme la loi de 1973 qui ont effectivement transféré une part de la souveraineté des Etats bourgeois.

Par contre, il n'y a rien sur le MEDEF, rien sur les politiciens nationalistes et les politiques protectionnistes toujours favorables aux patrons du cru et désastreuses pour les salariés et l'ensemble de la population. Avec vous, le mal vient toujours de l'étranger, le capitalisme est mauvais seulement quand il est internationalisé et financier.

A parcourir les articles de votre blog, on n'entend parler que de cela : la finance, la finance, la finance, l'Europe, la finance, la finance, la finance.

Et de nous abreuver de mécanismes complexes, de stratégies multiples orchestrées à Bruxelles et Washington et relayées naturellement par nos «politiciens néo-libéraux», simples valets des «spéculateurs».

Oh sans doute avez-vous raison, on ne nous dit pas tout sur les complexes calculs capitalistes. Et après ?

Oui, et après ? Ce que l'on sait, ce que l'on ne nous cache nullement ne serait-il pas suffisant pour lutter et trouver les outils adéquats pour la lutte ?

Le conspirationnisme ne pose en effet jamais cette question du savoir existant, savoir qui découle du vécu de chaque prolétaire, l'extorsion permanente de sa force de travail dans le rapport salarial ordinaire.

Nous avons derrière nous deux cents ans au moins de lutte des classes mondiale et mondialisée : quelles que soient les formes particulières qu'ait prises le capitalisme, le rapport social qui est à sa base n'a jamais changé. Le colosse aux pieds d'argile est toujours le même, et chacun d'entre nous, lorsqu'il fait grève, lorsqu'il bloque la production par divers moyens, prend conscience à l'échelle locale, nationale ou internationale de son infinie fragilité. Chacun, dans les moments de rupture sociale qu'incarne l'acte le plus infime de la lutte de classe, se rend compte de la puissance collective à laquelle il peut participer. Demain, si les prolétaires du monde entier le veulent, c'en est fini du capitalisme.

Cette réalité-là s'appelle la conscience de classe. Et la formidable épopée du mouvement ouvrier des siècles passés, épopée qui a réuni des millions d'hommes et de femmes qui n'en savaient pas plus que nous et même beaucoup moins sur les régulations du marché et les mécanismes bancaires démontre que certes, le savoir est une arme, mais pas n'importe lequel.

Ce dont nous avons besoin c'est d'un savoir vivant et autonome, sur l'histoire de nos luttes, sur l'organisation concrète de la production et de l'exploitation salariale, sur la manière dont la résistance s'organise partout et tout le temps.

Vous êtes-vous seulement demandé pourquoi, sur la loi de 1973 ou sur les grands scandales bancaires, l'on trouve des articles somme toute aussi détaillés et complets sur Fdesouche que sur le *Monde Diplomatique* ou chez ATTAC ?

Non, ce n'est pas parce que les fascistes récupèrent ce qui serait à la base utile au camp des progressistes et de la lutte des classes.

C'est parce qu'au mieux, cela ne sert à rien et qu'au pire, malheureusement concrétisé, cela sert les intérêts du camp adverse, de deux manières.

Tout d'abord, cela permet de détourner la colère et l'énergie contre des cibles inaccessibles et symboliques : en cela le Front de Gauche, que vous soutenez, a réellement fait des miracles. Combien de rassemblements sans débouché ni dérangements pour la bourgeoisie devant les banques et les agences de notation, quand l'heure était évidemment au développement de mouvements sociaux concrets contre les patrons, à l'action concertée des usagers et des salariés dans les services publics menacés, à la coordination de tous les mouvements existants, non pas pour une centralisation vide

d'efficacité, mais dans des stratégies réfléchies comparables à celles qui bloquaient la production pendant le mouvement des retraites.

Et en cette rentrée, c'est reparti pour un tour : vous voilà tous, de la direction de la CGT, à celle de tous les mouvements altermondialistes, et naturellement au Front de Gauche à appeler à centrer les mobilisations autour du vote du traité MES.

Bien sûr, une nouvelle fois, c'est aussi la campagne de rentrée de l'extrême droite : et des deux côtés de l'échiquier, ça va pétitionner, ça va référeder, ça va en appeler à la défense de la Nation menacée par la gouvernance transnationale... et naturellement laisser en paix quasi-totale notre bon patronat local qui de la plus petite PME à la plus grosse boîte n'aura pas à craindre de mouvement d'ampleur si l'on ne doit compter que sur l'influence de la gauche «radicale».

Si l'on était conspirationnistes, l'on dirait qu'au sein d'ATTAC, du *Monde Diplomatique* et du Front de Gauche, ça complotait sec pour nous détourner de la réalité et nous précipiter dans les bras du nationalisme et du souverainisme, impasses mortifères pour les luttes.

Mais nous ne le sommes pas, on se contentera de dire que vous parlez à partir de ce que vous savez, à votre niveau de l'échelle sociale : il est parfaitement normal que vous soyez nostalgiques d'un ordre ancien, celui d'un temps où les souverainistes de gauche avaient l'écoute et le respect de toute la bourgeoisie.

Dans les années 1990 et 2000, vous avez été médiatisés, l'altermondialisme régulateur était reconnu comme un «interlocuteur» et une «opposition valable». Et pour cause, vos tirades appelant à défendre les nations contre le capital international ont eu une utilité certaine, de même que vos focalisations sur la «finance» et le «mondialisme apatride». Ils ont ouvert les portes aux vieilles thèses conspirationnistes et antisémites dans le mouvement ouvrier.

Aujourd'hui le boulot est fait, et vous ne servez plus à rien : par exemple, en dénonçant la loi de 1973 comme un point fondamental de la situation économique actuelle, vous avez fait les trois-quarts du boulot pour les fascistes, il leur suffisait de souligner que la banque Rothschild avait soutenu cette loi, et hop, les Rothschild étaient donc spécifiquement et fondamentalement coupables plus que les patrons bien de chez nous.

Vous avez écrit des tartines et des tartines pour démontrer que tout se passait en secret à Bilderberg, aux Dîners du Siècle où à Bruxelles, et à cause de vous, une partie des prolétaires s'échine à chercher de prétendus secrets et se perd à désigner des boucs émissaires, quand le plus grave est là sous son nez, dans son usine, dans son quartier dans sa boîte, là où l'on peut changer les choses, tout de suite, maintenant.

Votre «bon» conspirationnisme n'est que le chemin qui mène au mauvais, et réduit au pessimisme paranoïaque et impuissant ceux qui

pourraient au contraire réaliser la force collective qu'ils ont potentiellement.

Alors, monsieur devant ce gâchis, ayez au moins la décence de ne pas nous en faire porter le poids.

Et si les «dépossédés» que nous sommes selon vous peuvent se permettre un conseil, consacrez plutôt votre énergie à vous débarrasser des vieux démons du conspirationnisme antisémite qui possède une partie de la gauche française depuis bien longtemps, ce qu'Engels appelait à juste titre «le socialisme des imbéciles», en ciblant non pas les prolétaires, mais les leaders qui déjà à l'époque embrayaient le pas aux pires nationalistes en espérant tirer les marrons du feu.

Des prolétaires de gauche

Stratégie du chaos: quand les partisans de Collon sèment le brun dans la CGT

Le numéro de novembre-décembre 2012 du journal *La Fédération* (publication destinée aux syndiqués de la Fédération CGT des salariés des activités postales et de télécommunications) faisait la promotion, en quatrième de couverture, du livre *La stratégie du chaos*, de Michel Collon et Grégoire Laliou, aux éditions Investig'action et Couleurs Livres.

Le propos de Michel Collon est classique, classique d'une certaine extrême droite, qui s'est illustrée ces dernières années dans la défense des dictatures ou le soutien à la liberté d'expression des négationnistes, sous couvert de rébellion contre «la pensée unique» ou d'«anti-impérialisme». Collon s'autoproclame journaliste, mais a surtout joué ces derniers temps les supplétifs des propagandistes du régime d'Assad ou de Kadhafi. On l'a trouvé dans des manifs prétendument antiguerre, aux côtés de négationnistes notoires comme les membres de l'association Entre La Plume et l'Enclume.

Évidemment nous avons été quelques-uns à tomber des nues et à chercher pendant plusieurs semaines comment la promotion d'un auteur tel que Collon avait pu se retrouver dans un journal syndical diffusé à des dizaines de milliers d'exemplaires.

La réponse est venue dans un compte rendu de la dernière Commission exécutive de la Fédé en question, où l'on trouve l'intervention suivante de Christian Mathorel, responsable CGT à France Telecom, intervention qui n'a manifestement donné lieu à aucune réaction.

«Sur la guerre au Mali, je partage ce qui a été dit et je pense que l'on a besoin d'un éclairage pour nous et pour les salariés sur la réalité de la situation.

Il y a par exemple un livre que l'on a proposé dans le journal fédéral du mois dernier qu'il faut absolument que vous lisiez et qui peut aider à comprendre ce qui se passe. C'est *La stratégie du chaos* de Michel Collon (qui anime également un site internet très instructif "investig action") et qui explique toute l'histoire et l'actualité de l'impérialisme, sa stratégie et sa logique au Moyen-Orient et en Afrique, le renforcement des tensions et des enjeux avec l'arrivée dans le jeu des acteurs (USA, France, Grande-Bretagne) de La Chine..... Je pense qu'il faut lire ce livre qui commence

d'ailleurs par : «Ce n'est pas à la télé que vous aurez les vraies informations qui vous permettront de vous faire votre propre idée sur ce qui se passe réellement au Moyen-Orient et en Afrique.»»

Si la promotion du livre de Collon dans le journal de la Fédération est sans doute l'initiative donnant le plus large écho à un «homme passerelle» entre l'extrême gauche et l'extrême droite, la CGT en a connu d'autres. Pierre Cassen, fondateur de Riposte Laïque était ainsi syndiqué de la Filpac, la Fédération du livre, jusqu'à son exclusion en juin 2011, soit plusieurs années après la dérive fasciste de Riposte Laïque, et même plus d'un an après sa participation officielle à l'Apéro Saucisson Pinard avec des organisations violentes d'extrême droite comme le Bloc Identitaire.

La réaction de la direction de la CGT à l'époque aura été si lente que Pierre Cassen, aura pu, en janvier 2011, en mettant en avant son propre statut de militant de la CGT, donner la parole à Fabien Engelmann, secrétaire d'un syndicat d'employés de la fonction publique territoriale, candidat du FN et finalement exclu par sa fédération syndicale.

Faudra-t-il attendre que les militants diffusant la propagande de Collon au sein de leur syndicat s'affilient nommément à un parti fasciste pour que la CGT réagisse ? Faire la promotion d'un auteur qui défend Dieudonné, qui a participé avec des fascistes notoires comme Meyssan à l'Axis for Peace, qui a co-signé un livre (*Israël, parlons-en*) avec le biographe hagiographe de Faurisson, Paul-Eric Blanrue ne suffit-il pas ?

En tout cas, Christian Mathoret, figure médiatisée de la CGT du secteur Télécoms et candidat à la commission exécutive confédérale au prochain congrès de Toulouse, n'est pas le premier à mettre Michel Collon en avant.

On trouve des liens vers le blog de Michel Collon sur le site de l'Union syndicale de l'intérim, celui de l'UL de Tourcoing. Plusieurs UL du Pas-de-Calais invitaient fin 2011 à une conférence de Michel Collon à Isbergues, on trouve des reprises de textes de Michel Collon sur le site du syndicat CGT de l'Hôpital de Vienne ou de la CGT Randstad...

On trouve des militants CGT partageant ouvertement les positions de Michel Collon, c'est par exemple le cas de Jacques Lacaze, secrétaire de l'UL de Liévin, ex PCF et PRCF (<http://jacques.tourtaux.over-blog.com/over-blog.com/article-jacques-lacaze-secretaire-de-l-union-locale-cgt-de-lievin-62-se-desolidarise-et-condamne-la-decla-99110190.html>)

Comment est-il possible que dans une confédération comme la CGT le journal officiel d'une fédération ou le site internet d'une union locale fasse de la pub de ce type d'ouvrages ?

Poser cette question revient à s'interroger sur les pratiques syndicales et les analyses qui les sous-tendent. Nul doute que des salariés, et parmi eux de nombreux syndiqués, trouveront matière à travailler aux réponses de manière plus précise et concrète.

Cela dit, nous pouvons risquer quelques pistes, sans nier la complexité des racines d'un tel phénomène ou l'existence de plusieurs niveaux ou réseaux d'explications.

Il y a d'abord la manière dont fonctionnent la CGT et nombre de ses structures.

Les décisions et informations restent très centralisées, en particulier dans les structures fédérales. Comme cette centralisation alourdit la charge de travail des dirigeants syndicaux, il y a une tendance à faire confiance sur certaines questions et tâches, souvent jugées moins importantes, à des militants sans forcément en savoir très long sur leurs convictions réelles, leurs pratiques, leurs engagements. Idem sur les candidatures à de hautes responsabilités : les délégués votent dans la majeure partie des cas pour des camarades dont ils ne connaissent rien ou pas grand-chose. On peut donc tomber sur le meilleur comme sur le pire.

Les sites d'une union locale ou d'un syndicat ou sa page facebook d'ailleurs sont souvent animés par une seule personne, et personne d'autre n'a le temps ou ne voit l'importance d'une réflexion collective sur le contenu...

Bref, quelques militants bien formés et organisés en réseau n'auront guère de difficultés à imposer leurs thématiques et à faire la promotion d'une tendance politique ou d'une autre, surtout lorsqu'il s'agit du champ para-syndical, des questions sociétales ou internationales, que le salarié investi à fond sur les luttes de classe n'aura pas le temps de creuser. Et aujourd'hui, avec la montée en puissance d'une mouvance politique rouge-brune, il n'est au fond pas étonnant qu'une offensive de leur part touche la CGT.

Pourquoi ce discours rouge-brun passe ? On peut trouver des éléments de réponse dans la manière dont le fascisme est appréhendé par la CGT. Il est indéniable que la volonté existe de combattre l'extrême droite, le racisme, les discriminations...

Mais les impulsions données sont souvent très vagues, peu concrètes. Et autant la lutte contre le racisme, le sexisme et l'homophobie existe, du moins pour l'affichage de façade confédéral, autant la CGT est relativement muette sur l'antisémitisme, et peut publier dans son bimensuel un article sur Auschwitz sans écrire une seule fois les mots «Juifs» ou «antisémitisme»...

Sur l'histoire et la mémoire, du travail est fait, en particulier dans les instituts d'histoire sociale, mais les périodes peu glorieuses de la CGT ont tendance à ne pas être creusées. On met en avant la partie de la direction confédérale qui a résisté sous le régime de Vichy et l'Occupation, mais on se pose nettement moins la question de savoir comment un dirigeant CGT de premier plan est devenu ministre du Travail de Pétain. On informe sur le 17 octobre 1961 ces dernières années (ce qui est une bonne chose), mais en

passant plus que vite sur la faiblesse des réactions syndicales au lendemain de l'évènement.

On trouve des responsables syndicaux démunis face à des militants faisant part d'opinions racistes, nationalistes, xénophobes ou antisémites... Ce n'est pas une généralité, ça dépend vraiment «sur qui on tombe», et de nombreux militants combattent au quotidien les manifestations du phénomène, mais souvent individuellement, sans vision d'ensemble ou sans pouvoir en débattre collectivement dans leurs structures.

La formation politique, autrefois bien souvent assurée, avec tous les défauts qu'on peut y trouver, par le PCF, est largement insuffisante aujourd'hui, pour ne pas dire parfois inexistante (manque de temps ou de moyens d'un côté, volonté de contrôle des bureaucraties à qui ça convient...). En conséquence, nombre d'infos et de débats n'atteignent pas l'ensemble des syndiqués ni même des syndicats ou sections syndicales.

Par ailleurs, la réflexion confédérale de la CGT (et la plupart des syndicats ne sont pas allés plus loin non plus) n'a porté que sur le FN, au moment de l'affaire Engelmann ou au moment d'élections politiques.

L'exclusion du leader de Riposte Laïque est restée confidentielle et n'a été rendue publique par son syndicat qu'un an après, parce que Cassen se vantait (comme un syndicaliste de FO également militant de Riposte Laïque) d'avoir claqué la porte de lui-même.

Et sur l'affaire Engelmann, l'analyse courante, c'est de voir ça comme un «noyautage» par le FN, donc comme la stratégie d'éléments extérieurs au syndicalisme, quant il s'agit au contraire du glissement de syndicalistes vers l'extrême droite, glissement facilité par le nationalisme économique que portent une partie des dirigeants CGT (et de l'extrême gauche en général) et par des visions et pratiques syndicales fréquemment en décalage avec les réalités sociales et économiques des dernières décennies.

Il existe donc des syndiqués de base tout comme des dirigeants qui adhèrent à des thèses d'extrême droite. On le dit peu mais il n'y a pas que la section syndicale de Fabien Engelmann qui penchait ou penche toujours pour le FN.

De plus, il ne suffit pas d'afficher son opposition au FN ou aux fascistes en général, encore faut-il aussi combattre les idées de cette extrême droite MEME quand elles n'émanent pas de ce qui est déjà étiqueté extrême droite officielle.

Car des militants comme Collon savent bien utiliser les failles du corpus idéologique de la gauche et de l'extrême gauche.

Malheureusement, il suffit souvent de mettre en avant quelques concepts bien vus et jamais questionnés pour faire passer la pire propagande fasciste.

Ainsi, il suffit d'en appeler à l'«anti-impérialisme» et à la lutte «contre les guerres occidentales», pour faire passer un appel à une manifestation où

seront présents les soutiens des dictatures et des négationnistes. Or l'anti-impérialisme en France, depuis des années n'est le plus souvent que l'autre nom du soutien aux pires régimes autoritaires.

Ainsi, il suffit de taper sur Israël et de se déclarer «antisioniste» pour avoir un succès fou chez les lecteurs de gauche avec un bouquin où l'on va entre autres donner de la place à un Paul-Eric Blanrue, hagiographe du négationniste Faurisson et par ailleurs lié à l'extrême droite depuis sa prime jeunesse. Or l'«antisionisme» en France depuis des années n'est que l'autre nom de l'antisémitisme, utilisé par des tendances politiques qui n'ont jamais aucun problème avec les autres nationalismes, bien au contraire

Ainsi il n'est pas très compliqué de faire passer les pires discours nationalistes et chauvins sous couvert de la défense de «nos» emplois et de «nos» entreprises face à la vilaine mondialisation.

Ainsi, le corporatisme, au sens d'identité des intérêts du patronat et des salariés, se fraye un chemin au travers du discours sur les petites entreprises, où le patron «travaillerait» autant que ses employés et serait lui aussi victime des grosses entreprises.

L'égalité est une valeur progressiste de base, on le voit a contrario à la vigueur des mobilisations réactionnaires ou fascistes contre le mariage pour tous ou le droit de vote des étrangers. Mais l'égalité et la solidarité de classe sont une bataille exigeante au quotidien, et elle n'est pas toujours menée : des syndicats refusent l'adhésion de sous-traitants ou ignorent les précaires présents en nombre conséquent, depuis des années et de manière permanente dans l'entreprise. Les «blagues» ou lieux communs à fond raciste, antisémite, sexiste ou homophobe sont loin d'être relevés systématiquement.

Trop souvent, l'activité syndicale se résume à deux champs complètement séparés : d'un côté la défense des droits au quotidien, et l'activité de lutte de classe qui absorbe évidemment le temps et l'énergie de beaucoup de militants. De l'autre côté, l'activité d'«élargissement» sur des questions de fond plus globales, qui se résume bien souvent au vote de motions de «soutien» à telle ou telle position politique sur tel ou tel sujet d'actualité, à l'investissement dans une publication syndicale ou dans telle association dépendant de l'organisation syndicale.

Bien souvent, ces activités là sont squattées par des militants politiques dont l'investissement dans la CGT est avant tout conçu comme un moyen d'influencer le syndicat dans le sens des positions spécifiques de leurs organisations. Ils utilisent tous les outils possibles à cet effet (sites internet, journaux, listes mails), puisqu'ils ont le temps de le faire, ces militants étant rarement investis en même temps sur le champ des luttes dans sa boîte ou son quartier.

Les militants du PRCF et de toutes les autres petites boutiques par ailleurs liées aux fascistes comme Collon ou Jean Bricmont sont bien dans cette logique mûrie et réfléchie depuis de longues années. Ils savent au mieux profiter des moyens de la CGT.

Mais leur exclusion, nécessaire si l'on a un minimum de cohérence politique, ne suffira pas à régler le problème.

A un moment donné, c'est à chaque syndicaliste, à chaque structure de base de comprendre que des luttes comme l'antifascisme ou la solidarité internationale, sont des points d'appui très forts pour aller vers cette «transformation sociale» que revendique officiellement la CGT.

Mais l'antifascisme et la solidarité internationale ne se font pas, dans le syndicat, par des déclarations de principe, mais par des actions concrètes et des discours clairs qui permettent à chacun de se saisir des enjeux et qui n'offrent pas de prise aux idées fascistes.

Ainsi sur le Mali, rien n'interdit aux syndicats qui se sentent concernés d'agir concrètement notamment en soutenant la lutte des travailleurs sans papiers présents ici, en relayant les mouvements sociaux importants de ces derniers mois, notamment dans l'enseignement, ou en lançant des campagnes de pressions sur nos gouvernements pour obtenir que des fonds soient enfin débloqués pour faire barrage à la famine qui ravage le Sahel aussi gravement que les groupes intégristes.

Une dernière chose : nous savons d'emblée que des camarades nous reprocheront à la fois d'avoir mis ce débat sur la place publique et de rester anonymes.

Sur le premier point, les affaires Cassen et Engelmann et la manière dont elles ont été traitées nous ont suffisamment instruits : nous savons bien qu'en vertu d'une certaine culture du consensus, jointe à la peur de «créer du conflit et d'affaiblir nos structures alors qu'il y a des priorités», la passivité reste malheureusement de rigueur tant qu'il n'y a pas le feu au lac, c'est-à-dire tant que les débats ne sortent pas du niveau interne.

Sur le second point, malheureusement, nous sommes aussi très réalistes sur le rapport de forces entre nous et la tendance rouge-brune au sein de la CGT : nous savons que nous nous attaquons à des militants organisés, avec des moyens de nuisance nombreux et bien installés dans la structure syndicale. Nous savons aussi que ces militants se moquent éperdument de la lutte des classes, du quotidien syndical et seront prêts à tout mettre en œuvre pour écraser les salariés syndiqués qui se mettent en face d'eux, sans évidemment tenir aucun compte de l'importance de leur activité de lutte quotidienne. Or nous ne sommes «que» cela, des militants syndicaux ayant fait le choix de rester des salariés comme les autres.

La CGT n'hésite pas à revendiquer les responsabilités particulières que lui confère sa place de première organisation syndicale. Nous verrons

comment elle les assume face à la montée de l'extrême droite et à la contamination et la propagande en son sein d'idéologies fascistes.

Des salariés syndiqués CGT

Les bobards conspirationnistes font le jeu des soutiens (intéressés ou pas) de Bachar el-Assad

La blogosphère hispanophone, anglophone et francophone retransmet depuis le 29 août 2013 une «interview de rebelles» réalisée par une certaine Dale Gavlak, jugée être une journaliste sérieuse puisqu'elle travaille en freelance, entre autres, pour l'agence Associated Press. On ne comprend pas bien pourquoi cette dame a vendu son info à une obscure agence du Minnesota (Mint Press News, fondée par la belle-fille d'un théologien et homme d'affaires musulman qui veut concurrencer les grandes agences de presse, prétend critiquer «le système» et a recours aux services d'au moins un journaliste... trotskyste américain) et non à ses employeurs habituels, nettement plus friqués et influents.

Ces «rebelles» prétendent avoir manipulé des armes chimiques dans un souterrain et provoqué sans le vouloir un «accident», propos qui blanchissent évidemment le régime syrien responsable de la mort de plus de 100 000 personnes depuis deux ans, sans compter les 10 à 20 000 morts d'Hama en 1982.

Le seul problème concernant cette «interview» est que Mme Dave Gavlak n'était pas sur le terrain en Syrie (contrairement à ce que prétendent la plupart de ceux qui relaient cette «info») mais a en fait relayé une interview confuse réalisée par un certain Yahya Ababneh dont on ne sait pas grand-chose... Quant aux informations selon lesquelles cet "accident" aurait été provoqué par un Saoudien membre d'un réseau proche d'al-Quaïda, et que ces armes auraient été fournies par les services secrets saoudiens, elles sont présentées au conditionnel...

En bref, pour le moment, rien que du buzz conspirationniste pour contrecarrer la propagande américano-française en faveur de frappes. On peut (je dirais même on doit) être opposé aux frappes sans pour autant se précipiter sur le moindre bobard conspirationniste qui justifierait notre position hostile à toute intervention des puissances européennes mais aussi des Etats américain, iranien, turc, israélien ou saoudien....

Le seul truc vraiment remarquable dans ce buzz autour d'une interview pour le moment invérifiable est que tous ces gens qu'ils soient ultragauches (le Grupo de Propaganda Marxista, hispanophone), chavistes, d'extrême droite, indignés, altermondialistes ou chrétiens fondamentalistes américains (le télévangéliste Pat Robertson), n'ont rien à dire contre la dictature syrienne...

Mais, me rétorqueront-ils, "ce n'est pas le moment" Le problème avec ces zozos-là c'est que ce n'est jamais le moment...

Y.C., 3/09/2013

Égypte : des «marxistes laïques» font la com' des assassins pilotés par le général Al-Sissi....

Ou le complotisme au service du nationalisme militaro-tiersmondiste

Les hauts sommets de la caste militaire égyptienne n'ont jamais perdu le pouvoir depuis le coup d'Etat des Jeunes Officiers libres du 23 juillet 1952. Ce sont les mêmes officiers supérieurs, puis leurs successeurs, qui ont soutenu Nasser, Sadate, Moubarak, les Frères musulmans et enfin organisé le coup d'Etat du 3 juillet 2013. Ce sont les mêmes brutes galonnées qui ont récemment ordonné les massacres commis contre les militants et sympathisants «islamistes» qui campaient sur des places au Caire et dans d'autres villes avant que les flics les en chassent par la force en provoquant chaque fois un bain de sang, et en tuant des dizaines voire des centaines de manifestants, lors de chaque intervention. Ce sont les mêmes chefs militaires qui contrôlent une grande partie de l'économie égyptienne, directement ou indirectement, brisent les grèves, emprisonnent et torturent les syndicalistes et les grévistes depuis des années (Cf. l'excellente brochure de Mouvement communiste reproduite intégralement dans le n° 40-41 de *Ni patrie ni frontières*).

Le général Al-Sissi, plus jeune membre du tout-puissant Conseil suprême des Forces armées, nommé ministre de la Défense par le président Morsi, a aujourd'hui 58 ans, donc il n'était pas encore né quand eut lieu le coup d'Etat de Nasser. *«Diplômé de l'Académie militaire Nasser en 1977, il a été formé [dans une académie militaire] en Grande-Bretagne, puis en 2006 à l'École de guerre américaine. Il a occupé des postes de responsabilité dans l'infanterie, avant de devenir le chef du service des renseignements militaires. Il a accepté le poste de commandant en chef parce qu'il voulait redorer le blason (sic !) de l'armée, terni par la gestion de la vieille garde»*, écrivait Denise Ammoun dans *La Croix* du 6 août

2013. C'est ce même général qui a pris le pouvoir pour «répondre aux demandes du peuple», selon ses dires.

Face aux massacres quotidiens commis depuis quelques jours contre des civils et couverts par le général al-Sissi, il s'est quand même trouvé deux intellectuels de «gauche», «marxistes» de surcroît, pour concocter de minables excuses aux crimes du régime contre «le peuple» dont ils prétendent eux aussi défendre les intérêts («*Fervent admirateur de Nasser, le général estime que l'armée doit être au service du peuple*», écrivait Denise Assoun avant les massacres).

En page 2, le 16 août 2013, *Libération* a titré «Les Frères crient vengeance» et le jour suivant «L'Égypte succombe peu à peu à la haine» comme s'il s'agissait de réactions anormales face à de tels massacres. Il est évident, pour nous, que les Frères musulmans sont des ennemis de tout changement social radical et donc aussi, comme l'armée, des ennemis pour les prolétaires égyptiens. Mais une telle constatation ne peut en aucun cas nous pousser à applaudir, cautionner ou même excuser le massacre de leurs partisans.

Le 16 août 2013, sur deux pages entières, sous le titre ignoble «Ce sont les Frères musulmans qui ont voulu l'affrontement» (!), *Libération* a donné la parole à deux «marxistes» égyptiens, Bahgat Elnadi et Adel Rifaat, connus sous leur pseudonyme commun de Mahmoud Hussein.

Ces deux individus avaient jusqu'ici une réputation d'intellectuels critiques et sérieux, y compris en raison de leurs connaissances du Coran et de l'islam (ils ont notamment publié un essai intitulé *Penser le Coran* qui prétend expliquer «la parole de Dieu contre l'intégrisme» et surtout *Al Sira le prophète de l'islam raconté par ses compagnons* salué par toute la presse). Comme l'écrivait *Libération* le 8 février 2007 «*ces partisans du dialogue entre Juifs et Arabes, Israéliens et Palestiniens, n'ont cessé d'incarner et de se battre pour un monde arabe ouvert, tolérant, démocratique*» !

Pour justifier leur soutien inconditionnel à l'armée et aux massacres que celle-ci commandite en sous-main nos deux compères avancent trois bobards, chacun plus gros que l'autre :

– le premier est que les Frères musulmans n'auraient pas gagné les élections présidentielles de mai 2012, même s'ils reconnaissent ne disposer d'aucune preuve pour étayer cette affirmation. Cette invention (appuyée par une explication complotiste : «*la plupart des Égyptiens pensent que Morsi avait en fait perdu l'élection et que ce sont les Américains qui ont fait pression sur Tantaoui pour annoncer la victoire de Morsi*» !) leur permet de se dédouaner vis-à-vis de tous ceux qui pourraient s'étonner qu'une armée puisse renverser un pouvoir démocratiquement élu et que personne – à part les Frères musulmans – n'ose appeler cela un coup d'Etat. Nos deux chargés de com' de l'armée égyptienne ont trouvé une expression chic pour

désigner le dernier coup d'Etat : ils appellent cela la «*légalité des transitions révolutionnaires*» (!) ;

– le second mensonge est que les Américains auraient soutenu les Frères musulmans (là aussi on nage en pleine théorie du complot), ce qui est d'autant plus absurde que le général al-Sissi a été formé à l'École de guerre des Etats-Unis et que son coup d'Etat a été salué comme le «rétablissement de la démocratie» par la diplomatie américaine (de toute façon, si les Américains ont soutenu d'abord Morsi puis al-Sissi, on ne voit pas où est le problème pour ces deux fans du général assassin...);

– le troisième bobard est que l'armée aurait changé depuis Moubarak et qu'une «nouvelle génération de dirigeants» serait aux manettes. Et de déclarer sans complexes : «**nous avons lieu de penser qu'ils pourront tirer la leçon du passé et qu'ils devront tenir compte de la formidable poussée du mouvement populaire**». En effet, pour ces marxistes tendance kaki agrémenté d'une bonne dose de sang versé par le peuple, «*l'armée égyptienne est, depuis deux siècles, une armée dont l'histoire se confond avec celle de la nation moderne. Les Égyptiens se reconnaissent tous en elle, même quand il leur arrive de critiquer politiquement ses chefs*». Mais, prudents, nos deux intellos de gauche n'expriment aucune critique contre les chefs de l'armée, bien au contraire. Et les familles des milliers de morts récemment tués par les sbires du régime apprécieront les raisonnements des amis «marxistes» du général al-Sissi.

Rappelons aussi que ce général justifiait les tests de virginité imposés aux manifestantes arrêtées en juin 2011 en ces termes : «*Des tests de virginité ont été pratiqués pour protéger l'armée contre des accusations possibles de viol*» !!! Comme on le voit, l'égalité hommes/femmes que prétend défendre le duo cynique Mahmoud Hussein sera certainement assurée d'une main de fer avec un tel dirigeant ! Cela n'empêche d'ailleurs pas Bahgat Elnadi et Adel Rifaat de nous expliquer que l'armée «a fait la courte échelle aux Frères musulmans» après la chute de Moubarak. Comprenez qui pourra...

Décidément les complotistes de gauche et les nationalistes tiersmondistes qui parient toujours sur les castes militaires contre le peuple et veulent que les exploités ferment leur gueule et marchent au pas cadencé ne changeront jamais. Mais leur prise de position en faveur des assassins en uniforme a au moins l'utilité de préciser de quel côté ils se trouvent.

Y.C., 17 août 2013

1. **Note du 19 août**: on remarquera que *Libération* de ce jour opère un virage à 180° à propos de ce bobard défendu par Mahmoud Hussein. On apprend ainsi, après deux jours de propagande en faveur d'al-Sissi, qu'un tiers des membres du CSFA est composé de la vieille garde pro-Moubarak

et que la police et les gouvernorats n'ont pas vraiment été purgés de tous les éléments favorables à l'ancien régime. On s'en doutait un peu...

P.S. : Ceux qui aiment la prose des «marxistes complotistes» se délecteront en lisant les élucubrations de Samir Amin sur le site Algérie patriotique, parues le 26 juillet 2013, avant les récents massacres donc, sous le titre abracadabrantesque de «Oui Morsi et les Frères musulmans allaient céder 40 % du Sinaï», cession qui, selon Samir Amin, allait s'accomplir bien sûr avec la complicité d'Israël, des Etats-Unis et – une fois n'est pas coutume chez les hurluberlus conspirationnistes – devinez qui... le Hamas ! Et Amin d'ajouter qu'il a la preuve que les Frères musulmans se sont «inventé 9 millions de voix supplémentaires»... Cette interview ayant suscité quelques réactions, Samir Amin affirme désormais que le journaliste aurait partiellement trafiqué ses propos du moins si l'on en croit ce mail (http://fr.groups.yahoo.com/group/democratie_s_p/message/14715). De toute façon son texte et ses raisonnements tordus circulent chez les complotistes de gauche et le mal est fait...

Le "marxiste" Samir Amin rejoindra-t-il le fan club du général Al-Sissi ?

Ceux qui aiment la prose des «marxistes complotistes» se délecteront en lisant les élucubrations de Samir Amin sur le site Algérie patriotique, parues le 26 juillet 2013, avant les récents massacres donc, sous le titre abracadabrantesque de «Oui Morsi et les frères musulmans allaient céder 40% du Sinaï» (1), cession qui, selon Samir Amin, allait s'accomplir bien sûr avec la complicité d'Israël, des Etats-Unis et – une fois n'est pas coutume chez les hurluberlus conspirationnistes – devinez qui... le Hamas !

Et Amin d'ajouter qu'il a la preuve que les Frères musulmans se sont «inventé 9 millions de voix supplémentaires»...

Tout cela ferait un bon sujet de blague, si les raisonnements de M. Samir Amin, ce distingué altermondialiste «marxiste», n'étaient pas en train de conforter la position de ceux qui massacrent la composante islamiste du peuple égyptien... au grand soulagement des dirigeants des Etats-Unis et d'Israël, justement !

Y.C., 19 août 2013

(1)http://www.pcfbassin.fr/index.php?option=com_content&view=article&id=11612:1-oui-morsi-et-les-freres-musulmans-allaient-ceder-40-du-sinai-r&catid=5:moyen-orient&Itemid=8

Cette interview ayant suscité quelques réactions Samir Amin affirme désormais que le journaliste aurait en partie trafiqué ses propos, du moins si l'on en croit ce mail

http://fr.groups.yahoo.com/group/democratie_s_p/message/14715

De toute façon son texte et ses raisonnements tordus circulent chez les complotistes de gauche et le mal est fait...

Diffamation, renvoi d'ascenseur et copinage sans principes

Nous reproduisons ci-dessous les extraits d'un commentaire délirant sur notre article précédent :

«(...) C'est ainsi que le rédacteur universel du site mondialisme.org, site spécialisé dans la dénonciation, parfois justifiée, de confusions et d'infiltrations brunes directes ou indirectes au sein de la gauche et surtout de l'extrême-gauche, a récemment découvert à l'occasion des derniers développements de la révolution égyptienne, que Samir Amin, que l'on ne présentera pas ici, qualifié de «distingué altermondialiste» «marxiste» et d' «hurluberlu conspirationniste» est voué à rejoindre le «fan-club d'al-Sissi», car il a accrédité l'accusation faite à Morsi d'avoir voulu «vendre» le Sinaï – cette accusation a des fondements réels bien qu'elle ait été diffusée par les militaires qui lui ont donné une forme «complotiste» délirante. Pour le génial rédacteur de mondialisme.org, le comble, qui semble justifier de le traiter d'hurluberlu conspirationniste, semble être que S. Amin accuse le Hamas d'avoir été dans la combine. Avec cette désinvolture envers les textes et propos réels typique de tous les conspirationnistes, recouverte tout aussi typiquement d'une fausse méticulosité dans les références aux références qui font références... etc., Samir Amin est en fait accusé ici, ni plus ni moins, d'être un «agent» d'al-Sissi qui trompe le peuple en lui parlant du Hamas et d'Israël. Il semble que notre séillant rédacteur juge que le simple fait d'envisager qu'il puisse y avoir connivence entre chefs islamistes et israéliens, par exemple, fait de vous un suppôt du diable. La nouvelle étape de la révolution égyptienne aura donc eu cette dernière conséquence tout à fait secondaire il est vrai : accélérer la dérive de mondialisme.org vers le statut de site conspirationniste.»

Bref commentaire

Ce qu'il y a de symptomatique dans cet article daté du 1^{er} septembre 2013 c'est que son auteur n'a pas un mot pour parler de l'essentiel : **le soutien de Samir Amin à al-Sissi et à son régime qui tire sur le peuple à tous les coins de rue...** Où l'on voit que le copinage a des règles assez transparentes, puisque Samir Amin est venu parler à une réunion à laquelle participaient des membres du *Militant* (www.le-militant.org/Militant/Internationalisme/Entrées/2011/3/5_Osons_la_5e_internationale.html). Donc, entre potes, on se serre les coudes et surtout on ferme sa gueule face à la répression sanglante dont sont victimes les travailleurs égyptiens, musulmans ou pas, islamistes ou pas, et on déguise cette répression en une... «insurrection démocratique» !!!

Les attaques personnelles anonymes et diffamatoires m'assimilant à un antisémite (http://www.le-militant.org/Militant/Gauche/Entrees/2013/9/1_A_propos_du_complotisme.html) ne méritent que le mépris. Elles montrent l'embarras de ces militants d' «extrême gauche» (pour l'essentiel membres du... PCF et du PG) face aux accointances droitières et xénophobes de deux leurs collaborateurs, décortiquées dans d'autres textes de ce numéro (1) et l'ignorance abyssale d'un troisième, groupie du «philosophe» réactionnaire Costanzo Preve.

Rappelons que la revue *Ni patrie ni frontières* a publié jusqu'ici 41 numéros et 12 livres ou compilations thématiques. Parmi cette production assez volumineuse, un seul numéro, le 36/37, porte sur les passerelles entre l'extrême droite et l'extrême gauche. *NPNF* a traduit et publié des dizaines d'auteurs sur des sujets aussi variés que la démocratie et les élections, l'islam, le trotskysme, les religions, la laïcité, l'antisionisme, l'histoire de l'anarchisme, l'anti-impérialisme, le féminisme, l'histoire des luttes de classe en France, la nature de l'URSS, les syndicats, le terrorisme, les sans-papiers en France et aux Pays-Bas, le mouvement altermondialiste, etc. Signalons enfin que mondialisme.org n'est pas le site d'une personne mais un portail collectif dont font partie les revues *Ni patrie ni frontières*, *Temps critiques* et *Échanges et mouvements*, chacune publiant ses textes en toute indépendance par rapport aux autres.

Précisions utiles pour les lecteurs et lectrices soucieuses d'un minimum d'honnêteté intellectuelle.

Y.C., 31 décembre 2013

1. Et dans notre article «“Caïds” du 9-3, “islamistes” de 8 ans et mosquées “clandestines” !» paru en 2007 dans le n° 18-19-20 de *NPNF* (sur Internet : <http://www.mondialisme.org/spip.php?article844>).

Sommaire du premier volume de *Nos tares politiques*

| | |
|---|-----------|
| Introduction | 3 |
| 1. Alliances sans principes, souverainisme et xénophobie de gauche | 9 |
| D. Collin, J.P. Cruse, Le Militant: la confusion se porte bien, merci | 11 |
| Lettre à Yves Coleman (Militant) | 13 |
| J.P. Cruse, D. Collin, C. Preve : souverainisme et xénophobie vont de pair ! Réponse aux dérobades du Militant | 16 |
| Passons à l'ordre du jour (Militant) | 38 |
| Le Militant a de bien curieux lecteurs | 42 |
| Encore et à nouveau sur le charlatan «marxiste» Costanzo Preve, | 44 |
| Qui diable peut, à gauche, pleurer la disparition du «marxiste» social-chauvin Costanzo Preve, l'ami d'Alain de Benoist | 47 |
| Si vous avez le cœur bien accroché.. | 56 |
| Analyse d'un article conspirationniste (Militant) | 57 |
| Infiltration ou projet politique ? (L'Avamposto degli Incompatibili) | 60 |
| «National-bolchevisme» à propos de <i>Rébellion</i> (Reflex) | 63 |
| Les multiples visages de la Troisième Voie (Opération Poulpe) | 66 |
| Les amis d'A. Soral, toujours au Front...de Gauche ? (Opération Poulpe) | 71 |
| A propos d'un ultragauche xénophobe et de ses écrits | 74 |
| Introduction aux «Dix commandements...» | 78 |
| Les dix commandements du petit xénophobe «radical» | 81 |
| 2. Social-chauvinisme | 87 |
| Sociaux-patriotes d'hier et d'aujourd'hui : permanence et récurrence des idées réactionnaires | 89 |
| Ni dieu, ni César, Ni Mélenchon (Critique sociale) | 92 |
| Pour un mouvement social européen... (Critique sociale) | 95 |

À propos du «phénomène Mélenchon» et du grand retour du PCF:
Jurassic Park en France ?

100

Le Front de gauche, une nouvelle version des illusions électoralistes
(**Lutte ouvrière, Lutte de Classe**)

109

Le Parti de gauche et les élections européennes, entre radicalisme de
façade et idées réactionnaires (**Lutte ouvrière, Lutte de Classe**)

122

Mélenchon/Moscovici: le vrai problème (**Blog Mémorial**)

132

Jérôme Kerviel, Mélenchon et... l’Affaire Dreyfus !

135

A propos du réac Jean-Claude Michéa (alias Nietzsche), des Editions
l’Échappée et de leur «vigilance»... en carton pâte

136

Commentaires sur *Radicalité : 20 penseurs vraiment critiques* (**Max
Vincent**)

151

Notre identité c’est l’humanité (**Camille Boudjak, ICO**) 170

3. Confusion à propos de la liberté d’expression

Ce soir ou jamais: une émission prétendument «transgressive»
plébiscitée par l’extrême droite pour son «courage»

Sur la liberté d’expression (**Brasiers et cerisiers**)

La connerie du jour : «Moi je parle avec tout le monde» (**Brasiers et
cerisiers**)

192

Limites de l’antisionisme n° 11 : La véritable raison pour laquelle Jean
Bricmont soutient la liberté d’expression des antisémites et des néonazis

200

Quand Michel rime avec quenelle (**florealanar**)

4. Complotisme 209

Faut-il jeter le *Diplo* avec l’eau du complot ? (**Des prolétaires**)

211

Stratégie du chaos: quand les partisans de Collon sèment le brun dans la
CGT (**Opération Poulpe**)

217

Les bobards conspirationnistes font le jeu des soutiens (intéressés ou
pas) de Bachar el-Assad

223

Égypte : des «marxistes laïques» font la com' des assassins pilotés par le général Al-Sissi....Ou le complotisme au service du nationalisme militaro-tiersmondiste

224

Le «marxiste» Samir Amin rejoindra-t-il le fan club du général Al-Sissi ? 227

Diffamation, renvoi d'ascenseur et copinage sans principes

228

Sommaire provisoire du second volume de *Nos tares politiques*
(à paraître en juillet 2014)

5. Antisémisme de gauche, négationnisme et relativisme

L'antisémisme : paradoxe ou maladie congénitale «à gauche» ?

Michel Dreyfus, «Lutte Ouvrière et le négationnisme» : une mise au point nécessaire (Lutte de Classe)

LO, les «bordiguistes» et Auschwitz ou le grand alibi : à propos d'une «mise au point» (Le prolétaire)

Comment Alain Bihl analyse *Auschwitz et le grand alibi*

Sur les origines d'un certain relativisme “ultragauche” et ses dérives hypercritiques,

Sur La Vieille Taupe n° 1 et *La Banquise* (extraits de textes de l'un ses collaborateurs)

Dieudonné: l'antisémisme, l'affaire du siècle pour gagner sa place au soleil (**Opération Poulpe**)

Vergès, un salaud baveux (**Luftmenschen**)

La Dieudosphère, bien plus vaste qu'elle n'en a l'air (**Luftmenschen**)

Limites de l'antisionisme n° 11

L'antisionisme franchit le mur du Çon

Limites de l'antisionisme n° 12 BDS, Carrefour et le «je vous laisse deviner»... de France Palestine

Antisionisme: halte à la récupération de l'extrême droite (Opération Poulpe) 154

De l'Affaire Dreyfus à l'incident Yardeni : la haine des bourgeois juifs (et beaucoup moins des autres), une vieille tradition de gauche

Limites de l'antisionisme n° 13 : Selon l'OCL, le CRIF serait une puissance occulte qui commanderait les 91 conseillers de la communauté Est-Ensemble de l'Ile-de-France

Limites de l'antisionisme n° 14 : Les «antisionistes» sont, eux eux aussi, victimes du «mal de mer» !

Sur les sources de l'antisémisme de gauche

Quand Michel rime avec quenelle (**Floreal**)

6. Incompréhension et opportunisme vis-à-vis des religions

Religion et politique: les quatre cavaliers de l'obscurantisme

– L'offensive tous azimuts des théologiens, ecclésiastiques, etc.,

– L'offensive des Etats

– L'offensive des intellectuels théocompatibles

– L'offensive des humanitaires

Le jésuite Pierre Tevanian est un digne représentant de la confusion gauchiste postmoderne

Les mots de Marx sont importants (**Germinal Pinalie**)
La propagande antireligieuse des bolcheviks en images
Émancipation socialiste et religion : Une rupture d'héritage, d'idées et de langage ? Lecture critique de Pierre Tevanian, *La Haine de la religion. Comment l'athéisme est devenu l'opium du peuple de gauche* (**Christian Beuvain** avec la collaboration de **Jean-Guillaume Lanuque**, Dissidences)

Quand la gauche se voile la face, l'extrême droite s'exhibe...
(**Opération Poulpe**)

Radio Libertaire, Daniel Pipes et Guy Millière
L'appel des Libertaires contre l'islamophobie
Dix questions aux «libertaires» sur l'«islamophobie» et le racisme
La fourestrophobie: un nouveau gadget «gauchiste»!
Réponse à une lettre d'un lecteur sur la religion
Charlie Hebdo, les musulmans et la liberté d'expression

7. Vieux dogmes

Trotskyistes, néotrotskyistes et... dinosaures
Cinq petites choses que les trotskystes devraient savoir sur les jeunes «anarchistes» d'aujourd'hui

8. Illusions autogestionnaires

Stratégies patronales aux éditions Agone (**Gilles et Raphaël**)
Agone, firme capitaliste ou collectif éditorial et militant en crise ?
(**Denis Becquet, Thierry Discepolo**, etc.)
Crise d'Agone...ou crise du mythe autogestionnaire ?

9. Impasses du post-modernisme : nation, religion, genre, "race" et classe -

Recodifier le féminisme à partir de la «race» ? Lecture critique de Felix Boggio Ewanjé-Epée, Stella Magliani-Belkacem, Les féministes blanches et l'empire (**Florent Schoumacher avec le concours de Christian Beuvain**, *Dissidences*)

L'essentialisme et le problème des politiques identitaires (**Ravage Editions**)

Thèses préliminaires pour une discussion plus approfondie sur l'essentialisme et le problème des politiques identitaires (**Lawrence Jarach**)

Postmodernisme, académisme de gauche et crise du capitalisme (**Insurgent Notes**)

L'anti-impérialisme face à la révolution iranienne (**Insurgent Notes**)

À propos de Penser la terreur passées : l'islamisme et la théorie critique sur la gauche de Susan Buck – Morss (**Insurgent Notes**)

10. Pour en finir avec le pessimisme des militants

Pays-Bas : Un doigt d'honneur contre le contrôle des migrations !

Ce soir, camarade, tu iras manifester «contre la guerre» (**Nad Iam**),

Depuis septembre 2002

Ni patrie ni frontières a publié

Revue (photocopiées)

N° 1 : *Sur l'URSS – Élections 2002 – Nouveau Parti «anticapitaliste» – Lutte ouvrière* (2002), 7, 5 €

N° 2 : *Famille, mariage et morale sexuelle* (2002), 7, 5 €

N° 3 : *Que faire contre les guerres ?* (2003), 7, 5 €

N°4/5 : *États, nations et guerre ; Grèves de mai-juin* (2003), 10 €

N° 6-7 : *Les syndicats contre les luttes ? – Athéisme et religion* (2003), 10 €

N° 8-9 : *Anarchistes et marxistes face à la question juive, au sionisme et à Israël* (2004), 10 € (l'essentiel des textes sont repris dans la compil' n° 1 et de nouveaux articles y ont été ajoutés, cf. infra)

N° 10 : *Religions, athéisme, multiculturalisme, citoyennisme, «islamophobie» et laïcité* (2004), 7, 5 € (l'essentiel des textes sont repris dans la compil'n° 5 et de nouveaux articles y ont été ajoutés, cf. infra), 7,5 €

N° 11-12 : *Terrorismes et violences politiques* (2004), 10 € (l'essentiel des textes sont repris dans la compil'n° 4, et de nouveaux articles y ont été ajoutés, cf. infra)

N° 13-14 : *Europe ? Référendum ? Démocratie ?* (2005), 10 €

N° 15 : *«Quand les jeunes dansent avec les loups» – Tracts – Analyses – Témoignages* (2005), 7, 5 €

N° 16-17 : *«Rêve général» – Tracts, interviews et analyses du mouvement contre le CPE* (2006), 10 €

N° 18-19-20 : *Dieu, race, nation : mythes mortifères* (2007), 10 € (l'essentiel des textes sont repris dans la compil' n° 5, et de nouveaux articles y ont été ajoutés, cf. infra)

Revue (imprimées)

N° 21-22 : *Offensives réactionnaires : Sarkozy – Blairisme – Banlieues et guérilla urbaine – Trotskystes et obsessions électorales – Questions noires en France* (2007), 10 €

N° 23-24 : *Justice sociale contre démocratie occidentale* (2008), 10 €

N° 25-26 : *Sans-papiers – Venezuela – Précarité* (2008), 10€

N° 27-28-29 *Gauchisme post-moderne – Iran, Israël, Venezuela – Sans-papiers – Insurrectionnisme* (2009) 12 €

N° 30-31-32. *Travailleurs contre bureaucrates (1876-1968)*, 12 € (2010)

N° 33-34-35 *Les pièges mortels de l'identité nationale* (2011), 12€

N° 36-37 *Inventaire de la confusion* (2011), 10 €

N° 38-39 *De l'altermondialisme aux Indignés* (2012), 10 €

N° 40-41 *Soulèvements arabes* (2012), 10 €

Brochures

- Emma Goldman et la révolution russe (2002, 4 €)
- La révolution russe : L. Goldner, C. Harman, M. Martin (2002, 4 €)
- Voltairine de Cleyre, militante anarchiste-féministe (2002, 4 €)
- Anthologies et livres :
 - Compil' 1 : «*Question juive*» et antisémitisme, sionisme et antisionisme (anthologie), 2008, 336 p., 10 €
 - Compil' 2 : *Islam, islamisme, «islamophobie»* (anthologie), 2008, 344 p., 10 €
 - Compil' 3 : *La Fable de l'illégalité : les sans-papiers aux Pays-Bas, les limites de l'altermondialisme et de l'écologie* (recueil d'articles), 2008, 360 p., 10 €
 - Loren Goldner, *Demain la Révolution* (recueil d'articles) tome 1, 2008, 12 €
 - Compil' 4 : *De la violence politique* (anthologie), 2009, 300 p., 10 €
 - Compil' 5 : *Religion et politique* (anthologie), 2010, 400 p. 12 €
 - Compil' 6 : *Polémiques et antidotes contre certains mythes et mantras gauchistes* (anthologie), 12 €
 - *Encyclopédie anarchiste : La Raison contre Dieu* (anthologie), 484 p, 2010, 12 €
 - *Restructuration et lutte de classes dans l'industrie automobile mondiale* (recueil articles d'Échanges et Mouvement 1979-2009), 230 p, 2010, 6 €
 - Patsy, *Le monde comme il va, Chroniques 1999-2010*, 345 p., 2010, 12 €
 - G. Munis, *Textes politiques, Œuvres choisies, tome 1. De la guerre d'Espagne à la rupture avec la Quatrième Internationale (1936-1948)*, 400 p., 2012, 12 €
 - Michel Roger, *Les années terribles (1926-1945), La Gauche italienne dans l'émigration parmi les communistes oppositionnels*, 326 p., 2012, 12 €
 - Karim Landais, *De l'OCI au Parti des travailleurs*, 600 p., 2013, 14 €
 - *L'enfer continué. De la guerre de 1940 à la guerre froide. La Gauche communiste de France parmi les révolutionnaires*, 332 p., 2013, 12 €

ABONNEMENTS ET COMMANDES : Tous les prix incluent les frais de port. Certaines revues sont épuisées mais nous pouvons les envoyer en format PDF par mail ou les photocopier. Les articles les plus intéressants sont repris dans les «compil'». L'abonnement coûte 28 € pour 3 numéros (simples, doubles ou triples) et 54 € pour 6 numéros (*idem*).

Site : mondialisme.org puis cliquer sur *Ni patrie ni frontières* et chaque numéro ou rubrique

Contact : écrire à Yves Coleman (sans autre mention) 10, rue Jean-Dolent 75014 Paris ou bien yvescoleman@wanadoo. fr

Des altermondialistes aux Indignés : Bilan provisoire

Avril 2012 – N° 38-39 – 10 €, mai 2012

L'altermondialisme commence à avoir une longue histoire et est présent dans de nombreux pays. Ce numéro tente de dresser un bilan provisoire, partiel et partial, en évoquant les lignes de force idéologiques qui font consensus au sein du «mouvement des mouvements», au-delà des divergences multiples, profondes ou superficielles. Nous republions plusieurs textes du groupe néerlandais De Fabel van de illegaal, du Cercle social et de *L'Oiseau Tempête*, qui, il y a dix ans, avaient fort bien perçu les limites et les faiblesses de l'altermondialisme. Leurs critiques n'ont, hélas, pas été démenties par les faits.

La revue présente ensuite trois points de vue différents sur le mouvement des Indignés, deux assez sévères et le dernier plus dans le questionnement. Nous ne prétendons pas, bien sûr, épuiser dans ce numéro l'étude de ce récent produit dérivé de l'altermondialisme.

Les camarades néerlandais du groupe Doorbraak nous racontent leur première campagne contre le travail obligatoire aux Pays-Bas, ce laboratoire de toutes les politiques antisociales en Europe.

Nous abordons ensuite la façon dont les milieux d'extrême gauche ont réagi face à la tuerie de Toulouse, en niant sa dimension antisémite, comme à leur habitude, et en s'alignant sur la version des médias et du pouvoir selon laquelle Mohamed Merah aurait été un «fou», un «sociopathe», un «psychopathe» et/ou un «loup solitaire». Ou bien en cherchant désespérément une explication dans une abracadabrante théorie du complot.

Nous publions deux textes des Luftmensen, l'un sur la signification des attentats commis par le fasciste norvégien Anders Behring Breivik, l'autre sur «les racines et les excroissances du négationnisme». Ces deux articles tentent d'expliquer ce qu'est le néofascisme aujourd'hui et quelles sont ses influences idéologiques.

Nous lançons quelques pistes sur la question de l'antisionisme en soulignant certains éléments peu connus, en tout cas peu discutés, de son histoire, qui à notre avis permettent de mieux saisir les limites de l'antisionisme de gauche actuel.

Enfin, nous publions un article sur les proximités idéologiques entre Alain Soral et Hassan Iquioussen, texte qui éclaire les convergences surprenantes entre les extrêmes droites «gauloise» et «musulmane» en France. **Prix:** 10 euros

Sur les soulèvements arabes

Ni patrie ni frontières n° 40-41, 10 €, juin 2012

Ce numéro porte essentiellement sur les révoltes dans les pays arabes. La première partie, la plus longue, contient deux imposantes brochures du groupe Mouvement communiste («Tunisie: Restructuration à chaud de l'État après une tentative d'insurrection incomplète» et «Égypte: Compromis historique sur une tentative de changement démocratique»), qui tentent de nous donner quelques clés sur ce qui s'est passé dans ces deux pays en 2011.

En dehors de nous fournir une chronologie précise, une bibliographie, et de nombreuses données statistiques, ces articles essaient de décrire et comprendre les forces sociales et politiques en présence. Les auteurs partent d'un point de vue de classe et non de considérations sur le «conflit des civilisations» ou le retard «culturel ou anthropologique» des Arabes comme le font certains esprits distingués.

Qu'ils approuvent ou pas le parti-pris marxiste orthodoxe de Mouvement communiste et le fait que ces camarades placent au centre de leurs espérances l'auto-organisation et les luttes des prolétaires, les lectrices et lecteurs de cette revue disposeront d'analyses sociales, historiques et économiques solides, loin de tout triomphalisme gauchiste et de toute naïveté tiersmondiste.

L'idéal aurait sans doute été de publier un recueil de traductions d'articles écrits par des groupes ou des individus militant sur place, malheureusement cela ne nous a pas été possible – cette fois-ci.

La seconde partie de la revue, beaucoup plus polémique que la première, commence par souligner la complicité des régimes de Chavez et Castro avec les dictatures de Bachar al-Assad et Mouammar Kadhafi, complicité dont les fondements économiques et financiers ont apparemment échappé aux «anti-impérialistes», aux altermondialistes de tout poil, au *Monde Diplomatique*, à Acrimed, etc. Bref, à tous ces militants qui sont prêts à payer 1 500 billets d'avion pour montrer leur solidarité avec les Palestiniens soumis au colonialisme israélien, mais pour qui les 10 000 morts (et le compteur macabre continue à tourner à toute vitesse) massacrés en quelques mois par le régime «anti-impérialiste» syrien, soutenu par Castro et Chavez, leurs idoles, n'est qu'un «point de détail»...

Un article rappelle la complicité de tous les partis de l'Internationale socialiste avec les régimes de Ben Ali et de Moubarak, car les militants ont souvent la mémoire courte, très courte.

Deux textes proposent quelques définitions provisoires des modalités du racisme, des différentes formes de discriminations, mais aussi de termes comme ceux de culture, peuple et civilisation.

Enfin, nous nous interrogeons sur la pertinence de certaines déclarations du philosophe Cornelius Castoriadis à propos du monde arabo-musulman. Cette réflexion est née d'une discussion avec un collectif de «castoriadiens» (Lieux Communs). Le débat a tourné court et s'est mal terminé, mais il aura au moins permis de révéler que, même chez des individus «radicaux» qui prétendent avoir un esprit critique ; qui affirment échapper à tous les pièges des modes intellectuelles réactionnaires ; qui dénoncent ce qu'ils appellent avec hauteur le simplisme, l'inculture et le sectarisme de l'extrême et de l'ultra gauche, eh bien, même chez ces individus-là, on trouve des pulsions xénophobes bien enracinées et des raisonnements racialisants, parfaitement ordinaires, sous un vernis intellectuel propre à épater les gogos.

Au nom du droit à la critique de la religion, de l'islam et de l'islamisme, d'une dénonciation justifiée des régimes dictatoriaux dans les pays dits arabo-musulmans, et au nom d'une prétendue nouvelle pensée «révolutionnaire» favorable à «l'autonomie» (tarte à la crème, déjà avariée, venue remplacer l'autogestion des années 60 et 70, idéologie désormais inutilisable) et à la «démocratie», ces individus tombent en fait dans les pièges les plus grossiers que nous tendent les politiciens, les médias et les intellectuels au service du pouvoir.

Triste époque...

G. Munis: *De la guerre civile espagnole à la rupture avec la Quatrième Internationale (1936-1948) Textes politiques – Œuvres choisies*, tome I, 12 €, 2012

G. Munis n'est pas très connu en France, même si plusieurs de ses ouvrages sont déjà parus dans ce pays. Ce premier volume de ses œuvres choisies retrace son évolution théorique, du trotskysme le plus orthodoxe à des positions plus proches de ce qu'il est convenu d'appeler les Gauches communistes – ce que les journalistes désignent sous le nom d'«ultragauche».

Les documents réunis dans ce volume couvrent la période 1937-1952, année où G. Munis est incarcéré par le franquisme. C'est une période marquée d'abord et avant tout par la guerre civile espagnole, puisque Munis se trouvait à Barcelone, où il tenta, avec une poignée de militants, de construire une organisation révolutionnaire ; la prison et les tortures en Espagne, puis l'exil en France et enfin au Mexique ; sa collaboration avec Trotsky à Mexico ; la Seconde Guerre mondiale, les mouvements de résistance et les discussions que ces événements provoquèrent au sein des groupes trotskystes ; la naissance des démocraties populaires et la construction d'un glacis autour de l'URSS considérée désormais par Munis comme un capitalisme d'Etat ; la naissance de la guerre froide et les problèmes nouveaux qu'elle posa.

Toutes ces questions peuvent paraître lointaines, voire dépassées, mais elles sont toujours actuelles. Il suffit de voir avec quelle rapidité la crise mondiale que nous subissons provoque de nouveau, à gauche comme à droite, des discours anti-allemands ou antichinois, l'apologie du protectionnisme, ou au contraire les appels au renforcement des structures politiques de l'impérialisme européen, pour vérifier que le poison du nationalisme est toujours là, même si l'URSS et ses satellites ont disparu et même si le déclenchement d'une nouvelle guerre mondiale en Europe ne semble, pour le moment, pas crédible.

La lecture de ces textes, en grande partie inédits en français et en tout cas introuvables, a aussi un autre intérêt: nous faire découvrir les écrits d'un homme qui n'a jamais abdiqué son combat pour le communisme, qui ne s'est vendu ni aux staliniens, ni à la social-démocratie, ni à la bourgeoisie, et a su rester fidèle à ses convictions.

Prix 12 €

Michel Roger : *Les années terribles (1926-1945). La Gauche italienne dans l'émigration, parmi les communistes oppositionnels*, 12 €, 2013

Où l'histoire d'ouvriers italiens émigrés obligés d'échapper au fascisme rejoint l'histoire, la grande Histoire !

«Suivre l'évolution politique de la Fraction italienne de la Gauche communiste et de ses membres, nous conduit à comprendre les questions politiques qui se posent à la classe ouvrière après l'effondrement de l'Internationale communiste et à appréhender autrement, et de façon plus vivante, le XXe siècle.

«Le lecteur d'aujourd'hui pourra aborder ainsi les questions politiques fondamentales posées par la dégénérescence de l'Internationale communiste, des partis communistes et l'échec de la révolution russe qui a entraîné la montée du fascisme, du stalinisme et la guerre d'Espagne pour enfin aboutir à l'horreur absolue de la guerre impérialiste mondiale jusqu'à l'enfer atomique à Hiroshima et Nagasaki.

«C'est au quotidien et parfois dans leur corps que ces ouvriers italiens, nos camarades, ont subi cette vie de proscrits à travers l'Europe où tous les gouvernements y compris le gouvernement russe, les pourchassaient. Restés fidèles à l'internationalisme prolétarien, malgré les horreurs de cette période, les camps de concentration que certains ont connus, la relégation dans les îles pour d'autres, ils ont combattu pour nous léguer une méthode critique et vivante du marxisme et de la théorie révolutionnaire. En réaction contre l'hystérie nationaliste de la Résistance, ils ont encore eu la force de créer le Parti communiste Internationaliste en Italie en 1944 et la Fraction de la gauche communiste de France.»

Michel Roger

L'enfer continue :
De la guerre de 1940 à la guerre froide
La Gauche communiste de France
parmi les révolutionnaires (1942-1953)
Textes à l'appui avec des écrits politiques de Jean
Malaquais -

L'enfer mondialisé !

Nous ne sommes pas uniquement «condamnés à vivre dans le monde où nous vivons», nous devons sans cesse revenir sur notre histoire, l'histoire du mouvement ouvrier. Nous gagnerons un avenir uniquement parce que nous aurons réinvesti notre passé pour le dépasser en l'assimilant. L'analyse minutieuse et la critique sans concession de ce passé et des erreurs commises par nos camarades sont les seuls gages permettant de dépasser la situation présente. Nous constatons forcément, à la lecture de l'histoire passée, que leur situation politique n'était pas meilleure que la nôtre. Loin s'en faut !

«J'ai été jeté dans la vie en plein brasier révolutionnaire, écrivait Marc Chirik en 1949. C'était les années glorieuses de la Révolution d'Octobre ! Depuis, cela va faire trente ans que j'ai parcouru physiquement et moralement tous les degrés du calvaire du prolétariat. J'ai suivi personnellement ce mouvement rétrécissant qui va de la III^e Internationale à l'Opposition de Gauche, de l'Opposition à la Gauche italienne pour aboutir aux petits groupes qui sont les nôtres aujourd'hui. Dans l'histoire et même dans l'histoire d'une classe, trente années c'est peu de choses, mais pour un pauvre diable c'est presque toute une vie.» (Lettre à Jean Malaquais)

La Gauche communiste internationale et la Gauche communiste de France (GCF) nous apprennent à penser librement en remettant en cause nos certitudes et en observant les modifications survenues au sein du capitalisme mondial, qui favorisent la tendance au capitalisme d'État. Elles nous apprennent à nous situer d'abord au niveau international et à celui de la classe ouvrière, pour analyser des situations. Avec la GCF apparaît pour la première fois en France un courant de gauche dans le mouvement communiste, courant rattaché aux tendances de la Troisième Internationale qui ont été critiquées dans les années 20 par Lénine dans son ouvrage *La maladie infantile du communisme*.

En publiant cet ouvrage, nous adressons un salut tout spécial aux membres de la Gauche communiste de France qui ont vécu ce que décrivait *Programme Communiste* dans un article à la mémoire du camarade Ottorino Perrone qui venait de disparaître en 1957. «Pour affronter un tel désastre (la contre-révolution et la guerre), il fallait aux militants une

loyauté envers le prolétariat, un désintéressement, un mépris de la popularité et même, devant les m

Prix : 12 €

Livres imprimés sur des papiers labellisés
FSC
Certification garantissant une gestion durable de la forêt
Dépôt légal 2^e trimestre 2014
Achévé d'imprimer sur les presses du
Centre Littéraire d'Impression Provençal
Artizanord n° 203
42, boulevard de la Padouane – 13015 Marseille
www.imprimerie-clip.com
N° d'impression 07100227